

ESSAI SUR LA STRUCTURE DES BILANS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1944, à 13 heures 30

par

ANDRÉ DALSACE

Ancien élève de l'École Polytechnique.

PRÉSIDENT : M. HAMEL, professeur.

Suffragants { MM. AMIAUD, professeur.
LAGARDE, professeur.

1946

ESSAI
SUR
LA STRUCTURE DES BILANS

ESSAI SUR LA STRUCTURE DES BILANS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1944 à 13 heures 30

par

ANDRÉ D'ALSACE

Ancien élève de l'école Polytechnique.

PRÉSIDENT M. HAMEL, professeur.

Suffragants { MM. AMIAUD, professeur.
LAGARDE, professeur.

Outre l'avant-propos, il a été ajouté au texte de la Thèse un appendice rendu indispensable par les modifications à la législation découlant de l'ordonnance 45-1820 du 15 août 1945 et du décret 46-147 du 5 février 1946.

LES ÉDITIONS FOUCHER

19, rue Racine - PARIS (6^e)

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



*A mon Père,
A ma Fille,
A mes Elèves « Morts pour la France »,
In Memoriam et in Spem.*

AVANT-PROPOS

Le présent travail a été écrit de fin 1941 à fin 1943, dans la clandestinité.

J'ai pu, de ce fait, y consacrer plus de réflexion que dans la vie agitée de Paris, mais n'ai pas eu à ma disposition toutes les ressources de ma bibliothèque.

De la comparaison de la bibliographie qui ne comprend que des auteurs non cités, que j'avais consultés précédemment, et de l'index des auteurs cités, il résulte que mon choix a dépendu des circonstances et des moyens de travail que j'avais à ma disposition.

Un appendice ajouté alors que l'ouvrage était sous presse a trait à la réforme apportée par le décret du 5 Février 1946 à la structure des bilans des entreprises ayant usé de la faculté de réévaluer prévue par l'ordonnance du 15 Août 1945.

Je manquerais au devoir de la plus élémentaire reconnaissance en n'exprimant pas mes remerciements à M. J. HAMEL, Professeur de Droit Commercial à la Faculté de Droit de Paris, qui a bien voulu me faire, tant par écrit que verbalement, des remarques qui m'ont permis, grâce à l'étude approfondie qu'il avait faite de mon manuscrit, d'améliorer la rédaction de différents chapitres.

Je tiens également à remercier M^{lle} ALICE ROUSSEAU du précieux concours qu'elle m'a apporté, notamment en recherchant diverses sources et en me communiquant, dans des conditions difficiles, une abondante documentation.

LE BILAN

INTRODUCTION

Si le mot bilan est devenu d'usage courant, il ne faudrait pas en déduire que la notion correspondante soit bien connue.

« Bilan » éveille, à juste titre, l'idée de résumé d'une situation.

Mais on lui donne souvent — par une extension d'ailleurs abusive — le sens de résumé historique des avantages et inconvénients d'un ensemble d'opérations.

C'est ainsi que l'on parle du bilan d'une bataille, pour résumer les gains et pertes des adversaires en présence, du bilan thermique, pour indiquer les quantités de calories fournies à une machine et celles utilisées.

Pris dans son sens propre, sens que nous aurons à préciser dans la suite de cette étude, le bilan, résumé d'une situation à un moment déterminé, permet essentiellement de faire le point, opération qui devrait être renouvelée périodiquement, et ce, dans tous les ordres d'idées.

L'Empereur faisait tenir strictement à jour le contrôle de ses effectifs, c'est-à-dire le bilan de ses troupes.

Un chef de gouvernement cherche à connaître le bilan de l'état moral du pays.

Le chef d'un atelier bien organisé sait tous les jours l'état des fabrications en cours.

On pourrait multiplier ces exemples à l'infini (1) et il est indéniable que de nombreuses fautes, voire des catastrophes, seraient évitées si les dirigeants s'obligeaient périodiquement à faire le point.

Tous les commerçants sont astreints à dresser annuellement leur inventaire (art. 9 du Code de Commerce).

Sans même faire intervenir le droit fiscal qui, en vue de l'établissement de l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, impose à tous les assujettis d'établir un bilan annuel, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions ont, pour des raisons purement juridiques, la même obligation.

On sait, en effet, que les dirigeants de ces sociétés doivent présenter aux associés un bilan annuel aux fins d'approbation.

Or, celles-ci ont pris une place prépondérante dans l'Économie.

(1) On trouvera dans le très intéressant article de M. CHEZLEPRÊTRE, publié dans la *Revue d'Economie Nationale* de juillet 1942, sous le titre : « La raison d'être d'un plan comptable général », un éloquent plaidoyer sur l'intérêt que peut présenter une uniformisation, sur le plan professionnel, des bilans et des comptabilités.

De ce fait, comme aussi par suite du goût toujours plus grand pour la spéculation, un nombre croissant de personnes ont la qualité d'associés.

Il est de nombreuses sociétés françaises qui comportent des dizaines de milliers d'actionnaires; il en est même qui en comptent plus de cent mille.

« Si l'on veut que le vote des actionnaires soit efficace et représente vraiment une force éclairée, il faut que l'actionnaire soit au courant de la situation sociale... De là, l'utilité du bilan et du compte de profits et pertes » (1).

Malheureusement bien peu, parmi cette immense légion d'associés, sont capables de comprendre les bilans qui leur sont soumis pour approbation.

C'est pourquoi les assemblées générales d'actionnaires ne sont, bien souvent, *« qu'une comédie dont ils sont, à la fois, les acteurs et les spectateurs » (2).*

En outre, les dirigeants de sociétés sont pour la plupart incapables d'intervenir utilement dans l'établissement du bilan, document pourtant essentiel, puisque, comme le disait M. HUBERT DE HARVEN :

« Les statuts diront que chaque année un bilan sera dressé;

« La loi le prescrira;

« Le fisc s'en servira;

« Les tiers ne voudront contracter avec une société qu'après avoir examiné ses bilans.

« C'est le bilan qui permettra aux actionnaires d'apprécier s'ils doivent :

« Continuer à accorder leur confiance aux gérants;

« Distribuer les bénéfices ou les réserves;

« Maintenir ou transformer leurs règlements sociaux, voire même demeurer en association.

« Cette remise périodique de la situation sociale, qui forme l'histoire chiffrée de la Société, permettra aux Gérants de puiser dans cet examen de la vie sociale des instructions et indications pour leur gérance future et leur fournira l'occasion de rendre compte de leurs actes à leurs mandants et d'en obtenir décharge » (3).

Les administrateurs de sociétés n'interviennent généralement pas dans la confection du bilan.

« Combien d'administrateurs, même de très grandes entreprises, estiment qu'ils ont fait leur devoir après avoir lu les comptes qui leur sont présentés par leurs services spécialisés. Combien fréquemment

(1) J. HAMEL, « La Réglementation du Bilan », in *Annales de Droit Commercial* 1931, p. 284.

(2) GERMAIN-MARTIN, Préface à A. DALSACE, *Principe Généraux du Bilan et de la Comptabilité*.

(3) H. de HARVEN, Rapport présenté au Congrès Juridique International de Bruxelles de 1910, Compte rendu T. II, p. 111.

ils approuvent légèrement les écritures qui vont être soumises à l'Assemblée générale » (1).

La principale cause de ce fâcheux état de choses provient du préjugé sérieusement enraciné que les questions de bilan nécessitent, pour être comprises, une profonde formation comptable et doivent donc rester le domaine réservé aux spécialistes autorisés.

Ceux-ci ont, bien entendu, cultivé cette manière de voir : à un congrès de comptabilité, deux experts-comptables fort distingués, MM. JARD ET BEDENNE, s'exprimaient, dans leur rapport, de la façon suivante :

« Seuls, ceux qui connaissent la clef des hiéroglyphes peuvent déchiffrer et comprendre le sens des inscriptions égyptiennes, de même, seuls ceux qui possèdent la clef des comptes peuvent comprendre les inscriptions portées au bilan... C'est dire que la lecture et la compréhension d'un bilan exigent des connaissances approfondies de comptabilité » (2).

On lit de même, dans la thèse de Doctorat en Droit de DELAVELLE, professionnel estimé de la comptabilité :

« Le bilan est un document d'ordre essentiellement comptable : c'est donc à la comptabilité à dicter les règles à suivre dans la confection du bilan » (3).

Mais les professionnels de la comptabilité n'ont pas été les seuls à défendre cette conception. On lit, par exemple, sous la plume de l'Intendant militaire MUTTELET :

« ... ne perd-on pas de vue que le bilan est d'origine et d'essence exclusivement comptable » (4).

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que les juristes se soient peu occupés des questions de bilan et de comptabilité.

Dans une thèse de 1906, consultée depuis par tous les juristes ayant eu à étudier les questions relatives au bilan, V. FARAGI écrivait :

« Or, il existe dans le monde de la Doctrine, à l'égard de la comptabilité en partie double (5), un certain dédain, une certaine aversion. » (6)

Il nous semble que, depuis cette époque, les comptables ont su transformer le dédain des juristes en révérence. Ceux-ci conser-

(1) GERMAIN-MARTIN, loc. cit., p. 9.

(2) JARD et BEDENNE, *La réglementation des bilans*, p. 2.

(3) DELAVELLE, *Le bilan au point de vue comptable et juridique*, p. 156.

(4) Intendant militaire MUTTELET, « Parlons du Bilan », *Experta* 1934, p. 120.

(5) Notons que FARAGI identifie à tort comptabilité et comptabilité en partie double. Celle-ci est, actuellement, le procédé technique le plus commode, dont des siècles de pratique ont montré les avantages. Mais de nombreux travaux ont prouvé qu'il existait d'autres techniques fort savantes et offrant même certains avantages par rapport à la comptabilité en partie double. On trouvera l'exposé des principales d'entre elles dans le très remarquable ouvrage de DUMARCHEY, *Théorie positive de la Comptabilité*.

(6) V. FARAGI, *De la Conception Economique opposée à la Conception Juridique du Bilan des Sociétés par Actions*, p. 7.

vent, pour cette pseudo-science, un éloignement marqué, explicable par leur incompréhension.

Nous disons pseudo-science car, pour nous, la comptabilité est une branche élémentaire de la statistique ; elle se contente d'additionner des données choisies, alors que la statistique les élabore par des procédés souvent fort délicats (1).

Quant à la Statistique elle-même, PENGLAOU a fort bien établi son caractère de technique dans une savante communication à la *Société de Statistique de Paris* (2).

Signalons que ce caractère technique de la comptabilité avait déjà été précisé par QUESNOT qui écrivait justement : « *simple ensemble de méthodes, la comptabilité ne peut prétendre s'élever au rang de Science* » (3).

Nous prenons le mot « technique » dans le sens que lui donne le Doyen GÉNY qui l'emploie faute de trouver « *de terme capable de mieux désigner l'effort spécial, et en quelque sorte professionnel, qu'il s'agit par là de spécifier...* » (4).

Si la Doctrine s'est peu intéressée à la technique comptable et à l'étude des bilans, on aurait pu supposer que le nombre croissant de litiges où interviennent les questions de bilan et de comptabilité aurait incité les magistrats et les avocats à étudier ces matières dont ils ont, professionnellement, à connaître. Il n'en est rien cependant et ils ont quelque excuse.

C'est seulement en vertu du décret du 5 avril 1942 que les Facultés de Droit ont à entr'ouvrir la porte à cet enseignement. Encore n'est-il obligatoire, ni pour la Licence, ni pour le Doctorat, et l'on peut craindre que, pendant de nombreuses années encore, avocats et magistrats se rapportent, les yeux fermés, à des rapports d'experts dont ils citent les conclusions sans, souvent, pouvoir en apprécier la valeur, faute d'en comprendre la teneur exacte.

Il est juste d'ajouter, en ce qui concerne singulièrement l'objet de la présente étude, que les tribunaux ont eu peu souvent à statuer sur la structure des bilans.

Ce n'est pas que les questions de Bilan n'aient pas eu souvent à être soumises aux tribunaux, en particulier en matière répressive.

En application des articles 15 et 45 de la loi du 24 juillet 1867, sont frappés de peines sévères les gérants et les administrateurs des sociétés par actions « *qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs* ». La jurisprudence avait été ainsi amenée à définir le dividende fictif comme celui dont la distribution porte atteinte à l'intégralité du capital social.

(1) Cf. nos observations sur cette question dans le *Bulletin de la Société de Statistique de Paris*, avril 1937, p. 25.

(2) *Bulletin de la Société de Statistique de Paris*, avril 1937.

(3) QUESNOT, *Administration financière, Méthodes comptables et Bilans*, p. 5.

(4) GÉNY, *Science et Technique en Droit privé positif*, T. I, p. 99.

De même, les tribunaux avaient justement considéré que la publication d'un faux bilan constituait un des délits sanctionnés par les articles 15 et 45 de la loi du 24 juillet 1867.

Mais l'examen attentif de ces décisions permet de constater que la jurisprudence qui s'est ainsi instaurée a surtout traité de questions d'évaluation d'actif ou d'omission de passif, rarement de structure de bilan proprement dite (1).

Sauf en matière de faillite, c'est le décret-loi du 8 août 1935 qui a légiféré le premier sur les questions de structure, en imposant l'approbation explicite par l'assemblée générale des actionnaires, sur rapport spécial des commissaires, de toute modification à la forme du bilan.

La date récente de ce décret-loi et son caractère spécial n'ont pas permis jusqu'ici aux tribunaux d'établir une jurisprudence d'ensemble relative aux questions de structure du bilan.

A défaut de décisions jurisprudentielles, c'est donc principalement à des travaux d'auteurs que nous aurons à nous référer.

La littérature, en matière de bilan, est innombrable, et je n'ai pas, de loin, la prétention de l'avoir épuisée. Malgré le risque pour mon esprit, car « *il ne se peut dire combien il perd et s'abastardit par le continuel commerce et fréquentation que nous avons avecques les esprits bas et maladifs* » (2), j'y ai consacré bien des heures depuis vingt-cinq ans et j'ai bien souvent été déçu.

J'ai constaté que nombre de publications ne consistaient, souvent, qu'en un démarquage de travaux antérieurs.

Même des auteurs ayant fait montre d'idées originales n'hésitent pas à s'approprier, sans les citer, des travaux antérieurs, la tête tournée par la fièvre de priorité qui « *domine toute la société scientifique* » (3).

J'ai cru, au contraire, devoir recourir à de nombreuses références et citations, car « *je festoie la vérité, en quelque main que je la trouve* » (4).

Outre qu'il respecte l'honnêteté scientifique, ce procédé a l'avantage, en permettant au lecteur de consulter facilement d'autres ouvrages, de l'inciter à le faire et à comparer des points de vue souvent opposés. En amenant le lecteur à travailler par lui-même, il est à espérer qu'il en tirera plus de profit car « *on se persuade mieux pour l'ordinaire, par les raisons qu'on a soi-même trouvées que par celles qui sont venues dans l'esprit des autres* » (5).

J'ai toujours conservé vis-à-vis de ceux que je citais une absolue liberté de jugement.

(1) Il existe cependant des exceptions intéressantes, notamment en matière d'amortissements.

(2) MONTAIGNE, *Essais* III, 8, Edit. La Pléiade, p. 894.

(3) DUHAMEL, *Cécile parmi nous*, p. 131.

(4) MONTAIGNE, loc. cit. p. 896.

(5) PASCAL, *Pensées*, Edit. La Pléiade, p. 833.

Les questions traitées ici « sont des sujets qui tombent sous le sens ou sous le raisonnement : l'autorité y est inutile, la raison seule a lieu d'en connaître » (1), cette raison que « chacun retrouve en lui-même » (2).

Si je me suis laissé aller quelquefois à un manque d'indulgence pour des opinions qui me paraissaient contraires à la logique ou au bon sens, c'est parce que je ne suis pas éloigné de penser qu'« il devrait y avoir quelque coercition des lois contre les écrivains ineptes et inutiles, comme il y a contre les vagabonds et fainéants » (3) et que j'ai hérité de mes ancêtres lorrains « l'âpreté critique, polémique et guerrière » que signalait MICHELET (4).

Il appartiendra à chacun de corriger, le cas échéant, la sévérité de mes appréciations.

Ce n'est qu'après de multiples remaniements qu'a été arrêté le plan du présent travail.

N'est-il pas vrai que « la dernière chose qu'on trouve en faisant un ouvrage est de savoir celle qu'il faut mettre la première » (5).

Je n'ai pas cru bon de suivre la Commission Interministérielle du Plan Comptable (6) dans l'ordre des matières étudiées.

De par sa composition notamment, celle-ci a fait passer les questions de technique comptable au premier rang, le bilan n'ayant pour

(1) PASCAL, *Préface pour le Traité du Vide*, Edit. La Pléiade, p. 306.

(2) KANT, *Critique de la raison pure* (cité par BRUNSCHWIG, *Pensées de Pascal*, p. 79).

(3) MONTAIGNE, loc. cit. p. 916.

(4) MICHELET, *Tableau de la France*, Edit. Les Belles-Lettres, p. 89.

(5) PASCAL, *Pensées*, Edit. La Pléiade, p. 835.

(6) Un décret en date du 22 avril 1941, publié au *Journal Officiel* du 23 mai 1941, a, sur la proposition des Ministres secrétaires d'État à l'Économie nationale et aux Finances, à l'Agriculture et à la Justice, et des Secrétaires d'État à la Production Industrielle et à l'Éducation nationale et à la Jeunesse, institué une Commission interministérielle du Plan comptable.

Ladite Commission était chargée :

1° D'élaborer un cadre comptable général qui pourra ultérieurement être rendu obligatoire pour toutes les entreprises ;

2° De donner son avis sur les projets de plans comptables détaillés établis dans chaque branche d'activité professionnelle par le Comité d'Organisation intéressé.

La Commission était composée ainsi qu'il suit :

Le Secrétaire général pour les questions économiques, Président.

Le Président du Centre d'organisation scientifique du travail, Vice-Président.

Membres :

1° Le Directeur de l'Économie générale au Secrétariat d'État à l'Économie nationale et aux Finances ou son représentant ;

Un membre de la Cour des Comptes désigné par le Premier Président de cette juridiction ;

Trois représentants du Secrétaire d'État à la Production Industrielle ;

Le Directeur de la Production Agricole au Secrétariat d'État à l'Agriculture ou son représentant ;

Un représentant du Ministre Secrétaire d'État à la Justice ;

Le Directeur de l'Enseignement Technique au Secrétariat d'État à l'Éducation nationale ou son représentant.

2° Au titre du crédit public :

Le Directeur du Trésor au Secrétariat d'État à l'Économie nationale et aux Finances ou son représentant ;

Un représentant de la Banque de France ;

Un représentant du Crédit national ;

Un représentant de la Caisse nationale des Marchés.

elle qu'une importance secondaire comme le prouve le peu de place consacré à celui-ci dans le volume résultant de ses travaux. Je crois, au contraire, qu'une classification logique des comptes doit découler de celle adoptée pour le bilan, ceux-là, pour la plupart, donnant les variations des différents éléments composant celui-ci.

C'est pourquoi, tout en me référant aussi souvent que possible au remarquable rapport de la Commission Interministérielle, j'ai essayé de rechercher par moi-même dans mes explications l'ordre dont PASCAL a dit :

« Cet ordre, le plus parfait entre les hommes, consiste non pas à tout définir ou à tout démontrer, ni aussi à ne rien définir ni à ne rien démontrer, mais à se tenir dans ce milieu de ne point définir les choses claires et entendues de tous les hommes, et de définir toutes les autres, et de ne rien prouver de toutes les choses connues des hommes, et de prouver toutes les autres » (1).

Finalement, j'ai trouvé indispensable de commencer par étudier l'Inventaire, et de consacrer quelques développements à la notion, si importante, de Situation Nette, que l'on doit aux remarquables travaux de J. DUMARCHEY (2). La définition du Bilan, ses propriétés générales, les principales divisions qu'il comporte ont fait l'objet des chapitres suivants.

Cet ensemble constitue la *première partie*.

La *deuxième partie*, consacrée à l'Actif et au Passif, c'est-à-dire à ce que l'on possède et ce que l'on doit, comporte les chapitres suivants :

Actifs proprement dits,
Actifs historiques,
Passifs proprement dits.

La *troisième partie* est consacrée à des éléments du bilan, de caractère plus technique : tout d'abord les Postes de Régularisation, dont l'importance est considérable, ensuite les Actifs et Passifs conditionnels. Elle est divisée en quatre chapitres intitulés :

(1) PASCAL, Opuscles : *De l'Esprit Géométrique et de l'Art de persuader*, Edit. La Pléiade, p. 362.

(2) Cf. J. DUMARCHEY, *Théorie Positive de la Comptabilité, La Comptabilité Moderne*.

3° Le Directeur des Impôts ou son représentant ;

Deux représentants des Administrations Fiscales.

4° Cinq experts-comptables désignés par le Ministre Secrétaire d'État à l'Économie nationale et aux Finances.

5° Cinq représentants des Comités d'Organisation professionnelle désignés par le Secrétaire d'État à la Production Industrielle.

6° Trois représentants du Centre d'Organisation Scientifique du Travail désignés par son Président ;

7° Le Directeur du Conservatoire national des Arts et Métiers ou son représentant.

8° Le représentant du Ministère de la Marine.

9° Deux représentants du Secrétaire d'État à l'Aviation.

La Commission Interministérielle a élaboré un plan comptable publié en juillet 1943. Son application demeure, pour le moment, facultative. Néanmoins, de nombreuses entreprises et différents Comités d'Organisation s'en sont inspirés pour établir des plans de comptabilité entrant dans le cadre général de celui proposé par la Commission.

Les Amortissements,
Les Provisions Régulatrices,
Les autres Comptes de Régularisation,
Actifs et Passifs conditionnels.

La *quatrième partie* a pour objet l'étude de la situation nette, c'est-à-dire de l'ensemble des postes dont le total correspond à la différence entre l'Actif proprement dit et le Passif proprement dit.

Y sont étudiés successivement, dans un premier chapitre, le caractère des postes de situation nette, le capital, pour lequel nous proposons une définition nouvelle, et les différents autres postes qui prolongent le capital, en particulier les réserves classiques. Le deuxième chapitre est consacré aux réserves à base fiscale telles que les provisions pour renouvellement d'actif et les postes analogues.

La *cinquième et dernière partie* comprend deux chapitres : le premier est consacré aux fonctions du Bilan, le deuxième à sa présentation.

Nous n'avons pas traité des bilans d'organismes soumis à des règles très particulières, comme les entreprises d'assurances et de capitalisation.

De tels bilans n'intéressent qu'un nombre relativement restreint de personnes. Le contrôle de l'État et les règles précises auxquelles ils sont soumis enlèvent, d'ailleurs, beaucoup d'intérêt à leur étude critique au point de vue structure.

On remarquera également que toutes les questions d'évaluation ont été simplement indiquées. Ce sont celles auxquelles les auteurs et la jurisprudence se sont le plus intéressés. Nous-mêmes avons eu l'occasion, assez souvent, de défendre nos idées sur ce point pour n'y pas insister (1).

Ces questions sont en dehors des limites du présent travail, aussi seules les indications nécessaires pour son intelligence ont été données.

Je n'ai pas hésité à faire appel à de nombreux exemples concrets, presque toujours pris dans la réalité.

La méthode de représentation graphique, à laquelle j'avais eu recours dans un précédent ouvrage (2), a été appliquée aussi souvent que cela m'a paru possible.

Fallait-il essayer de faire découler la solution de divers problèmes étudiés dans le présent travail de principes simples correspondant à de grandes règles du Droit et de l'Économie ?

Je sais qu'une telle recherche a été condamnée par certains dans son principe même. C'est ainsi que M. BESSIÈRE écrivait, dans un ouvrage fort intéressant par ailleurs :

(1) Cf. notamment : « Principes Généraux du Bilan et de la Comptabilité », « l'Évaluation de l'Actif dans les Bilans », in *Revue des Sociétés*, année 1926, « La Notion de Bénéfice », in *Revue des Sociétés*, année 1937.

(2) *Introduction à l'Étude du Bilan et de la Comptabilité*.

« Les auteurs, certainement influencés par les réponses récentes données au problème de la valeur des théories scientifiques, ont, par analogie, admis que leurs doctrines ne valaient qu'autant qu'elles pouvaient expliquer tous les faits ».

et condamnait cette recherche dans les termes suivants :

« Or, peut-on assimiler la doctrine du juriste à l'hypothèse du physicien ? Le fait juridique est la manifestation de la volonté humaine ; les rapports juridiques qui forment la matière du Droit Commercial ne découlent pas de la nature des choses comme les lois naturelles. Les faits sont mouvants, puisque dépendants de la fantaisie individuelle et on ne peut leur accorder la valeur qui est attachée aux faits sur lesquels on bâtit une science.

« Ici la loi influe sur le fait : l'ensemble loi, jurisprudence, doctrine met une limite à la volonté des individus, la maintient dans un certain cadre. La tendance à asservir la théorie aux faits nous paraît dangereuse : au lieu de raisonner, on ergote : au lieu de diriger, on énumère » (1).

Il nous semble que l'auteur, alors rédacteur aux Finances, a été quelque peu obnubilé par les méthodes de ce que certains appellent le Droit Fiscal. En cette matière, l'Administration ne se pique ni de logique ni de méthode et, sous prétexte de nécessité, prend l'argent là où elle le trouve. Si, par suite d'une interprétation erronée de la loi, condamnée par les tribunaux, elle éprouve des insuffisances de perception par rapport à ses évaluations, elle s'empresse, usant de son pouvoir pratiquement souverain, de faire modifier la loi de finances. C'est là un abus du Positivisme juridique que le Doyen GÉNY a si rigoureusement attaqué comme contraire à « notre vieux « DROIT NATUREL », qu'il est plus franc de reconnaître tel qu'il est, plutôt que de le maquiller en sourdine en prétendant qu'il n'existe pas » (2). De cet abus résulte que la fiscalité correspond de moins en moins à une construction harmonieuse et les théories expliquant un ensemble de règles fiscales deviennent malheureusement de plus en plus rares.

La situation n'est pas la même en Droit Commercial. Malgré les retouches apportées, trop souvent avec incompetence, par le législateur, il subsiste des théories expliquant de nombreux faits juridiques par leur groupement en ensembles coordonnés. Ces théories correspondent à un besoin de l'esprit : « Les faits tout nus ne sauraient nous suffire : c'est pourquoi il nous faut la science ordonnée ou plutôt organisée » (3).

Ce qui est vrai en Droit Commercial l'est, *a fortiori*, dans le domaine présentement étudié.

En matière de bilan il y a des lois économiques qui subsistent, indépendamment de la législation, et qui ont une importance primordiale.

(1) R. BESSIÈRE, *Les notions d'Amortissement, de Provision et de Réserves en matière d'impôt cédulaire sur les B. I. C.*, p. 57.

(2) GÉNY, *Science et Technique en Droit Privé Positif*, T. IV, p. 265.

(3) Henri POINCARÉ, *La Science et l'Hypothèse*, p. 170.

Si, par exemple, des lois monétaires appropriées peuvent donner au franc un pouvoir libérateur nominal constant, elles n'empêcheront pas qu'une construction non entretenue perde de sa valeur économique, même si son appréciation monétaire est en augmentation.

Les questions de structure du bilan se résolvent par l'application des lois économiques jointe à celle des lois commerciales et surtout à celle des grands principes du Droit indépendants du temps et de l'espace.

C'est ainsi que ces principes s'opposent à l'assimilation d'un créancier à un associé; leurs droits sur le patrimoine social sont différents : l'application de ces principes, en matière de bilans, condamne certains usages pourtant généralement admis.

Après plus d'un quart de siècle d'étude des problèmes faisant l'objet de ce travail, je crois plus fermement que jamais à leur résolution à la lueur nécessaire du Droit et de l'Économie Politique.

En m'efforçant d'appliquer ces principes, en les illustrant par des exemples et des croquis, je me suis essayé, une fois de plus, à démontrer qu'en se fondant sur ces principes, toutes les questions relatives à la structure du bilan pouvaient être assimilées sans connaissances comptables (1), mais en respectant les règles établies par DESCARTES.

Je me suis efforcé, en effet, « *de ne recevoir jamais aucune chose pour vraie, que je ne la connusse évidemment être telle, c'est-à-dire d'éviter soigneusement la précipitation et la prévention, et de rien comprendre rien de plus en mes jugements que ce qui se présentait si clairement et si distinctement à mon esprit, que je n'eusse aucune occasion de le mettre en doute* » (2).

(1) Il ne faudrait pas en inférer que les connaissances comptables soient inutiles en cette matière. CHARPENTIER et HAMELIN, dans la préface de la deuxième édition de leur classique *Traité Pratique des Bilans et Inventaires*, ont ridiculisé les néophytes de la comptabilité ne possédant qu'une culture spécialisée, diplômés de Droit ou frais émoulus de Polytechnique. Cependant, une plus grande pratique des bilans et de la comptabilité ne leur aurait pas été inutile, ainsi que nous aurons l'occasion de le montrer en discutant certains points de leur ouvrage.

GENY (*Science et Technique en Droit Positif et Privé*, T. I, p. 193) a, en effet, fort justement noté que : « *Il est clair que, par sa situation même, celui qui se trouve directement en face des circonstances concrètes, faisant surgir les problèmes à régler, est mieux à même d'en pénétrer l'essence vivante et de découvrir le neuf de leur solution* ».

(2) DESCARTES, *Discours de la Méthode pour bien conduire sa raison et rechercher la vérité dans les sciences* (2^e Partie).

PREMIERE PARTIE

GÉNÉRALITÉS SUR L'INVENTAIRE ET LE BILAN

CHAPITRE I

L'INVENTAIRE

1. — **Définition de l'inventaire.** — Que faut-il entendre par inventaire ?

L'inventaire est un état par article, c'est-à-dire détaillé, relatif à un patrimoine ou, le cas échéant, à une fraction de patrimoine d'une personne physique ou d'une collectivité.

La notion de patrimoine indépendant d'une personne physique est fort ancienne.

« Les collèges de prêtres, les décuries, les societates publicanorum avaient un patrimoine. Les biens que leur avait affectés le contrat d'association, les obligations qui avaient été contractées pour le but social, formaient un ensemble distinct et indépendant des patrimoines personnels des membres » (1).

A l'heure actuelle,

« la conception la plus générale, celle à laquelle on peut ramener l'explication de toutes les formations juridiques qui, dans le domaine des faits, doivent être regardées et traitées comme des patrimoines, est la conception d'une masse de biens (c'est le point de vue objectif), d'un ensemble de droits (c'est le point de vue subjectif) liés entre eux, interdépendants, parce qu'ils ont une destination commune connue des tiers, soit par l'effet d'une publicité de fait ou organisée par la loi, soit par l'existence de pouvoirs d'administration spéciaux » (2).

Il résulte que :

« Du point de vue juridique, le patrimoine se présente comme un ensemble de droits; du point de vue économique, comme un ensemble de valeurs » (3).

(1) GAZIN, *Essai critique sur la notion de patrimoine dans la doctrine classique*, p. 116.

(2) GAZIN, loc. cit. p. 442.

(3) GAZIN, loc. cit. p. 454.

Dans le domaine commercial, la fraction de patrimoine intéressant la présente étude est celle correspondant à l'entreprise, que BRUGEILLE a définie comme une

« combinaison de forces productives, naturelles ou sociales organisées et dirigées par une ou plusieurs personnes qui en assument l'aléa, dans le but de se procurer des bénéfices ou d'éviter des pertes, formant ainsi un organisme autonome, source de la production et de la répartition » (1).

2. — Obligation de l'inventaire. — La loi a, en de nombreuses circonstances, obligé à faire inventaire.

Signalons, à titre d'exemples, en Droit Civil, l'inventaire auquel doit procéder le tuteur, en vertu de l'article 451 du CODE CIVIL, et qui comprend les biens du mineur, celui des meubles et immeubles sujets à usufruit stipulé par l'article 600, celui des biens de la succession prévu par l'article 794.

En matière commerciale, on trouve des inventaires datant du XIV^e siècle, tels ceux de la MAISON DATINI qui étaient établis annuellement (2).

En France, c'est l'Ordonnance de 1673 qui a imposé aux commerçants de faire inventaire tous les deux ans.

L'article 9 du CODE DE COMMERCE, qui l'a reproduite presque textuellement, a rendu annuelle (3) cette obligation et a stipulé, à son tour, que tout commerçant

« est tenu de faire, tous les ans, sous seing privé, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers et de ses dettes actives et passives, et de les copier, année par année, sur un registre spécial à ce destiné ».

Pour les sociétés anonymes, l'obligation de faire inventaire s'imposait déjà, en vertu de ce texte, par application de la théorie de la personnalité morale. Elle a, en outre, été spécifiée par l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867 (modifié par le décret-loi du 8 août 1935), qui s'exprime ainsi :

« A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration établit un inventaire... ».

3. — Les sanctions en matière d'inventaire. — Sans préjudice, le cas échéant, des sanctions fiscales, l'absence d'inventaire ou les irrégularités dans son établissement sont punies, dans certains cas, de sanctions pénales.

L'article 586 du CODE DE COMMERCE déclare que :

« Pourra être déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants :

.....

« 6° S'il n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire ; si ses livres ou inventaires sont incomplets et irrégulièrement tenus, ou

(1) BRUGEILLE, « Essai sur la nature juridique de l'entreprise », in *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1912, p. 111.

(2) DE ROOVER, « La Formation et l'Expansion de la Comptabilité à partie double », in *Annales d'Histoire Economique et Sociale*, année 1937, p. 276.

(3) L'annualité avait déjà été préconisée au XVI^e siècle par Simon STÉVIN (voir ROOVER, loc. cit. p. 291).

s'ils n'offrent pas sa véritable situation active ou passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude ».

L'article 591 du même Code spécifie que :

« Sera déclaré banqueroutier frauduleux, et puni des peines portées au Code Pénal, tout commerçant failli qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas ».

L'application des articles 586 et 591 a été étendue à tous les mandataires sociaux par le décret-loi du 8 août 1935 (art. 3 et 4).

En ce qui concerne spécialement les sociétés par actions, en vertu des articles 15 et 45 de la loi du 24 juillet 1867, la répartition de dividendes fictifs, en l'absence d'inventaires, ou au moyen d'inventaires frauduleux, est punie des peines frappant le délit d'escroquerie ; en vertu de la même loi, modifiée par le décret-loi du 8 août 1935, les mêmes peines s'appliquent aux gérants ou administrateurs qui *« ont sciemment publié ou présenté aux actionnaires un bilan inexact en vue de dissimuler la véritable situation de la société »*.

Par ailleurs, en vertu de l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, dans les sociétés par actions,

« L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes... doivent être tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée ».

Étant donnée l'obligation à inventaire stipulée par la loi, il importe d'étudier la structure de celui-ci.

4. — **Structure de l'inventaire.** — Aux termes de l'article 9 du CODE DE COMMERCE, l'inventaire comporte les effets mobiliers et immobiliers, et les dettes actives et passives.

Effets est pris dans le sens de biens.

Quant aux dettes actives, ce sont les créances du commerçant.

L'inventaire doit donc comprendre, d'une part, les biens immobiliers et mobiliers, corporels et incorporels (puisque les créances ne sont que des biens incorporels) (1), d'autre part les dettes.

Il nous faut ici introduire, pour la simplification du langage, les notions d'Actif et de Passif.

Celles-ci sont familières : l'ACTIF, c'est ce que l'on possède, ce sont les biens ; le PASSIF, ce que l'on doit, les dettes. Pour l'instant, nous nous contenterons de ces notions de sens commun, ayant conscience, au début de cette étude, *« que l'éclaircissement qu'on en voudrait faire apporterait plus d'obscurité que d'instruction »* (2).

Plus brièvement, on peut donc dire que l'inventaire n'est autre chose que le récolement de l'actif et du passif.

(1) Cf. déjà dans ce sens *Institutes de Justinien*, L. II, Titre II, § 2.

(2) PASCAL, *De l'Esprit géométrique et de l'Art de persuader*, Edit. La Pléiade, p. 363.

5. — **L'inventaire doit être chiffré.** — Mais cet état doit être chiffré.

HOLBACH remarque justement que :

« *L'inventaire, d'après le sens traditionnel de ce mot en matière de Droit, ne se borne pas à une énumération descriptive ou nominative : l'énumération est accompagnée d'une estimation (art. 943 du Code de Procédure Civile)* » (1).

Le PETIT LAROUSSE insiste même sur le côté évaluation lorsqu'il donne comme définition de l'inventaire : « *Evaluation des marchandises en magasin et des diverses valeurs afin de constater les profits et les pertes* ».

HOLBACH a exprimé une idée analogue dans les termes suivants :

« *L'inventaire étant destiné à constater l'état d'un patrimoine, c'est-à-dire le rapport entre l'actif et le passif, et celui-ci consistant, le plus souvent, dans son intégralité, en sommes d'argent, il faut que l'autre terme de comparaison, l'actif, soit formulé en argent également* » (2).

Dans un cas particulier, celui de faillite, l'article 439 du CODE DE COMMERCE spécifie que « *le bilan contiendra l'énumération et l'évaluation de tous les biens mobiliers et immobiliers du débiteur...* ».

Que ce soit pour respecter la lettre du Code ou pour permettre la comparaison que préconise Holbach comme étant dans l'esprit de la loi, il faudra, bien entendu, que tous les biens et toutes les dettes soient exprimés en une unité commune : l'unité monétaire nationale.

C'est là un point évident et pour lequel paraît superfétatoire une confirmation législative comme celle du Code allemand de 1897 dont l'article 40 spécifiait : « *Le bilan doit être dressé en valeur numérique de l'Empire* », article s'appliquant obligatoirement à l'inventaire dont, nous le verrons, le bilan n'est que le résumé.

L'expression des biens et dettes en unités monétaires n'offrira, dans certains cas, aucune difficulté : telles seront, par exemple, celle des sommes en caisse, celle des dettes exigibles libellées en monnaie nationale.

Il suffira de compter les unes et les autres.

6. — **Le problème de l'évaluation.** — Mais, bien souvent, ce problème s'avèrera très délicat, il s'agira de procéder à une estimation de la valeur des différents éléments, valeur dont VAVASSEUR a pu écrire :

« *La valeur des choses, c'est le problème insoluble qui fait le désespoir des économistes : elle n'est jamais constante, étant soumise à la loi de l'offre et de la demande...* » (3).

Nous n'étudierons pas ici en détail le problème de l'évaluation

(1) HOLBACH, *Le Bilan dans ses rapports avec la Comptabilité*, p. 56.

(2) HOLBACH, loc. cit. p. 56.

(3) VAVASSEUR, *Revue des Sociétés*, 1887, p. 235.

auquel nous avons consacré, par ailleurs, de nombreuses études (1). Les problèmes de structure du bilan sont relativement indépendants de ceux qui concernent l'évaluation : étant donné leur caractère de généralité, les solutions des premiers valent, quel que soit le système d'évaluation adopté.

Il est cependant certains principes que nous avons le devoir de rappeler.

Aucun problème de mesure ne peut être abordé sérieusement sans que soient précisés, non seulement l'étalon utilisé, mais le degré de précision obtenu.

Que dire d'un inventaire groupant des évaluations faites avec des unités monétaires différentes ?

Personne n'oserait ajouter, sans les réduire à une commune unité, des francs suisses, des marks, des dollars et des livres.

C'est pourtant ainsi que sont rédigés de nombreux inventaires, on peut presque dire la quasi totalité de ceux des grandes entreprises françaises.

Prenons l'exemple d'un immeuble acquis il y a trente ans, par conséquent à un prix correspondant à des francs-or, surélevé en 1940 moyennant paiement en francs malheureusement fort dépréciés. On ajoutera la plus-value provenant des travaux récents, mesurés à son coût en francs 1940, à la valeur ancienne mesurée en francs-or (cette dernière étant souvent supposée réduite du fait de la vétusté).

Opérer ainsi reviendrait, *mutatis mutandis*, à donner de la mesure de la surface d'une propriété, l'addition, sans correction, d'une fraction en mètres carrés et du reste en pieds carrés, sous prétexte que la première a été acquise depuis l'introduction du système métrique pour arrondir une propriété de famille datant de l'ancien régime.

Nous ne croyons donc pas qu'on puisse parler d'inventaire chiffré si la valeur des divers éléments n'est pas estimée à l'aide de la monnaie légale ayant cours au jour où il est établi :

7. — Les différentes méthodes d'évaluation. — Une question fort controversée est celle de la méthode à adopter pour l'évaluation à l'aide de la monnaie légale. Trois théories principales s'opposent :

— Celle du cours du jour, ou plus généralement de la valeur vénale (2),

— Celle du prix de revient,

(1) Cf. notamment « L'Évaluation de l'Actif dans les Bilans » (*Revue des Sociétés* 1926). « La Nouvelle loi monétaire et les Bilans des entreprises » (*Revue des Sociétés* 1928, p. 417). « La Notion de Bénéfice » (*Revue des Sociétés*, 1937, p. 217).

(2) Nous admettons, pour définition de la valeur vénale, celle donnée par JOUET (*Principes Economiques applicables à la détermination des valeurs vénales*, p. 36), savoir : « La valeur vénale d'une chose déterminée, à une date déterminée, est la quantité de monnaie ayant cours légal moyennant laquelle cette chose serait vendue si son propriétaire prenait alors la décision de l'aliéner, l'opération étant faite aux conditions habituelles des ventes de cette nature, en traitant uniquement avec des gens avertis de la situation générale du marché et pour lesquels la chose ne présente pas un intérêt exceptionnel de convenance. Si la vente comprend un terme, l'escompte calculé au taux courant devra être réduit du prix de vente envisagé, les frais de la vente devront être également déduits. »

— Celle du plus bas des deux prix, prix de revient ou cours du jour.

En outre, dans la pratique, certaines entreprises, par souci de prudence, opèrent sur les évaluations ainsi faites des décotes plus ou moins massives.

En faveur de la théorie du cours du jour, il y a un argument de logique que M. J. HAMEL exposait, en matière d'immeubles, de la façon suivante :

« Si les immeubles se sont revalorisés, pourquoi la société n'aurait-elle pas, si bon lui semble, le droit de tenir compte de ces majorations ? » (1).

S'agissant d'évaluation, par conséquent de mesure, en vertu d'un principe qui nous paraît absolu, deux choses identiques doivent être représentées par des mesures égales.

Or, si l'on tient compte du prix de revient, on arrive à violer ce principe. C'est ce qu'a fort bien mis en valeur un jugement du TRIBUNAL DE LONS-LE-SAULNIER, en date du 15 juillet 1936 (2), qui s'exprime de la manière suivante :

« Attendu que, pour M. Dalsace, l'estimation au prix de revient est une pratique comptable qui se recommande par sa commodité, mais est dépourvue de toute valeur scientifique et même, en bonne logique, équivaut à une absurdité : la valeur d'un bien quelconque à une époque de l'année ne pouvant dépendre de celle qu'il avait à l'époque de sa valeur d'achat, laquelle peut offrir un intérêt pour apprécier les profits réalisés non pour connaître la richesse de l'entreprise au moment de la clôture d'un exercice ;

« Attendu que M. Dalsace souligne l'absence d'objectivité d'une pareille méthode et les contradictions auxquelles elle aboutit, puisqu'elle aurait pour résultat de compter dans un même inventaire une valeur identique à des prix différents, si cette valeur a été achetée à des époques et à des cours différents, et M. Dalsace de conclure : « Toute méthode de mesure ou d'évaluation qui aboutit au résultat que deux éléments identiques soient mesurés par des chiffres différents est une méthode absurde » ;

« Attendu que la logique de M. Dalsace s'impose et qu'on est bien forcé de souscrire à une opinion qui met en cause le principe même d'identité, fondement premier de toutes les démarches de l'entendement » ;

La théorie du prix de revient est fort ancienne. J. VERLEY cite le *Guide des Négociants et Teneurs de Livres* de 1687, de De La Porte, qui exprime que l'évaluation des marchandises doit être faite au prix de revient par une règle de trois :

« si telle quantité achetée me revient à telle somme, combien doit coûter la quantité qui me reste à vendre ? » (3).

Elle était fort en honneur il y a un demi-siècle pour l'évalua-

(1) J. HAMEL, loc. cit. p. 23. Dans le même sens, cf. PERCEROU, « La transformation des plus-values de l'actif en augmentation du capital social », *Journal des Sociétés*, 1921, p. 145.

(2) Cf. *Revue Trimestrielle du Droit des Sociétés*, 1937, p. 51.

(3) J. VERLEY, *Le Bilan dans les Sociétés Anonymes*, p. 35.

tion des titres en portefeuille. Elle offre l'avantage, d'après ses partisans, de la certitude et de la fixité : seul le prix de revient n'est pas arbitraire ; en outre, l'élément inchangé en sa contexture matérielle conserve un chiffre identique lors des inventaires successifs.

La théorie du plus bas des deux prix, de revient et du cours du jour, est celle généralement admise par la doctrine (1), la jurisprudence (2) et la plupart des législations. En particulier, le décret du 30 janvier 1941 impose cette manière d'opérer pour les stocks, au moins en matière fiscale.

Malgré cette consécration législative, nous persistons à considérer ce *modus operandi* comme étant en contradiction flagrante avec le principe de sincérité des évaluations, qui est admis par tous.

Aucun argument sérieux n'a jamais été opposé aux considérations logiques par lesquelles, depuis de nombreuses années, nous défendons la thèse du cours du jour. Nous considérons, en effet, comme peu sérieux, l'argument-type que l'on retrouve toujours avec des variantes et que VERLEY (3) énonçait ainsi :

« *L'incertitude est toujours telle en affaires qu'il n'y a pas grand inconvénient à exagérer en mal la situation de la société et à mettre les choses au pire* ».

Que dirait-on d'une expertise qui aboutirait à donner à des bijoux authentiques la valeur de bonnes imitations ?

Le problème d'évaluation est un problème de mesure ; il doit être traité en soi avec toute la sincérité et l'honnêteté scientifique désirables, laissant à la loi, aux usages, à la prudence, suivant le cas, le soin de ne pas tirer des conséquences fâcheuses des résultats de ces mesures.

8. — **La précision des évaluations.** — En ce qui concerne le degré de précision des évaluations, le bon sens devrait faire justice d'usages constants contraires à l'A. B. C. des principes de l'observation scientifique.

Étant donné un procédé de mesure, l'observateur sagace connaît la précision qu'il faut en attendre. Telle mesure de longueur peut être faite au décimètre près (par exemple avec une chaîne d'arpenteur), telle autre (au microscope) au micron, c'est-à-dire au millième de millimètre près.

Par contre, un immeuble valant des millions ne peut être estimé rigoureusement, pas plus à son prix de revient, corrigé par les plus ou moins values, qu'à sa valeur vénale. Les corrections, les estimations, varieront souvent à 5 ou 10 % près.

(1) Cf. notamment en matière de marchandises, PERCEVOU, loc. cit. p. 150. — HAMEL, « *La Réévaluation des Bilans* », in *Journal des Sociétés*, 1929, p. 83 et 84 ; et en matière d'immobilisations, HOUPIN, « *De la Constatation des Plus-values de l'actif dans les bilans des Sociétés par actions et leur incorporation au capital* », *Journal des Sociétés*, 1923, p. 502.

(2) Cf. les décisions les plus caractéristiques dans CAUJOLLE, *Le Droit Pénal des Affaires*, n° 247.

(3) VERLEY, loc. cit. p. 134.

Cependant, on constate que les immeubles sont généralement portés au centime près dans les inventaires.

C'est ainsi, par exemple, que celui au 31 décembre 1935, de la PRÉVOYANCE-ACCIDENTS, entreprise soumise au contrôle de l'État, porte :

Immeubles non affectés..... 26 611 404,27 f

Celui au 31 décembre 1939, de la Société Als. Thom :

Bâtiments..... 39 428 167,28 f

Celui au 31 décembre 1939 des PAPETERIES NAVARRE :

Terrains, constructions, matériel..... 150 530 022,48 f

Il est facile de multiplier de tels exemples pleinement justifiables des lignes suivantes dues à SABATIER (1) :

« Cette confusion systématique des économistes, la prétention de comptables de mesurer exactement tous les faits de l'entreprise, ne sont que les excessives manifestations de l'esprit quantitatif.

« Pareilles erreurs scientifiques, commises au nom de la science, par des hommes qu'exalte l'ivresse du nombre, procèdent, consciemment ou non, de la doctrine mathématique des Weber, des Fechner et des Wundt, espérant construire à la place de la loi des énergies spécifiques, dont le principe fut si nettement formulé par Descartes, une interprétation chiffrée des phénomènes de la conscience. Rappeler l'inanité de celle-ci, c'est assez indiquer l'insuffisance et la maladresse des autres.

« Quelques-uns ont donc voulu mesurer, à l'aide du méridien terrestre, les sentiments d'amour ou de haine qui passionnent l'âme humaine ; ce n'est pas le lieu de critiquer le « logarithme des sensations ». Infiniment plus autorisées, des voix bien connues se sont fait entendre, qui condamnèrent la doctrine et non seulement des philosophes, des métaphysiciens ou des psychologues, mais des mathématiciens comme J. Tannery furent les premiers à dire : « De pures abstractions, des formules logiques, des identités mathématiques ne seront jamais adéquates à la réalité multiple et diverse (2) ».

Quelle que relative que soit la foi à accorder aux nombres, l'inventaire comprend, obligatoirement chiffrés, tous les éléments actifs et tous les éléments passifs.

Le total des valeurs attribuées aux éléments d'actif donne le montant de l'Actif.

Le total des valeurs attribuées aux éléments de passif donne le montant du Passif.

9. — La situation nette. — La différence constituera, suivant que l'Actif est supérieur au Passif ou vice-versa :

l'Actif ou le Passif net,

ou suivant l'appellation s'appliquant aux deux cas et due à DUMARCHEY :

la Situation Nette.

(1) SABATIER, *La Mesure des Affaires*, p. 96.

(2) J. TANNERY, *Science et Philosophie*, ch. I, p. 5.

Le chiffre de la Situation Nette synthétise la valeur estimée de tous les éléments de l'inventaire.

Un jugement du TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE, en date du 11 décembre 1933, indiquait très justement dans le même sens, en matière de bilan :

« *Attendu que le bilan contient un actif et un passif dont la différence seule constitue le patrimoine social...* » (1).

En matière de fiscalité des successions, c'est ce chiffre d'actif net qui sert de base au calcul des droits de succession. L'administration l'établit en déduisant les dettes de la valeur, au jour du décès, des biens du *de cujus*.

10. — Les différents genres de Situations Nettes. —

Rappelons que les Situations Nettes peuvent être de trois genres.

Lorsque l'actif dépasse le passif, c'est-à-dire lorsque, lors de la liquidation, une fois les dettes payées, une certaine somme, égale par définition à la Situation Nette, restera au propriétaire de l'entreprise, on dira que celle-ci est positive.

En voici un exemple :

Actif.....	4 000 000 f
Passif.....	3 000 000 f
Actif net ou Situation Nette positive.....	1 000 000 f

Si, au contraire, les dettes surpassent l'Actif, on dira que la Situation Nette est négative.

Et ce sera le cas d'une entreprise dont l'inventaire se résumerait ainsi :

Actif.....	1 500 000 f
Passif.....	4 500 000 f
Passif net ou Situation Nette négative.....	3 000 000 f

Enfin si, par extraordinaire, les dettes et l'actif étaient d'un montant égal, il n'y aurait ni actif net, ni passif net, et la Situation Nette serait nulle — tel le cas suivant :

Actif.....	2 000 000 f
Passif.....	2 000 000 f
Situation Nette.....	0

11. — **Représentation graphique.** — Il est souvent commode pour rendre plus claires les notions relatives à l'inventaire, d'avoir recours à des représentations graphiques.

S'agissant de biens et dettes évalués en monnaie, il est naturel de songer au poids d'or (ou de tout autre métal fin).

Convenons, en outre, d'utiliser des lingots cylindriques ayant tous même base et même alliage. Il en résultera qu'une somme quelconque sera représentée par un cylindre de hauteur proportionnelle à celle-ci.

Les lingots seront figurés en coupe. Ils apparaîtront donc comme des rectangles de base fixe, dont la hauteur mesurera, à une échelle convenable, la somme correspondante.

(1) *Journal des Sociétés*, 1935, p. 91.

C'est ainsi, par exemple, qu'un million sera figuré par un rectangle d'une hauteur de $\frac{2}{3}$ centimètre.

Nous allons montrer comment se présentent, dans ces conditions, les différents genres de Situations Nettes.

1^o SITUATION NETTE POSITIVE :

Dans le cas de la Situation Nette positive, c'est-à-dire où l'actif proprement dit surpasse le passif proprement dit, le cylindre de métal fin correspondant à la valeur de l'actif est — puisque les bases sont égales — d'une hauteur plus grande que celui correspondant au montant du passif. La Situation Nette de l'entreprise sera résumée par le schéma suivant :

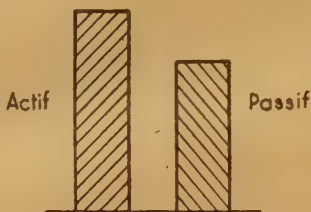


Fig. 1

Schéma que l'on peut compléter par la figuration du montant de la Situation Nette.

Celle-ci étant, par définition, la différence entre les montants respectifs de l'actif et du passif, sera représentée par un cylindre et en coupe par un rectangle, toujours de même base et dont la hauteur sera la différence des hauteurs représentant ceux-là.

Le schéma deviendra donc le suivant :

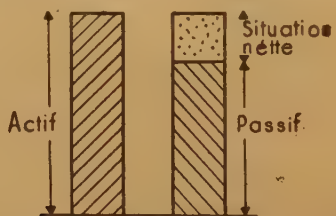


Fig. 2

2^o SITUATION NETTE NÉGATIVE.

C'est le cas où l'actif est inférieur au passif : nous aurons, en représentant seuls ceux-ci, les deux schémas suivants :

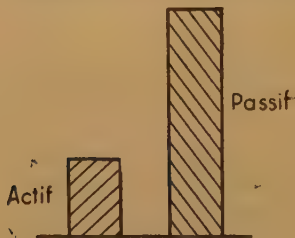


Fig. 3

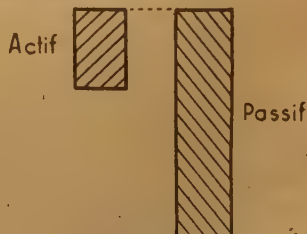


Fig. 3 bis

En ajoutant la Situation Nette sur ces schémas, nous avons les représentations suivantes :

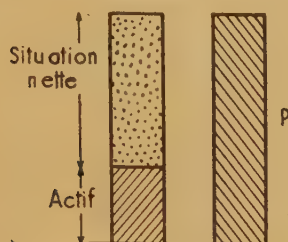


Fig. 4

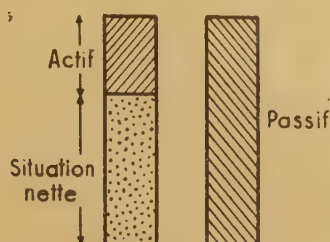


Fig. 4 bis

C'est au rectangle représentant l'actif qu'il faudra adjoindre un rectangle de hauteur égale à la différence entre les hauteurs des deux rectangles des figures 3 et 3 bis, pour figurer la Situation Nette négative.

2^o SITUATION NETTE NULLE.

Enfin l'égalité entre l'actif et le passif se représentera par deux rectangles identiques, la Situation Nette nulle ne pouvant se figurer, et l'on obtiendra le schéma suivant :



Fig. 5

Dans tous les schémas, nous avons figuré à dessein la Situation Nette par des rectangles pointillés, pour marquer le caractère abstrait de celle-ci qui n'a d'existence que comme différence.

12. — L'élément temps. — Rappelons que l'inventaire étant un récolement de biens et de dettes évalués à un moment donné, le temps n'intervient que dans la fixation de ce moment.

Mais comme il ne suffit pas de connaître la situation à une époque déterminée et qu'il est nécessaire de la comparer à celles établies à d'autres époques, on est amené à considérer les variations avec le temps des différents éléments de l'inventaire.

Les variations de la Situation Nette amènent à la notion fondamentale de bénéfice et de perte relatifs à une période donnée appelée généralement exercice.

13. — Le bénéfice et la perte. — Le bénéfice et la perte peuvent être suivis à leur naissance et mesurés par leurs composantes.

C'est ainsi que l'article 11 de la loi du 4 mars 1943 définit, pour les sociétés par actions, les bénéfices nets de la façon suivante :

« Les bénéfices nets s'entendent des produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales ainsi

que de tous amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels. »

Nous adopterons une définition basée sur la comparaison des situations de début et de fin d'exercice et nous dirons que :

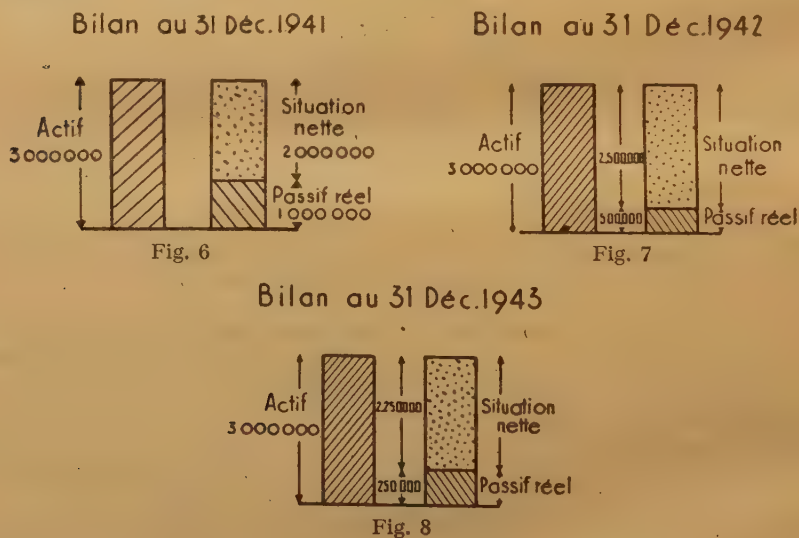
« Le bénéfice (ou la perte) relatif à un exercice est égal à la différence entre les situations nettes de fin et de commencement d'exercice augmentée des retraits et diminuée des apports ».

Cette définition est très voisine de celle donnée par l'article 7 du CODE DES IMPOTS du 13 janvier 1941, savoir :

« La différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, diminuée des suppléments d'apports et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette période par l'exploitant ou par les associés ».

14. — Représentation graphique du bénéfice et de la perte. — Le système de représentation graphique que nous avons adopté permet de mettre en évidence le bénéfice ou la perte.

Prenons d'abord le cas où il n'y a ni retraits ni apports et supposons les bilans aux 31 décembre 1941, 1942 et 1943, schématisés de la façon suivante (1) :

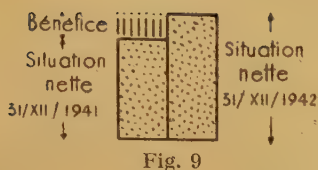


Le bénéfice et la perte ressortiront de la juxtaposition des diagrammes successifs de Situation Nette. C'est ainsi que l'on obtiendra les schémas des figures 9 à 10 bis, qui illustrent la définition que nous avons adoptée, suivant que l'on fera coïncider les parties supérieures ou inférieures des rectangles représentant les Situations Nettes.

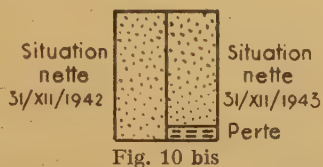
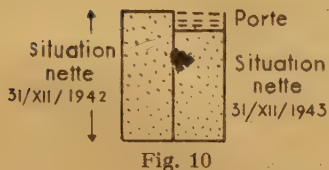
Dans l'hypothèse plus compliquée où il y aura eu apports ou retraits de fonds, et en admettant les mêmes situations nettes,

(1) Dans nos figures un millimètre de hauteur des cylindres représentatifs supposés figurés par leurs coupes axiales représente 150.000 f.

Bénéfice de l'exercice 1942

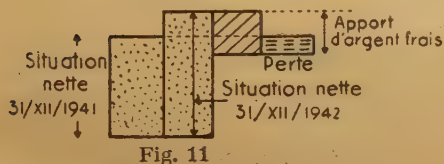


Perte de l'exercice 1943

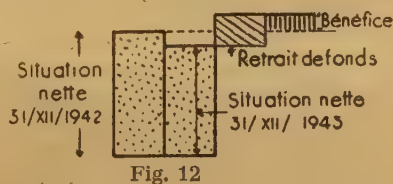


les schémas seraient modifiés de la façon suivante, en supposant un apport d'argent frais de 750 000 en 1942 et un retrait de 600 000 en 1943 :

Perte de l'exercice 1942



Bénéfice de l'exercice 1943



14 bis. — **Les réserves.** — Rappelons, pour terminer, que les réserves, sur la définition desquelles nous reviendrons, ne sont autre chose que des bénéfices laissés dans l'entreprise et que le surplus de la Situation Nette se divise alors en :

Bénéfices antérieurs,
Bénéfices de l'exercice.

15. — **Rapports entre l'inventaire et la comptabilité.**
— Aux termes de l'article 8 du CODE DE COMMERCE,

« Tout commerçant est tenu d'avoir un livre-journal qui présente, jour par jour, ses dettes actives et passives, les opérations de son commerce, ses négociations, acceptations ou endossement d'effets, et généralement tout ce qu'il reçoit et paye à quelque titre que ce soit... ».

Pratiquement donc, on peut résumer ces stipulations en disant que la comptabilité tient note périodiquement des modifications apportées aux biens et dettes de l'entreprise, et un compte n'est autre chose qu'un tableau indiquant les variations d'un élément de l'inventaire (1).

(1) Cf. Le développement de notre définition dans notre ouvrage : *Principes Généraux du Bilan et de la Comptabilité*, 2^e édit., p. 81.

Une comptabilité idéale donnerait donc, à tout moment, la situation des biens et des dettes de l'entreprise.

Pratiquement, la comptabilité tient à jour les modifications externes des biens de l'entreprise, c'est-à-dire celles qui ont pour origine une modification aux droits ou obligations des tiers.

C'est ainsi que le versement d'une somme due à un fournisseur diminue sa créance et diminue d'autant l'encaisse de l'entreprise.

Par contre, la comptabilité ne peut enregistrer au fur et à mesure certaines modifications d'ordre interne, telle la diminution de valeur d'une machine provenant, par exemple, de son usure.

Ces corrections indispensables aux soldes des comptes sont opérées lors de la confection de l'inventaire.

Celui-ci doit donc être établi en partant des données de la comptabilité, mais en les corrigeant par leur comparaison avec les éléments existant réellement et leurs valeurs estimées.

HOLBACH a exprimé le caractère de ce travail dans les lignes suivantes :

« La confection de l'inventaire et par suite du bilan est donc une œuvre non pas étrangère à la comptabilité, puisqu'elle ne peut faire abstraction des renseignements qu'elle fournit, mais distincte de la comptabilité... » (1), *et l'a justement qualifiée de « mission d'intelligence et de discernement »* (2).

Pratiquement, on distingue souvent :

La balance préparatoire,

L'inventaire extra-comptable ou inventaire proprement dit,

L'inventaire comptable.

La balance préparatoire n'est autre chose que le relevé des différents comptes après vérification de ceux-ci.

L'inventaire extra-comptable est le récolement effectif, avec estimation, des divers biens de l'entreprise ainsi que de ses dettes.

En ce qui concerne les créances et les dettes, l'opération consiste toujours à partir de la comptabilité et à apporter, le cas échéant, les corrections nécessaires.

Au contraire, en ce qui concerne les éléments d'actif, on part des existants vérifiés effectivement et on les compare aux données comptables.

Ainsi que l'exprimait QUESNOT,

« Ces évaluations résulteront de l'inventaire, qui n'est au fond qu'un récolement de l'actif, accompagné d'estimations correctives... »

« Le principal but de l'inventaire est donc une correction générale de toutes les fictions comptables... » (3).

Quant à ce que certains auteurs appellent « l'inventaire comptable », c'est celui qui se déduit exclusivement des données de la comptabilité.

Celle-ci est alors organisée de façon à apporter, dans la mesure du possible, aux données brutes des comptes, des corrections suffi-

(1) HOLBACH, loc.cit. p. 60.

(2) HOLBACH, loc.cit. p. 59.

(3) QUESNOT, loc. cit. pp. 72 et 107.

santes pour donner une idée approximative de la situation de l'entreprise, sans avoir à effectuer de récolement effectif.

D'autres auteurs, comme BATARDON, appellent inventaire comptable (1) la mise au point et la correction des comptes données par la balance préparatoire grâce aux renseignements tirés de l'inventaire extra-comptable.

Nous donnons, ci-après, à titre d'exemple, la balance de vérification et la balance d'inventaire reproduites par BATARDON (2).

Balance de vérification au 31 décembre 1913

F ^o	Comptes	Totaux		Soldes	
		Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs
1	Capital.....	—	60 000 »	—	60 000 »
2	Prélèvements.....	18 000 »	—	18 000 »	—
7	Frais généraux....	42 186,40	412,65	41 773,75	—
15	Frais de vente.....	27 354,15	1 208,30	26 145,85	—
20	Mobilier.....	2 154 »	—	2 154 »	—
24	Agencement.....	1 947,40	—	1 947,40	—
28	Frais de premier établissement....	1 107,10	—	1 107,10	—
32	Loyer d'avance....	800 »	—	800 »	—
33	Dépôt au gaz.....	35, »	—	35 »	—
34	Caisse.....	126 217,80	106 929,25	19 288,55	—
40	Effets à recevoir...	52 141,75	36 148 15	15 993,60	—
48	Crédit Lyonnais...	41 478,20	27 248,30	14 229,90	—
56	Achats.....	98 741,30	341,35	98 399,95	—
64	Escomptes sur achats.....	—	6 453,10	—	6 453,10
68	Ventes.....	2 643,10	164 217,25	—	161 574,15
76	Escomptes sur ventes.....	1 247,20	—	1 247,20	—
84	Clients.....	183 141,25	148 117,15	35 024,10	—
95	Fournisseurs.....	77 214,10	103 410,20	—	26 196,10
104	Effets à payer.....	26 217,10	38 140,15	—	11 923,05
110	Vidal, compte de prêt.....	—	10 000 »	—	10 000 »
		702 625,85	702 625,85	276 146,40	276 146,40

La balance de vérification permet simplement de faire la preuve que les totaux des colonnes des comptes débiteurs et des comptes créditeurs sont égaux, égalité sur laquelle est basée la technique de la comptabilité en partie double.

Le caractère de la comptabilité, qui enregistre notamment tous les emplois d'argent, qu'ils prouvent ou non un actif, apparaît. C'est ainsi, par exemple, que l'on trouve les comptes « Prélèvements » (n^o 2), « Frais Généraux » (n^o 7), aussi bien que les comptes « Achats » (n^o 56) et « Ventes » (n^o 68).

(1) BATARDON, *L'Inventaire et le Bilan*, p. 16.

(2) BATARDON, loc. cit. pp. 18 et 38.

Balance d'inventaire au 31 décembre 1913

F ^o	Comptes	Totaux		Soldes	
		Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs
1	Capital.....	18 000 »	74 371,05	—	56 371,05
2	Prélèvements.....	18 000 »	18 000 »	—	—
3	Pertes et Profits...	83 752,10	83 752 10	—	—
7	Frais généraux....	43 774,85	43 774,85	—	—
15	Frais de vente.....	27 354,15	27 354,15	—	—
20	Mobilier.....	2 154 »	—	2 154 »	—
24	Agencement.....	1 947,40	—	1 947,40	—
28	Frais de premier établissement...	1 107,10	—	1 107,10	—
32	Loyer d'avance.....	800 »	—	800 »	—
33	Dépôt au gaz.....	35 »	—	35 »	—
34	Caisse.....	126 217,80	106 929,25	19 288,55	—
40	Effets à recevoir..	52 141,75	36 148,15	15 933,60	—
45	Marchandises.....	174 096,95	159 976,95	14 120 »	—
48	Crédit Lyonnais...	41 600,20	27 248,30	14 351,90	—
56	Achats.....	98 741,30	98 741,30	—	—
64	Escomptes sur achats.....	7 933,10	7 933,10	—	—
68	Ventes.....	164 217,25	164 217,25	—	—
76	Escomptes s/vente	1 597,20	1 597,20	—	—
84	Clients.....	183 141,25	149 347,15	33 794,10	—
90	Débiteurs litigieux	1 230 »	738 »	492 »	—
96	Fournisseurs.....	77 214,10	103 410,20	—	26 196,10
104	Effets à payer.....	26 217,10	38 140,15	—	11 923,05
110	Vidal, compte de prêt.....	—	10 250 »	—	10 250 »
115	Escomptes à accorder.....	—	350 »	—	350 »
116	Frais échus.....	—	430 »	—	430 »
120	Escomptes à obtenir.....	1 480 »	—	1 480 »	—
121	Frais payés d'avance.....	1 115 »	—	1 115 »	—
125	Amort. du mobilier	—	215,40	—	215,40
126	Amort. de l'agence-ment.....	—	389,50	—	389,50
127	Amort. des frais de premier établiss..	—	553,55	—	553,55
		1 153 867,60	1 153 867,60	106 678,65	106 678,55

A la balance d'inventaire, on voit que ces comptes « Prélèvements », « Frais Généraux », qui ont correspondu à des sorties d'argent non directement productives, ont disparu, qu'ils ont été soldés, pour reprendre l'expression comptable.

D'autre part, si les comptes « Achats » et « Ventes » disparaissent, ils sont remplacés par le compte « Marchandises » qui apparaît.

Il serait hors de propos d'étudier ici toutes ces modifications qui sont du domaine de la technique comptable. On constatera simplement que la plupart des comptes qui ne sont pas soldés correspondent mieux aux notions que nous avons données et sont plus compréhensibles pour le lecteur étranger aux arcanes de la comptabilité.

CHAPITRE II

DÉFINITION DU BILAN

15 bis. — **Plan du chapitre.** — Nous allons, tout d'abord, citer quelques définitions dues à des auteurs qualifiés. Leur examen critique nous amènera à proposer ensuite une définition personnelle.

16. — **Examen critique de quelques définitions.** — QUESNOT définit le bilan de la façon suivante :

« *Le bilan d'où résultera le bénéfice n'est, au fond, que la traduction dans les écritures des constatations de l'inventaire lequel a pour objet l'évaluation des pertes* » (1).

Il est inutile de souligner l'obscurité de cette définition où se traduit visiblement l'ordre de priorité des préoccupations de l'auteur. Comme le prouve le titre même de son ouvrage, il s'intéresse d'abord à l'administration financière, ensuite à la comptabilité, enfin au bilan.

Sans insister sur l'insuffisante clarté de ses explications, ni sur le caractère discutable de l'affirmation que l'inventaire a pour objet l'évaluation des pertes, retenons de l'idée de QUESNOT que le bilan est obtenu par la correction de la comptabilité par l'inventaire.

Il confond donc avec le bilan ce que BATARDON appelle l'inventaire comptable.

Il est regrettable de ne trouver chez cet auteur ni un exposé didactique rigoureux, ni une définition précise du bilan.

FARAGI a confronté différentes définitions. La première due à MM. LYON-CAEN et RENAULT est la suivante, qualifiée par lui de générale :

« *Le bilan est le résumé d'une comptabilité spécialement en parties doubles présentant la situation active et passive des comptes groupés de façon à former un tableau facile à embrasser et à comprendre* » (2).

Constatons que ces éminents juristes se sont abrités résolument derrière la technique comptable.

Ils n'ont pas dû examiner souvent les bilans tels qu'ils se présentent en pratique, car l'expérience montre que les bilans ne sont pas, malheureusement, faciles à comprendre.

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 398.

(2) FARAGI, loc. cit. p. 14.

Faisant abstraction de l'inventaire, ils réduisent le bilan à un simple résumé de la comptabilité présenté sous forme de tableau.

VERLEY, après avoir indiqué que « *comme son nom l'indique (balencia, balance), le bilan est une balance, c'est-à-dire que c'est un état présentant deux colonnes de chiffres, s'opposant l'une à l'autre et égales entre elles* » (1), se contente de renvoyer à la définition de MM. LYON-CAEN et RENAULT.

FARAGI cite ensuite comme prototype des définitions comptables celle due à SAVIGNY :

« *Le bilan est le tableau des soldes des comptes en mouvement à la fin de l'exercice* » (2).

Là non plus, point d'allusion à l'inventaire. D'autre part, à appliquer strictement cette définition, seuls les comptes « en mouvement » — c'est-à-dire qui auraient fonctionné à la fin de l'exercice — interviendraient pour la confection du bilan.

C'est ainsi, par exemple, que, dans le cas où le compte « Terrains » serait resté fixe pendant le cours de l'exercice, il ne devrait pas figurer au bilan.

Cette définition n'apporte aucun élément nouveau par rapport aux précédentes, elle est visiblement contraire à la réalité des faits et ne saurait donc être retenue.

Enfin, la dernière définition citée par FARAGI, due à LÉAUTEY, est conçue en ces termes :

« *Le bilan est l'état physique et synthétique dressé par actif et passif, exprimant par les soldes débiteurs de l'actif et par les soldes créditeurs du passif, la situation apurée, exacte, définitive du comptable d'origine commerçant ou non commerçant, vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis des tiers, à une époque déterminée* » (3).

FARAGI fait fort justement toutes réserves sur l'exactitude parfaite (?) attribuée aux données du bilan dont M. J. HAMEL a écrit fort justement :

« *Il n'est pas exact de considérer le bilan d'une entreprise comme reflétant la situation véritable de cette entreprise. Poursuivre un tel but serait courir après une chimère : comment prétendre que l'actif et le passif du bilan représentent la situation réelle du patrimoine de l'entreprise ?* » (4).

Mais nous ne saurions, comme FARAGI, adopter provisoirement la définition de LÉAUTEY. Nous montrerons, en effet, ci-après, qu'au point de vue théorique (5), et partant en ce qui concerne sa définition, le bilan est indépendant de la comptabilité. D'autre

(1) VERLEY, *Le Bilan dans les Sociétés Anonymes*, p. 12.

(2) FARAGI, loc. cit. p. 14.

(3) LÉAUTEY, *Traité des Inventaires et des Bilans*, p. 133.

(4) J. HAMEL, loc. cit. *Annales de Droit Commercial*, 1932, p. 25.

(5) Nous avons, depuis plus de dix ans, administré la preuve par notre enseignement au C. P. A. de la CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS, qu'au point de vue pratique, l'étude même assez approfondie des bilans pouvait s'effectuer sans faire appel aux notions comptables.

part, la définition de LÉAUTEY ne fait pas non plus mention de l'inventaire, omission capitale comme nous le verrons plus loin.

DUMARCHEY, quoique professionnel de la comptabilité, n'a pas — grâce à sa culture générale étendue — commis d'erreur analogue à celle de ses collègues. Il estime comme la meilleure définition du bilan celle-ci :

« *Un bilan est l'expression de la situation économique d'une personne ou d'une entreprise* » (1), ajoutant que la situation économique ne peut se définir, mais simplement se décrire.

« *Celle-ci, écrit-il, dépend non seulement de l'importance de ce que je possède, mais de la nature de ce que je possède, non seulement de l'importance de ce que l'on me doit et de ce que je dois, mais des conditions dans lesquelles je dois ou dans lesquelles il m'est dû* ».

La définition de DUMARCHEY ne mérite pas les critiques énoncées à l'encontre de celles citées plus haut.

Digne en tous points de son auteur dont les travaux ont été si souvent plagés, on peut simplement lui reprocher d'être tellement abstraite qu'elle n'éveille plus en nous l'idée du bilan tel qu'il se présente ou qu'il devrait se présenter, et de pouvoir s'appliquer aussi bien à l'inventaire qu'au bilan.

La même observation peut être faite à la définition de la C.E.M. :

« *Le bilan est le compte-rendu, chiffré en francs, de la situation financière de l'entreprise à un moment donné* » (2).

17. — Recherche d'une définition théorique. — Nous estimons que la définition du bilan doit être recherchée en partant des textes légaux.

Rappelons que l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, relatif au droit de communication des actionnaires de sociétés anonymes, spécifiait que le bilan est le résumé de l'inventaire.

C'était donc-là, pour les sociétés, une définition légale du bilan.

Le décret-loi du 8 août 1935, modifiant et complétant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, n'a pas reproduit après le mot bilan, les mots « résumant l'inventaire ».

On n'en saurait déduire que le législateur a entendu modifier la définition légale du bilan. Au contraire, considérant cette notion comme évidente, il a supprimé cette apposition considérée par lui comme un pléonasme.

Doit-on considérer cette définition comme générale et s'appliquant comme telle à tous les commerçants ?

Nous opinons nettement pour l'affirmative. Comment admettre, en effet, que le bilan du commerçant soit d'essence différente de celui de la société ?

(1) DUMARCHEY, *Le Bilan explicite*, p. 5. Nous ne retiendrons pas une définition précédemment donnée par le même auteur — puisque correspondant à un stade antérieur de sa pensée et ainsi rédigée : « Le bilan est donc l'expression de la relation qui existe entre l'actif, le passif et la situation nette d'une personne. » (*La Comptabilité Moderne*, p. 9.) Cette dernière définition est plus technique et moins générale que celle donnée plus haut.

(2) C. E. M. *La Vie des Entreprises d'après le Bilan*, p. 3, C. E. G. O. S. édit.

La théorie de la personnalité morale, appliquée aux sociétés, impose à celles-ci toutes les obligations des commerçants.

La réciproque n'est, évidemment, pas vraie. Mais on peut invoquer, en faveur de la généralisation de la définition du bilan donnée pour les Sociétés par l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, l'usage constant qui vaut, en matière commerciale, tant qu'il n'est pas contraire à la loi (1).

Ce caractère essentiel du bilan est tellement admis, non seulement en France, mais à l'étranger, que VIVANTE, dans son classique *Traité de Droit Commercial*, exprimait comme une vérité évidente que :

« Les différents points de l'inventaire doivent être résumés sommairement dans le bilan » (2).

Du caractère de résumé de l'inventaire, il résulte aussi que :

« Le bilan ne doit comprendre que des biens susceptibles d'une évaluation pécuniaire, il doit mentionner toutes les variations (3) subies par le patrimoine de la Société » (4).

Il ne saurait donc être question de voir intégrer dans les bilans le capital humain comme le voudrait l'École Administrative. PENGLAOU (5) a justement fait observer que ce souhait semble comporter beaucoup d'utopie.

Les textes légaux éclairés par les précisions précédentes nous amènent provisoirement à la définition suivante du bilan :

« Le bilan est un résumé de l'évaluation ou de la mesure à un moment déterminé, en unités monétaires nationales, des biens et dettes d'un patrimoine ».

En vertu d'une pratique constante, lorsqu'il s'agit de l'inventaire ou du bilan d'un commerçant, ceux-ci sont restreints à l'entreprise ou à l'une des entreprises dont il est propriétaire.

La structure des bilans n'offrant d'intérêt qu'en matière commerciale, nous emploierons désormais les expressions : Bilan de l'entreprise, Inventaire de l'entreprise, dans l'unique but de faciliter le langage, toutes nos explications valant, le cas échéant, pour un patrimoine quelconque.

La définition que nous avons donnée du bilan, basée sur l'article 9 du CODE DE COMMERCE et l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, s'applique aussi au bilan que doit déposer le commerçant en état de cessation de paiement en vertu de l'article 439 du CODE DE COMMERCE, sous la réserve que dans ce dernier cas il comporte, en outre, le tableau des profits et pertes et celui des dépenses.

(1) C'est ce qu'a spécifié l'art. 1^{er} de la loi du 13 juin 1866 en matière de ventes.

(2) VIVANTE, *Traité de Droit Commercial*, T. I, p. 319.

(3) Plus exactement le résultat des variations.

(4) MAGNIN, *Rapport au Congrès Juridique International de 1910 à Bruxelles* (T. II, p. 177).

(5) PENGLAOU, *Introduction à la Technique Comptable*, p. 122.

18. — **Forme des bilans usuels.** — Notre définition correspondrait-elle à ce que la pratique entend par Bilan ?

Prenons, par exemple, le bilan au 30 septembre 1934 de la SOCIÉTÉ DES HAUTS-FOURNEAUX DE LA CHIERS :

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains.....	18 858 299,32	
Mines et Minières.....	41 103 358 06	
Immeubles et Usines.....	278 995 881,17	
Habitations et Bureaux.....	27 869 808,18	

366 827 346,74

Matériel et Outillage.....		9 698 733,46
Frais d'émission emprunt 5 %		
1930.....		1 122 606,97

Réalisable :

Participations diverses et titres		
en portefeuille.....	28 428 898,74	
Avances sur commandes.....	19 893 937,12	
Matières premières, approvision-		
nements et produits finis.....	28 997 119,96	
Débiteurs à long terme.....	20 862 643,81	

98 182 599,63

Disponible :

Caisses et chèques postaux.....	144 683,48	
Effets à recevoir.....	4 635 106,74	
Débiteurs divers.....	29 397 424,08	

34 177 214,30

510 008 501,09

PASSIF.

Non exigible :

Capital.....		60 000 000 »
Réserve légale.....	8 794 752,80	
Réserve générale.....	95 250 786,93	
Fonds d'amortissement.....	81 345 994,56	

185 391 534,29

Exigible à long terme :

Obligations.....	109 075 500 »	
Créditeurs à long terme.....	73 182 055,11	

182 257 555,11

Exigible à court terme :

Créditeurs divers et effets à payer	39 180 530,41
Salaires à payer.....	991 418,12
Coupons échus et obligations à rembourser.....	2 261 121,78
Banquiers.....	25 650 636,10

68 083 706,41

Profits et Pertes :

Reports de l'exercice précédent..	225 767,52
Bénéfices de l'exercice.....	14 049 937,76

14 275 705,28

510 008 501,09

Nous constatons qu'il se présente sous forme d'un tableau dont la partie intitulée « Actif » devait correspondre aux biens de la Société ou, à prendre le texte du Code, aux effets mobiliers et immobiliers et aux dettes actives, et la partie intitulée « Passif » aux dettes passives.

On constate que ces totaux sont rigoureusement égaux.

Il ne faut pas en déduire — ce que l'on serait en droit de faire en donnant aux mots leur sens strict — que les biens de la Société sont d'un montant égal à celui de ses dettes.

L'égalité résulte simplement de ce que l'on a fait figurer la Situation Nette au Passif.

Nous avons vu, au chapitre précédent, que la Situation Nette était égale à la différence entre l'Actif et le Passif.

Si donc on ajoute la Situation Nette au Passif, on retrouve le chiffre de l'Actif.

Dans le cas présent, le chapitre du Passif intitulé « Non exigible » et « Profits et Pertes » ne correspond pas à des dettes de l'entreprise mais à la Situation Nette, et le bilan aurait pu se résumer de la façon suivante :

Actif..... 510 008 501,09

Passif :

Passif exigible à long terme..... 182 257 555,11

Passif exigible à court terme..... 68 083 706,41

Total du Passif..... 250 341 261,52

Situation Nette non exigible..... 245 391 534,29

Profits et Pertes..... 14 275 705,28

Total de la Situation Nette..... 259 667 239,57

Total du Passif et de la

Situation Nette..... 510 008 501,09

Si l'on suppose la liquidation réalisée rigoureusement aux conditions qu'expriment les chiffres portés au bilan, la Situation Nette n'est autre chose que ce qui reviendrait aux ayants-droit.

Le bilan apparaît donc dans sa forme usuelle comme un tableau résumant ce que l'entreprise possède (Actif), ce qu'elle doit (Passif proprement dit) et ce qui reviendrait aux ayants-droit (Situation Nette).

Il y a lieu de signaler que l'usage consistant à faire apparaître la Situation Nette comporte une exception.

Lors du dépôt de bilan effectué en exécution de l'article 439 du CODE DE COMMERCE, il n'est fait d'ordinaire mention — tout au moins au TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE — que de l'actif et du passif proprement dits.

19. — Définition tenant compte de la pratique usuelle.

— Pour tenir compte du fait que le bilan revêt en pratique toujours la forme d'un tableau et que généralement il ne comprend pas que l'inventaire, nous amenderons la définition que nous proposons plus haut de la manière suivante :

« Le bilan est un tableau comportant le résumé de l'évaluation ou de la mesure, à un moment déterminé, en unités monétaires nationales, des biens et dettes d'un patrimoine ».

Notre définition, grâce au mot « comportant » n'est pas en contradiction avec l'existence des bilans qui donnent plus de renseignements que le simple classement des actifs et des passifs de l'entreprise, ce qui offre souvent un grand intérêt.

20. — Confusion entre le passif et la situation nette. —

Il n'en est pas moins choquant de constater le mélange dans la colonne passif de ce qui est dû aux tiers et de ce qui reviendrait aux ayants-droit. La raison en est que les questions de bilans ont été longtemps l'apanage exclusif des comptables qui considéraient la Situation Nette comme une dette de l'entreprise vis-à-vis de ses propriétaires.

Cette absurdité juridique était admise comme un procédé commode de technique comptable par les juristes eux-mêmes (1).

L'influence des comptables a été telle que l'on peut lire dans la thèse de V. FARAGI :

« Il ne peut être question de bilan que dans un système de comptabilité en partie double, car c'est dans ce système seulement qu'il peut présenter le caractère de balance comme le veut l'étymologie (bilan) de son nom » (2).

Cette affirmation est aussi péremptoire qu'inexacte.

Pour égaliser les colonnes d'un bilan ne comportant que l'actif et le passif proprement dits, il suffira d'ajouter le montant de la situation nette au plus bas des chiffres du passif et de l'actif.

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 17.

(2) FARAGI, loc. cit. p. 33.

Ainsi seront égalisés les deux totaux car en ajoutant le résultat d'une soustraction au nombre soustrait d'un autre on retrouve ce dernier.

On ne saurait insister assez sur le caractère conventionnel de cette égalisation que VIVANTE avait fort bien vue lorsqu'il écrivait :

« ... si les deux sommes de l'actif et du passif ne sont pas égales, on les équilibre fictivement en ajoutant à la plus petite somme la différence qui forme le solde » (1).

D'ailleurs, tous les systèmes de comptabilité permettent d'arriver au bilan et la loi qui impose l'établissement du bilan laisse les techniciens de la comptabilité libres d'adopter tel système qui leur convient.

21. — Rapports entre le bilan et la comptabilité. — Nous avons signalé au chapitre précédent qu'il était possible d'établir, avec plus ou moins de difficultés, un inventaire, et partant un bilan en l'absence de comptabilité.

C'est le cas général pour l'inventaire établi en cas de décès. L'Administration exige, des successeurs ou héritiers, une déclaration comportant l'actif du *de cujus* et le passif déductible, évalués au jour du décès. Cette déclaration s'impose aussi bien pour les successions de non commerçants, ne tenant pas de comptabilité, que pour les autres.

En théorie, le Bilan, résumé de l'Inventaire, apparaît donc complètement indépendant de la comptabilité.

Mais si le bilan peut se comprendre et même s'interpréter sans connaissances comptables, il n'en reste pas moins vrai que, pratiquement, dans les entreprises, nombreux sont les liens qui unissent la comptabilité à l'inventaire et au bilan qui le résume.

Si l'on compare le « donné » que constitue la balance comptable et le « construit » qu'est le bilan, on constate qu'il y a non seulement rectification dans les chiffres, mais aussi groupement pour classer et présenter ceux-ci, ainsi qu'élimination de certains comptes.

En ce qui concerne les rectifications, NEYMARCK écrivait fort justement :

« Il entre donc dans la confection du bilan un élément d'appréciation très important. Pour établir un bilan, on doit donc poser en principe qu'il suffit moins d'être un comptable habile qu'un administrateur intègre et scrupuleux » (2).

A la séance du 21 septembre 1910 du CONGRÈS JURIDIQUE INTERNATIONAL DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ET DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES, tenu à Bruxelles, M. MAHIEU s'exprimait déjà de la façon suivante :

(1) VIVANTE, loc. cit. p. 319.

(2) NEYMARCK, « Les bilans dans les Sociétés par Actions », in *Revue des Sociétés* 1911, p. 96.

« ... la notion du bilan, pendant longtemps considérée comme ne relevant que du domaine de la comptabilité, s'est peu à peu dégagée de cette conception par trop exclusive pour se rapprocher et se placer sous l'égide des principes du droit... » (1).

Cette affirmation était et est malheureusement encore quelque peu prématurée, mais elle prend sa pleine valeur à titre de vœu.

Nous avons vu au chapitre précédent que, partant de la balance des comptes, on passait à la balance d'inventaire qui conserve le caractère de document d'apparence comptable.

A cette collection de chiffres, compréhensible seulement pour les initiés, il est substitué après élimination, classement et groupement, le bilan définitif.

A titre d'exemple, nous donnons ci-dessous le bilan (2) qui se déduit des Balances données plus haut :

ACTIF

I. — Immobilisations :

Mobilier.....	2 154 »	
Agencement.....	1 947,40	
Frais de premier établissement.....	1 107,10	
Loyer d'avance.....	800 »	
Dépôt au gaz.....	35 »	
	<u> </u>	
		6 048,50

II. — Actif disponible ou réalisable :

1. Stocks	Marchandises.....	14 120 »
2. Créances	{ Clients.....	33 794,10
	{ Débiteurs litigieux.....	492 »
		<u> </u>
		34 286,10
3. Valeurs réalisables	{ Effets à recevoir.....	15 993,60
4. Valeurs disponibles	{ Caisse.....	19 285,55
	{ Crédit Lyonnais.....	14 351,90
		<u> </u>
		33 640,45

III. — Comptes de régularisation du passif et comptes d'ordre :

1. Escomptes à obtenir.....	1 480 »	
2. Frais payés d'avance.....	1 115 »	
	<u> </u>	
		2 595 »
		<u> </u>
		106 678,65

(1) Compte rendu du Congrès Juridique International de 1910 à Bruxelles, T. II, p. 393.

(2) Extrait de BATARDON, loc. cit. p. 41.

PASSIF

I. — *Exigibilités (Dettes) :*

1. Dettes à long terme	{ Vidal, compte de prêt....	10 250 »
2. Dettes à court terme	{ Fournisseurs.....	26 196,10
	{ Effets à payer.....	11 923,05
	{ Frais échus.....	430 »
		38 549,15

II. — *Comptes de régularisation de l'actif :*

1. Amortissements	{ du mobilier.....	215,40
	{ de l'agencement.....	389,50
	{ des frais de premier établissement.....	553,55
		1 158,45
2. Escomptes à accorder.....		350 »

III. — *Capital et résultats :*

1. Capital au 1 ^{er} janvier 1913.....	60 000 »
A déduire : mes prélèvements.....	18 000 »
	42 000 »
2. Bénéfice net de l'exercice.....	14 371,05
	56 371,05
	106 678,65

On constate que le bilan est plus clair et lisible que la balance d'inventaire, mais qu'il a gardé de celle-ci l'égalité entre colonnes. Rien ne justifie, à notre sens, cette égalité et l'élaboration aurait dû porter sur le principe même de la présentation (1).

Malheureusement, une telle réforme aurait supposé de la part des comptables une certaine abnégation intellectuelle.

Ils auraient dû considérer que leur rôle était de servir et non de faire admirer leurs travaux par leurs chefs ou leurs clients.

S'ils avaient réfléchi sérieusement aux fonctions du bilan que nous examinerons plus loin, ils auraient compris que celui-ci doit être établi en vue de faciliter la tâche du lecteur.

Malheureusement, ainsi que nous l'avons montré plus haut, ils prennent souvent plaisir au langage abscons.

22. — Conclusion. — En attendant cette réforme nécessaire des esprits, il ne faut pas oublier le principe essentiel qui domine l'étude de toute question touchant à la comptabilité : celle-ci con-

(1) Il est piquant de signaler que LÉAUTEY (loc. cit. p. 105) admet l'inégalité pour l'inventaire extra-comptable mais non pour le bilan qui n'en est que le résumé.

siste en une méthode, une technique permettant de recueillir sous forme abrégée un certain nombre de renseignements.

Pareillement le bilan résume, avec des notations conventionnelles plus ou moins heureuses, la situation économique de l'entreprise.

Comme l'a dit fort justement QUESNOT,

« Il y a donc deux choses dans les comptes : leur nom ou apparence, résultant de qualifications dictées par l'usage ou l'arbitraire du rédacteur, et une réalité, une signification sous-entendue. » (1).

Dans toute étude de bilan, il est indispensable de se souvenir qu'il y a des réalités et de toujours revenir à celles-ci, c'est-à-dire

« substituer mentalement les définitions à la place des définis puisqu'autrement on pourrait abuser des divers sens qui se rencontrent dans les termes » (2).

La suite de cette étude montrera combien sont nombreux les auteurs ayant oublié ces principes fondamentaux.

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 63.

(2) PASCAL, *De l'Esprit géométrique et de l'Art de persuader*, Edit. La Pléiade, p. 361.

CHAPITRE III

PROPRIÉTÉS GÉNÉRALES DU BILAN

23. — L'équation fondamentale du bilan. — Toutes les propriétés du Bilan dérivent de la définition ou, ce qui revient au même, de l'équation fondamentale :

$$\text{Actif} - \text{Passif} = \text{Situation Nette.}$$

Nous verrons plus loin que les méthodes d'inscription au bilan dérivent toutes de cette équation en laquelle se résume la théorie générale du bilan.

De même, en effet qu'en physique, on peut déduire de quelques équations des propriétés nombreuses souvent connues auparavant, de même, la théorie du bilan résume en une seule équation un grand nombre de données utilisées par la pratique bien avant qu'on songeât à employer les symboles mathématiques en matière de comptabilité.

Nous allons, tout d'abord, montrer comment adapter au bilan la représentation graphique dont nous nous sommes servi en matière d'Inventaire.

24. — Représentation graphique de l'équation du bilan. — Rappelons que nous avons représenté les sommes correspondant à l'actif, au passif et à la situation nette par des cylindres de métal fin, tous de même base, de façon que les sommes soient toujours proportionnelles aux hauteurs.

Si l'on applique à ces cylindres l'idée de pesée qui vient naturellement à l'esprit, quand on se souvient de l'étymologie du mot Bilan, qui vient de *bilancio* (italien), balance, ou de *bilanx* (latin), balance à deux bassins, on est amené à mettre dans le plateau de gauche le cylindre de métal fin correspondant au montant de l'actif et dans celui de droite le cylindre correspondant au montant du passif (1).

Le premier genre de bilan, celui où la Situation Nette est posi-

(1) Signalons que l'idée de peser l'actif et le passif a déjà été employée, mais sans la représentation graphique que nous avons utilisée, par ALFRED NEYMARCK au *Congrès Juridique International des Sociétés par Actions*, tenu à Bruxelles en 1910, Compte rendu, T. II, p. 192.

tive (Actif supérieur au Passif) amènera à la pesée suivante :

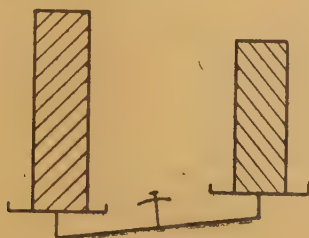


Fig. 13

Si l'on tient à rétablir l'équilibre il faudra ajouter, au plateau le moins chargé, la différence entre les deux poids.

Cette différence n'est autre chose qu'un cylindre de même base et de hauteur égale à la différence des hauteurs.

Le poids de ce cylindre, ou sa hauteur, mesureront le montant de la Situation Nette et la balance reprendra son équilibre :

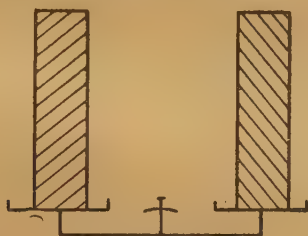


Fig. 13 bis

On reconnaît la figuration du bilan : à gauche l'actif, à droite le passif et la situation nette.

Les deux totaux égaux représentent l'équilibre parfait de la Balance.

Dans le cas de Situation Nette négative, c'est-à-dire où le passif l'emporte sur l'actif, on aura, avant et après rétablissement de l'équilibre de la balance, les schémas suivants :

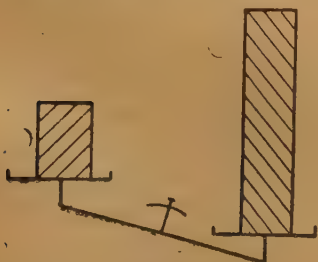


Fig. 14

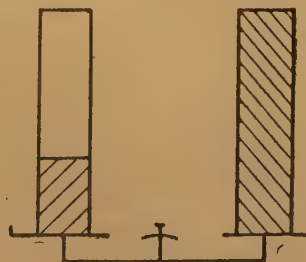


Fig. 14 bis

Enfin, dans le cas où les évaluations de l'actif et du passif se trouvent égales, la balance se trouve en équilibre, l'entreprise

se liquide sans rien devoir aux tiers et sans rien laisser à ses propriétaires.

Le schéma est alors le suivant :



Fig. 15

Si l'on compare les schémas où l'actif diffère du passif, on voit que, de même que les bilans seraient plus clairs si les deux colonnes manifestaient avec évidence par leur inégalité lequel des deux, de l'actif et du passif, l'emporte sur l'autre et de combien, de même sont plus clairs les schémas représentant la balance penchée que ceux où l'équilibre a été rétabli (1) par l'addition de la Situation Nette.

25. — La position paradoxale de la situation nette. — Les schémas montrent aussi que la Situation Nette est ajoutée au plateau le moins chargé afin de rétablir l'équilibre.

La Situation Nette positive, c'est-à-dire qui se traduit par un actif net, est mise du côté du passif.

La Situation Nette négative, c'est-à-dire qui se solde par des dettes, est mise du côté de l'actif.

26. — Application des propriétés des pesées. — Tout problème de Bilan se ramenant à des évaluations d'actif et de passif pour obtenir leur différence : la Situation Nette, les propriétés des pesées se transforment d'elles-mêmes en propriétés du bilan.

Prenons la situation d'une entreprise en fin d'exercice, celle représentée par les schémas des figures 13 et 13 bis.

L'année suivante, supposons que nous constations une diminution de la valeur du matériel faisant partie de l'actif de 250 000 f tous les autres éléments d'actif restant identiques et le passif inchangé.

Nos pesées comparées se présenteront de la façon suivante :

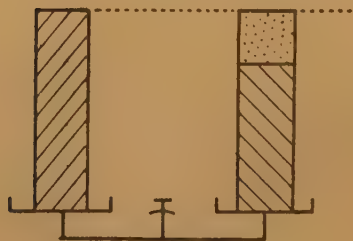


Fig. 16

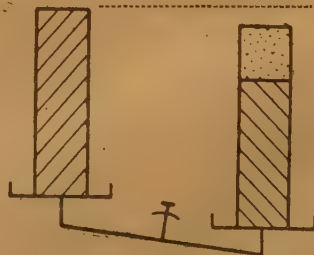


Fig. 17

(1) Le désir d'équilibre, s'il n'est pas motivé en matière de bilan, correspond à une nécessité en matière de comptabilité en partie double. C'est là une question que nous signalons en passant car elle n'intéresse pas la présente étude et a été étudiée par nous à diverses reprises. cf. *Principes Généraux du Bilan et de la Comptabilité*, Chap. IV, *Introduction à l'Étude du Bilan et de la Comptabilité*, Chap. V.

La deuxième (Fig. 17) marquera un déséquilibre de 250 000 f. Remarquons que ce déséquilibre eût été exactement le même si, au lieu d'une diminution d'actif de 250 000 f, il y avait eu une augmentation de passif de même somme.

On passe, en effet, d'une pesée à l'autre en augmentant le poids contenu dans chaque plateau d'une égale quantité.

Il faudra toujours le même poids à gauche pour ramener l'équilibre, et une fois celui-ci rétabli par une diminution de la Situation Nette de 250 000 f, les pesées avant et après rétablissement de l'équilibre seront schématisées de la façon suivante (Fig. 18 et 18 bis) :

1° dans l'hypothèse de la diminution d'actif :

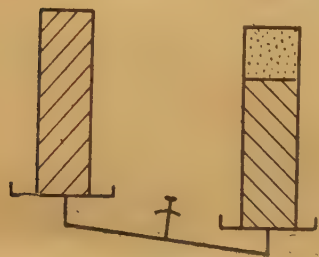


Fig. 18

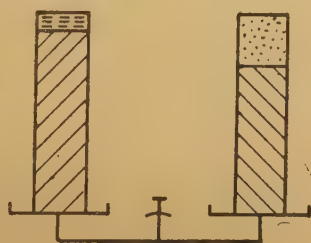


Fig. 18 bis

2° dans l'hypothèse de l'augmentation de passif (Fig. 19 et 19 bis) :

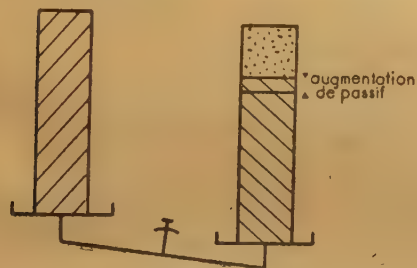


Fig. 19

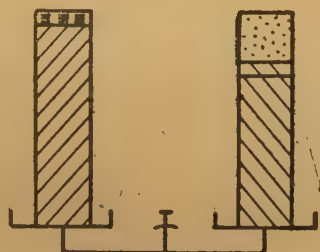


Fig. 19 bis

La propriété d'équivalence d'une diminution d'actif et d'une augmentation de passif est fréquemment utilisée dans le bilan.

Elle permet de conserver à un des éléments d'actif sa valeur initiale en continuant à inscrire celle-ci dans la colonne de gauche et de tenir compte de la moins-value par la création d'un passif conventionnel dans la colonne de droite.

On écrira par exemple :

Matériel 100 000 — Moins-value 25 000

ce qui reviendra au même dans le calcul de la situation nette que d'écrire :

Matériel 75 000.

Bien entendu, le même raisonnement montrerait que l'on peut remplacer une diminution de passif par une augmentation d'actif sans rien changer au résultat de la pesée, c'est-à-dire à la mesure de la situation nette.

Une propriété utilisée également en matière de bilan est que l'équilibre de la balance n'est pas modifié si l'on ajoute deux poids égaux, l'un dans le plateau de gauche, l'autre dans celui de droite.

C'est ainsi que l'on ajoute au bilan des actifs et passifs égaux lorsque ceux-ci ne sont pas certains et que l'on veut en garder trace.

Nous en verrons l'application à propos des actifs et passifs conditionnels souvent désignés sous le vocable « Comptes d'Ordre », et dont l'usage tend à se généraliser.

27. — L'inscription des pertes à l'actif. — Mais l'application la plus fréquente de ce principe est l'inscription des pertes à l'actif du bilan.

Nous allons reprendre l'exemple de l'entreprise dont nous avons examiné, au chapitre premier, les situations successives qui étaient les suivantes :

31 décembre 1941

Actif 3 000 000 Passif réel 1 000 000

Situation nette 2 000 000

31 décembre 1942

Actif 3 000 000 Passif réel 500 000

Situation nette 2 500 000

31 décembre 1943

Actif 3 000 000 Passif réel 750 000

Situation nette 2 250 000

Les schémas des pesées seront les suivants (1) :

Bilan au 31 Déc. 1941

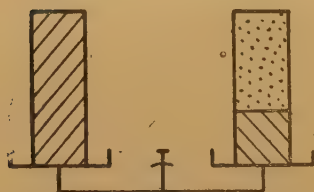


Fig. 20

Bilan au 31 Déc. 1942

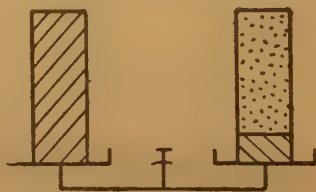


Fig. 21

Bilan au 31 Déc. 1943

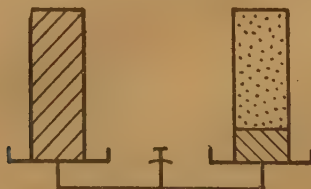


Fig. 22

(1) Les figures 20, 21, et 22 ne diffèrent respectivement des figures 6, 7 et 8 que par l'addition des balances symbolisant les pesées et par la suppression des cotes.

Entre le 31 décembre 1942 et le 31 décembre 1943, la situation nette figurée par le cylindre pointillé a diminué de hauteur, alors qu'elle avait augmenté en 1942.

Pour conserver trace de la perte en 1943, de la situation nette initiale nous maintiendrons un cylindre de situation nette de 2 500 000 f que nous avions au 31 décembre 1942.

Mais nous avons mis 250 000 f de trop dans le plateau droit de la balance qui prendrait l'aspect suivant :

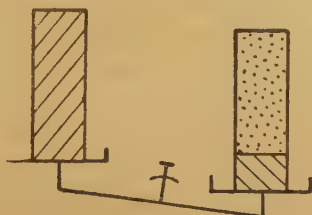


Fig. 23

Pour rétablir l'équilibre, nous rajoutons 250 000 f de situation nette dans le plateau de gauche et nous avons le schéma suivant :

Bilan au 31 Déc. 1943

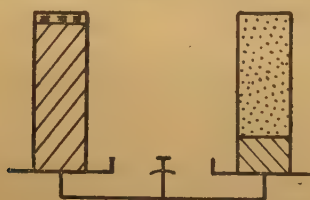


Fig. 23 bis

Les deux plateaux supportent 250 000 f de situation nette de trop. L'équilibre est le même que celui représenté par la fig. 22, chaque plateau supportant la même surcharge.

Enfin, signalons une dernière propriété encore plus évidente :

28. — Groupement et division des éléments. — Les résultats des pesées ne sont pas modifiés si, d'un même côté de la balance, on découpe un cylindre en divers morceaux, ou, si le cylindre étant découpé, on resoude divers morceaux entre eux.

Cette propriété est utilisée dans la décomposition de l'actif, du passif et de la situation nette en divers chapitres et même en postes correspondant à des éléments de chapitres, ou, le cas échéant, pour obtenir un bilan plus condensé, en groupant des postes ou chapitres préalablement séparés.

29. — Réalité et fictivité des représentations. — Il ne faut pas oublier, en utilisant la représentation par pesées, ce qu'elle a de réel et ce qu'elle a de fictif.

S'agissant de sommes mesurant un actif, la représentation s'approche beaucoup de la réalité. Elle était la réalité elle-même lorsqu'il s'agissait d'espèces en caisse, aux époques de la convertibilité de la monnaie en or. On pouvait, en effet, dire alors qu'un cylindre d'or fin était non la représentation mais l'équivalent de sommes en caisse puisqu'il suffisait de se présenter à la Banque de France pour effectuer l'échange des unes contre l'autre.

En ce qui concerne les autres actifs, la représentation sert la réalité dans la mesure de la précision de l'évaluation en monnaie.

Une fois celle-ci opérée, on passe, ainsi que nous venons de le dire, de la monnaie au poids de métal fin.

Lorsqu'il s'agit de passif, il semble déjà plus choquant de peser des dettes : en réalité on pèse un poids de métal fin correspondant à la somme due.

Pour la situation nette active, le degré de fiction est le même que lorsqu'il s'agit d'actif. Il s'y ajoute la convention de peser la situation nette active dans le plateau opposé à celui où est passé l'actif.

En ce qui concerne la situation nette passive, la fiction est double, puisqu'il s'agit d'un passif et que celui-ci est pesé dans le plateau d'actif.

Le degré de fiction est encore plus grand lorsqu'il s'agit du maintien de la situation nette à son niveau antérieur par addition des pertes à l'actif.

Ces fictions ont le même intérêt que celle employée en algèbre notamment par la notion des nombres imaginaires, c'est-à-dire de ceux qui, multipliés par eux-mêmes, donnent des nombres négatifs.

Dire d'un champ carré de 160.000 m² qu'il a comme longueur de côté :

$$\sqrt{160\,000} = 400 \text{ mètres}$$

n'est pas une fiction.

Au contraire, parler d'un champ d'une superficie de — 160 000 m² et dire qu'il a comme longueur de côté

$$\sqrt{-160\,000} = 400 i \text{ mètres}$$

est une pure fiction.

Le danger de telles fictions est la confusion avec la réalité pour tous ceux qui les utilisent sans y être suffisamment préparés.

L'histoire de la Doctrine comptable abonde en de telles confusions qui ne se seraient pas produites si l'on avait appliqué en la matière les conseils que le Doyen GÉNY, à propos des méthodes juridiques, formulait en ces termes :

« Encore faudra-t-il... toujours distinguer dans nos procédés de travail, ce qu'ils empruntent à la réalité, par suite ce qu'ils contiennent

de véritablement naturel et ce qu'ils ajoutent à la nature par voie de symboles et d'artifices puisque le premier élément s'impose à nos recherches, tandis que de l'autre nous restons maîtres dans une large mesure » (1).

30. — Démonstration algébrique des propriétés du bilan. — Rappelons que des considérations d'algèbre élémentaire permettent de démontrer facilement les résultats auxquels nous sommes parvenus (2).

Nous dirons d'un élément de l'inventaire qu'il est positif lorsqu'il accroît la fortune de l'entreprise, négatif lorsqu'il la diminue.

Autrement dit, seront considérés comme positifs les éléments de l'actif proprement dit, négatifs ceux du passif proprement dit.

La situation nette sera non plus suivant le cas :

Actif — Passif = Situation nette.

Passif — Actif = Situation nette.

mais d'une façon générale :

Somme algébrique des éléments = Situation nette.

En appelant $ea_1, ea_2, \dots, ea_n$ les éléments d'actif, $ep_1, ep_2, \dots, (ep_n)$ les éléments de passif et S la situation nette, on obtient l'équation du bilan :

$$ea_1 + ea_2 + \dots + ea_n + ep_1 + ep_2 + \dots + ep_n = S$$

ou en faisant passer S dans le premier membre :

$$(1) \quad ea_1 + ea_2 + \dots + ea_n + ep_1 + ep_2 + \dots + ep_n - S = 0$$

Les résultats indiqués par les schémas précédents s'énoncent sous forme algébrique de la façon suivante :

Supposons une modification ($-\Delta a$) d'une valeur absolue Aa , correspondant par exemple à une diminution de l'élément d'actif ea_n qui devient $e'a_n$.

On aura par définition :

$$(2) \quad e'a_n = ea_n - \Delta a.$$

Les autres éléments actifs et passifs n'étant par hypothèse pas modifiés, il s'ensuivra une nouvelle situation nette S' telle que :

$$(3) \quad ea_1 + \dots + e'a_n + ep_1 + \dots + ep_n - S' = 0$$

L'équation (3) ne diffère de l'équation (1) que par les éléments $e'a_n$ et S' qui se sont substitués aux éléments ea_n et S.

En remplaçant $e'a_n$ par sa valeur tirée de l'équation (2), on obtient :

$$(4) \quad ea_1 + \dots + (ea_n - \Delta a) + ep_1 + \dots + ep_n - S' = 0$$

(1) GÉNY, *Science et Technique en Droit privé positif*, T. I, p. 87.

(2) Cf. DUMARCHEY, *Théorie positive de la comptabilité*; A. DALSACE, *Introduction à l'Etude rationnelle de la comptabilité — Principes généraux du Bilan et de la Comptabilité*.

Cette même nouvelle situation nette S' aurait été obtenue si la modification $-\Delta a$ avait porté sur un élément de passif ep_n , par exemple, l'équation (4) étant identique à celle-ci :

$$(5) \quad ea_1 + \dots + ea_n + ep_1 + \dots + (ep_n - \Delta a) - S' = 0$$

Elles ne diffèrent en effet que par la place de l'élément $-\Delta a$ et on sait qu'une somme algébrique est indépendante de l'ordre de ses termes.

Mais une modification du passif d'une quantité négative n'est autre qu'une augmentation de passif.

On voit donc que *la Situation Nette est modifiée d'une façon égale soit par une diminution d'actif, soit par une augmentation de valeur absolue du passif.*

Si l'on convient maintenant d'écrire :

$$(6) \quad S' = S + \Delta s$$

en soustrayant membre à membre les équations (1) et (4) ou les équations (1) et (5) on a :

$$(7) \quad \Delta a - \Delta s = 0 \quad \text{ou} \quad Aa = As$$

c'est-à-dire qu'une diminution d'actif sans variations des autres éléments d'actif ou de passif entraîne une diminution égale de la situation nette.

CHAPITRE IV

PRINCIPALES DIVISIONS DU BILAN

- I. — Généralités.
- II. — Actifs.
- III. — Passifs.
- IV. — Postes de Situation nette.
- V. — Classification.

I. — GÉNÉRALITÉS

31. — Les subdivisions du bilan. — Nous avons vu que le bilan était un tableau comportant le résumé de l'évaluation ou de la mesure, à un moment déterminé, en unités monétaires nationales, des biens et dettes d'un patrimoine, et que, pratiquement, on y ajoutait la situation nette.

L'exemple que nous avons reproduit au chapitre II montre que la pratique ne se contente pas de donner le montant de l'actif, du passif et de la situation nette, mais en présente certaines subdivisions sous forme d'un tableau.

Les éléments chiffrés du bilan correspondant à une ligne de ce tableau sont dénommés postes ou comptes.

Un certain nombre d'entre eux sont parfois groupés en chapitres.

C'est ainsi, pour nous en référer au même exemple, que l'on trouve un chapitre intitulé « Immobilisations », divisé, lui-même, en postes ou comptes dénommés respectivement :

Terrains, Mines et Minières,
Immeubles et Usines,
Habitations et Bureaux,
Matériel et Outillage,
Frais d'émission emprunt 5 % 1930.

32. — Premiers principes de classification. — Ces prémisses posées, il est à peine besoin de rappeler l'importance d'une bonne classification, importance déjà reconnue par des auteurs relativement anciens.

C'est ainsi que LÉAUTEY et GUILBAUT écrivaient :

« ... enfin, au lieu d'aboutir aux inextricables enchevêtrements de comptes, où l'esprit se perd, faute d'apercevoir une coordination, elle doit conduire à un agencement logique où chaque compte a sa place marquée dans le groupe auquel il appartient, où chaque groupe de comptes a ses fonctions bien définies, et où la synthèse comptable et économique des entreprises prend une texture rationnelle et définitive dans le Bilan désormais unifié » (1).

Malheureusement, ce programme n'a guère été suivi et un auteur a pu écrire avec une juste sévérité :

« De manuel en manuel on répète inlassablement ces classifications, et pour ne pas être en reste avec les prédécesseurs, on ajoute quelques rubriques dont l'inédit vaut l'inanité » (2).

Nous essaierons d'appliquer à la classification des divers éléments du Bilan le principe posé par GÉNY en ces termes :

« Les classifications ne devront être tenues pour pleinement adéquates au but que lorsqu'elles reposeront sur la diversité de structure intrinsèque des éléments juridiques, à l'image des classifications naturelles dans les sciences de la nature, tandis que les divisions artificielles pourront seulement aider à l'élaboration technique du droit, en y facilitant l'effort de la pensée. » (3).

Nous allons, contrairement aux usages admis, montrer que les principaux postes du bilan, tels qu'ils apparaissent traditionnellement, peuvent être groupés en différentes catégories ayant des caractères juridiques ou économiques communs.

Signalons, dès maintenant, et l'étude détaillée des divers postes du Bilan le démontrera, que des noms identiques sont donnés quelquefois à des postes complètement différents au point de vue juridique. C'est le lieu de rappeler avec PASCAL :

« Ce n'est pas que cela ne soit permis, pourvu qu'on n'en confonde pas les conséquences, et qu'on ne les étende pas de l'une à l'autre » (4).

Malheureusement, bien souvent, cette précaution est omise et de la confusion des termes résulte celle de l'esprit.

Aussi, VAVASSEUR conseillait-il à juste titre :

« le choix de titres de comptes nettement compréhensibles, ne prêtant à aucune incertitude, à aucune ambiguïté ou malentendu... et quand un compte d'actif ou de passif est, de sa nature, forcément obscur, y remédier par un renvoi explicatif au bas du bilan » (5).

33. — D'une classification comptable classique. — Il existe une classification classique trop répandue pour que nous ne

(1) LÉAUTEY & GUILBAUT, *La Science des Comptes*, Préface p. 5.

(2) PENGLOU, loc. cit. p. 29.

(3) GÉNY, loc. cit. p. 137.

(4) PASCAL, *De l'Esprit géométrique et de l'Art de persuader*, Edit. La Pléiade, p. 361.

(5) VAVASSEUR, « Unification du Bilan », *Revue des Sociétés* 1904, p. 323.

la mentionnions pas tout d'abord. Elle comprend, d'après DEMUR (1) :

- I. — Les Comptes du Capitaliste ou Propriétaire (Apports).
- II. — Les Comptes du Capitaliste ou Propriétaire (Résultats).
- III. — Les comptes du Gérant ou Comptes de Valeurs :
 - A) Valeurs immobilisées,
 - B) Valeurs disponibles et valeurs réalisables,
 - C) Valeurs engagées.
- IV. — Les comptes des Tiers.

Les deux premières catégories constituent, en réalité, la situation nette de l'entreprise ;

La troisième une partie de l'Actif ;

La quatrième comporte, outre une partie du Passif, les droits sur des tiers, qui constituent des éléments d'Actif, tels que les créances, les comptes créditeurs en banque, etc.

On voit tout ce qu'a d'artificiel cette division qui n'est basée ni sur des caractères économiques, ni sur des caractères juridiques, puisque, dans une même division figurent, à la fois, des éléments actifs (tiers débiteurs) et passifs (tiers créanciers).

Nous la laisserons donc de côté, et partirons de la division traditionnelle des bilans en Actif et Passif, afin d'examiner les grandes catégories de postes que l'on peut y rencontrer.

II. — ACTIFS

34. — Définitions de l'actif. — LÉAUTEY définit l'Actif :

« L'actif total, ou masse active du comptable d'origine, est l'ensemble des valeurs échangeables, réduites en monnaie de compte, dont il a la libre disposition, qu'elles lui appartiennent en propre, ou qu'elles appartiennent à des tiers » (2).

Sans même signaler que ce n'est pas le comptable qui a la disposition des biens de l'entreprise, on ne saurait considérer comme un Actif un bien appartenant à un tiers (3). C'est ainsi, par exemple, que le locataire d'une maison ne peut compter à son actif l'immeuble.

FARAGI commence par définir l'Actif de la façon suivante :

« Ceux (les comptes) qui se balancent par un solde débiteur sont les éléments qui, totalisés, forment l'Actif de l'entrepreneur... » (4).

L'erreur consistant à définir ainsi les biens par leur représentation est d'autant plus curieuse que, quelques pages plus loin,

(1) DEMUR, *Le Comptable*, T. I, p. 44 et suiv.

(2) LÉAUTEY, loc. cit. p. 129.

(3) Cf. La critique de LÉAUTEY in DUMARCHEY, *Théorie positive de la Comptabilité*, p. 102, (La définition est d'ailleurs attribuée à LÉAUTEY et GUILBAUT).

(4) FARAGI, loc. cit. p. 44.

l'auteur revient fort justement au véritable critérium en écrivant :
« ... l'actif, dans le sens juridique du mot, c'est-à-dire tous les biens et toutes les créances de cette société considérée comme entrepreneur » (1).

QUESNOT, lui-même, a commis, à plusieurs reprises, une erreur analogue en écrivant :

« Tous les soldes débiteurs étant les éléments de l'actif » (2),
et :

« Ainsi, ce ne sont pas les noms des comptes qui sont le véritable critérium de leur signification, mais la position du chiffre qui les exprime » (3).

Par un parallélisme assez curieux avec FARAGI, QUESNOT donne plus loin une définition de l'actif infiniment plus satisfaisante lorsqu'il écrit :

« Abstraction faite des pertes qui s'y inscrivent pour ordre, l'actif se compose normalement de biens et de valeurs » (4).

VERLEY distingue l'actif réel qu'il définit comme :

« Les valeurs réalisables telles que les immeubles, le matériel et l'outillage, le mobilier, les espèces, le portefeuille, les créances exigibles, etc. »,

et l'actif fictif qui :

« comprend des parties irréalisables absolument fictives, telles que les frais de constitution et de premier établissement, les primes de remboursement ou pertes à l'émission, et enfin le déficit ou diminution du capital, quand la perte a dépassé le bénéfice » (5).

En partant de l'actif formel, c'est-à-dire des postes qui figurent usuellement sous le vocable Actif, nous pouvons déceler plusieurs catégories que nous allons examiner tour à tour.

35. — L'actif proprement dit. — Une première catégorie de biens est constituée par l'Actif proprement dit. L'Actif dans le sens juridique du mot est, comme l'a dit WAHL :

« le patrimoine de la Société, c'est tout ce qui lui appartient et qui a une valeur », (6)

c'est, plus précisément, les biens immobiliers et mobiliers, corporels et incorporels, possédés par l'entreprise.

36. — Les actifs « historiques ». — Une deuxième catégorie d'actifs est constituée par ceux que l'on serait tenté de dénommer historiques.

Ces postes montrent, d'une façon très nette, les variations de valeur de certains éléments d'actif, suivant le point de vue auquel on se place et l'époque de l'évaluation.

Il s'agit là de dépenses souvent indispensables, mais dont les

(1) FARAGI, loc. cit. p. 74.

(2) QUESNOT, loc. cit. p. 66.

(3) QUESNOT, loc. cit. p. 63.

(4) QUESNOT, loc. cit. p. 318.

(5) VERLEY, loc. cit. p. 16.

(6) WAHL, note au Sirey 1901.1.537 et ce, sous bénéfice des explications données au chapitre I^{er}.

résultats, généralement, n'ont pas de valeur objective. Tels sont, par exemple, les « frais de constitution » d'une entreprise constituée sous forme de société, correspondant à des sommes versées à l'enregistrement, dont le taux, pour des apports simples, a atteint jusqu'à 3,25 % et dépassé 15 % pour des apports immobiliers à titre onéreux, des honoraires de notaire et autres, des frais de publication, des commissions de banque, le cas échéant, etc., etc.

Ce poste a eu une valeur incontestable puisque l'entreprise a payé effectivement les frais correspondants ; mais, aussitôt cette dépense effectuée, le poste perd une grande partie de sa valeur. Si l'on trouve, en effet, quelquefois des acquéreurs pour la carcasse d'une société, le prix offert est toujours très inférieur au prix de revient. Il serait donc logique d'évaluer immédiatement à une somme réduite de tels postes.

La question de la validité de leur inscription à l'actif est elle-même très controversée.

Certains auteurs, de même que certaines législations, considèrent ces actifs comme fictifs et interdisent leur inscription à l'actif ; d'autres la tolèrent, mais avec des restrictions. La solution dépend, au fond, de la base d'évaluation de l'actif ; si l'on prend comme base les valeurs marchandes, ces frais ne sauraient être inscrits que pour une somme réduite, ainsi que nous l'avons indiqué. On peut, au contraire, admettre leur inscription, si l'on considère que, du point de vue de la Société, « *ces frais représentent une valeur réelle, puisque, sans eux, elle n'aurait pas pu se constituer* » (1).

Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'une catégorie spéciale d'actifs qui doit être distinguée des autres.

37. — Actifs de régularisation. — La troisième catégorie des postes que l'on trouve à l'actif est constituée par ceux qui ont pour objet la correction ou la régularisation d'autres postes et dont nous allons indiquer les caractères fort dissemblables les uns des autres.

Cette catégorie se subdivise, en effet, elle-même, en deux classes bien distinctes.

38. — a) Régularisation de valeurs. — Les postes appartenant à la première classe découlent des notions suivantes :

Lorsqu'un bien entre dans l'entreprise, la comptabilité l'enregistre pour ce qu'il a coûté. Or, sa valeur se modifie par la suite. La comptabilité, normalement, ne note pas au fur et à mesure ces modifications qui peuvent, d'ailleurs, être continues.

Lors de l'inventaire, les constatations faites permettent d'évaluer ces variations.

La correction des valeurs primitives fait l'objet de comptes spéciaux, comptes satellites de ceux dont le montant doit être corrigé.

Si l'on considère comme souhaitable de voir figurer au bilan non seulement la valeur d'inventaire mais le prix de revient, on est

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 128.

amené à présenter des postes qui ne sont autres que des Postes de régularisation.

HOLBACH a fort bien exprimé les avantages de cette méthode dans un Rapport au CONGRÈS JURIDIQUE INTERNATIONAL DE BRUXELLES, de 1910, où il s'exprimait de la façon suivante :

« La réalité manifeste, dans l'œuvre de confection du bilan, deux phases distinctes :

« 1^o Il est fait un extrait des livres de comptabilité, les soldes de comptes fournissent un inventaire de chiffres répondant à une réalité objective — acquisition ou aliénation — ces comptes résumés en groupements forment un premier aspect du bilan ;

« 2^o A ces chiffres, les administrateurs ont pour devoir légal, en ce qui concerne certains comptes, d'apporter des corrections. C'est leur œuvre propre, œuvre difficile, qui constitue l'une des principales charges de leur fonction. Si les corrections se font par remplacement direct, le fait positif que révélait la comptabilité est caché ; si, au contraire, en utilisant la facilité du système de comptabilité en partie double, universellement employé, les corrections ont lieu par une écriture spéciale, le fait positif, déduit de la comptabilité, subsiste, et, de plus, il est prouvé que les administrateurs ont accompli leur mission. La clarté du bilan exige donc que l'œuvre propre des administrateurs apparaisse distincte en comptes correctifs spéciaux, et que les chiffres et comptes déduits des livres subsistent dans leur identité d'origine, avec indication de la cause des attributions de valeur d'apport, d'achat, etc. La comptabilité elle-même doit être dressée de manière à pouvoir, autant qu'il est possible, opposer un compte de faits objectifs à tous les comptes rectificatifs qui émaneront d'une appréciation subjective des administrateurs. C'est ainsi qu'au lieu d'opposer au total des créances, par correction, une évaluation de doute, il sera opportun de dresser un compte spécial, dont l'intitulé permette de mesurer plus ou moins la justification de la correction faite, tel un compte de créances contestées et traites en retour ou renouvelées après refus de paiement. La cause objective d'une moindre évaluation apparaît au seul intitulé et le total des créances affectées de ce même caractère objectif (défaut de paiement à l'échéance) permet d'apercevoir si le compte correctif a fait droit, et dans quel rapport, aux exigences du compte à corriger.

« L'indication des causes qui ont déterminé la précision d'un chiffre apporte par elle-même une mesure de contrôle de l'exactitude du chiffre, en faisant connaître à quel point de vue il exprime une réalité, ce qui permet souvent d'apprécier avec une approximation instructive ce que pourrait être la même valeur à un autre point de vue qu'il plairait au lecteur du bilan d'envisager. Aucun obstacle théorique ou d'exécution ne s'oppose à l'indication dans le bilan du sens que le lecteur doit attribuer aux chiffres de la révélation de sa cause productive ; et, pour les chiffres comme pour les dénominations qualificatives de comptes, le sens précis est une forme précieuse de l'exactitude du bilan » (1).

(1) Compte-rendu du Congrès Juridique International de Bruxelles 1910, T. II, p. 156.

Citons-en quelques exemples :

Un immeuble acheté un million, porté pour cette valeur au bilan précédent, est estimé, lors de l'inventaire suivant, avoir une valeur de 1.200.000 f. On créera un poste :

« Plus-value sur l'immeuble : 200.000 f. »

qui, juxtaposé à l'ancien poste, donnera tous éclaircissements au lecteur.

Au contraire, en cas de réduction de valeur, on créera un poste :

« Amortissements »

qui notera la dépréciation.

Si celui-ci est porté à l'actif il sera présenté, par exemple, de la façon suivante :

Immeuble.....	1 000 000 f	
Amortissements.....	100 000 f	
	<u> </u>	900 000 f.

La régularisation peut aussi bien avoir pour objet un compte de passif qu'un compte d'actif. Tel est le cas, par exemple, du compte :

« Escomptes ou Rabais à obtenir »

inscrit, ordinairement, à l'actif et qui correspond à la diminution évaluée d'une dette non encore échue envers les fournisseurs.

Certains auteurs désignent de tels postes (avec d'autres) sous le nom de « comptes d'ordre » (1).

39. — b) Régularisation d'exercice. — La régularisation d'exercice correspond à la notion de régularisation dans le temps et non de régularisation de valeurs.

Lorsqu'une entreprise est cédée, l'usage et l'équité veulent que l'acheteur rembourse au vendeur les sommes que celui-ci a versées d'avance et dont la charge incombe au successeur comme, par exemple, des loyers payés d'avance, des primes d'assurances, etc.

Par extension, on admet que toute somme payée au cours d'un exercice et relative aux charges incombant à l'entreprise pendant l'exercice suivant fait l'objet d'une créance du premier sur le second.

L'exercice peut être défini, rappelons-le, comme :

« *l'ensemble des droits et des charges afférents à une même année* » (2).

En réalité, il faut substituer dans cette définition le mot « période » au mot « année », car il y a, en pratique, des exercices dont la durée est différente d'un an (3).

(1) LÉAUTEY, loc. cit. § 269 ; DUMARCHEY, *La Comptabilité Moderne*, p. 104.

(2) QUESNOT, loc. cit. p. 109.

(3) L'art. 35 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935, spécifie bien que « Les bilans... doivent être établis chaque année dans la même forme... » Mais, outre que cet article ne s'applique qu'aux sociétés par actions, on rencontre en fait assez souvent des exercices d'une durée différente d'un an. C'est ainsi, par exemple, que la loi du 31 octobre 1940 a prorogé jusqu'au 31 décembre 1940 le délai de clôture des comptes annuels des sociétés dont l'exercice se termine entre le 10 mai 1940 et le 31 août 1940.

Il s'agit là de comptes de frais.

Peu importe, bien entendu, la date à laquelle la dépense aura été effectivement réalisée, l'argent décaissé, le critérium reste l'engagement de la dépense.

Supposons, par exemple, un représentant à qui l'on doit verser le 15 de chaque mois, par avance, une indemnité forfaitaire pour frais de voyage. La comptabilité enregistre la dette de l'entreprise. Cette dette incombe par moitié à l'exercice se clôturant le 31 décembre, pour moitié au suivant.

On figurera donc, à côté de la dette réelle de l'entreprise envers le représentant d'un mois de frais, une créance fictive de l'exercice sur le suivant.

Celle-ci sera indépendante de la date du paiement. Elle existera au même titre si le règlement a été effectué le 15 décembre ou si, du fait de l'absence du représentant à cette date, ce règlement n'a lieu que dans le cours de l'exercice suivant.

On voit que les actifs de régularisation d'exercices sont caractérisés par le fait qu'ils sont essentiellement transitoires. N'ayant trait, d'ordinaire, qu'à deux exercices successifs, ils n'apparaissent qu'au bilan de fin du premier des deux. On les dénomme souvent :

« Comptes de régularisation d'exercice » ou « Comptes de liaison ».

Les comptes de régularisation de valeurs et d'exercice sont désignés par certains auteurs sous le nom de « comptes d'ordre ». C'est ainsi, en particulier, que CHARPENTIER et HAMELIN les nomment et semblent leur réserver cette désignation, bien que leur définition n'en soit pas d'une évidente clarté.

Ils définissent, en effet, les comptes d'ordre comme « *des écritures provisoires nécessaires pour déterminer les valeurs au jour de l'inventaire d'éléments actifs ou passifs en voie de formation* » (1).

40. — Pertes inscrites a l'actif. — Une quatrième catégorie d'actifs comporte, le cas échéant, les pertes qu'il est d'usage, ainsi que nous l'avons vu au précédent chapitre, d'inscrire à l'actif.

Comme l'a dit justement QUESNOT :

« *Par une extension toute conventionnelle de langage, le débit de pertes est quelquefois appelé valeur fictive, parce qu'il représente l'image numérique d'un capital disparu, c'est un actif imaginaire* » (2).

III. — PASSIFS

41. — Définitions du passif. — La deuxième partie du bilan est désignée traditionnellement sous le nom de « Passif ».

QUESNOT (3) et FARAGI (4) se contentent de définir les postes passifs par leur caractère comptable de soldes créditeurs.

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 19, § 386 et suiv.

(2) QUESNOT, loc. cit. p. 72.

(3) QUESNOT, loc. cit. p. 66.

(4) FARAGI, loc. cit. p. 44.

LÉAUTEY (1) donne du Passif la définition suivante déjà plus objective :

« *Le Passif total, ou masse passive du comptable d'origine, se compose de l'actif qu'il se doit à lui-même comme capitaliste, c'est-à-dire de son capital personnel ou social, et de l'actif qu'il doit aux tiers, c'est-à-dire de son capital de crédit* » (2).

Sous réserve de l'impropriété juridique de l'expression du « Passif envers soi-même », il y a là une distinction très nette et intéressante entre le Passif proprement dit et la Situation nette.

Enfin, VERLEY distingue le passif réel constitué par « *toutes les dettes envers les tiers* » du véritable passif fictif qui

« *se compose surtout du passif social, c'est-à-dire du capital social, de la réserve légale et des réserves auxquelles il n'est pas attribué d'affectation spéciale et, enfin, des réserves qui s'appliquent à l'amortissement des actions et des obligations, quand l'amortissement se fait au moyen des « bénéfices », et des « réserves destinées à l'amortissement des valeurs immobilisées, des créances douteuses, des marchandises ou des frais de premier établissement* » (3).

qui ne sont pas de véritables passifs fictifs.

Nous allons essayer de dégager à notre tour une classification analogue à celle donnée pour l'Actif en examinant le caractère des divers chapitres constituant le passif d'un Bilan usuel.

42. — Passif proprement dit. — La première catégorie des postes qu'on rencontre au Passif est constituée par le Passif proprement dit, que le CODE désigne sous le vocable de dettes passives, et qui correspond aux engagements envers les tiers d'un montant déterminé.

43. — Non existence de passifs historiques. — On ne trouve pas, au Passif, d'homologues des comptes d'actifs historiques.

On serait tenté d'y faire figurer, par exemple, le poste « Obligations amorties » correspondant aux obligations qui ont été remboursées et annulées. En effet, il s'agit là d'un passif qui a existé réellement et qui n'existe plus, mais, en réalité, la situation est bien différente.

Les actifs historiques représentent une valeur pour l'entreprise, valeur non marchande, mais qui a laissé une trace.

Au contraire, les obligations ne correspondent plus à rien une fois amorties. Il n'y a pas plus de raison de les faire figurer au Bilan que d'y conserver trace de toutes les factures réglées, de tous les paiements effectués.

Le poste « Obligations amorties » ne peut donc avoir sa place dans cette catégorie, mais dans celle des Réserves.

(1) LÉAUTEY, loc. cit. p. 129.

(2) On trouve une définition presque identique sous la plume de CHARPENTIER, *Etude Juridique sur le bilan des Sociétés par actions*, p. 34.

(3) VERLEY, loc. cit. p. 17.

Ce que nous avons dit des « Obligations amorties » s'appliquerait à tout passif remboursé. C'est pourquoi nous estimons que la catégorie des « Passifs historiques » ne doit pas, en bonne logique, figurer au Bilan. Si cependant on tient à les y inclure, ce ne peut être qu'au titre des postes de régularisation que nous allons étudier.

44. — **Passifs de régularisation.** — La troisième catégorie, celle des comptes de régularisation, est, en principe une des plus importantes de celles figurant à la rubrique « Passif ».

45. — *aRégularisation de valeurs. — La première classe, celle des comptes de régularisation de valeurs, comporte souvent les « Amortissements d'Actif ».*

Ceux-ci, en effet, sont fréquemment portés en augmentation du passif au lieu de l'être en diminution de l'actif.

À côté de la diminution de valeur certaine, évaluée au moment de l'inventaire, il est des régularisations simplement probables et estimées d'une façon moins précise encore. Telles sont les

« Provisions pour débiteurs douteux »,

correspondant à l'estimation de la perte probable à subir sur l'encaissement de certaines créances.

Étant donné leur caractère conditionnel, de telles pertes s'apparentent également aux postes de passif conditionnel ou éventuel.

Mais il n'y a pas, en général, comme dans ce dernier cas, création d'un passif conditionnel et d'un actif conditionnel de même montant, mais diminution simple d'un actif sans contre-partie.

Doit figurer dans cette catégorie de postes de régularisation celui des « Obligations amorties » à titre de diminution du montant des obligations émises.

Enfin, il est d'usage de compter parmi les postes de régularisation ceux qui correspondent à un passif probable (ex. : provision pour impôts) ou à la partie évaluée d'un passif certain mais dont le montant ne l'est pas (ex. : provision pour fluctuation de changes).

46. — *bRégularisation d'Exercice. — Dans la deuxième classe de la troisième catégorie, on a l'habitude de faire figurer des comptes analogues à ceux examinés à propos de l'Actif, tel le compte :*

« Frais à payer »,

et qui correspond à des frais incombant à l'exercice écoulé et non encore comptabilisés.

Notons une différence fondamentale entre un tel poste et son homologue « Frais payés d'avance ». Ce dernier correspond à une créance d'un exercice sur le suivant.

C'est là un actif absolument fictif puisque le débiteur et le créancier sont confondus. Au contraire, le poste « Frais à payer » comporte des créanciers réels, tiers par rapport à l'entreprise, et un débiteur également réel : celle-ci.

De tels postes appartiennent souvent, en réalité, à la première catégorie : celle des postes de passif proprement dit.

Ils sont postés de régularisation de passif lorsque, non connus au fur et à mesure par les livres de comptabilité, ce sont les opérations d'inventaire qui les révèlent et amènent à les mesurer ou les évaluer.

IV. — POSTES DE SITUATION NETTE

47. — La quatrième catégorie des postes figurant au Passif du bilan comporte les comptes de Situation nette.

De même qu'à l'Actif s'inscrivent les diminutions de Situation nette, c'est-à-dire les pertes, de même, et en vertu de la même convention, la Situation nette positive s'inscrit au Passif.

On trouve donc, pratiquement, toujours des postes de Situation nette au Passif, au lieu qu'à l'Actif leur inscription correspond seulement au cas de pertes.

Il n'est pas question d'énumérer tous les comptes de Situation nette, mais il n'est pas inutile de signaler les plus courants.

On trouve toujours le poste « Capital », dont le montant correspond à des sommes (1) investies dans l'entreprise par les propriétaires, c'est-à-dire à un apport de capitaux.

Contrastant avec le poste « Capital », il y a lieu de signaler toutes les augmentations de la Situation nette provenant de l'activité de l'entreprise. Tels sont les postes :

- Bénéfices de l'exercice,
- Report à nouveau,
- Réserves.

Dans les sociétés par actions, on trouve quelquefois le poste « Prime d'émission d'actions »

correspondant, le cas échéant, aux sommes versées en sus du nominal par les souscripteurs d'actions nouvelles. Il s'agit là d'un investissement effectué par les nouveaux actionnaires et, à ce point de vue, ce poste est un prolongement direct du « Capital ».

Un groupe de postes de Situation nette, particulièrement important, est constitué par les

« Provisions pour renouvellement de matériel, de stock et d'outillage ».

Malgré leur dénomination il s'agit là, ainsi que nous le verrons, de véritables réserves, contrairement à une opinion fréquemment émise.

V. — ACTIFS ET PASSIFS CONDITIONNELS

48. — Il y a lieu de faire une place spéciale, et pourrait-on dire extra-bilan, aux actifs et passifs conditionnels, c'est-à-dire dont l'existence est subordonnée à la réalisation d'une condition.

(1) Nous écrivons à dessein « à des » et non, comme il est d'usage de le faire, « aux », car nous montrerons qu'il est des sommes investies par les propriétaires à titre d'apport qui ne figurent pas dans le capital.

Le cas le plus fréquent est celui où l'entreprise s'est portée caution de tiers. De deux choses l'une, ou le tiers débiteur principal s'acquitte de sa dette à l'échéance convenue, et l'entreprise est dégagée de sa caution, ou il n'en fait rien, et l'entreprise devient, par la réalisation de la condition (non-paiement par le débiteur principal) débitrice du créancier auquel elle sera subrogée par suite du paiement. Il naîtra donc, pour l'entreprise, un actif et un passif d'un montant nominal égal.

De tels actifs et passifs sous condition figurent souvent sous le titre « Comptes d'ordre ».

L'escompte d'effets de commerce procède de la même analyse et donne également naissance à des comptes analogues.

Lorsque l'entreprise fait escompter par son banquier des effets tirés sur ses clients, l'endossement au profit de celui-là rend ce dernier propriétaire des effets.

En cas de non-paiement par le tiré, le banquier escompteur réclame à l'entreprise le montant de l'effet non honoré. Par le fait du paiement, l'entreprise devient créancière du tiré.

L'analyse de l'opération montre donc que l'actif n'existe que sous la double condition du non paiement par le débiteur principal et du règlement de l'effet par l'entreprise.

Il est à remarquer que, dans les deux cas que nous avons examinés, le passif correspondant n'est, au contraire, soumis, lui, qu'à une seule condition, le non paiement par le débiteur principal.

VI. — CLASSIFICATION

49. — **Principes rationnels de classification.** — Le groupement des postes, tel qu'il vient d'être exposé, permet de les classer suivant des caractères communs, chaque catégorie se différenciant des autres par un groupe de caractères juridiques ou économiques qui leur est propre. Ce sont eux nous semble-t-il, en effet, qui doivent servir de base principale à une classification logique.

D'autres caractères offrent, cependant, un certain intérêt.

50. — **Postes principaux et postes adjoints.** — Signalons, notamment, que les postes peuvent se classer en deux catégories : ceux qui ont un sens par eux-mêmes, qui sont la grande majorité et que l'on peut dénommer postes principaux, et ceux qui n'ont de sens que comme étant adjoints à d'autres de la première catégorie comme en étant les satellites.

C'est ainsi que tout poste d'« Amortissements » est adjoint au poste d'actif dont il mesure la diminution, que le poste « Obligations amorties » n'a d'existence que du fait du poste « Obligations ».

Cette notion de postes principaux et de postes adjoints ou satellites offre un intérêt pratique réel lorsqu'il s'agit de remettre de l'ordre dans un bilan présenté sans souci de la méthode.

51. — De certaines erreurs de classification et de dénomination. — Quels que soient les groupements en chapitres, il est indispensable de ne pas grouper sous une même dénomination de poste des éléments absolument dissemblables.

On doit également proscrire les dénominations dépourvues de signification, comme le recommandait déjà NEYMARCK (1) il y a trente ans.

Nous allons montrer par quelques exemples que ces principes, cependant évidents, sont souvent violés.

52. — Les Comptes d'ordre. — Il y a, notamment, une dénomination dont beaucoup de rédacteurs font un abus, c'est celle de « Compte d'Ordre ».

Nous avons déjà constaté que, suivant les auteurs, ceux-ci correspondaient à des comptes de caractères très différents.

Lorsque cette dénomination est suivie d'une désignation du poste, elle n'offre aucun autre inconvénient que de compliquer le langage et de n'apporter aucun renseignement nouveau au lecteur.

C'est ainsi que le bilan BANANIA au 31 décembre 1933 comporte, à l'actif, un chapitre « Comptes d'ordre » divisé en quatre postes :

- « Impôts à recouvrer sur coupons »
- « Impayés en portefeuille »
- « Frais engagés d'avance »
- « Coupons n° 19 »

alors qu'au passif, le chapitre « Comptes d'ordre » ne comprend qu'un poste :

« Coupons des exercices antérieurs restant à payer ».

Dans d'autres cas, plus fréquents, rien ne permet de déceler le contenu du chapitre « Comptes d'ordre » à la lecture du bilan.

Tel est le cas particulièrement typique du bilan au 31 décembre 1933 du CRÉDIT FONCIER COLONIAL ET DE BANQUE. A l'actif on trouve, sans autre indication, un poste :

« Comptes d'ordre : 1 362 479,68 f »

Le rapport des Commissaires explique que ce poste représente pour la plus grande partie, la valeur du matériel et du mobilier, ainsi que des frais d'aménagement.

La doctrine a employé aussi la dénomination de Comptes d'ordre dans des acceptions diverses.

QUESNOT dénomme ainsi des comptes transitoires utilisés par la Technique Comptable, tels que « Dépenses à classer », dont il dit :

« ... les comptes ont toujours un caractère commun, c'est de constituer un artifice, une manipulation intérieure, un procédé de présentation provisoire, partielle, conventionnelle, et, parfois, sans rapport bien apparent avec les faits qui ont donné prétexte à ces descriptions »

(1) NEYMARCK, « Le Bilan dans les Sociétés par Actions », *Revue des Sociétés* 1911, p. 149.

comme, par exemple, lorsque des faits plus ou moins disparates sont groupés pour un instant au seul point de vue de leurs conséquences » (1).

De l'analyse donnée par QUESNOT, il se déduit que les comptes d'ordre, au sens où il emploie ce terme et vu leur caractère de manipulation intérieure, n'ont pas place au bilan.

PENGLAOU indique que :

« Le même procédé de fiction se remarque dans ce qu'on désigne par comptes d'ordre : réescompte des effets à recevoir, précompte des effets à payer, commandes et marchandises à livrer, commandes à satisfaire et ventes en cours, commandes à recevoir et commandes en cours. Si la vente ou l'achat sont des droits à constater qui trouvent place juridiquement au bilan, soit à l'actif, soit au passif, il n'en va pas de même du compte de contre-partie qui n'est créé que pour répondre, dans la méthode des parties doubles, à une nécessité purement technique. Du point de vue juridique, on se trouve en face d'une fiction, d'un procédé intellectuel de construction ».

« Tels sont également les comptes d'acceptations et de débiteurs par acceptations, avals, cautions » (2).

Nous croyons que c'est là une erreur et qu'une analyse juridique plus approfondie montre le véritable caractère de ces comptes. Nous en avons donné un exemple avec les comptes « Avals », « Cautions ». En réalité, certains de ces comptes sont des Actifs et Passifs conditionnels, d'autres des comptes de régularisation, ainsi que le montre leur analyse juridique à laquelle il faut toujours s'en référer en dernier ressort, puisque le Bilan traite de droits patrimoniaux actuels ou, par extension, éventuels.

CHARPENTIER et HAMELIN définissent les comptes d'ordre « des écritures provisoires, nécessaires pour déterminer la valeur au jour de l'inventaire d'éléments actifs ou passifs en voie de formation » et donnant, comme exemple, les frais imputables à l'exercice clos et non encore payés à la date de l'inventaire, tels le loyer, les contributions, les assurances, l'escompte des clients et fournisseurs, le réescompte, etc.

Ils ajoutent :

« Ce sont tous des comptes provisoires. En effet, la valeur attribuée aux éléments qui en font l'objet ne sera pas la valeur définitive puisqu'ils doivent s'accroître encore jusqu'au jour du règlement. En conséquence, ces écritures ne sont passées qu'en vue de l'inventaire. »

« Dès qu'on rouvre les écritures de l'exercice suivant, les comptes d'ordre perdent tout intérêt. On les annule aussitôt par des écritures contraires » (3).

Il n'est pas toujours exact, signalons-le tout d'abord, de dire que la valeur définitive des éléments dont les comptes sont l'objet doit s'accroître. Cela est vrai pour les loyers eux-mêmes, ce n'est pas vrai pour la partie qui incombe à l'exercice écoulé. En ce qui

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 21.

(2) PENGLAOU, loc. cit. p. 81.

(3) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 46, § 19.

concerne l'escompte des clients et fournisseurs, il s'agit là de comptes de régularisation de valeurs. Quant aux « frais à payer », c'est là purement et simplement, un compte de passif proprement dit ou de régularisation de passif suivant le cas.

Par contre, le poste « Marchandises en route », signalé par les mêmes auteurs (1) comme un compte d'ordre, correspond, purement et simplement, à un actif qui se trouve dans une situation locale particulière. Dans l'hypothèse où ils se placent (marchandises voyageant au risque de l'entreprise), cet actif ne se différencie pas sensiblement des autres actifs.

DUMARCHEY donne, du Compte d'ordre, la définition suivante :

« Tout compte d'ordre réalise donc, en somme, l'annulation d'un actif ou d'un passif fictif » (2).

C'est appeler comptes d'ordre les comptes de régularisation de valeurs et l'auteur cite l'exemple du poste « Amortissements » qui a pour objet de corriger les comptes d'actif partiellement réel et partiellement fictif. En effet, tout le surplus du poste dépassant la valeur réelle est fictif et est annulé par le compte « Amortissements ».

DAUBRESSE, sans définir explicitement les comptes d'ordre, les caractérise par le fait d'une inscription d'un montant égal à l'actif et au passif et donne, comme exemple, les actions déposées par les administrateurs en garantie de leur gestion, les titres reçus en gage, et, en général, tous les engagements pris pour le compte d'autrui (3).

On peut dire que, dans la pratique, c'est cette acceptation qui est le plus souvent admise. Les comptes sont alors de ceux que nous avons désignés sous le vocable : « Actifs et Passifs conditionnels ».

Il résulte de ces explications que la dénomination Compte d'ordre ne se suffit pas à elle-même.

Ainsi que le faisait remarquer HOLBACH :

« De ce que le solde des comptes apparaît seul au bilan, il suit que la dénomination du compte auquel le solde est attribué doit avoir un sens dépourvu d'équivoque :

« ... Quand la dénomination passe du Grand Livre au Bilan, elle est destinée à être lue par les intéressés qui n'ont pas le droit de prendre connaissance du détail des comptes... La dénomination seule peut les instruire, il faut qu'elle le fasse » (4).

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a commis certaines de ces erreurs.

C'est ainsi, par exemple, qu'elle groupe dans la rubrique qu'elle dénomme « Comptes pour ordre » (préférant, on ne sait pourquoi, ce vocable à celui généralement employé de « comptes d'ordre ») à l'Actif :

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 345.

(2) DUMARCHEY, *La Comptabilité Moderne*, p. 104.

(3) DAUBRESSE, *Du Bilan et de l'Inventaire*, p. 62.

(4) HOLBACH, *Le Bilan dans ses rapports avec la Comptabilité*, loc. cit. p. 38.

d'une part, les « Comptes de Régularisation-Actif » comprenant :

Dépenses payées d'avance,
Travaux d'entretien et de réparations en cours,
Commissions à obtenir,
Ristournes, rabais et remises à obtenir,
Intérêts courus sur prêts et débiteurs,

d'autre part, les « Engagements (comptes débiteurs) » comprenant :

Avals, Cautions et autres engagements reçus.

On voit que sont ainsi mélangés des comptes de liaison d'exercices, comme le premier, des augmentations d'actif, comme les suivants, des actifs conditionnels, comme le dernier.

La Commission aurait dû se souvenir de ce que, sous un pseudonyme, un de ses plus éminents membres a écrit :

« Pour cacher le désordre, on ouvre des comptes spéciaux, on les appelle des comptes d'ordre » (1).

53. — Les dénominations vagues. — Pour ces raisons pertinentes il faut, à fortiori, prescrire l'emploi de comptes tels que « Apports ». Ainsi que le souligne HOLBACH :

« Ce n'est pas là nommer une valeur, c'est rappeler sa cause juridique d'acquisition » (2).

Bien entendu, on ne saurait admettre le compte « Divers ». Cependant, on le trouve pour un chiffre de quelques milliards⁽³⁾ à l'Actif et au Passif du Bilan de la BANQUE DE FRANCE, et pour des chiffres plus restreints (plus de 45 000 000 f à l'Actif et 153 000 000 f au Passif) au Bilan de la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS au 31 décembre 1939.

A fortiori, ce n'est pas en groupant les deux appellations sous le même titre « Comptes d'ordre et Divers » que l'on apporte quelque clarté au Bilan.

Ainsi opèrent, pour se tirer d'embarras, certains comptables qui créent un poste « Compte d'ordre et Divers » dans lequel ils jettent pêle-mêle ce qu'ils n'ont su ou voulu classer. En voici un exemple :

Au bilan au 31 décembre 1939, de la BANQUE NATIONALE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, on trouve à l'Actif un poste :

« Compte d'ordre et divers : 416 333,73 f »

La lecture du rapport du Commissaire nous informe que :

« Sous cette désignation sont mentionnés notamment les timbres non utilisés à la clôture de l'exercice, des taxes avancées au fisc, des provisions pour gaz, électricité, P.T.T. et divers comptes à régulariser. »

L'homologue au Passif, d'un montant de 890 165,51 f, « groupe

(1) *Propos d'un Confiseur*, p. 138 (par O. BARENTON).

(2) HOLBACH, loc. cit. p. 39.

(3) 4 576.591.792,93 et 3 246.184 007,70 au bilan au 9 avril 1942.

des provisions pour règlements divers à effectuer (publicité, téléphone, assurances, eau, gaz, électricité, impôts, etc.), des loyers d'avance versés à la Banque ».

On trouve encore le compte :

« Comptes d'ordre et Divers »

au Bilan au 31 décembre 1940, de la BANQUE DE L'UNION PARISIENNE, pour les montants respectifs de 7 908 544,12 f à l'Actif et 10 383 767,67 f au Passif, et à celui au 31 décembre 1940, du CRÉDIT LYONNAIS, pour 6 813 886,06 f à l'Actif et 78 587 408,73 f au Passif; etc.

54. — **Les provisions.** — Dans le même ordre d'idées, il n'est pas inutile de signaler une appellation que l'on rencontre souvent dans les Bilans, c'est celle de « Provisions ». Ces postes ont même donné lieu à une étude particulière intitulée : « Les Provisions dans la Comptabilité des Entreprises (Étude Commerciale et Fiscale) », due à FRANÇOIS VIGIER.

Pour lui, les Provisions « *tiennent compte de pertes ou de charges qui ne sont pas définitives* » (1), elles sont « *des artifices comptables créés pour des raisons temporaires, subjectives : elles aboutissent à faire supporter à un exercice antérieur une charge qui lui incombait ou à la répartir plus équitablement* » (2).

L'auteur est amené à considérer successivement :

« *Les provisions pour pertes actuelles et certaines,*

« *Les provisions pour dépréciations actuelles mais non définitives, donc fictives. C'est le cas des provisions régulatrices de valeurs d'actif dépréciées et des provisions pour pertes ou charges futures plus ou moins probables* » (3); et à considérer séparément les « *Provisions pour renouvellement* ».

On voit que, sous ce vocable « Provisions », se dissimulent des postes n'ayant, en réalité, aucun rapport entre eux.

C'est ainsi que les frais à payer, lorsque leur montant est déterminé, entrent dans la première catégorie : c'est là un passif certain, ainsi que nous l'avons vu.

Les provisions régulatrices ne sont autre chose que des postes de régularisation d'actif. Elles ne diffèrent en rien des autres postes ainsi que nous serons amenés à le constater par l'étude détaillée des différents postes du bilan.

La perte de valeur d'un immeuble, dénommée amortissement, n'est pas plus certaine, n'est pas plus future que celle du portefeuille titres due à la baisse des cours. Bien au contraire, car en se plaçant à l'époque de l'inventaire, on connaît d'une façon plus précise la deuxième que la première, et, dans un cas comme dans l'autre, la perte ne sera définitive, le cas échéant, qu'une fois l'immeuble ou le portefeuille vendu.

(1) VIGIER, loc. cit. p. 10.

(2) VIGIER, loc. cit. p. 14.

(3) VIGIER, loc. cit. p. 17.

Quant à la répartition entre plusieurs exercices, pour des raisons d'équité, des frais qu'entraîneront de grosses réparations, il serait facile d'objecter que l'équité n'a rien à faire avec la mesure des biens, qui est l'objet de l'inventaire et du bilan.

Nous montrerons, en effet, plus loin que les provisions pour renouvellement ne sont autre chose que des réserves, réserves indispensables pour maintenir à l'entreprise son potentiel économique et technique, mais réserves quand même, c'est-à-dire postes faisant partie de la Situation nette et qui ne se distinguent des autres postes du même genre que par leur statut fiscal particulier.

Malgré leur caractère très différent, la dénomination générale de « provisions » conduit certaines entreprises à grouper, sous ce même vocable, les postes les plus différents. C'est ainsi qu'au bilan au 31 décembre 1940, de la SOCIÉTÉ FRANÇAISE « FORD », figure un poste « Provisions diverses » de 6 644 605,39 f qui comprend, ainsi que l'explique le rapport du Commissaire, d'une part divers engagements en cours au 31 décembre 1940, notamment ceux relatifs aux obligations, et pour 2 353 078,30 f une provision pour risque de change, c'est-à-dire, d'une part les dettes certaines, d'autre part une perte éventuelle.

N'est-ce pas le lieu de rappeler que la proposition de loi N° 2600, de M. FLEURY-RAVARIN, stipulait, en son article 6 :

« Les rubriques imprécises... sont interdites dans la rédaction du bilan ».

Quelque opinion que l'on ait sur la liberté à laisser aux rédacteurs de bilans, on ne peut que souscrire à ce texte et rappeler, ainsi que l'a fait fort opportunément Léautey, ce qu'écrivait VAVASSEUR en 1883 :

« Il faut de la lumière et encore de la lumière sur les bilans, seuls documents à la disposition du public pour s'éclairer, et si l'usage commercial n'y suffit, la loi doit vaincre les résistances » (1).

55. — La classification de la Commission du Plan comptable. — LA COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a adopté les rubriques générales suivantes :

a) à l'Actif :

Immobilisations,
Frais d'établissement,
Valeurs engagées,
Valeurs d'exploitation,
Valeurs réalisables à court terme,
Valeurs disponibles,
Comptes pour ordre,
Résultats.

(1) VAVASSEUR, « Les Inventaires et les Bilans », *Revue des Sociétés* 1883, p. 689.

b) au Passif :

Capital et Réserves,
Dettes à long terme,
Dettes à court terme,
Fonds de renouvellement,
Provisions,
Fonds de retraite du personnel,
Comptes pour ordre,
Résultats.

Nous avons déjà indiqué comment il nous semblait que, sur certains points, cette classification ne correspondait pas aux desiderata si justement exprimés par GÉNY, savoir :

« *Les Classifications ne devront être tenues pour pleinement adéquates au but que lorsqu'elles reposeront sur la diversité de structure intrinsèque des éléments juridiques, à l'image des classifications naturelles dans les sciences de la nature...* » (1).

La suite de cette étude confirmera notre manière de voir.

Aussi, malgré l'autorité attachée aux travaux de la Commission, nous ne pouvions suivre un tel classement dans notre travail.

Bien entendu, dans chaque cas particulier, nous indiquerons l'opinion de la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE afin de permettre les comparaisons qui s'imposent.

56. — Caractère multiforme de certains postes. — Avant d'en terminer avec ce chapitre, signalons qu'un poste appartient à plusieurs catégories, par suite de son caractère multiforme. Donnons-en un exemple.

Nous avons vu que le poste « Obligations amorties » constitue un poste appartenant à la catégorie des postes de régularisation de valeurs, du fait que son montant diminue le Passif réel.

D'autre part, s'il n'est pas déduit du poste « Obligations », il correspond, en réalité, à un poste de Situation nette et il fait partie des différentes Réserves de l'entreprise.

C'est pourquoi toute classification comporte forcément un caractère artificiel qu'il ne faut pas oublier.

57. — Classification adoptée. — Pour éclairer, autant que possible, la structure du bilan dans l'étude détaillée des divers postes du bilan, pour éviter les redites, nous adopterons la classification suivante :

Postes d'Actif proprement dit,
Postes d'Actifs historiques,
Postes de Passif proprement dit,
Postes de régularisation,
Postes d'Actif et de Passif conditionnels,
Postes de Situation nette.

(1) GÉNY, *Science et Technique en Droit privé positif*, T. I, p. 137

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTIF ET LE PASSIF

CHAPITRE V

ACTIFS PROPREMENT DITS

- I. — Généralités.
- II. — Étude des divers postes.

I. — GÉNÉRALITÉS

58. — De différents classements de l'actif proprement dit. — Nous allons étudier, avec quelques détails, différents modes de classement des postes d'actifs proprement dits. Nous choisirons à cet effet quelques-uns de ceux qui mettent le mieux en valeur les caractères distinctifs des divers éléments constituant cette partie du bilan.

Ainsi que nous l'avons signalé, cette mise en valeur offre, à notre avis, beaucoup plus d'intérêt que l'ordre dans lequel on présente les différents postes : les critères ayant trait au fond et l'ordre à la forme.

Rappelons que l'Actif juridique ou Actif proprement dit (1) se compose des biens de l'entreprise.

On serait donc tenté de diviser ceux-ci suivant les catégories juridiques de biens : immeubles et meubles, ceux-ci étant eux-mêmes distingués en biens corporels et biens incorporels.

Nous constaterons qu'à juste titre ce système n'a pas été retenu par les protagonistes de diverses classifications que nous allons passer en revue.

QUESNOT indique, pour classer l'Actif proprement dit, les méthodes suivantes :

Un premier classement consiste à distinguer ce qu'il appelle les valeurs en substance telles que Caisse, Immeubles, Magasins, Portefeuille, etc. et les valeurs par débits de tiers qui sont les comptes exprimant les créances sous les noms des débiteurs de l'entreprise.

(1) Nous préférons ces expressions à celle d'Actif réels, de façon à éviter la confusion avec celle de Droits réels.

« Le second mode de classement consiste à considérer les valeurs au point de vue du rôle qu'elles jouent dans l'exploitation. Il conduit à tout grouper en deux catégories très simples : immobilisations, valeurs d'échange. Le caractère pratique de classement, qui s'explique de lui-même, lui donne une importance particulière.

« Le troisième mode de classement des valeurs se propose de les grouper suivant leur caractère de plus ou moins grande disponibilité. Cette classification est la suite naturelle de la précédente, qu'elle complète utilement. Elle a pour raison d'être la nécessité où l'on est de savoir à tout moment qu'elle est la situation des disponibilités, en regard des exigibilités exprimées au passif. Elle suppose donc un classement analogue au passif. Il est superflu d'insister sur ce mode de présentation, qui est celui de presque tous les bilans, et permet de dresser la situation de Trésorerie.

« On peut se placer enfin à un quatrième point de vue moins connu mais tout aussi important. Toutes les valeurs d'actif doivent être distinguées entre elles au point de vue de la consistance du gage qu'elles offriront aux tiers lors de la liquidation finale, normale ou anticipée. A cet égard il convient de diviser les valeurs suivant le caractère de périssabilité qu'elles peuvent revêtir au regard de l'entreprise. Il y a deux catégories bien nettes : l'actif périssable et celui qui n'est pas sujet à périr.

« Mais cette idée doit s'envisager à un point de vue relatif qui vient d'être signalé : c'est-à-dire au regard de l'entreprise.

« Les valeurs composant l'actif peuvent être périssables en elles-mêmes en raison de leur caducité propre, soit qu'elles disparaissent complètement, soit que leur valeur d'utilisation s'annule par l'usage. Périssant alors à l'égard de tous, l'actif périt aussi pour l'entreprise. Tel est le cas d'un outillage, d'une flotte et de tous autres biens n'ayant qu'une durée limitée, comme la productivité du brevet, etc.

« Mais l'actif peut se composer aussi de biens stables et permanents, non sujets à périr, mais qui échapperont quand même un jour à l'exploitation, parce qu'elle ne possède sur eux que des droits temporaires d'usufruit, d'usage ou de jouissance, et qu'une fois le terme échu, au regard de l'entreprise cet actif s'évanouira. Les sommes consacrées à son acquisition, et qui constituent sa représentation comptable, seront sacrifiées. Ainsi toutes concessions temporaires d'ouvrages publics, telles les concessions de chemins de fer, sont un actif défectible pour la société qui exploite. Cependant les lignes, les voies et le matériel d'exploitation survivront à ces sociétés. Ces biens ne sont donc périssables que pour elles. Pour grouper en deux catégories opposées les actifs de toute espèce, on peut dire que les uns sont indéfectibles et les autres défectibles, c'est-à-dire périssables ou à terme. La netteté des idées ne peut que gagner à cette terminologie » (1).

DUMARCHEY, dans le « Bilan explicite » donne une classification découlant du deuxième mode indiqué par QUESNOT, mais en le précisant de la façon suivante :

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 95.

Il distingue :

- 1^o Le groupe des capitaux disponibles ;
- 2^o Le groupe des capitaux de roulement ;
- 3^o Le groupe des capitaux fixes.

« *Par capitaux disponibles j'entends — et j'attire votre attention sur ce point, car on a souvent employé les mêmes termes dans une acception vicieuse — j'entends, dis-je, les capitaux momentanément en excédent qui pourraient, par suite, pour un temps plus ou moins long, être distraits de l'entreprise, sans que le fonctionnement de celle-ci en souffrit; nécessaires néanmoins, comme nous le verrons dans un instant, existant objectivement soit sous la forme espèces stagnantes, soit sous la forme de dépôts en banques, soit sous la forme de placements en titres de réalisation facile et rapide.*

« *Par capitaux de roulement, je désigne ceux qui fonctionnent dans l'entreprise sous une forme continuellement changeante mais selon un cycle à quatre temps dont le rythme est le suivant :*

« *1^{er} temps : Au moyen du capital qui, à l'instant initial du fonctionnement, existe sous la forme monétaire, on achète des matières et des services ;*

« *2^e temps : On combine ces matières et services en un produit répondant à une fin déterminée ;*

« *3^e temps : On vend ce produit à la clientèle ;*

« *4^e temps : On encaisse le montant de la vente et l'on se trouve ainsi ramené à l'état initial, après quoi la même série d'opérations recommence indéfiniment.*

« *Par opposition avec les précédents, les capitaux fixes sont ceux qui fonctionnent sous une forme permanente : tels les machines, les bâtiments, le fonds de commerce, etc. » (1).*

FARAGI reprend la classique division en :

- 1^o Valeurs immobilisées,
- 2^o Valeurs réalisables,
- 3^o Valeurs disponibles (2).

CHARPENTIER et HAMELIN distinguent dans l'Actif les Comptes du Capital qui ne s'appliquent qu'à la créance sur les actionnaires relative aux actions non libérées,

Comptes des Valeurs,
et Comptes des Tiers,

en subdivisant les Comptes des Valeurs de la façon suivante :

- 1) Immobilisations,
- 2) Valeurs disponibles,
- 3) Valeurs engagées (3).

Examinons successivement les différents modes de classement.

(1) DUMARCHEY, *Le Bilan explicite*, p. 6.

(2) FARAGI, loc. cit. p. 75.

(3) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 77 et 78.

59. — Critique de la distinction entre comptes de valeurs et comptes des tiers. — Que faut-il penser, tout d'abord, de la distinction entre valeurs en substance et valeurs par débits de tiers, comme dit QUESNOT, ou plus simplement comptes de valeurs et comptes de tiers.

Cette distinction entre biens corporels et biens incorporels paraît, à première vue, d'une logique satisfaisante. Correspondant à des qualités juridiques différentes, les biens sont transmissibles suivant des *modus operandi* différents. Cependant, si l'on examine de plus près la question, on constate que ce qui importe avant tout au lecteur du bilan c'est d'être renseigné sur l'entreprise et son fonctionnement, et ce n'est qu'en deuxième analyse, à titre de sous-distinction, que les qualités juridiques offriront de l'intérêt.

Il n'est pas possible à priori de savoir s'il vaut mieux, pour une entreprise, posséder des créances sur des tiers ou, par exemple, des marchandises.

Ces dernières sont plus ou moins facilement vendables, sont susceptibles d'augmenter ou de diminuer de prix. Les créances sont exigibles à plus ou moins long terme et leur encaissement peut donner lieu à des difficultés ou des retards.

60. — Critique de la distinction entre immobilisations et valeurs d'échange. — Le deuxième mode de classement en Immobilisations et Valeurs d'échange offre l'avantage de la simplicité apparente.

Il faut bien se garder de confondre immeubles et immobilisations. Comme le fait très justement remarquer QUESNOT :

« En effet, immeubles et immobilisations ne sont pas synonymes. L'idée d'immobilisation est beaucoup plus générale... Inversement, si des immeubles constituaient l'objet du commerce d'une société, ils seraient des valeurs d'échange » (1).

Quant au sens même du mot immobilisations, d'après QUESNOT,

« Les immobilisations représentent tous les capitaux correspondant au capital fixe, et par opposition au capital circulant. Ce sont les dépenses faites une fois pour toutes, ayant pour caractère de ne pas se renouveler aussi souvent que la production quotidienne. Elles sont donc sans rapport immédiat avec l'importance des échanges : voilà pourquoi les dépenses en immobilisations s'opposent aux valeurs d'échange, tout en représentant des valeurs certaines, du seul fait que ces dépenses sont et demeurent productives. Les dépenses immobilisées sont donc en dehors de celles qui s'incorporent intégralement au prix d'un objet fabriqué. Mais elles concourent cependant à la production en ce sens qu'elles la rendent possible, l'améliorent et la facilitent. Les installations telles que les immeubles, l'outillage, etc. en sont le type par excellence, mais non pas exclusif » (2).

Dans un autre ordre d'idées, comment qualifier les Bons du Trésor déposés en banque en garantie d'escompte ? Si le compte

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 97.

(2) QUESNOT, loc. cit. p. 96.

d'escompte est indispensable au fonctionnement de l'entreprise, les bons sont immobilisés en fait alors qu'en principe ce sont des valeurs d'échange puisque destinés à être encaissés.

Il en est de même des valeurs d'une filiale cotées en Bourse. Dans la mesure où la conservation d'une fraction importante de celles-ci est nécessaire pour la politique industrielle, commerciale ou financière de l'entreprise, on peut les considérer comme immobilisées. Mais souvent l'entreprise possède plus ou moins temporairement un paquet de titres qui devient alors valeur d'échange. La frontière entre les deux fractions n'est pas toujours strictement fixée.

61. — Critique du classement d'après la liquidité. —

Le troisième mode de classement, d'après la liquidité croissante ou décroissante, est indiqué par QUESNOT comme étant celui de presque tous les bilans.

Il y a lieu d'apporter un premier correctif à cette affirmation : le classement n'est, la plupart du temps, que partiellement respecté (1). D'autre part, on constate par un examen plus approfondi qu'il n'est pas toujours facile de décider entre deux postes quel est le plus liquide.

Ce sera, par exemple, le cas pour « Marchandises » et « Débiteurs divers ».

Suivant l'état du marché et la qualité des débiteurs, l'un des postes sera plus facilement réalisable, partant plus liquide que l'autre.

En outre, la réalité sera encore plus nuancée : une partie des débiteurs pourra être plus liquide qu'une fraction des marchandises alors que le reste des marchandises sera plus rapidement vendu.

Si le critérium de liquidité est incontestablement intéressant pour la classification des postes du Bilan, et ce pour les motifs qu'expose QUESNOT, il ne peut être appliqué d'une façon rigoureuse.

62. — Critique du classement entre actifs défectibles et indéfectibles. —

Pour en terminer avec les critères cités par QUESNOT, cet auteur attache un grand prix à la division entre actifs défectibles et indéfectibles.

Il nous semble, à lire les explications qu'il donne, que cette distinction n'offre en réalité que peu d'intérêt.

Un bilan doit exprimer la situation actuelle d'une entreprise en se plaçant à un point de vue à la fois objectif et subjectif. Les biens qui la composent doivent être envisagés comme le ferait un utilisateur normal desdits biens. C'est à ce point de vue qu'il y a lieu de se placer : c'est donc seulement la résultante de tous les points de vue qui intervient pour déterminer la valeur et non la durée probable d'utilisation. Une concession essentiellement pé-

(1) Telle est la constatation que j'ai pu faire sur plus de cent bilans de grandes sociétés françaises ayant fait l'objet de dix années de mon enseignement au C. P. A. de la CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS.

rissable, puisque accordée pour un nombre déterminé d'années, peut avoir plus de valeur qu'un terrain, actif essentiellement indéfectible.

On pourrait ajouter qu'en réalité il n'y a pas de biens vraiment indéfectibles : les immeubles sont défectibles comme les brevets, mais leur durée est normalement plus longue.

Mais il est quasi impossible, à un moment déterminé, de connaître le degré de défectibilité.

C'est pourquoi nous repoussons résolument ce point de vue.

63. — Critique du classement en capitaux disponibles, de roulement et fixes. — La classification de DUMARCHEY ne mérite pas de critiques d'un autre ordre que celles adressées à la deuxième classification de QUESNOT, en les transposant toutefois.

Dans la division tripartite en capitaux disponibles, de roulement et fixes, en reprenant l'exemple indiqué plus haut de Bons du Trésor déposés en garantie d'escompte, la difficulté sera de savoir si ces bons appartiennent aux capitaux disponibles ou de roulement. Il semblerait cependant que la distinction soit plus facile puisque, à *contrario*, ces bons ne pouvant être considérés comme disponibles doivent l'être comme capitaux de roulement.

Le classement de FARAGI revient, à la terminologie près, à celui de DUMARCHEY : les valeurs immobilisées correspondant aux capitaux fixes, les valeurs réalisables aux capitaux de roulement.

64. — Critique du classement en comptes de capital, de valeurs et de tiers. — La classification adoptée par CHARPENTIER et HAMELIN est à base à la fois économique et juridique.

Elle sépare tout d'abord les créances du non-versé sur les actionnaires, créances dont la cause est le contrat de souscription.

Cette distinction semble n'offrir qu'un intérêt secondaire. Il s'agit de créances dont la date d'exigibilité est soumise généralement à la volonté du créancier (l'entreprise) et qui sont assorties d'une garantie spéciale : la possibilité d'exécuter les titres en cas de non-paiement. Or, d'autres créances sont assorties de garanties diverses. Quant au fait d'être exigibles à la volonté du créancier, c'est là une clause quasi de style en matière de banque où la possibilité de clore le compte courant et de réclamer le solde non-payé est conforme aux usages.

Dans un cas comme dans l'autre, il faut prévoir normalement un certain déchet.

D'autre part, au point de vue de leur dette, les associés sont assimilés à des tiers en face de l'entreprise.

Il en résulte que, dans le système adopté par CHARPENTIER et HAMELIN, rien ne motivait la séparation à l'actif des comptes de capital et des comptes de tiers.

Il y a lieu de signaler que depuis la loi du 4 mars 1943, relative aux sociétés par actions, la libération devant intervenir dans un délai préfix, on peut estimer justifiée la séparation des créances sur les actionnaires des autres créances, afin de pouvoir vérifier facilement si la loi a été respectée.

Outre cette première critique, on peut reprocher à la classification préconisée par CHARPENTIER et HAMELIN de séparer complètement les comptes de tiers des comptes de valeurs.

Cette distinction doit être, bien entendu, maintenue, mais à l'intérieur des grands chapitres du bilan et il est choquant de voir s'éloigner, dans la nomenclature des postes du bilan, les marchandises du produit de leur vente.

Le bilan ayant, avant tout, un rôle économique et financier, c'est ce double rôle qui doit avoir la primauté dans la classification.

65. — Classement de la Commission du Plan comptable.

— La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE divise l'Actif proprement dit (1) en :

- Immobilisations.
- Valeurs engagées,
- Valeurs d'exploitation,
- Valeurs réalisables à court terme,
- Valeurs disponibles.

Ces divisions correspondent, en principe, aux desiderata exprimés ci-dessus. Nous les adopterons comme base pour les explications qui suivent.

II. — ÉTUDE DES DIVERS POSTES

66. — **Immobilisations.** — La liste des comptes groupés sous ce titre est, d'après la Commission du PLAN COMPTABLE, la suivante :

A. — Immobilisations d'exploitation :

- Terrains et Constructions,
moins amortissements sur Terrains et Constructions.
- Matériel, Mobilier, Agencement, Installations,
moins amortissements sur Matériel, Mobilier, Agencement, Installations.
- Immobilisations incorporelles d'exploitation,
moins amortissements sur Immobilisations incorporelles d'exploitation.

B. — Immobilisations hors exploitation, moins amortissements sur Immobilisations incorporelles d'exploitation.

C. — Immobilisations entièrement amorties.

D. — Immobilisations en cours.

On ne voit pas très bien l'idée directrice logique qui a pu prévaloir à cet ordre qui ne correspond ni à la liquidité croissante, ni à la liquidité décroissante.

(1) Nous laisserons de côté le poste « Frais d'établissement » qui constitue ce que nous avons appelé « Actifs historiques ».

Au point de vue économique, rien ne distingue une immobilisation entièrement amortie de celle qui ne l'est pas. Ce n'est pas parce qu'un poste a été sous-évalué jusqu'à l'extrême limite que l'actif correspondant ne mérite pas moins de conserver sa place au bilan, comme il la conserve dans la réalité ; de même, les immobilisations en cours gagneraient à être rattachées à la rubrique principale à laquelle elles correspondent respectivement.

Signalons enfin que les Immobilisations incorporelles d'exploitation comprennent groupés : Fonds de Commerce, Droit aux baux, Brevets, Créances, Procédés, Modèles, Dessins, Concessions.

En ce qui concerne les usages relatifs à la présentation des postes « Immobilisations », la plus grande fantaisie régnait jusqu'alors dans les bilans. Donnons-en quelques exemples :

Bilan au 31 décembre 1940 des FORGES ET ACIÉRIES DU NORD ET DE L'EST : les immobilisations ne comportent qu'un seul poste intitulé : « Mines, Usines, Immeubles, Matériel ».

Au bilan au 31 décembre 1940 des ATELIERS ET CHANTIERS DE LA LOIRE, le chapitre correspondant ne comprend qu'un seul poste qui s'intitule : « Compte de Premier Établissement ».

Il en est de même au bilan au 31 décembre 1940 de la SOCIÉTÉ ANONYME DES MINES DE HOUILLE DE BLANZY, dont le seul poste du chapitre « Immobilisations » est intitulé : « Domaine minier, Terrains, Constructions, Outillage fixe, Outillage mobile, Matériel de transport, Mobilier, Travaux, etc. ».

Le bilan au 31 décembre 1940 des MANUFACTURES DE GLACES ET PRODUITS CHIMIQUES DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY comporte deux postes relatifs aux immobilisations : « Siège social et Établissements non industriels » et « Établissements Commerciaux et Industriels ».

La COMPAGNIE NATIONALE DES MATIÈRES COLORANTES ET MANUFACTURES DE PRODUITS CHIMIQUES DU NORD RÉUNIES, ÉTABLISSEMENTS KUHLMANN, présente au bilan au 31 décembre 1940 un chapitre Immobilisations divisé en :

« Immeubles siège, Poissy, Agences ».

« Immeubles et Constructions usines ».

« Matériel de transport ».

Les ANCIENS ÉTABLISSEMENTS « LES FILS DE FERNAND FLOQUET » ont adopté pour leur bilan au 31 décembre 1940 la division suivante :

« Fonds de Commerce ».

« Immeubles ».

« Immeuble spécial ».

« Matériel industriel ».

« Matériel spécial ».

Dans le bilan au 31 décembre 1939 de la SOCIÉTÉ ANONYME DES ANCIENS ÉTABLISSEMENTS HOTCHKISS on trouve les postes suivants :

- « Terrains ».
- « Bâtiments et Installations ».
- « Machines et Mobilier industriel ».
- « Brevets et Clientèle ».
- « Études et Inventions ».

Le bilan au 31 décembre 1939 de l'AIR LIQUIDE comprend :

- « Frais d'augmentation de capital ».
- « Brevets ».
- « Études affaires nouvelles, frais d'essai ».
- « Mobilier ».
- « Terrains et Bâtiments ».
- « Matériel, Installations ».
- « Installations en cours ».

Le bilan au 31 décembre 1939 de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES ALS. THOM comporte le détail suivant :

- « Frais de constitution ».
- « Fonds de commerce ».
- « Brevets ».
- « Mobilier ».
- « Bâtiments ».
- « Outillage fixe et Installations ».
- « Terrains ».
- « Outillage mobile ».

67. — Valeurs engagées. — Le chapitre « Valeurs engagées » comprend, d'après la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE :

- Prêts à plus d'un an d'échéance,
- Titres de participation,
- Dépôts et Cautionnements.

Nous avons peu apprécié la dénomination « valeurs engagées » donnée à ce chapitre. Qu'il soit bon de distinguer d'une façon arbitraire les prêts suivant leurs échéances, cela ne fait pas de doute pour nous, mais les sommes correspondantes sont « engagées » dans un cas comme dans l'autre, dans la mesure où ce qualificatif s'applique. La vieille dénomination « valeurs réalisables à long terme » ou celle « valeurs indisponibles » nous aurait paru plus adéquate. On pourrait ici rappeler ce que disait H. POINCARÉ des définitions mathématiques :

« ... nous verrons bien que le nouveau né avait le droit d'être baptisé : mais le choix du nom n'est pas non plus arbitraire ; il faut expliquer par quelles analogies on a été guidé... Si l'énoncé est assez correct pour plaire au logicien, la justification contentera l'intuitif » (1).

Certains seront peut-être tentés de critiquer la séparation arbitraire des prêts d'après leurs échéances et de renouveler à cette occasion, *mutatis mutandis*, le sophisme du tas de blé. ÉMILE BOREL

(1) H. POINCARÉ, *Science et Méthode*, p. 140.

l'a magistralement étudié dans *Le Hasard* (1). L'arbitraire se justifie en la matière dès lors qu'il correspond à une acception généralement admise.

En ce qui concerne les « Titres de participation », nul doute qu'ils doivent être, en principe, séparés de ceux acquis à titre de placement.

Le Titre de participation se distingue, à notre sens, par le fait que l'entreprise qui l'acquiert et le conserve a en vue des avantages commerciaux ou industriels. Les titres sont de ce fait plus ou moins immobilisés au sens économique du mot. Ils constituent même des accessoires du fonds de commerce. La difficulté consiste à déterminer la frontière entre le titre de participation et le titre de placement dans le cas suivant, qui se rencontre fréquemment dans la pratique :

Une entreprise qui possède une participation dans une société est souvent plus à même que quiconque pour opérer en Bourse sur les titres de cette dernière. A côté d'un quantum de titres qu'elle conserve en vue de son influence, elle en acquiert suivant les circonstances, à titre d'emploi de ses disponibilités, et les revend quelquefois peu après.

Sera-ce la durée de possession qui permettra de décider s'il y a participation ou placement ?

Le véritable critérium, nous semble-t-il, est l'intention de l'acquéreur, mais il offre l'inconvénient d'être purement subjectif.

Il y a donc là une lacune provenant de l'absence de définition légale de la participation. La loi du 4 mars 1943 permettrait d'en concevoir une dans le fait de posséder plus de 10 % du capital de la société envisagée. Mais, dans la pratique, il y a participation avec des proportions bien plus faibles.

Signalons l'attitude prise à l'égard de la question de l'évaluation des titres par la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE. Étant donnée sa composition, elle se devait d'adopter la thèse comptable classique du maintien au prix d'achat des titres avec constitution d'un poste annexe intitulé « Provision en cas de baisse ». Par contre, ayant fait état des conséquences de cette manière de faire, dont nous avons dénoncé à maintes reprises l'illogisme, la Commission a décidé que les entreprises devraient fournir en annexe au bilan la valeur des titres, cette valeur étant le cours moyen du semestre écoulé pour les titres cotés et pour les autres la valeur calculée en appliquant au dividende du dernier exercice, s'il en a été distribué, le taux de capitalisation moyen de l'ensemble des titres à revenu variable publié par la Statistique Générale de la France, et sinon la valeur estimée d'après les éléments dont on dispose.

Nous ne pouvons que regretter que le cours du jour de l'inventaire, qui correspond le mieux à la réalité objective, n'ait pas été adopté pour les cours cotés.

En ce qui concerne les créances à long terme, il est prévu par la

(1) E. BOREL, *Le Hasard*, Edit. 1938, p. 122 et suiv.

Commission que ce sera par l'intermédiaire des postes « Provisions » qu'elles seront ramenées à leur valeur actuelle.

Le chapitre « Valeurs engagées » ne se trouvait guère tel qu'il a été préconisé par la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, dans les bilans des sociétés.

On pourrait citer cependant, à titre d'exemple, le bilan au 31 décembre 1941 des ÉTABLISSEMENTS COTELLE ET FOUCHER où l'on trouve le chapitre « Actif engagé » comprenant :

« Cautionnements et Avances ».

« Créances hypothécaires ».

On rencontre assez souvent les postes :

« Participations ».

(Ex. BOZEL-MALÉTRA, bilan au 31 août 1939).

« Participations financières ».

(Ex. BANQUE DE L'INDOCHINE, bilan au 31 décembre 1940).

« Participations industrielles ».

(Ex. ÉTABLISSEMENTS AGACHE: bilan au 31 décembre 1940 ; FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN ET VITRY-LE-FRANÇOIS, bilan au 30 juin 1941 ; MANUFACTURE DES GLACES ET PRODUITS CHIMIQUES DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY, bilan au 31 décembre 1940).

« Portefeuille Titres ».

(Ex. SOCIÉTÉ DES PRODUITS CHIMIQUES ET ENGRAIS D'AUBY, bilan au 30 juin 1940).

« Portefeuille ».

(Ex. C^{1e} DU GAZ DE LYON, bilan au 31 décembre 1940. C^{1e} DU CHEMIN DE FER MÉTROPOLITAIN DE PARIS, bilan au 31 décembre 1940).

« Valeurs en portefeuille et Participations ».

(Ex. CHANTIERS ET ATELIERS DE SAINT-NAZAIRE, bilan au 31 décembre 1939).

« Titres et Participations ».

(Ex. TRÉFILERIES ET LAMINOIRS DU HAVRE, bilan au 31 décembre 1940).

« Titres en Portefeuille ».

(Ex. FORD, bilan au 31 décembre 1940).

On voit, par ces exemples faciles à multiplier, que l'unification s'imposait ainsi que la définition du poste correspondant.

Rien à signaler au sujet du poste Dépôts et Cautionnements que l'on rencontre dans les bilans assez fréquemment sous des dénominations diverses; exemples :

Poste « Cautionnements ».

(C^{1e} CENTRALE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, bilan au 31 décembre 1940. OUEST-LUMIÈRE, bilan au 31 décembre 1940. ALS. THOM, bilan au 31 décembre 1939).

Poste « Dépôts de garantie ».

(PRODUITS CHIMIQUES ET ENGRAIS D'AUBY, bilan au 30 juin 1940).

Poste « Dépôts et Cautions ».

(AIR-LIQUIDE, bilan au 31 décembre 1939).

Poste « Dépôts et Cautionnements ».

(COMPTOIR DES VIANDES ET PRODUITS ALIMENTAIRES, bilan au 31 décembre 1941).

Poste « Cautionnements divers et Loyers d'avance ».

(FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, bilan au 30 juin 1941).

Dans d'autres cas, les cautionnements ne sont décelables que par une étude du rapport des Commissaires. Exemple : Bilan au 31 décembre 1940 de SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY où les cautionnements sont inclus dans le poste « Valeurs en portefeuille et Dépôts en banque ».

68. — Valeurs d'exploitation. — D'après la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, figureront à ce chapitre :

A. — Matières ou Fournitures,

B. — Produits semi-ouvrés.

C. — Produits finis ou Marchandises,

D. — Produits ou Travaux en cours.

Ces libellés ne demandent pas d'explications spéciales. A noter le sens heureusement restrictif donné par la Commission au poste « Marchandises » qui s'entend exclusivement de celles destinées à être revendues telles qu'elles sont achetées. Il est à noter également que, dans la pratique courante, l'expression « Stocks » s'appliquait aussi bien aux postes « Marchandises » qu'aux Matières premières, etc.

C'est ainsi, par exemple, que le bilan COTELLE ET FOUCHER, au 31 janvier 1941, comporte un poste « Stocks » qui comprend tous ceux indiqués ci-dessus.

De même, le poste « Marchandises » comprenait souvent tous les stocks. Exemple : Bilan au 31 décembre 1940 de la SOCIÉTÉ ANONYME DES ANCIENS ÉTABLISSEMENTS C. ET E. CHAPAL FRÈRES & C^{ie}.

Dans d'autres cas, l'expression « Stocks » était réservée à ce que la Commission appelle « Marchandises ». Exemple : PHOSPHATES ET CHEMINS DE FER DE GAFSA, bilan au 31 décembre 1940.

Par contre, certains bilans comprenaient des distinctions. Exemples :

Bilan au 31 décembre 1939 des PAPETERIES NAVARRE où l'on trouve séparés :

— Matières premières, approvisionnements et divers.

— Produits fabriqués (usines et dépôts).

Bilan au 31 décembre 1939 de ALS. THOM avec les postes :

— Matières premières,

— Produits finis en magasin et chez divers,

— Travaux en cours et produits semi-finis.

Bilan au 31 décembre 1939 des ENTREPRISES CAMPENON-BERNARD avec les postes :

- Stocks et Magasins.
- Entreprises en cours.

69. — **Valeurs réalisables à court terme.** — Ce chapitre comprend, d'après la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, les postes suivants :

- A. — Prêts à moins d'un an d'échéance.
- B. — Titres de placement.
- C. — Effets à recevoir, Chèques et Coupons à encaisser, com-
prenant :
 - Effets à recevoir,
 - Effets remis à l'encaissement,
 - Chèques,
 - Warrants,
 - Coupons à encaisser.
- D. — Clients.
- E. — Autres Débiteurs, comprenant :
 - Créances douteuses,
 - Fournisseurs débiteurs,
 - Actions d'administrateurs déposées en garantie.
 - Comptes-courants et de dépôts débiteurs,
 - Avances au personnel,
 - Oppositions,
 - Taxes recouvrables,
 - Actionnaires, restant dû sur le capital appelé.

Nous n'avons rien à ajouter à ce qui avait été signalé plus haut concernant les prêts et les titres. Indiquons simplement qu'il n'a pas été prévu l'escompte des prêts à moins d'un an d'échéance pour les ramener à leur valeur actuelle.

Le poste Effets à recevoir correspond au montant des effets dont l'entreprise est propriétaire. Peu importe que ce soit à titre de tireur ou d'endosseur puisqu'en vertu de l'article 118 du CODE DE COMMERCE, l'endossement transmet tous les droits résultant de la lettre de change.

Les « Effets remis à l'encaissement » par l'entreprise restent sa propriété en vertu de l'article 122 du CODE DE COMMERCE et figurent justement à l'actif.

Les « Chèques » correspondent à des chèques remis en paiement à l'entreprise, qu'ils soient dans ses caisses ou transmis pour paiement.

Quant aux « Warrants » utilisés notamment pour les entreprises travaillant avec des magasins généraux, ils constituent un titre de créance transmissible par endossement et qui se distingue des

effets ordinaires par la garantie sur marchandises dont il bénéficie (loi du 28 mai 1858).

Les Coupons à encaisser correspondent à des coupons dont l'entreprise est propriétaire et venant à échéance.

Il est à remarquer que la distinction entre les créances ordinaires et celles matérialisées par des effets n'offre un réel intérêt pratique que si les effets sont acceptés puisque, par l'acceptation, le tiré s'oblige à payer la lettre de change à l'échéance (Art. 128 du CODE DE COMMERCE).

En outre, dans la pratique bancaire usuelle, seul l'effet accepté peut être escompté. En réalité, la séparation des effets des autres créances offre plus d'intérêt apparent que réel puisque la valeur de ces éléments d'actif dépend uniquement de la solvabilité des débiteurs.

Concernant les comptes groupés dans le poste Autres débiteurs il en est peu qui appellent des observations, les libellés étant suffisamment clairs. Signalons cependant l'erreur consistant à faire figurer à ce chapitre les actions d'administrateurs déposées en garantie.

Il ne s'agit pas là d'un actif de l'entreprise. Aux termes de l'article 26 de la loi du 24 juillet 1867, les administrateurs doivent être propriétaires d'un nombre d'actions fixé par les statuts, affectées en totalité à la garantie de tous les actes de la gestion, nominatives, inaliénables et déposées dans la caisse sociale.

Il s'agit donc là d'une garantie réelle, dont bénéficie l'entreprise, concernant la créance éventuelle qu'elle pourrait avoir du fait de fautes de gestion.

Mais les actions restent la propriété de leur titulaire au nom duquel elles sont immatriculées.

Il n'y a donc aucune raison valable pour les faire figurer parmi les actifs réalisables de l'entreprise, pas plus qu'une banque ne fait figurer à l'actif de son bilan les valeurs déposées en garantie par des clients débiteurs.

On pourrait ajouter que ce ne sont jamais les actions déposées en garantie qui pourront devenir la propriété de l'entreprise. En effet, si l'exécution du gage est ordonnée par justice, ce sera le produit de la vente qui lui reviendra, après déduction des frais.

Oppositions. La Commission a fait figurer par erreur à l'actif ce compte correspondant aux sommes dues à des tiers par l'entreprise et sur lesquelles ont été pratiquées des oppositions. Il s'agit donc là d'un passif proprement dit.

Les taxes recouvrables ne constituent pas forcément des valeurs réalisables à court terme.

Il s'agit des montants des taxes de transmission et de l'impôt sur le revenu que l'entreprise avance au Trésor.

L'impôt sur le revenu est recouvrable, soit lors du paiement du coupon sur l'actionnaire, soit sur le Trésor dans le cas où aucun dividende n'est payé; mais dans ce dernier cas, étant donné le délai

de tenue des assemblées, son montant risque d'être une valeur réalisable à plus d'un an.

Quant à la taxe de transmission, elle correspond à la taxe forfaitaire due par les propriétaires d'actions au porteur et qui remplace le droit de transfert.

Le montant de la taxe de transmission est payé trimestriellement par la société et récupéré par elle lors de la première distribution de bénéfices, lors des remboursements partiels ou lors de la liquidation.

Le terme du remboursement peut donc être très éloigné dans la pratique.

Le poste Actionnaires, restant dû sur le capital appelé est, en général, une créance à court terme. L'usage est que les délais prévus par les statuts pour le versement des montants appelés soient de l'ordre d'un mois.

Rien n'empêche théoriquement cependant de stipuler des délais plus longs et dépassant même l'année. Dans ce cas, le poste ne serait plus à sa place.

Il y a lieu de signaler que la créance de la société sur les actionnaires jouit d'une garantie. En effet, en cas de non versement des sommes appelées, la société peut procéder à l'exécution du titre, c'est-à-dire qu'elle peut faire vendre le titre comme libéré des versements exigibles par ministère d'agent de change si le titre est coté, par ministère de notaire dans le cas contraire. Le produit de la libération sert à verser à la société la fraction appelée. L'actionnaire exproprié reçoit le surplus, s'il y en a un, ou reste débiteur de la différence.

Malgré le privilège de la société, si celle-ci n'est pas prospère, il ne se trouve souvent d'acquéreurs qu'à des prix inférieurs au montant appelé, d'où perte pour la société.

Comme, d'autre part, l'appel est souvent fort gênant pour l'actionnaire, il serait à souhaiter que le titre non libéré disparût. La loi du 4 mars 1943 a marqué une étape dans ce sens en fixant le délai maximum de cinq ans pour la libération et en interdisant les augmentations de capital lorsque les titres des émissions précédentes n'ont pas été libérés au préalable.

Si l'on se reporte maintenant à la pratique courante, on constate qu'on ne trouve pas ordinairement de chapitre « réalisable à court terme ». Citons cependant, à titre d'exemple, le bilan au 30 avril 1940 de la SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST-AFRICAINE (S.C.O.A.) qui comporte le chapitre :

« Valeurs réalisables à court délai ».

Par contre, on trouve des dénominations telles que :

« Actif réalisable ».

(COTELLE ET FOUCHER, bilan au 31 janvier 1941.)

« Réalisable ».

(SOCIÉTÉ ANONYME DES ANCIENS ÉTABLISSEMENTS C. ET E. CHAPAL FRÈRES ET C^{ie}, bilan au 31 décembre 1940).

« Valeurs réalisables ».

(SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES EAUX MINÉRALES DE VITTEL, bilan au 31 décembre 1940).

Bien souvent le chapitre « réalisable » est bloqué avec le chapitre « disponible » sous des dénominations diverses. Donnons-en quelques exemples :

« Valeurs réalisables ou disponibles ».

(COMPAGNIE D'APPLICATIONS MÉCANIQUES, bilan au 31 décembre 1940.)

« Disponible et Réalisable ».

(SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'EXPLOSIFS CHEDDITES, bilan au 31 décembre 1940).

« Réalisable et Disponible ».

(MALTERIES FRANCO-BELGES, bilan au 30 septembre 1939.)

La plus grande fantaisie a régné dans le choix des postes à isoler ou à grouper parmi ceux faisant partie du réalisable à court terme.

Ainsi que nous l'avons signalé, il n'est pas d'usage de séparer les prêts suivant leurs échéances.

En ce qui concerne les titres, on rencontre rarement, ainsi que dit plus haut à propos des « Valeurs engagées », des distinctions entre les participations financières et les titres de placement. Citons cependant, par exemple, le bilan au 31 décembre 1940 de la SOCIÉTÉ ARTÉSIENNE DE FORCE ET LUMIÈRE qui comporte le poste « Valeurs » distinct du poste « Participations », et le bilan au 31 décembre 1940 de SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY avec les postes « Participations industrielles » et « Valeurs en portefeuille et Dépôts en banque ».

Le poste « Effets à recevoir » se rencontre fréquemment soit seul, soit bloqué avec d'autres. Exemples :

« Effets à recevoir ».

(OUEST-LUMIÈRE, bilan au 31 décembre 1940. AIR LIQUIDE, bilan au 31 décembre 1940. SAINT-GOBAIN, bilan au 31 décembre 1940).

« Effets en portefeuille ».

(SABLINO, bilan au 31 décembre 1939. MARRET, BONNIN, LEBEL ET GUIEU, bilan au 31 décembre 1939).

« Portefeuille et Effets à recevoir ».

(POLIET ET CHAUSSON, bilan au 31 décembre 1940).

« Portefeuille, Titres, Banquiers, Caisse ».

(MINES DE HOUILLE DE BLANZY, bilan au 31 décembre 1940).

On ne peut que condamner de tels bloquages puisque les systèmes d'évaluation de ces différents éléments diffèrent. Les titres sont appelés normalement à subir des fluctuations de valeur, alors que les autres éléments, portefeuille, banque, caisse, ne supportent que les aléas de non solvabilité.

Les postes séparés :

« Effets à l'encaissement ».

« Coupons à encaisser »

se trouvent, surtout en ce qui concerne ce dernier, vu leur importance, dans les bilans des banques. Ex. :

Bilan au 31 décembre 1940 de la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS.

Les postes « Clients » et « Autres débiteurs » se trouvent sous d'autres formes dans les bilans des entreprises industrielles et commerciales, la plus fréquente étant celle de « Débiteurs divers ».

Exemples :

« Débiteurs Divers ».

(ACIÉRIES DE SAMBRE-ET-MEUSE, bilan au 30 juin 1940. MOKTA ET HADID, bilan au 31 décembre 1940).

« Comptes débiteurs ».

(SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY, bilan au 31 décembre 1940).

« Débiteurs ».

(ÉTABLISSEMENTS KUHLMANN, bilan au 31 décembre 1940).

« Clients et Débiteurs divers ».

(FAIENCERIES DE SARREGUEMINES, bilan au 30 juin 1941).

« Comptes courants et Débiteurs divers ».

(BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, bilan au 30 juin 1940).

Quelquefois, certains postes de ce chapitre apparaissent explicités au bilan :

« Clients ».

« Divers ».

(ÉVIAN, bilan au 31 décembre 1939).

« Clients ».

(COMPAGNIE DE FIVES-LILLE, bilan au 31 décembre 1940).

« Acheteurs ».

(MOKTA ET HADID, bilan au 31 décembre 1940).

Les postes « Débiteurs douteux » se trouvent assez rarement explicités mais se rencontrent, par exemple, dans le bilan BANANIA, au 31 décembre 1940, séparés sous les rubriques suivantes :

« Impayés »

« Clients au contentieux »,

dans le bilan au 31 juillet 1940 des GRANDS MAGASINS « AU PRINTEMPS » :

« Créances contentieuses (pour mémoire) »,

dans le bilan LA BROUSSE ET J. DUPONT RÉUNIS, au 30 juin 1941, sous le nom :

« Créances litigieuses ».

On rencontre parfois :

« Fournisseurs (débiteurs) ».

(SOCIÉTÉ SUCRIÈRE DE PITHIVIERS-LE-VIEIL, bilan au 31 juillet 1941).

Nous avons signalé l'erreur juridique grave commise par la Commission en incorporant l'actif constitué par les actions de garantie des administrateurs, qui n'est en aucun cas la propriété de l'entreprise, parmi les valeurs réalisables à court terme.

La pratique ne commettait pas cette erreur et ce poste, qui ne se rencontre pas aussi fréquemment dans les bilans des sociétés françaises que dans ceux des sociétés belges, figurait parmi les comptes d'ordre. Nous en donnerons des exemples au Chapitre IX (Actifs et Passifs conditionnels).

On trouve des postes de comptes courants débiteurs surtout dans les banques. Exemples :

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, bilan au 31 décembre 1940. COMPTOIR D'ESCOMPTE, bilan au 31 décembre 1941.

Signalons un poste particulier aux banques, le poste « Reports » qui correspond, en droit, à des ventes à terme de titres achetés au comptant et, en pratique, à des créances garanties par des titres dont l'échéance est la liquidation suivante, c'est-à-dire un délai maximum d'un mois. Exemples :

« Reports ».

(BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, bilan au 31 décembre 1940).

« Fonds en report ».

(BANQUE COMMERCIALE FRANCO-BELGE, bilan au 31 décembre 1940).

Quant au poste « Taxes recouvrables », il se rencontre très fréquemment sous les dénominations plus ou moins approchantes.

Exemples :

« Impôts à recouvrer ».

(BANQUE DE L'UNION PARISIENNE, bilan au 31 décembre 1940).

« Impôts à récupérer ».

(SOCIÉTÉ INDOCHINOISE DES PLANTATIONS D'HÉVÉAS, bilan au 31 décembre 1939).

« Avances à l'Enregistrement pour actions ».

(STÉ DES ÉTABLISSEMENTS KELLER ET LELEUX, bilan au 31 août 1939).

« Avances de droit de transmission sur actions et parts bénéficiaires ».

(GRANDS MOULINS DE CORBEIL, bilan au 30 juin 1941).

« Taxes avancées ».

(SARLINO, bilan au 31 décembre 1939).

« Taxes de transmission et sur le revenu ».

(FORGES ET ATELIERS DE LA VENCE ET DE LA FOURNAISE, bilan au 31 janvier 1941).

« Avances d'impôt sur le revenu ».

(FAIENCERIES DE SARREGUEMINES, bilan au 30 juin 1941).

« Impôts à récupérer sur dividendes ».

(COMPAGNIE FERMIÈRE DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL DE VICHY, bilan au 31 décembre 1939).

« Impôt à retenir lors du paiement des coupons ».

(COMPAGNIE DU BOLÉO, bilan au 30 juin 1940).

En ce qui concerne les sommes que les actionnaires se sont engagés à régler du fait de leur souscription, la pratique ne distingue pas suivant que les fractions encore dues sont appelées ou non. Sous cette réserve, le poste est généralement explicité au bilan. Exemples :

« Actionnaires ».

(MINES DE DOURGES, bilan au 31 décembre 1940),

(GAZ DE PARIS, bilan au 31 décembre 1940).

Signalons que la pratique présente également un poste « Acompte sur dividende » qui correspond à un versement à valoir sur les bénéfices de l'exercice en cours ou écoulé. Celui-ci est une créance sur les actionnaires qui s'éteint par confusion lors de la distribution de dividendes. Il est à remarquer que, lorsqu'il s'agit d'actions au porteur, l'acompte ne peut être répété au cas — théorique — où l'assemblée ne ratifierait pas le versement de l'acompte.

Exemples :

« Acompte de dividendes ».

(GAZ DE LYON, bilan au 31 décembre 1940. FORCES MOTRICES DE LA TRUYÈRE, bilan au 31 décembre 1940).

70. — Valeurs disponibles. — Ce chapitre comporte, d'après la Commission du Plan Comptable, les comptes principaux :

Comptes de Banques et Comptes de Chèques postaux. Caisse.

Il n'y a rien à signaler sur les libellés de ces postes qui n'innovent en rien sur la pratique courante.

Le chapitre « Valeurs disponibles » se trouve sous des dénominations diverses. Exemples :

« Disponible ».

(VITTEL, bilan au 31 décembre 1940).

« Disponibilités ».

(CHAPAL, bilan au 31 décembre 1940).

« Disponibilités immédiates ».

(MARRET, BONNIN, LEBEL ET GUIEU, bilan au 31 décembre 1939).

(Ce chapitre comprend également les « effets à recevoir ».

« Actif disponible ».

(COTELLE ET FOUCHER, bilan au 31 juillet 1942).

« Disponibilités immédiates »,
(FORD, bilan au 31 décembre 1940).

« Valeurs disponibles ». (PENNAROYA, bilan au 31 décembre 1938).

(Ce chapitre comporte également le « portefeuille titres » et les « effets à recevoir »).

Dans la pratique des sociétés commerciales et industrielles, on trouve souvent bloqués les comptes « Caisse et Banques », exemples :

AIR-LIQUIDE, bilan au 31 décembre 1940, COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ, bilan au 31 décembre 1940 ; ou « Banques et Caisse » : SOCIÉTÉ HYDROÉLECTRIQUE FRANÇAISE, bilan au 31 décembre 1940.

Mais certaines sociétés présentent un détail plus grand.
Exemples :

ÉTABLISSEMENTS KUHLMANN, bilan au 31 décembre 1940, avec, séparés :

« Caisse du siège ».

« Caisse des usines et agences ».

« Fonds en banques ».

« AU PRINTEMPS », bilan au 31 juillet 1940 :

« Espèces en caisse ».

« Disponibilités en banques, sociétés de crédit, etc. ».

Dans les bilans des banques, étant donné l'importance relative des postes de disponibilités, on trouve fréquemment plus de détails. Exemples :

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, bilan au 31 décembre 1940 :

« Espèces en caisse et à la Banque de France ».

« Fonds disponibles à vue dans les banques ».

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, bilan au 31 décembre 1940 :

« Avoirs dans les banques ».

On y rencontre également fréquemment le poste « Correspondants », spécial au commerce bancaire. Exemples :

BANQUE DE L'UNION PARISIENNE, bilan au 31 décembre 1940.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE, bilan au 31 décembre 1940.

CHAPITRE IV

ACTIFS HISTORIQUES

71. — **Généralités.** — Nous avons dénommé ainsi des actifs n'ayant généralement pas de valeur marchande mais qui sont le résultat de dépenses utiles, voire indispensables.

Ce sont de tels comptes auxquels s'applique la définition, à allure un peu trop technique, de QUESNOT : « Les comptes par débits de frais groupent toutes les dépenses productives que rien de tangible ne représente et dans lesquelles s'incorpore une portion des capitaux engagés ».

De tels comptes sont souvent désignés (1) sous les vocables évocateurs de :

« Frais à amortir ».

ou de :

« Comptes à amortir » (2).

Il est à noter que certains frais représentent, contrairement à ce qu'indique QUESNOT, des choses parfaitement tangibles puisque, dans la pratique, figurent aux « Frais d'établissement » des travaux et du matériel atteignant des chiffres considérables (près de 2 milliards, par exemple, au bilan au 31 décembre 1939 de la LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE). Il y a là une sorte d'abus du terme « Frais d'établissement ». Ceux-ci cessent d'être des actifs historiques (sauf le cas de concessionnaires devant abandonner gratuitement ces biens à l'autorité concédante en cas d'arrêt d'exploitation).

Nous allons examiner les plus courants d'entre eux.

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

72. — **Généralités.** — On désigne souvent, sous le nom de « Frais d'établissement » (3) — et c'est la dénomination adoptée par la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE — toutes les dépenses nécessitées par la création de l'entreprise.

La Commission les définit comme « *les frais engagés soit pour constituer l'entreprise, soit pour assurer à celle-ci ses moyens permanents d'exploitation* ».

CHARPENTIER et HAMELIN (4) font très justement remarquer

(1) Cf. Notamment BATARDON, loc. cit. p. 249.

(2) Cf. BAUBRESSE, loc. cit. p. 53.

(3) Préférable à la dénomination de « frais de premier établissement ».

(4) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 125 et 126.

que les deux caractéristiques de tels comptes sont les suivantes :

1. Il s'agit de dépenses non renouvelables qui profitent à l'entreprise pour une durée s'étageant sur un certain nombre d'exercices.

2. Ils n'ont pas de valeur vénale isolée soit parce qu'ils ne présentent d'intérêt que pour l'entreprise qui les a exposés, soit parce qu'ils se composent d'installations déjà engagées et qui ne peuvent faire l'objet de cession isolée.

On voit par là que le caractère juridique de tels postes s'en déduit : ce sont des actifs qui n'ont généralement de valeur que pour leur propriétaire, mais qui ont correspondu à des dépenses effectives, ce qui justifie, croyons-nous, la dénomination que nous leur donnons d'Actifs historiques (1).

Nous laisserons de côté l'analyse qu'en donne DELAVELLE qui s'exprime ainsi à leur sujet : « *ces frais, quoique ne répondant à aucune valeur matérielle, sont portés à l'actif où ils constituent une créance de la société sur les actionnaires* » (2).

Il est bien évident que la société, du fait de ses frais d'établissement, n'a aucune créance sur qui que ce soit et, en particulier, sur les actionnaires.

La jurisprudence admet l'inscription des frais d'établissement à l'actif sous réserve d'amortissement.

Citons l'arrêt du 18 mars 1887 de la COUR DE PARIS qui s'exprime ainsi :

« *Considérant en ce qui concerne les frais de premier établissement que la somme de ... représente bien des débours occasionnés par l'installation de ces annexes.*

« *Considérant, en ce qui touche l'acquisition du journal l'Argent...*

« *Qu'il est, au contraire, certain qu'il y avait là un versement d'espèces productif à porter au compte des frais de premier établissement, pour être amorti successivement* » (3).

A noter aussi l'arrêt de la même Cour, en date du 8 mars 1932, qui interdit l'inscription aux frais de premier établissement du passif d'un fonds de commerce apporté et autorise, en principe, l'inscription de certains frais de publicité à condition de ne pas tenir compte deux fois de cet accroissement. La Cour s'est exprimée ainsi :

« *Considérant que le Conseil a fait figurer à l'actif du bilan au chapitre « Immobilisations » et sous la rubrique « Frais de premier établissement » ce qui, en réalité, constituait le passif du fonds de commerce apporté...*

« *Qu'il y a également inscrit des frais de publicité et de voyageurs expirés pendant l'exercice et qui étaient, en réalité, des frais d'exploitation non recouvrables, si ce n'est sous la forme de l'accroissement qu'ils avaient pu éventuellement procurer au fonds de*

(1) Nous préférons cette expression à celle de bien « irréal » employé par SIMON (Examen du bilan, ce qu'il est, ce qu'il devrait être, p. 17).

(2) DELAVELLE, loc. cit. p. 42.

(3) Revue des Sociétés 1887, p. 195.

commerce, accroissement dont il était déjà nécessairement tenu compte par ailleurs » (1).

La délimitation des frais de premier établissement n'est pas aussi simple qu'il semblerait d'abord d'après les caractères qui les définissent.

Qu'il y ait lieu d'y faire figurer les dépenses d'études, de recherches et d'essais, on ne le conteste pas ; mais, comme le remarque justement DAUBRESSE (2), on y porte jusqu'aux frais généraux des premiers exercices ou des premiers mois, les intérêts intercalaires ou les intérêts des sommes empruntées pour les travaux.

Cet auteur cite comme exemple le bilan 1911 du MÉTROPO-LITAIN DE PARIS où figurait, parmi les comptes de premier établissement, un poste « Intérêts des capitaux improductifs : 2 708 753,26 f » d'autant plus important qu'il s'agit de francs-or.

DAUBRESSE justifie cette façon de procéder dans les termes suivants :

« L'installation des nouveaux moyens de production sera longue. Elle devra néanmoins payer les intérêts aux obligataires, ou aux actionnaires, des intérêts intercalaires. Aussi longtemps que les nouvelles installations ne sont pas en activité, il semble injuste de porter en pertes ces intérêts ; ils font partie intégrante des charges qu'a amenées le nouvel organisme que l'on crée. On peut donc les porter à Premier Etablissement » (3).

Sous la rubrique « Frais de premier établissement » ou même mélangés à d'autres postes, de tels postes se rencontrent assez fréquemment.

Ex. : LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE, bilan au 31 décembre 1939 :

« Premier établissement et Participations ».

Nous allons examiner successivement un certain nombre de postes figurant aux « Frais d'Établissement ».

73. — Frais de constitution (4). — Sous ce vocable, il est admis de désigner non seulement les frais de constitution de l'entreprise si elle est créée sous forme de société, mais ceux d'augmentation de capital.

Que doit-on faire entrer dans les frais de constitution : d'après le sens même du mot, ce sont tous ceux qui ont été rendus nécessaires par la fondation de l'entreprise, c'est-à-dire frais d'enregistrement, honoraires, publicité, commissions de banques, etc.

La validité de leur inscription à l'actif est controversée. Certaines législations ne l'admettent pas (5).

Certains auteurs l'admettent pour ne pas faire subir à l'exer-

(1) Dalloz Hebdomadaire 1932, p. 225.

(2) DAUBRESSE, loc. cit. p. 54.

(3) DAUBRESSE, loc. cit. p. 55.

(4) En Suisse, les frais de constitution sont désignés sous le nom de « Frais de Fondation » et ne peuvent figurer à l'actif.

(5) Cf. à ce sujet les références citées par VERLEY, loc. cit. p. 146.

cice la totalité d'une charge qui a été nécessaire pour la société et, par conséquent, profite aux exercices suivants (1).

CHARPENTIER et HAMELIN estiment que leur inscription à l'actif est absolument légitime :

« Pour la société qui les a engagés, ces frais représentent une valeur réelle puisque, sans eux, elle n'aurait pu se constituer. Les frais de constitution ou d'émission lui ont permis de réunir les capitaux » (2).

Mais, d'après eux, cette inscription n'est que provisoire. Ces auteurs estiment que, contrairement aux installations attachées à la concession qui ne perdent de leur valeur que suivant la même progression que la société elle-même, *« les frais de constitution, d'émission, ou d'organisation perdent leur utilité beaucoup plus tôt »*, affirmation non seulement gratuite mais souvent contraire à la réalité.

Si, en effet, les frais de constitution ont une valeur réelle, cette valeur va en s'amenuisant, mais existe encore à la veille de la liquidation.

Au contraire, si l'installation vient à être changée du tout au tout ou démenagée, les frais d'installation perdent toute valeur. Au reste, cette discussion n'a pas place ici. Ce qui importe, c'est que tout lecteur du bilan sache quelle est la nature des biens qui y figurent.

Le poste « Frais de Constitution » se rencontre fréquemment dans les bilans souvent pour « mémoire » ou pour la somme symbolique de 1 f.

Ex. : ALS. THOM, bilan au 31 décembre 1939 :

« Frais de constitution 1 f ».

Parfois on explicite le poste « Frais d'augmentation de capital ».

Ex. : AIR-LIQUIDE, bilan au 31 décembre 1939 :

« Frais d'augmentation de capital 1 f ».

74. — Frais d'émission. — Ils comprennent des commissions à des établissements émetteurs, des frais d'impression de titres, etc.

Ces frais font quelquefois l'objet d'un poste spécial dans le bilan. Ils relèvent directement des frais d'établissement, qu'ils aient trait à un capital ou à un emprunt.

Ex. : PAPETERIES NAVARRE, bilan au 31 décembre 1939 :

« Frais d'émission 540 208,04 ».

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRANSPORTS PÉTROLIFÈRES, bilan au 31 décembre 1939 :

« Frais d'émission d'emprunt 5 865 375 ».

Ce poste est souvent indiqué pour mémoire ou pour 1 f.

Ex. : COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX, bilan au 31 décembre 1940 :

« Frais d'émission des Obligations : pour mémoire ».

(1) Dans ce sens DAUBRESSE, loc. cit. p. 53.

(2) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 128.

75. — Prime d'émission ou de remboursement d'obligations. — C'est là un poste du même genre que le précédent, mais qui nécessite une étude particulière vu sa fréquence et les conditions dans lesquelles il prend naissance.

Lorsque les obligations sont émises, il arrive fréquemment que les avantages offerts aux souscripteurs soient de deux catégories bien distinctes :

D'une part, un intérêt calculé sur le nominal de l'obligation ;

D'autre part, une prime de remboursement qui n'est autre chose que la différence entre le prix d'émission et le nominal de l'obligation.

C'est ainsi qu'une obligation de 500 f sera émise à 475 f, c'est-à-dire avec une prime de 25 f.

Sans parler des frais d'émission proprement dits, il en résulte que l'entreprise se trouve débitrice de 500 f, alors qu'elle ne reçoit que 475 f, d'où perte de 25 f.

C'est sur ce caractère de perte que QUESNOT met l'accent en s'exprimant ainsi :

« Prise en compte par une sorte d'anticipation sur les fait matériels, cette perte reçoit des dénominations plus ou moins explicites. Sa véritable qualification serait : « Pertes à l'émission ».

« On préfère généralement prime de remboursement, ce qui ne change évidemment rien quant au fond des choses » (1).

Il ne paraît pas plus équitable de faire subir cette perte à l'exercice au cours duquel a eu lieu l'émission que de considérer comme frais généraux les frais de premier établissement, et c'est pour ce motif qu'il est admis généralement de faire figurer le montant de la prime de remboursement à l'actif.

Nous croyons qu'une autre raison peut être invoquée en faveur de l'inscription de la prime à l'actif. Il suffit d'examiner les considérations qui amènent à émettre des obligations au-dessous du pair. Il s'agit d'obtenir le succès de l'émission. Or, au point de vue rendement financier, pour le prêteur, il y a lieu de tenir compte de l'ensemble « prime de remboursement, taux d'intérêt ».

Du côté de l'entreprise émettrice, la charge de la prime a, en contre-partie, une diminution du taux d'intérêt. Des calculs d'actuariat permettent de chiffrer très exactement à quelle diminution de revenu correspond telle prime.

Très souvent, les conditions d'amortissement sont calculées pour que la charge annuelle de la société débitrice soit constante à partir d'une certaine époque.

Il est donc normal qu'une fraction de la prime soit supportée, au même titre que l'intérêt, par chaque exercice.

Bien entendu, ce poste ne doit plus exister lorsque les obligations auront été remboursées puisque cet actif, analogue aux frais de premier établissement, n'a plus de valeur une fois disparu l'objet

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 84.

pour lequel il a été introduit dans le bilan, c'est-à-dire l'ensemble des obligations.

Signalons, pour en terminer avec cette analyse, que, tandis que les frais de premier établissement correspondent à la trace d'une dépense, la prime de remboursement d'obligations correspond à une diminution de recettes.

Remarquons enfin que les deux expressions de « prime de remboursement » et de « prime d'émission » mettent chacune l'accent sur un point de vue différent.

L'obligataire qui a versé 475 f effectivement et reçoit 500 f bénéficie, lors de son remboursement, d'une prime de 25 f. Par contre, tout se passe à l'émission comme si l'obligataire avait versé 500 f et si l'entreprise lui avait, de son côté, versé 25 f, ce qui justifie l'expression « Prime d'émission » qui a l'inconvénient pratique de faciliter l'assimilation avec la « Prime d'émission sur les actions » qui est un élément de Situation nette.

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE porte les primes d'émission d'obligations en diminution du montant des obligations, tout en faisant apparaître explicitement les deux termes de la différence. Nous ne partageons pas cette façon de voir. Pourquoi rapprocher, en effet, un passif certain de sa diminution plus ou moins fictive, alors que l'analyse du caractère du poste « Prime de remboursement » le rapproche tellement des frais d'établissement ?

Dans la pratique, le poste

« Prime de remboursement »

se rencontre fréquemment, amorti ou non, quelquefois groupé avec

« Frais d'émission »

Ex. : SAINT-GOBAIN, bilan au 31 décembre 1939 :

« Prime de remboursement sur obligations 5 % 1919 ».

PAPETERIES NAVARRE, bilan au 31 décembre 1939 :

« Prime de remboursement obligations ».

NORD-LUMIÈRE, bilan au 31 décembre 1939 :

« Prime de remboursement et Frais d'émission des Obligations ».

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRANSPORTS PÉTROLIFÈRES, bilan au 31 décembre 1939 :

« Primes de remboursement des Obligations ».

COMPAGNIE RÉUNIES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ, bilan au 31 décembre 1940 :

« Primes de remboursement ».

S'il y a eu plusieurs émissions d'obligations, il est bon de séparer les postes « Primes » correspondants.

Ex. : ÉTABLISSEMENTS OROSDI-BACK, bilan au 31 décembre 1940 :

« Primes sur Obligations 4 1/2 % ».

« Primes sur Obligations 6 % ».

Le poste est quelquefois porté pour mémoire ou pour 1 f.

Ex. : COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX, bilan au 31 décembre 1940 :

« Prime remboursement Obligations : pour mémoire ».

Certaines sociétés, cependant, bloquent au passif les capitaux correspondant aux différentes émissions d'obligations. A l'actif ne paraît également qu'un seul poste, ce qui ne permet pas de discerner dans quelle proportion il s'applique aux différentes émissions.

Ex. : COMPAGNIE HYDRO-ÉLECTRIQUE D'AUVERGNE.

« Prime de remboursement obligations ».

76. — Frais d'acquisition. — Il faut rattacher, à notre sens, les frais d'acquisition aux frais d'établissement.

On ne peut, en effet, soutenir que les frais dépensés pour acquérir un immeuble, par exemple, c'est-à-dire les droits d'enregistrement, honoraires, commissions, etc., augmentent la valeur de celui-ci.

L'analyse du caractère des divers frais d'établissement s'applique rigoureusement à eux. La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE fait figurer ces frais parmi les frais d'établissement, ce qui est parfaitement logique.

Le poste « Frais d'acquisition » se rencontre assez rarement dans la pratique.

Ex. : Bilan au 30 juin 1941, DEWISME ET BOUILLANT.

77. — Travaux de premier établissement. — On désigne sous ce vocable les travaux qu'il a été nécessaire de réaliser pour permettre le fonctionnement de l'entreprise.

Les considérations précédentes s'appliquent aux travaux de premier établissement dont l'importance varie beaucoup suivant les industries.

Dans les chemins de fer, ainsi que dans l'industrie extractive, leur chiffre est considérable.

En ce qui concerne les compagnies concessionnaires, la délimitation présente souvent un intérêt d'autant plus grand que l'autorité concédante participe au règlement de ces travaux dont le caractère est défini par l'acte de concession.

Doivent logiquement figurer au compte « Travaux de premier établissement » toutes améliorations et même réparations concernant les travaux de premier établissement.

Tel n'est ni l'avis du CONSEIL D'ÉTAT (1), ni celui de MM. CHARPENTIER ET HAMELIN, ainsi qu'on peut le constater par les lignes suivantes où les deux thèses sont clairement exposées :

« Le critérium adopté par le Conseil d'Etat en matière de chemins de fer a consisté à distinguer entre la plus-value de quantité et la plus-value de qualité. Quand les compagnies renouvellent leurs installations en matériaux de meilleure qualité, on considère qu'elles ne font qu'une dépense d'entretien bien entendue. Quand elles ajoutent du matériel au matériel déjà existant, on admet qu'elles font une dépense

(1) CONSEIL D'ÉTAT 15 juin 1877, Dalloz 187.7.397.

de premier établissement jusqu'à concurrence de la plus-value du nouvel aménagement sur le précédent ».

« Par exemple, le Conseil d'Etat a considéré comme de simples dépenses d'entretien le remplacement de rails en fer par des rails en acier, cette dépense ayant seulement pour résultat de prolonger la durée du matériel, et de procurer à la compagnie une économie sur les frais d'entretien et de renouvellement. Mais le même arrêt permet de porter au compte d'établissement la dépense nécessitée par le remplacement de plaques tournantes par des plaques d'un diamètre supérieur.

« Nous ne croyons pas cette distinction fondée. La seule qui ait une base juridique est celle qui se réfère à la valeur d'emploi. Constitue une simple réparation celle qui se borne à maintenir la valeur d'emploi, alors même qu'elle consisterait en des acquisitions de matériel nouveau. Constitue une augmentation, capable de figurer au compte de premier établissement, tout perfectionnement qui augmente soit la durée, soit le rendement des installations. (Doit être comprise dans cette dernière catégorie toute dépense qui permet de réaliser une économie de frais généraux) » (1).

Sur ce dernier point, nous partageons complètement l'avis de CHARPENTIER et HAMELIN. Dès l'instant où les travaux ont amélioré l'installation, il n'y a pas de raison de ne pas les traiter comme l'installation d'origine. Mais en ce qui concerne les réparations et le remplacement, et au point de vue du bilan, une distinction s'impose.

Normalement, lorsque au cours d'un exercice, du matériel ancien est remplacé par du matériel neuf, la valeur de l'actif correspondant augmente finalement. Elle diminue, en effet, de la valeur du vieux matériel et augmente de celle du matériel neuf.

Il ne saurait y avoir d'exception à cette règle de bon sens que dans le cas où le traité de concession fixerait un forfait pour la reprise de ces matériels quel que soit leur état.

Ajoutons que, pratiquement, il est bien difficile de savoir si l'acquisition d'un matériel nouveau maintient seulement la valeur d'emploi. Cela n'est possible que lorsque l'on fait du remplacement en identique.

Nous croyons que, même dans ce dernier cas, il vaudra mieux en revenir aux principes d'une évaluation des différents postes en tenant compte non de formules mathématiques à priori mais des examens technique et économique de l'état des biens. Ceux-ci amènent à faire varier l'évaluation du matériel suivant le degré d'entretien. Si des réparations bien faites maintiennent les installations et le matériel à leurs valeurs de remplacement, il n'y a pas lieu à diminution. S'il y a amélioration, il y a lieu à plus-value. On doit donc faire entrer en ligne de compte :

D'une part, les causes qui ont amené une moins-value du matériel.

D'autre part, celles qui ont contrebalancé en tout ou en partie ces causes.

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 161.

Il y a lieu d'ajouter, dans de nombreux cas de compagnies concessionnaires, la diminution de valeur contractuelle due aux clauses de retour gratuit des installations à l'autorité concédante.

Des installations ayant une grande valeur technique perdent de leur valeur au point de vue bilan si elles doivent, contractuellement, être cédées gratuitement dans un temps relativement court.

Il y a lieu de noter que, là aussi, on constate que, pour arriver à des résultats financiers déterminés plus ou moins à priori, on fausse l'analyse des caractères juridiques et économiques des postes ou de leur méthode d'évaluation (1).

Dans la pratique, les postes relatifs aux frais ou travaux de premier établissement se rencontrent surtout dans les sociétés concessionnaires et atteignent des chiffres considérables sous des dénominations diverses :

Ex. : PHOSPHATES ET CHEMINS DE FER DE GAFSA, bilan au 31 décembre 1940 :

« Comptes de premier établissement » (divisé en un certain nombre de postes), 133 213 027,97.

NORD-LUMIÈRE, bilan au 31 décembre 1939 :

« Comptes de premier établissement » (comprenant sous-stations, réseaux, compteurs, installations diverses, etc.), 578 167 445,94.

JEUMONT, bilan au 31 décembre 1940 :

« Premier établissement », 143 351 687,62.

78. — Frais de transport, d'installation et de montage du matériel. — Ces frais s'apparentent aux précédents, ils sont indispensables pour la mise en action du matériel, mais n'augmentent pas sa valeur de réalisation.

Aussi, ne comprenons-nous pas que la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE ait décidé de les porter dans la valeur d'origine des immobilisations.

On ne rencontre guère, dans la pratique, ce poste explicité.

(1) cf. Sur ce dernier point, qui dépasse le cadre de la présente étude, des exemples mettant en lumière l'illogisme des méthodes admises in « La Notion de Bénéfices » par A. DALSACE, *Revue des Sociétés* 1937, p. 217 et dans le jugement du Tribunal correctionnel de Lons-le-Saulnier du 15 juillet 1936, *Revue trimestrielle du Droit des Sociétés*, 1937, p. 51.

CHAPITRE VII

PASSIF PROPREMENT DIT

- I. — Généralités.
- II. — Étude des divers postes.

I. — GÉNÉRALITÉS

78 *bis*. — **Plan du chapitre.** — Comme l'indique le titre du présent chapitre, il ne sera étudié ici que les dettes de l'entreprise et, parmi celles-ci, seules les dettes certaines, les dettes conditionnelles devant faire l'objet, avec l'actif conditionnel, d'un chapitre spécial.

79. — **Comparaison entre les bases de classification de l'actif et du passif.** — Les caractères d'une dette sont évidemment très différents de ceux d'un bien. Il est toujours intéressant de savoir l'origine d'une créance contre un tiers et de connaître ce tiers. De cette connaissance on peut induire sa solvabilité et la valeur à attribuer à la créance.

Au contraire, dès l'instant où l'entreprise se reconnaît débitrice, ses livres font foi à son encontre : elle doit. Peu lui importe, en général, pourquoi elle doit et à qui elle doit.

80. — **Classification d'après les échéances.** — Par contre, comme pour l'étude des créances, l'échéance a, en matière de dettes, une importance primordiale.

Au point de vue financier, la situation de la trésorerie est donnée par la comparaison des liquidités en face des exigibilités.

Au point de vue procédure, seul le titulaire d'une créance exigible peut utilement assigner son débiteur en paiement.

Enfin, aux termes de l'article 436 du CODE DE COMMERCE, l'état de faillite correspond à la cessation des paiements. C'est, en vertu d'une jurisprudence bien assise (1), l'insuffisance des disponibilités par rapport aux exigibilités et non l'infériorité du passif par rapport à l'actif qui entraîne la déclaration par le Tribunal de l'état de faillite ou de liquidation judiciaire.

(1) Cf. Notamment CASS. REQ, 12 janvier 1903, *Dalloz* 1903.1.124 Crv. 27 janvier 1909, *Dalloz* 1910.1.345 — Crv. 2 mars 1932, *Dalloz* 1933.1.121.

L'importance de l'échéance dans le classement des dettes est unanimement reconnue.

Aussi, toutes les classifications distinguent-elles soit les sommes exigibles immédiatement de celles qui ne le sont qu'à des termes plus ou moins éloignés, soit les dettes exigibles immédiatement et à court terme d'une part, soit celles qui le sont à long terme d'autre part.

Mais le point de savoir si la classification doit reposer sur un terme constant pour toutes les entreprises est fort controversé.

FOLLIET, estimant impossible de fixer un tel critérium, donne, à l'appui de sa thèse, les arguments suivants :

« Il faut prendre en considération, avant tout, la clarté du bilan et l'exactitude des renseignements qu'on attend. Or, quelle est l'utilité de cette division : voir si la société est en état de supporter les charges passives, voir si elle peut faire face aux engagements exigibles dans un certain délai au moyen de ses valeurs actives réalisables dans un même délai. »

« Si l'on fixe un délai quelconque comme limite dans certaines sociétés, toutes les valeurs tomberont dans une catégorie ou dans l'autre. »

« C'est à la société de fixer, pour chaque bilan, la division de ses créances actives et passives, en tenant compte surtout des renseignements qu'on est en droit d'attendre de cette classification » (1).

La critique de FOLLIET s'applique à toute fixation de délai, même si, comme il le préconise, c'est la société qui le fixe : chaque fois que l'on divise des nombres en deux classes, celle des nombres inférieurs et celle des nombres supérieurs, la classification peut prêter à la critique, en ce qui concerne la limite servant de base à la classification.

C'est ainsi que certains auteurs appellent dettes à long terme celles à plus de 90 jours (2) alors que, par exemple, la COMMISSION EXTRA-PARLEMENTAIRE BELGE de 1893, ainsi que la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, réservent cette dénomination aux dettes à plus d'un an.

Le mieux est de fixer le délai, le même au moins pour des entreprises de même sorte, afin de permettre les comparaisons indispensables (étant entendu qu'à l'intérieur d'un délai on peut toujours procéder à des subdivisions supplémentaires).

81. — Les différentes sortes de créances passives. — En dehors de l'échéance, les créances passives peuvent être classées suivant qu'elles sont chirographaires ou non.

Y a-t-il intérêt à séparer les différents privilèges, hypothèques ou nantissements ? Certains auteurs l'estiment.

C'est ainsi que DUMARCHEY (3) distingue les créances chirographaires, hypothécaires et privilégiées.

(1) FOLLIET, *Le Bilan dans les Sociétés anonymes* (au point de vue juridique et comptable), p. 126.

(2) Dans ce sens, CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 430.

(3) DUMARCHEY, *Le Bilan explicite*, p. 8.

On pourrait aussi bien distinguer les diverses sortes de gages et même à l'intérieur des privilèges différents par classe.

On ne voit pas, à la réflexion, l'intérêt d'exagérer les divisions à l'infini. Le bilan est un résumé et le classement doit être fait avec le souci de grouper tous les postes ayant suffisamment de caractères communs. Ces caractères doivent être choisis de façon à offrir un intérêt réel.

Nous croyons donc qu'il serait plus utile, pratiquement, de distinguer, au point de vue juridique, les créances passives, suivant qu'elles sont ou non assorties de titres.

Parmi les diverses créances passives, l'usage est de séparer les obligations et les bons, ainsi que les effets à payer.

Il est à remarquer, à propos de ce dernier poste, qu'il ne comprend que les effets à payer dont l'existence est connue de l'entreprise, c'est-à-dire les effets acceptés et les tirages effectués par des créanciers ayant donné avis.

Il n'est pas possible à l'entreprise de connaître les effets non acceptés par elle qui auraient été tirés sans avis par des créanciers.

C'est là, d'ailleurs, une hypothèse d'ordre plutôt théorique, l'usage quasi constant étant d'aviser le débiteur sur lequel on tire.

82. — Le classement d'après la « cause ». — Il reste une dernière classification qui offre un intérêt purement économique : elle est basée sur l'origine ou, pour mieux dire, la « cause » de la dette.

C'est ainsi que la COMMISSION EXTRA-PARLEMENTAIRE BELGE séparait l'exigible immédiatement ou à court terme (à moins de douze mois) en :

- « Effets à payer ».
- « Créditeurs pour fournitures ».
- « Créditeurs pour emprunts ».
- « Créditeurs pour autres causes ».
- « Dividendes restant à payer sur actions ».
- « Coupons restant à payer sur obligations ».
- « Obligations sorties au tirage et non remboursées ».
- « Déposants { libres ».
- { contre avances ».

Il est à remarquer que ce classement mélange deux points de vue, car les « effets à payer » peuvent correspondre aussi bien à des dettes pour fournitures qu'à des dettes pour emprunts et qu'à des dettes pour autres causes.

83. — Les bases d'un classement logique. — C'est pourquoi il nous eût semblé plus logique de séparer les points de vue et de classer les différents postes du passif proprement dit :

— En premier lieu, d'après leurs dates d'exigibilité en différents groupes ;

— En second lieu, à l'intérieur d'un même groupe, en tenant compte de certaines considérations juridiques.

Parmi celles-ci, nous paraît devoir l'emporter la rapidité rela-

tive avec laquelle le débiteur peut être contraint de payer une fois l'échéance arrivée.

C'est là un résultat de l'expérience des affaires, compte tenu de ce que le bilan est rédigé au point de vue de l'entreprise. Pour celle-ci, il est intéressant de savoir combien de temps elle peut espérer gagner — le cas échéant — par des artifices de procédure jusqu'à l'obligation effective de payer. A travers ces considérations de procédure, c'est donc, pour nous, somme toute, le point de vue financier qui prédomine.

La différence entre une créance gagée et une créance chirographaire n'existe, au point de vue pratique, que si le débiteur ne paye pas à l'échéance, car s'il fait honneur à sa signature, peu importe que le créancier ait des sûretés accessoires.

Au contraire, un débiteur en compte-courant peut gagner du temps par des mesures dilatoires, alors que l'accepteur d'une lettre de change est condamné plus rapidement.

C'est pourquoi la distinction à faire, à notre sens, entre créances à même échéance dépend uniquement du temps que pourra gagner l'entreprise avant d'être contrainte de payer.

A ce point de vue, il n'y a pas de raison sérieuse de séparer, comme l'a fait DUMARCHEY, les créances privilégiées des créances hypothécaires, surtout en laissant de côté les autres créances garanties.

Il faudrait donc distinguer :

D'une part, les créances chirographaires non assorties de titres;

D'autre part, les créances assorties d'un privilège ou d'une garantie quelconque et les créances chirographaires *sur titre*.

Cependant, parmi les créances sur titre, mention spéciale doit être faite des « effets à payer » :

D'une part, au point de vue exécution, le débiteur d'une lettre de change est contraint de payer rapidement, la procédure en matière de lettre de change étant expéditive.

D'autre part, au point de vue financier, le montant de l'en-cours, c'est-à-dire le total des effets à payer est intéressant à connaître pour juger de la situation financière de l'entreprise.

84. — **Postes à expliciter.** — Il est encore divers postes qui devront ne pas être confondus avec les autres, ce sont ceux dont le montant nominal n'est pas connu avec exactitude.

Nous avons, en effet, signalé qu'il était contraire aux principes mêmes des mesures, de confondre celles faites avec une grande ou même absolue précision avec d'autres pour lesquelles l'erreur possible peut être considérable.

85. — **Dettes de change.** — Telles sont, tout d'abord, les dettes libellées en monnaies étrangères, dont le change n'est pas fixe vis-à-vis de l'unité nationale.

Le taux de conversion fera peser sur le nominal de la dette un grand degré d'incertitude. De ce fait, de telles dettes devront faire l'objet de postes séparés.

86. — **Frais à payer.** — Il en sera souvent de même des « **Frais à payer** ».

Il s'agit là, comme nous l'avons vu, de postes ayant pour objet de régulariser la situation en fin d'exercice.

Lorsque ces frais sont connus avec exactitude, rien ne les distingue des autres dettes de l'entreprise.

Lorsqu'ils sont seulement évalués, ils ne constituent pas un passif conditionnel mais un passif certain se distinguant des autres passifs par le fait que le montant n'est pas exactement connu.

87. — **Garantie pour travaux et pour matériel.** — Les postes tels que :

« Garantie pour travaux. »

« Garantie pour matériel. »

doivent-ils figurer au passif proprement dit ?

Lorsqu'il s'agit du risque éventuel d'avoir à verser des sommes du fait de travaux effectués par l'entreprise ou de matériel fourni par elle, il s'agit là d'un passif conditionnel, la condition étant que la garantie ait à jouer, ou mieux d'une réserve.

Tout autre est le cas, fréquent dans l'industrie, où l'entreprise garantit un matériel fabriqué en série contre les vices de fonctionnement ou les défauts de matières.

Prenons l'exemple d'une fabrique de pompes. Lorsqu'elle fournit une pompe à M. Martin, elle ne peut savoir si elle aura à réparer gratuitement le matériel à lui fourni. Elle n'a donc, à son égard, qu'un passif éventuel.

Au contraire, lorsqu'elle fabrique 1 000 pompes dans l'année, elle sait que, là-dessus, elle aura un total pratiquement connu de réparations à effectuer gratuitement.

Autrement dit, si une telle garantie est de règle, l'expérience prouve que si, pour un cas particulier, la garantie consentie ne crée qu'un passif sous condition, dès qu'il s'agit d'un grand nombre de cas il s'établit une moyenne. Du seul fait de la fourniture pour un montant déterminé, l'entreprise devient débitrice envers des créanciers non dénommés d'un quantum du chiffre d'affaires assez facilement évaluable par expérience. Il y a donc là un passif certain statistique, bien qu'il soit impossible de déterminer les créanciers de ce passif (1).

Il s'agit donc là d'un passif certain (2) mais dont le chiffre n'est pas déterminé rigoureusement (comme c'est le cas, par exemple, de dettes en monnaies étrangères) et qui, en outre, offre la parti-

(1) Il n'y a là rien d'étonnant pour ceux qui ont une notion, malheureusement trop peu répandue, de la vérité des lois statistiques en opposition avec le déterminisme individuel. Comme l'énonce justement BOREL, « la loi statistique ne permet pas de prévoir un phénomène déterminé, mais énonce seulement un résultat global relatif à un assez grand nombre de phénomènes analogues ; de plus, sa certitude ne paraît pas être de même nature et n'entraîne pas l'assentiment de tous ». (E. BOREL, *Le Hasard*, p. 8). Par contre, pour celui qui a compris la philosophie de la probabilité, « un coefficient de probabilité constitue une réponse tout à fait claire correspondant à une réalité absolument tangible (loc. cit. p. 137) ».

(2) cf. Dans ce sens, DIDIER, « Étude sur l'Inventaire des Sociétés industrielles » (*Journal des Sociétés* 1885, p. 151 et suivantes).

cularité que le créancier n'est pas connu (ce qui, pour l'entreprise, est d'ailleurs sans conséquence).

On emploie souvent, pour les deux derniers genres de postes que nous avons examinés (Frais à payer, Garantie pour travaux ou matériel), le vocable « Provision » alors que les Belges emploient le terme de « Prévision ».

Ce dernier est peut-être plus exact car il s'agit bien de dépenses que l'on prévoit et non de frais auxquels on pourvoit comme le veut l'étymologie de provision (de *providere* : pourvoir).

Rappelons que les postes de passif pourront comporter, comme ceux d'actif, des comptes satellites destinés à corriger leur évaluation et que nous examinerons plus loin.

88. — Classification de la Commission du Plan comptable. — Les observations précédentes nous dispensent de faire un long examen critique du projet de la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE.

Celle-ci a choisi le criterium d'exigibilité pour les grandes divisions du Passif réel.

Par contre, elle n'a pas cru devoir séparer l'exigible immédiatement des autres dettes à moins d'un an, ce qui nous paraît une lacune regrettable. L'exigible immédiatement constitue une catégorie parfaitement délimitée. Le total des exigibilités immédiates rapproché de celui des sommes disponibles à vue permet d'un coup d'œil d'avoir une première vue de la trésorerie de l'entreprise.

Enfin, la Commission n'a pas fait de distinction, au point de vue bilan, entre les sommes dues par l'entreprise pour les retraites du personnel et celles qui, tout en ayant été mises en réserve dans cette intention, restent la propriété de l'entreprise qui en garde la libre disposition.

Les premières ont le caractère juridique d'un passif réel : c'est le cas lorsque les retraites font partie du statut du personnel, c'est le cas, à fortiori, lorsque celui-ci a opéré des versements dans ce but.

Les secondes ont le caractère d'une allocation bénévole qui ne saurait être maintenue si l'entreprise ne veut ou ne peut plus y faire face.

Il est curieux de constater qu'en comptabilité, la Commission a prévu la séparation de ces deux comptes et qu'elle prévoit leur groupement au bilan.

Ajoutons que si les sommes prévues pour faire face au fonds de retraite font partie des réserves, c'est avec les postes de « Situation nette » qu'ils doivent figurer. C'est pourquoi nous ne faisons que les mentionner ici.

Dans le cas de retraites dues par l'entreprise, si l'entreprise est en règle avec la loi, ce qui est toujours à supposer, le fonds de retraite du personnel correspondant n'est pas non plus un passif réel.

En vertu de la loi du 27 décembre 1895, en effet, les sommes correspondantes ne doivent pas rester entre les mains de l'entreprise. Leur présence au bilan n'est pas nécessaire, il s'agit tout au

plus de comptes pour ordre ainsi que cela apparaît au bilan de certaines entreprises.

C'est ainsi que le bilan « AU BON MARCHÉ », au 30 juillet 1940, fait figurer en face des sommes intitulées au passif « Caisses d'institutions en faveur du personnel » un compte actif de même montant intitulé « Emploi des Caisses d'institutions en faveur du personnel ». La Société d'Électricité de Paris fait figurer le poste « Caisses de retraite du personnel » parmi les comptes d'ordre.

II. — ÉTUDE DES DIVERS POSTES

89. — **Obligations.** — Pour les définir, on a coutume de reproduire la définition de THALLER :

L'obligation est « un titre négociable dépendant d'un emprunt à long terme, qui a été contracté le plus habituellement par la voie de l'appel au public, titre donnant droit à des intérêts annuels, ainsi qu'au remboursement dont un tirage au sort déterminera la date » (1).

Notons que l'appel au public n'est pas de l'essence de l'obligation.

Le remboursement des obligations, appelé amortissement, n'a aucun rapport avec l'amortissement, appelé souvent industriel, dont nous avons dit un mot et que nous étudierons plus loin davantage en détail.

On indique souvent que l'amortissement est prélevé sur les bénéfices (2).

Rien n'est plus faux. Comme l'a fait remarquer plus justement VERLEY :

« Le résultat de cet amortissement est pour la société une diminution de son fond de roulement, mais par ailleurs c'est une dette de moins à sa charge. »

Il y a diminution d'une égale quantité de l'actif et du passif : la situation nette n'est pas modifiée, le bénéfice, différence de deux situations nettes successives, n'est donc pas davantage modifié.

C'est ce que montre l'exemple schématique suivant :

Bilan au 31 décembre 1942.

Caisse.....	2 000 000	Obligations.....	1 000 000
		Capital.....	1 000 000

Au cours de 1942, 100 000 f d'obligations sont remboursées grâce à un prélèvement de Caisse de 100 000 f.

Les autres frais sont compensés par des bénéfices bruts, de telle sorte que tout se passe comme si l'unique opération avait été l'amortissement. Le bilan au 31 décembre 1943 se déduit de celui

(1) THALLER, *Traité élémentaire de Droit Commercial*, 8^e édit. n° 707.

(2) Cf. Notamment VERLEY, loc. cit. p. 237 ; dans le même sens cf. également CROIZÉ, p. 203 ; contra : CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 293.

(3) VERLEY, loc. cit. p. 237.

au 31 décembre 1942, par déduction à l'actif-Caisse des sommes ayant servi à apurer jusqu'à due concurrence le passif remboursé et, par conséquent, par déduction au passif d'égale somme, il devient donc :

Bilan au 31 décembre 1943.

Caisse.....	1 900 000	Obligations.....	900 000
		Capital.....	1 000 000

Le capital identique à la Situation nette n'est pas modifié. Le bénéfice et la perte sont nuls.

L'analyse à laquelle nous avons procédé montre l'inanité de la discussion que l'on trouve, par exemple, dans QUESNOT, qui examine longuement les deux éventualités suivantes :

« Les fonds affectés par la société au remboursement de ses emprunts peuvent avoir deux origines bien différentes :

« ou bien elle entendra affecter à ses remboursements des sommes exclusivement prélevées sur ses bénéfices,

« ou bien elle les prélèvera sur son fond de roulement, c'est-à-dire qu'elle prendra dans l'actif affecté à son exploitation de quoi rembourser ses prêteurs » (1).

Le savant auteur oublie qu'une société n'est pas maîtresse de décider le quantum de ses bénéfices. Ceux-ci se déduisent de la comparaison de deux situations nettes successives. Nous avons vu que l'amortissement des obligations ne les modifie pas.

Quant aux sommes nécessaires, elles sont prélevées sur les fonds disponibles qui ne sont pas divisés en fond de roulement et bénéfices.

Il ne reste donc rien de la distinction étudiée par QUESNOT qui ne peut aboutir qu'à troubler les esprits alors que la vérité est simple et quasi évidente.

90. — **Bons.** — Ceux-ci sont de deux sortes : tantôt ce ne sont, sous cette désignation, que des obligations à terme relativement rapproché, tantôt ce sont de véritables billets à ordre ne comportant pas de coupons, le nominal tenant compte du calcul des intérêts dus ou à devoir.

Ils ne méritent donc aucune étude particulière.

91. **Examen des divers chapitres et postes prévus par la Commission du Plan comptable.** — Le passif proprement dit à faire figurer au bilan comporte, d'après la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, les chapitres suivants :

Dettes à long terme (plus d'un an d'échéance),

Dettes à court terme,

Fonds de retraite du personnel.

Dans la pratique des bilans, on rencontre quelquefois la dis-

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 301 et suiv.

inction entre différents termes d'exigibilité, sans que ceux-ci soient définis d'ailleurs.

Exemples :

PARIS-FRANCE, Bilan au 31 décembre 1940, avec les chapitres :

Exigibilités,
Engagements à long terme.

GRANDS MOULINS DE PARIS, Bilan au 31 juillet 1940, avec les chapitres :

Passif exigible,
Passif exigible à terme,
Passif exigible à long terme.

FÉRODO, Bilan au 30 novembre 1940, avec les chapitres :

Exigible à long terme,
Exigible à court terme.

TRÉFILERIES ET LAMINOIRS DU HAVRE, Bilan au 31 décembre 1940, avec les chapitres :

Passif exigible à long et moyen terme,
Passif exigible à court terme.

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, Bilan au 31 décembre 1940, avec les chapitres :

Exigible à vue,
Exigible à terme.

Le chapitre Dettes à long terme comporte les postes suivants :

Obligations et Bons,

Autres emprunts.

Il est prévu que le poste « Obligations et Bons » sera diminué du poste « Prime de Remboursement des Obligations », ce qui paraît une erreur matérielle. La somme due est le nominal, quel que soit le montant auquel a été émise l'obligation. Il n'y a pas de raison sérieuse de diminuer le passif réel, que constitué le nominal, de l'actif fictif ou historique constitué par le montant de la prime.

Les postes séparés « Bons » et « Obligations » se rencontrent fréquemment dans la pratique, sans ou avec indication de l'émission correspondante au moyen de la date, de la série et rarement du nombre d'obligations en circulation.

Exemples :

FIVES-LILLE, bilan au 31 décembre 1940 :

« Obligations à rembourser ».

BI-MÉTAL, bilan au 31 décembre 1940 :

« Obligations ».

CHANTIERS ET ATELIERS DE SAINT-NAZAIRE, bilan au 31 décembre 1939 :

« Obligations 4 % (604 en circulation) ».

.....
« Bons 7 % 1927 (16 908 en circulation) ».

CHANTIERS ET ATELIERS DE LA LOIRE, bilan au 31 décembre 1939 :

« Obligations 6 % 1^{re} série ».

« Obligations 6 % 2^e série ».

« Bons 6,25 % 1939 ».

BOZEL-MALÉTRA, bilan au 31 août 1939 :

« Obligations » :

1 322 Obligations 4 1/2 % 1911.

41 212 Obligations 5 % 1931.

25 000 Obligations 6 % 1939.

Le poste « Emprunts » se rencontre assez rarement et généralement sans spécification de la présence ou de l'absence de gage.

Ex. : MINES DE VICOIGNE, NÈUX ET DROCOURT, bilan au 31 décembre 1940 :

« Emprunts ».

Citons cependant :

« Dettes hypothécaires ».

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU PATHÉ-BABY, bilan au 30 juin 1940.

« Créances hypothécaires ».

AU PRINTEMPS, bilan au 31 juillet 1940.

Le chapitre « Dettes à court terme » comprend, d'après la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, les comptes à moins d'un an d'échéance groupés sous les rubriques suivantes :

A) Obligations et Bons à moins d'un an d'échéance, Primes de remboursement des obligations remboursables à moins d'un an.

B) Autres Emprunts.

Tous ces postes sont homologues de ceux du chapitre « Dettes à long terme » et n'appellent aucune autre observation.

C) Effets à payer,

D) Fournisseurs,

E) Autres Créanciers.

Les libellés de ces postes n'appellent aucune autre observation que celle faite précédemment concernant les actions de garantie des administrateurs dont l'entreprise est dépositaire et non débitrice, qui font partie du poste « Autres Créanciers ».

Notons que ne figurent pas dans cette nomenclature les quarts à libérer sur le portefeuille titres, qui constituent cependant une dette de l'entreprise, dette à une échéance qui ne saurait dépasser cinq ans en vertu de la loi du 4 mars 1943, et que l'on trouve dans certains bilans.

Ex. : SUD-LUMIÈRE, bilan au 31 décembre 1940 :

« Quarts à libérer sur portefeuille titres ».

Il y a lieu d'ajouter à ces postes le poste « Oppositions » qui est un poste passif que la Commission a fait figurer par erreur à l'actif, ainsi que nous l'avons indiqué au chapitre V.

Au point de vue de la pratique, il n'était pas d'usage de séparer

les emprunts d'après leurs échéances, aussi ne trouve-t-on pas de chapitre correspondant avec précision à « Obligations et Bons à moins d'un an d'échéance ».

Signalons le poste « Obligations à rembourser » qui se trouve soit seul, soit groupé avec les coupons.

Exemples :

« Obligations à rembourser ».

GRANDS MOULINS DE PARIS, bilan au 31 juillet 1940.

« Coupons à payer et Obligations remboursables ».

LYONNAISE DES EAUX, bilan au 31 décembre 1940.

Le poste « Effets à Payer », au contraire, se rencontre assez fréquemment.

Exemples :

PENNAROYA, bilan au 31 décembre 1938 :

« Effets à Payer ».

BON MARCHÉ, bilan au 31 juillet 1940 :

« Effets à échoir ».

CRÉDIT LYONNAIS, bilan au 31 décembre 1940 :

« Acceptations ».

On trouve, en outre, dans les banques le poste :

« Chèques à payer ».

(BANQUE DE L'ALGÉRIE, bilan au 31 octobre 1940).

Le poste global « Fournisseurs et Autres Créanciers » est dénommé généralement « Créditeurs Divers », ex. : LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE, bilan au 31 décembre 1940 ; ou « Créditeurs », ex. : FORCES MOTRICES DE LA VIENNE, bilan au 31 décembre 1940 ; ou « Créanciers Divers », ex. : LE NICKEL, bilan au 31 janvier 1940 ; ou « Comptes-courants et Divers Créditeurs », ex. : FERODO, bilan au 30 novembre 1940.

Divers bilans donnaient séparément certains des postes prévus par la Commission du Plan Comptable avec souvent d'autres libellés.

Ex. : pour le poste « Fournisseurs » :

« Fournisseurs ».

ATELIERS DE CONSTRUCTION DU NORD DE LA FRANCE, bilan au 30 juin 1940.

« Factures à Payer ».

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, bilan au 31 décembre 1939.

Ex. : pour le poste « Clients Créditeurs » :

« Avances sur commandes clients ».

ACIÉRIES DE SAMBRE-ET-MEUSE, bilan au 30 juin 1940.

« Clients et Correspondants ».

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, bilan au 30 juin 1940.

« Clients et Divers ».

MARRET, BONNIN, LEBEL ET GUIEU, bilan au 31 décembre 1939.

« Acomptes reçus sur commandes ».
ALS. THOM, bilan au 31 décembre 1939.

« Avances sur consommation ».
UNION ÉLECTRIQUE DU CENTRE, bilan au 31 décembre 1939.

Signalons certains postes qui ne sont pas explicités dans le Bilan de la Commission et que l'on rencontre assez fréquemment sous diverses dénominations.

Ex. : « Dividendes ».
LE NICKEL, bilan au 31 janvier 1940.

« Dividendes échus ».
SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY, bilan au 31 décembre 1940.

« Coupons dus aux actionnaires ».
SUCRERIES COLONIALES, bilan au 31 mars 1940.

Les postes « Comptes-courants et de Dépôts débiteurs » se rencontrent avec diverses dénominations dans les sociétés financières et bancaires.

Ex. : « Comptes-courants créditeurs ».
COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE, bilan au 31 décembre 1940.

« Comptes-courants et de Dépôts ».
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FONCIÈRE, bilan au 31 décembre 1940.

« Dépôts et Comptes-courants ».
L'UNION DES MINES, bilan au 31 décembre 1940.

« Comptes-courants ».
CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, bilan au 31 décembre 1940.

« Comptes-courants et Dépôts à vue ».
BANQUE DE L'INDOCHINE, bilan au 31 décembre 1940.

RÉGULARISATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF ACTIFS et PASSIFS CONDITIONNELS

CHAPITRE VIII

LES AMORTISSEMENTS

- I. — Généralités.
- II. — L'amortissement en monnaie stable.
- III. — L'amortissement en monnaie instable.
- IV. — Évaluation de l'amortissement.
- V. — Représentation de l'amortissement.

I. — GÉNÉRALITÉS

92. — **La notion d'amortissement.** — La notion d'amortissement a fait l'objet de très nombreuses études et a donné lieu à des controverses du plus haut intérêt du fait que les juristes n'ont pas laissé aux seuls comptables le soin de l'étudier.

Nous serons donc amené, pour tenter d'y apporter quelque clarté, à confronter les différentes thèses en présence en examinant successivement le cas des bilans établis en période de monnaie stable et le cas de ceux relatifs à des périodes d'instabilité monétaire.

Nous indiquerons ensuite brièvement les différents modes d'évaluation de l'amortissement et la façon dont ils sont représentés au bilan.

Étant donné un élément d'actif, si l'unité monétaire garde le même pouvoir d'achat, la valeur de cet élément diminue avec le temps.

Cette diminution dépend de trois variables qui sont :

l'usure,
la vétusté,
l'obsolescence (1).

Suivant le cas, c'est un des facteurs qui prend le pas sur les autres, et le langage courant marque bien ces différences puisque l'on dit d'une machine qu'elle s'use, d'un immeuble qu'il vieillit, d'un tissu qu'il se démode.

93. — Double sens de l'amortissement. — Pour nous, *l'amortissement est à la fois la diminution de valeur d'un élément d'actif, quelle qu'en soit la cause et sa constatation.*

Dans le premier sens, on trouve une Instruction du 30 mars 1918 de l'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES qui, à propos des éléments corporels, s'exprime de la façon suivante :

« Leur dépréciation constitue une perte réelle qui réduit jusqu'à due concurrence le bénéfice de l'exploitant et à laquelle est donné le nom d'amortissement » (2).

Quant au deuxième sens, il est assez voisin de la définition de DAUBRESSE, savoir :

« L'amortissement est donc la réduction qu'on fait chaque année sur les immobilisations pour les porter au bilan à une valeur dans laquelle il a été tenu compte de leur dépréciation pendant l'année » (3).

Et de celle fort concise de CORDONNIER :

« L'amortissement est la constatation d'une dépréciation subie » (4).

Signalons, en passant, que, d'une part, les immobilisations n'ont pas le privilège de l'amortissement et que, d'autre part, celui-ci peut s'opérer plus souvent que chaque année.

94. — Examen critique de quelques définitions. — THALLER a donné de l'amortissement une définition conforme aux usages de la pratique. C'est la suivante :

« L'amortissement est le fait, lors de l'inventaire de fin d'année, d'estimer les propriétés industrielles fixes, le matériel, au chiffre de l'année précédente, diminué d'un tant pour cent, de 3, de 5 %, sur le prix d'acquisition.

« Au lieu de rechercher en fait de quelle valeur dans l'exercice écoulé chacune de ces propriétés se trouve amoindrie, à raison de la fatigue des machines, de la vétusté, etc., on accepte un forfait comme ligne de conduite de l'estimation » (5).

La même idée a été souvent exprimée et condensée.

(1) *Obsolescence* : néologisme dérivant du verbe latin *obsolesco*, tomber en désuétude, que nous employons de préférence à celui souvent employé de *démodage*. Le mot *obsole*, en tant qu'adjectif, se trouve dans le *Petit Larousse*.

(2) Cf. aussi CROIZÉ, *De l'Inventaire Commercial et des Bilans en général* (P. 109), qui s'exprime ainsi : « ...cette dépréciation annuelle est ce qu'on appelle l'amortissement ».

(3) DAUBRESSE, loc. cit. p. 14.

(4) CORDONNIER, « Des pouvoirs de l'Assemblée générale des actionnaires en matière de constitution de réserves », *Journal des Sociétés* 1928, p. 70.

(5) THALLER, « Amortissement et Fonds de réserve », *Annales de Droits commerciaux* 1895, p. 243.

C'est ainsi que DELAVELLE définit l'amortissement :

« L'amortissement a pour but de ramener à sa valeur actuelle un objet qui, par suite du temps ou de l'usure, perd de jour en jour de sa valeur » (1).

On peut faire plusieurs critiques à cette définition : tout d'abord elle laisse supposer que la diminution de valeur est régulière, alors que la vétusté n'est généralement pas proportionnelle à la durée. Les choses comme les personnes vieillissent plus ou moins vite suivant les moments.

D'autre part, l'obsolescence n'est pas forcément fonction du temps. Elle provient souvent d'un progrès technique, d'une invention nouvelle qui fait diminuer la valeur d'un matériel ancien qui se trouve distancé par un matériel plus moderne. C'est ce qu'HOLBACH avait déjà remarqué lorsqu'il notait :

« Un appareil arrive à l'usine et, avant d'être mis en place, il ne vaut plus son prix, parce qu'un appareil de modèle différent a été conçu et exécuté, qui fabrique mieux, plus vite, à meilleur marché » (2).

Enfin, et nous verrons que cette critique d'ordre quasi grammatical a son importance, l'amortissement est passif et non actif.

Une machine est amortie : on n'amortit pas une machine, on se contente de constater sa dépréciation, de l'évaluer.

Ce phénomène se produit sans la volonté du rédacteur du bilan *« à qui elle s'impose... avec la brutalité d'un fait »* (3).

Le rôle du rédacteur est de constater l'amortissement et de le mesurer aussi exactement que possible.

L'amortissement est indépendant de la richesse ou de la pauvreté de l'entreprise : il est.

C'est là une constatation fondamentale, et, à notre sens, la clef de tous les problèmes relatifs à l'amortissement.

C'est parce que cette réalité de l'amortissement n'a pas été clairement et complètement comprise, que des auteurs éminents ont pris, ainsi que nous le verrons, certaines conséquences du phénomène pour ses causes efficientes.

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a adopté une définition basée sur la technique comptable qui est la suivante :

« L'amortissement est la constatation comptable de la perte subie sur la valeur d'origine des immobilisations qui se déprécient nécessairement avec le temps. Il a pour but de ramener à 1 f à l'expiration de la durée probable au terme de laquelle les immobilisations cesseront d'être utilisables ».

On voit que cette définition est justiciable des critiques faites plus haut à celles de DELAVELLE et DAUBRESSE. Elle ne tient, en outre, pas compte de la valeur résiduelle des éléments d'actif aux termes de leur durée d'utilisation probable.

(1) DELAVELLE, loc. cit. p. 35.

(2) HOLBACH, *Le Bilan dans ses rapports avec la Comptabilité*, p. 129.

(3) G. DOYEN, « Sur la réglementation légale des bilans », (*Gazette des Sociétés* 1917, p. 5).

Signalons qu'il a été donné de l'amortissement des définitions plus savantes, plus explicites, que celle que nous proposons plus haut.

C'est ainsi que FRANÇOIS SPIRE écrit :

« ... l'amortissement a pour but de tenir compte, dans l'évaluation de l'actif, de la dépréciation de certains postes, et principalement des immobilisations, cette dépréciation provenant d'une cause physique (usure ou vétusté), ou d'une cause économique (invention nouvelle, mode) » (1),

définition rappelant de très près celle du classique *Traité des Sociétés* de HOUPIN ET BOSVIEUX, savoir :

« La constatation de cette dépréciation, qui sera tantôt d'ordre économique (inventions nouvelles, fluctuations de la mode, etc.) et tantôt d'ordre physique (vétusté, usure), constitue l'amortissement » (2).

On trouve, dans certaines décisions judiciaires, des définitions analogues, quoique moins précises.

Un jugement du TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE, en date du 3 juillet 1914, s'exprime de la façon suivante :

« Les amortissements... spéciaux et ordinaires, ont pour but de ramener à leur réelle valeur, au jour de l'inventaire social, les immeubles, matériel et installations industrielles qui, au cours de chaque année, se sont fatalement dépréciés, en raison de l'usage même; que, compensant la diminution certaine de ces éléments de l'actif, ils doivent être calculés de façon aussi exacte que possible, être passés en écritures dans le compte « Profits et Pertes », c'est-à-dire avant l'établissement des bénéfices nets, de façon que la valeur, au bilan, de ces éléments de l'actif soit constamment en rapport avec celle de leur réalisation possible... » (3).

Plus brièvement, la COUR DE NANCY a défini l'amortissement comme « la compensation (?) (4) de la dépréciation réelle et actuelle de l'actif par rapport à l'estimation figurant au bilan de l'année précédente » (5).

Nous allons, avant d'examiner les définitions d'une inspiration toute différente, étudier de plus près l'incidence de l'amortissement sur le bilan de l'entreprise.

Nous allons d'abord supposer la monnaie stable, c'est-à-dire son pouvoir d'achat constant.

(1) F. SPIRE, *La Réglementation des Bilans en France et à l'Etranger*, p. 20.

(2) HOUPIN ET BOSVIEUX, *Traité des Sociétés civiles et commerciales*, 7^e édit. T. II, p. 542, n° 1320.

(3) Dalloz, 1918.2.10.

(4) Il s'agit là probablement d'une erreur d'impression ou d'un lapsus calami, et il faut comprendre « constatation ».

(5) Nancy, 27 avril 1939, *Journal des Sociétés* 1942, p. 232.

II. — L'AMORTISSEMENT EN MONNAIE STABLE

95. — **Emploi d'un bilan simplifié.** — Pour mettre en vedette le phénomène, nous allons opérer sur un modèle simplifié à l'extrême (1).

Supposons donc une entreprise dont le bilan se réduit à deux postes :

« Matériel ».

« Caisse ».

Nous admettrons, pour simplifier, qu'il n'y a pas de passif réel et que le stock a été acheté, transformé et vendu au cours du même exercice.

96. — **Hypothèse d'une entreprise en équilibre.** — Nous supposons également que l'entreprise n'ait fait ni bénéfice ni perte, c'est-à-dire que la situation nette, l'actif net, ait gardé la même valeur. Cela voudra dire que la dépréciation du matériel a été compensée par une augmentation de l'encaisse d'un chiffre rigoureusement équivalent.

En représentant les différents éléments comme nous l'avons fait précédemment et en supposant, pour simplifier, qu'à l'origine il n'y avait rien en caisse, nous aurons le schéma (2) suivant :

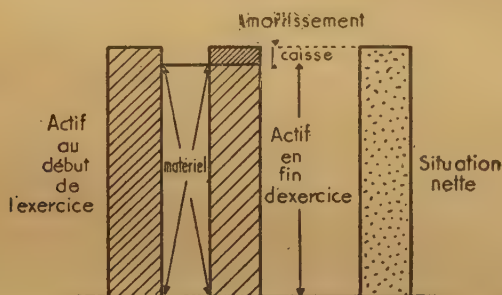


Fig. 24

Le total de l'actif reste identique : la caisse a été augmentée d'un montant égal à celui de la diminution supportée par le matériel, diminution qui n'est autre que l'amortissement.

Si l'on continue ainsi d'année en année, il arrivera un moment où il faudra se débarrasser du vieux matériel. Le bilan ayant été supposé exactement évalué, il sera vendu pour sa valeur au bilan arrêté lors de la vente.

(1) Cf. à ce sujet dans le *Bulletin* n° 56 d'avril 1939, du CENTRE POLYTECHNIQUE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES, sous le titre « L'Industrie doit être soustraite à l'inflation », le remarquable exposé de CONSTANT, résumant les Travaux de l'Équipe financière qui avait adopté, en général, les vues sur l'amortissement que nous lui avions soumises.

(2) Nous adopterons les caractéristiques suivantes pour nos figures :

Matériel.	
Caisse	
Situation nette	

En admettant, en outre, pour la monnaie un pouvoir d'achat constant, la valeur résiduelle augmentée des amortissements permettra d'acheter un matériel de remplacement neuf identique au précédent.

D'autre part, l'entreprise n'est ni plus ni moins riche ; son actif net, égal à son capital, n'a pas varié.

Le phénomène se traduit par le graphique suivant :

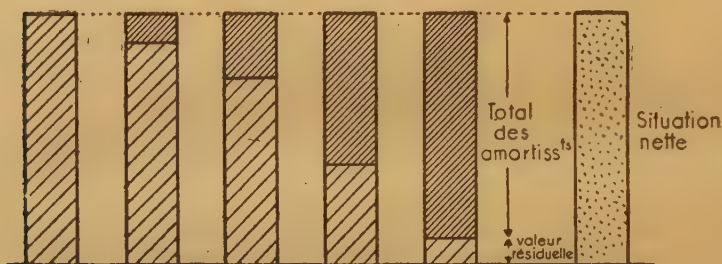


Fig. 25

La partie de chaque rectangle correspondant à l'augmentation de la Caisse, égale à la diminution de valeur du matériel, mesure l'amortissement.

On constate donc qu'avec un amortissement bien fait, à condition que le pouvoir d'achat de la monnaie reste le même :

1^o Chaque bilan comporte une évaluation correspondant à la réalité ;

2^o Si la diminution de la valeur du matériel à amortir a été compensée par une augmentation de l'encaissé, c'est-à-dire si l'entreprise a maintenu son actif net au même niveau, il est possible de remplacer le matériel amorti.

VERLEY avait déjà vu ces deux résultats, sans toutefois préciser assez à quelles conditions ils pouvaient être obtenus, lorsqu'il écrivait :

« Le but de l'amortissement est de ne porter au bilan les valeurs actives que pour leur valeur réelle et non pour la valeur qu'elles avaient vingt ou trente ans auparavant ; il répartit sur un certain nombre d'années le renouvellement des valeurs au lieu de le faire supporter par un seul exercice. L'idéal serait d'arriver ainsi à ce que les comptes immeubles et outillage expriment par leurs soldes, au jour fixé pour la démolition des immeubles et pour la mise des machines hors de service, la valeur qu'ils ont, les uns comme matériaux de démolition, et les autres comme ferraille » (1).

Nous avons envisagé, jusqu'à présent, l'hypothèse d'une entreprise en équilibre, c'est-à-dire qui gagne juste assez pour compenser la diminution de valeur du matériel. Autrement dit, les bénéfices bruts égalent rigoureusement l'amortissement, ce qui fait que

(1) VERLEY, loc. cit. p. 128.

l'accroissement progressif de l'encaisse permet rigoureusement de procéder au renouvellement du matériel.

Pratiquement il n'en est pas ainsi et les bénéfices bruts sont inférieurs ou supérieurs à l'amortissement.

Examinons successivement ces deux hypothèses.

97. — Cas des bénéfices bruts inférieurs à l'amortissement. — Si les bénéfices bruts sont insuffisants pour compenser la diminution de l'actif due à l'amortissement, la valeur résiduelle augmentée de l'encaisse ne permet pas le renouvellement du matériel. C'est ce que montre notre bilan, s'il est établi avec sincérité, et c'est ce qui apparaît sur la figure 26 :

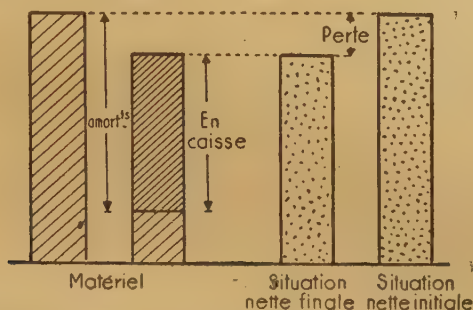


Fig. 26

L'entreprise, tous amortissements effectués, est en perte et ne peut pourvoir au renouvellement de son matériel.

98. — Cas des bénéfices bruts supérieurs à l'amortissement. — Dans l'hypothèse contraire, si les bénéfices bruts ont dépassé la diminution de l'actif due à l'amortissement, l'encaisse est surabondante.

Il est possible, d'une part, de renouveler le matériel, d'autre part, tout en maintenant l'actif net (égal à l'actif puisqu'il n'y a pas de passif) au même niveau, de distribuer le surplus de l'encaisse.

C'est ce que montre la figure 27 :

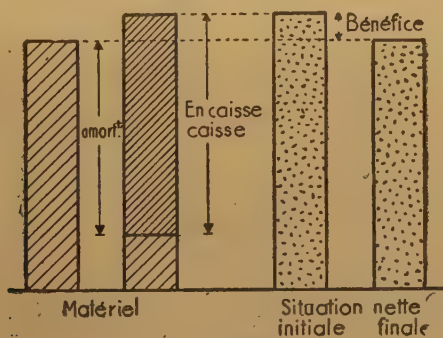


Fig. 27

Bien entendu, en réalité, les choses ne se passent pas aussi schématiquement et la diminution de valeur des éléments d'actifs

sujets à amortissement n'est pas forcément compensée par une augmentation égale des liquidités, mais aussi bien par celle de la valeur d'autres éléments d'actif ou par la diminution du passif.

99. — Effet de l'amortissement sur la situation nette.

— Il est nécessaire, croyons-nous, d'insister sur l'effet de l'amortissement sur la situation nette et, partant, sur le bénéfice qui n'est, rappelons-le, que la différence entre deux situations nettes (dans l'hypothèse où il n'y a eu ni retrait, ni apport d'argent frais).

Examinons le cas de l'entreprise dont la situation a été schématisée par la figure précédente et comparons-le à celui d'une entreprise identique à l'origine, mais dans laquelle un meilleur entretien du matériel aurait conservé à celui-ci une valeur résiduelle plus grande, sans que les frais aient été augmentés de ce fait.

Les bénéfices bruts seront les mêmes puisque, par hypothèse, les deux entreprises auront acheté et vendu aux mêmes prix.

L'encaisse, nulle au début de l'exercice, sera la même en fin d'année.

La seule différence proviendra de la valeur résiduelle du matériel et, partant, de l'actif net (somme de celle-ci et de l'encaisse).

En conséquence, l'actif net étant plus grand, toutes choses égales d'ailleurs, dans la deuxième entreprise, le bénéfice net sera précisément augmenté de la différence des actifs nets, c'est-à-dire des valeurs résiduelles... ou encore de la diminution des amortissements.

La figure 28 le montre à l'évidence.

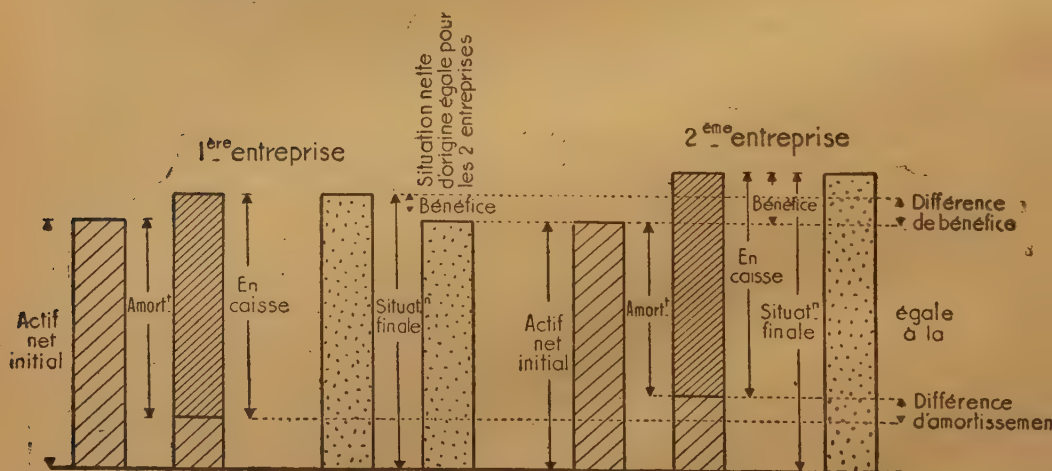


Fig. 28

100. — Caractères fondamentaux de l'amortissement en monnaie stable. — L'analyse à laquelle nous avons procédé, des phénomènes de l'amortissement, nous a permis, notamment à l'aide des schémas que nous avons imaginés, de démontrer les caractères fondamentaux de l'amortissement pouvant se résumer

de la façon suivante, dans l'hypothèse de la constance du pouvoir d'achat de la monnaie :

1^o L'amortissement est la diminution de la valeur estimée d'un élément d'actif pendant une période de temps donnée.

2^o Cette diminution, sans contre-partie, influe d'une quantité égale et de même sens, sur les bénéfices de la dite période.

3^o Si, malgré cette diminution, les bénéfices ont permis de ne pas entamer la situation nette primitive et si des sommes liquides égales au montant de l'amortissement ont été conservées dans l'entreprise, la valeur résiduelle de l'actif ajoutée au montant de l'amortissement permet de pourvoir au remplacement de l'actif considéré.

Ce sont ces deux effets de l'amortissement qui ont particulièrement attiré l'attention d'une partie de la doctrine qui a basé la théorie de l'amortissement sur l'influence sur les bénéfices et sur le remplacement de l'actif amorti.

101. — **Théorie de Magnin.** — MAGNIN a mis l'accent tantôt sur la reconstitution, tantôt sur l'action sur les bénéfices.

Il écrivait, en effet :

« *L'amortissement est, en effet, le seul moyen de reconstituer d'une manière progressive cette partie de l'actif, dont l'évaluation est si délicate, parce que sa valeur diminue chaque année, tant à raison de l'usure normale de l'outillage, qu'en vertu des progrès du machinisme* » (1).

Quelques pages plus loin, il s'exprimait de la manière suivante :

« *La pratique de l'amortissement n'a qu'un fondement juridique, assez solide cependant, puisqu'il permet de l'exiger en l'absence de toute clause du pacte social, c'est le principe de la fixité du capital qui est la loi fondamentale de la société anonyme dans ses rapports avec les tiers* » (2).

et pour lui, le principe de fixité du capital peut se résumer ainsi :

« *Une société anonyme qui se dispenserait d'amortir ses immobilisations s'exposerait au danger d'inscrire à son bilan un matériel usagé pour sa valeur primitive, le dividende qu'elle distribuerait dans de pareilles conditions serait prélevé sur le capital, c'est-à-dire fictif* » (3).

La reconstitution est intimement liée, dans cette théorie, avec le prélèvement de l'amortissement sur les bénéfices.

Si l'on applique cette théorie au cas d'une entreprise ayant des bénéfices considérables par rapport aux amortissements à effectuer, on constate que l'amortissement est sans intérêt, à condition que les bénéfices ne soient distribués qu'avec prudence.

Les bénéfices mis en réserve permettraient, en effet, de remplacer le matériel usagé et le dividende ne serait pas prélevé sur le capital.

(1) MAGNIN, « L'amortissement des immobilisations dans le bilan des sociétés anonymes », *Annales de Droit commercial*, 1912, p. 419.

(2) MAGNIN, loc. cit. p. 422.

(3) MAGNIN, loc. cit. p. 423.

Il n'en resterait pas moins que le bilan ne serait pas sincère puisqu'il y serait porté des éléments d'actif pour des valeurs supérieures à leur valeur réelle.

Or, le principe de sincérité du bilan ne saurait être discuté.

Ce principe découle de l'obligation, pour tous les commerçants, de faire inventaire, en application de l'article 9 du CODE DE COMMERCE (1). En outre, l'article 586, § 6^o, du même Code, rappelons-le, déclare banqueroutier simple le commerçant failli qui n'a pas fait exactement inventaire.

Prévu par l'article 15 de la loi du 24 juillet 1867, qui a appliqué les peines de l'escroquerie à ceux qui, de mauvaise foi, auraient publié un faux bilan dans le but d'obtenir ou de tenter d'obtenir des souscriptions et des versements, il a été affirmé d'une façon bien plus catégorique par le décret-loi du 8 août 1935, qui frappe des mêmes peines les gérants et administrateurs

« qui, même en l'absence de toute distribution de dividendes, ont sciemment publié ou présenté aux actionnaires un bilan inexact en vue de dissimuler la véritable situation de la société ».

En ce qui concerne la distribution de dividendes, MAGNIN admet qu'il n'y a pas de dividendes fictifs s'il n'y a pas atteinte à la fixité du capital.

C'est là une thèse parfaitement logique, admise par la majorité de la doctrine, et à laquelle les Tribunaux se sont longtemps ralliés. La COUR DE CASSATION a, cependant, par le célèbre arrêt LÉONARD (2), décidé qu'un dividende distribué en fait à l'aide de réserves, alors qu'il apparaissait prélevé sur les bénéfices annuels, était fictif.

Malgré le caractère très contestable, à notre sens, de cette jurisprudence, il vaut mieux, pour éviter toute difficulté, se contenter du principe de sincérité pour justifier la nécessité de l'amortissement.

Cette nécessité s'impose aux commerçants comme aux sociétés, ainsi que nous l'avons montré.

Aussi, étant données les conséquences de la théorie de MAGNIN, il nous paraît avéré qu'elle ne saurait être adoptée.

102. — Exposé de Charpentier et Hamelin. — La définition de CHARPENTIER ET HAMELIN (3) est la suivante :

« Le mot amortissement, appliqué aux valeurs immobilisées, désigne l'opération qui consiste à compenser la dépréciation de ces valeurs au moyen d'une retenue sur les produits »,

et ces auteurs ajoutent quelques lignes plus loin :

« Si la société négligeait de tenir compte de ces moins-values dans le bilan, celui-ci, sans qu'il y parut, cesserait d'être équilibré, et toute distribution de dividendes se traduirait par une réduction occulte du capital ».

(1) Dans ce sens, CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 102 ; PROSPERT, *Les amortissements industriels en droit commercial et en droit fiscal*, p. 18.

(2) CASS. CRIM. 22 janvier 1937, SIREY 1938.1.297 ; *Gazette du Palais* 1937.1.594.

(3) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 123.

« Pour maintenir le capital intact, la société est donc obligée de reconstituer l'actif au moyen de prélèvements sur les bénéfices bruts, au fur et à mesure des dépréciations ».

On voit que ces auteurs ont basé leur définition sur la retenue d'une fraction des produits : la fixité du capital n'est qu'une conséquence.

A appliquer la théorie qu'ils soutiennent, on arriverait à ne pas pratiquer d'amortissement en l'absence de produits.

On objectera qu'on ne conçoit guère d'entreprise sans produit.

Il en est cependant : prenons le cas d'une entreprise créée pour l'achat et la location d'un immeuble. Pendant tout le temps où l'immeuble n'est pas loué, il n'y a pas de produit ; le principe de sincérité du bilan veut que l'immeuble soit cependant amorti s'il est déprécié.

En ce qui concerne singulièrement les sociétés, CHARPENTIER et HAMELIN basent l'obligation à amortissement sur les considérations suivantes :

« Faute d'amortissement, le dépérissement des immobilisations se traduirait par une perte occulte, suffisante souvent pour entraîner la dissolution de la société. Si en même temps les actionnaires recevaient des dividendes, ce seraient des dividendes fictifs » (1).

Nous ne reviendrons pas sur ce dernier argument qui avait été donné également par MAGNIN. Il est sans valeur pratique étant donnée la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation.

103. — Les idées de Quesnot. — QUESNOT a consacré de longs développements à l'amortissement. Il n'est pas très aisé cependant de savoir exactement quelle est sa doctrine.

Sa définition de l'amortissement est la suivante :

« L'affectation d'un gain à la réparation, exacte ou forfaitaire, d'une perte consommée... »

« Il consiste à annuler un gain, qui n'était qu'apparent, pour combler un vide jusque là dissimulé, parce que les écritures n'en décelaient pas l'existence » (2).

Après avoir insisté sur l'amortissement prélevé sur les gains actuels, il en arrive, par une analyse plus poussée, à reconnaître la nécessité d'y procéder dans tous les cas. Il s'agit alors, pour lui :

« ... d'affectations de gains futurs à la réparation des pertes antérieures » (3).

En conséquence de ses développements il conclut ainsi :

« Finalement, il ressort de cette analyse, que l'amortissement a deux objectifs principaux, l'un final, c'est la couverture du passif, l'autre intermédiaire. »

« L'objectif intermédiaire est notamment de compenser par la fructification du fonds d'amortissement la diminution de la puissance »

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 102.

(2) QUESNOT, loc. cit. p. 321.

(3) QUESNOT, loc. cit. p. 327.

productive, que symbolise d'autre part la réduction des estimations » (1).

En réalité, ce que QUESNOT entend par couverture du passif semble être le principe de fixité du capital. L'objectif intermédiaire semble être, à la fois, le remplacement et la sincérité des évaluations.

Il n'y a donc pas à renouveler les critiques que nous avons faites des théories citées plus haut.

Nous ne pouvons pas, cependant, ne pas faire mention de la distinction que QUESNOT a été amené à faire entre l'amortissement des actifs défectibles et indéfectibles. Étant donnée l'autorité de son auteur et certaines tendances du Conseil d'État, il paraît nécessaire de l'exposer. Rappelons que QUESNOT divise les immobilisations en deux catégories, les actifs défectibles et les actifs indéfectibles.

« Constituent un actif indéfectible, toutes les valeurs non périssables en elles-mêmes, et sur lesquelles la société possède un droit de pleine et entière propriété » (2).

Par non-périssable, l'auteur entend, par exemple, des immeubles possédés en pleine propriété dont il dit :

« Un actif peut déperir sans pour cela être périssable » (3).

Au contraire les valeurs défectibles sont celles

« ... périssables en elles-mêmes ou devant un jour faire défaut à l'entreprise... » (4),

dont le type parfait est constitué par les concessions.

104. — Amortissement des valeurs défectibles. — En ce qui concerne les valeurs défectibles, QUESNOT estime qu'elles doivent supporter deux amortissements :

1^o Un amortissement de dépossession ou de caducité finale qui a pour objet *« d'en opérer la reconstitution intégrale » (5) « puisqu'aucun des ouvrages n'est la propriété de l'entreprise » (5) ;*

2^o Un amortissement d'usure provenant de ce que les *« dépenses de réfection du premier établissement seront distinctes et indépendantes de l'abandon ultérieur des installations mêmes. Les voies et le matériel s'useront, ou ne s'adapteront plus au besoin du trafic, des ouvrages seront à reconstruire pour cause de vétusté ou de modification du service ; les circonstances économiques, les découvertes, le goût du public, des concurrences indirectes ou imprévues, créeront la nécessité de remplacements totaux ou partiels. Aucune de ces dépenses n'apparaîtra comme une dépense d'entretien ; elles correspondent bien à des amortissements » (5).*

« Ces amortissements doivent être qualifiés d'amortissements d'usure et dépréciations, en tant qu'ils ont pour objet le maintien de la puissance productive que le compte d'établissement symbolise. Car

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 324.

(2) QUESNOT, loc. cit. p. 270.

(3) QUESNOT, loc. cit. p. 270.

(4) QUESNOT, loc. cit. p. 275.

(5) QUESNOT, loc. cit. p. 350.

la diminution de cette puissance est, en réalité, la dépréciation par excellence pouvant atteindre un tel actif.

« Amortissement de caducité ou dépossession et amortissement d'usure doivent donc se cumuler parce qu'ils correspondent à des nécessités différentes » (1).

« Par le jeu des seuls amortissements d'usure et dépréciations, la productivité des installations sera théoriquement maintenue. L'emploi des amortissements de caducité devient donc libre, et s'ils sont conservés dans l'actif, leur produit peut être appliqué à des capitalisations d'intérêt. Ainsi se vérifie, une fois encore, que chacun de ces deux amortissements a sa personnalité et sa destination bien distinctes » (2).

On voit dans QUESNOT apparaître, à côté de l'idée d'argent venant compenser la diminution de l'actif, celle de capitalisation d'intérêt.

Celle-ci se retrouve dans un arrêt du CONSEIL D'ÉTAT du 6 décembre 1935 (3) dont nous extrayons ce qui suit :

« Considérant que l'amortissement industriel doit dans les circonstances être effectué sur la base d'une période d'amortissement de quarante ans et en faisant état du produit de la capitalisation des intérêts des sommes mises en réserve, que la somme à amortir... permettra suffisamment de parer au remplacement de l'ouvrage devenu inutilisable avant la fin de la concession ».

M. RAPHAEL ALIBERT, dans sa note sous arrêt, critique ce système de capitalisation mais adopte, semble-t-il, les idées de QUESNOT lorsqu'il écrit :

« L'amortissement financier qui doit faire face à la reconstitution et au remboursement des capitaux au cours d'une période plus ou moins longue, indépendante de la durée des installations et l'amortissement industriel qui intervient aux pertes de matériel, assure le remplacement des éléments de l'actif, sauvegarde la puissance de production et représente en somme une conservation de substance.

« ... le double amortissement est juridiquement obligatoire pour le concessionnaire...

« ... le concessionnaire qui manquerait à l'obligation du double amortissement diminuerait l'actif de l'entreprise, cet amortissement devrait alors se traduire par un bilan sincère...

Faut-il ajouter que le fonds d'amortissement n'est, pour ainsi dire, jamais l'objet d'un emploi déterminé. Les ressources qui le constituent alimentent la trésorerie de la société... ».

Toutes ces théories proviennent, au fond, d'une idée que nous croyons fausse : la réalité du fonds d'amortissement.

L'amortissement étant pour nous à la fois une diminution de valeur et sa constatation, il ne peut s'agir de fonds d'amortissement, et encore moins de la capitalisation de ce fonds.

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 351.

(2) QUESNOT, loc. cit. p. 360.

(3) SIREY 1936.3.65, note ALIBERT.

Remarquons cependant que, lorsqu'il s'agit de biens défectueux, il y a dans l'analyse de QUESNOT une idée fort juste : un actif défectueux gardant sa même valeur marchande doit être amorti du fait qu'au bout d'un certain temps il cesse d'être la propriété de l'entreprise et doit être remis gratuitement à l'autorité concédante lorsqu'il s'agit de concession.

Quelle que soit sa valeur marchande ou d'usage pour l'entreprise, un tel actif ne vaut en réalité plus rien puisqu'il doit être remis sans contre-partie. Il doit donc être amorti complètement.

En ce sens, l'amortissement de dépossession est indépendant de l'amortissement industriel, mais ils ne s'ajoutent pas l'un à l'autre.

Un exemple le montre à l'évidence :

Soit un matériel dépendant d'une concession ayant coûté 1 000 000 en 1940 et devant faire retour gratuitement à l'autorité concédante en 1950.

En 1945, ce matériel bien entretenu, mais ayant une certaine usure et une certaine vétusté, vaudrait 700 000 f s'il était libre de charge. L'amortissement industriel serait donc de :

$$1\ 000\ 000 - 700\ 000 = 300\ 000\ f.$$

Devant être remis pour rien en 1950, on pourra admettre que sa dépréciation de caducité augmente régulièrement pour atteindre au total 1 000 000 en dix ans, soit à raison de 100 000 f par an. En 1945, c'est-à-dire au bout de cinq ans, cet amortissement serait de :

$$100\ 000\ f \times 5 = 500\ 000\ f.$$

D'après QUESNOT, il y aurait lieu d'ajouter les deux amortissements et compter le matériel :

$$1\ 000\ 000\ f - (300\ 000\ f + 500\ 000\ f) = 200\ 000\ f.$$

Mais alors, que se passerait-il en 1948 ? Le matériel étant supposé valoir 150 000 f, celui-ci aurait donc supporté :

850 000 f d'amortissement industriel,

800 000 f d'amortissement de caducité,

soit un total de :

1 650 000 f c'est-à-dire 550 000 f de plus que sa valeur initiale.

En réalité, il faudra prendre, des deux amortissements, le plus élevé et le conserver seul.

On raisonnerait donc ainsi :

En 1945, le matériel, compte tenu de l'amortissement industriel vaudrait..... 700 000 f,
mais étant donnée sa caducité, nous le comptons..... 500 000 f.

En 1948, il vaudrait..... 150 000 f,
et comme son amortissement de caducité le ramènerait au chiffre de..... 200 000 f,
nous adoptons le premier.

Remarquons que, dans les deux cas, l'amortissement permettra

le remplacement éventuel si le pouvoir d'achat n'a pas baissé puisque la valeur résiduelle ajoutée à l'amortissement reproduira le prix de remplacement.

Notons que le remplacement n'aura pas à se produire en fin de concession puisque l'entreprise n'aura pas, normalement, à racheter du matériel neuf, mais à livrer du matériel en bon état d'entretien (1).

En réalité, dans le cas de concession, la vétusté qui intervient normalement dans l'évaluation de l'amortissement jouera, d'une part, en diminuant la valeur objective du matériel, d'autre part, en diminuant sa valeur subjective pour l'entreprise, mais ces deux facteurs ne s'additionneront pas mathématiquement, ils concourront à donner une estimation raisonnée.

Appliqué à des actifs indéfectibles, aussi bien qu'à des actifs défectibles, l'amortissement, tel que le définit QUESNOT, est, rapelons-le, prélevé sur les gains.

Nous ne reviendrons pas sur les critiques de cette théorie qui est en contradiction flagrante, on ne saurait trop le répéter, avec le principe de sincérité du bilan.

105. — Théorie de l'amortissement renouvellement. —

La théorie de l'amortissement ayant pour but le renouvellement a été exposée d'une façon très remarquable par LECERCLÉ, dans les termes suivants :

« ... La plupart des facteurs matériels de l'exploitation (bâtiments, outillage, mobilier d'exploitation) perdent, avec l'usage, de leur valeur, et cette valeur entendue dans son sens économique de valeur de rendement, tend graduellement vers zéro. D'où la nécessité de l'amortissement, dont le but est d'assurer, par un prélèvement annuel sur le bénéfice brut, le renouvellement des facteurs matériels de production, le jour où ils seront devenus inutilisables, sans que ce renouvellement grève d'une charge extraordinaire l'exercice où il a lieu. Ainsi que nous l'indiquions dès 1925 (ALLIX et LECERCLÉ, L'Impôt sur le Revenu, T. I, p. 362), l'objet de l'amortissement c'est le remplacement, sans frais spéciaux, de l'élément hors d'usage, c'est-à-dire la reconstitution progressive, par des prélèvements répartis sur toute la durée de la période d'utilisation, de la valeur de remplacement.

« Dans cette conception économique, l'amortissement n'est pas simplement une formule abstraite venant constater forfaitairement, par une réduction appropriée du bénéfice comptable, la diminution en francs de la valeur de l'actif, au cours des exercices passés. Il répond essentiellement à cette nécessité économique qui est le maintien de la

(1) Si la concession imposait de renouveler le matériel, ou, plus exactement, de fournir du matériel neuf, il y aurait lieu, dans ce cas, d'ajouter à l'amortissement le plus élevé une provision de renouvellement. L'entreprise répartirait sur le nombre d'exercices restant cette provision de renouvellement. DURAND et BOURREL ont consacré dans leur ouvrage « Impôts sur les revenus. Questions litigieuses » d'intéressants développements à ce qu'ils appellent l'amortissement d'usure et l'amortissement de dépossession (p. 238 et suiv.) et sur lesquels nous reviendrons plus loin à l'occasion de l'étude des provisions.

capacité technique de rendement des facteurs de production de l'entreprise. Autrement dit, le but de l'amortissement n'est pas seulement de donner à l'exploitant la preuve tangible qu'il s'est appauvri, il est aussi et surtout de mettre à sa disposition une somme suffisante pour que, lorsque sa machine sera devenue inutilisable, il puisse se procurer une machine équivalente. Pour remplir efficacement son rôle, qui est un rôle de « reconstituant », la dotation de l'amortissement ne doit donc pas être investie dans les immobilisations, l'amortissement doit se traduire par la création de liquidités réelles en monnaie (ou de valeurs disponibles équivalentes), que l'exploitant devra avoir sous la main, le jour où il renouvellera ses éléments d'actif » (1).

On trouve également des décisions de jurisprudence qui ont basé l'amortissement sur l'idée de reconstitution, de remplacement.

C'est ainsi que le TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE, dans un jugement du 20 décembre 1894, cité in-extenso dans l'arrêt de la COUR DE PARIS du 16 juillet 1896 (2), s'exprimait :

« L'amortissement doit être tel que, l'objet périssable auquel il s'applique arrivant à son terme, les sommes accumulées à titre d'amortissement, ajoutées à la valeur actuelle de l'objet lui-même au regard de la société, suffisent à le remplacer, la société ne devant, de ce chef, ni rien perdre, ni rien gagner ».

Nous croyons, et les développements que nous serons amené à faire à propos de l'amortissement en monnaie instable apporteront de nouveaux arguments à notre thèse, que les partisans de cette théorie, hypnotisés par la nécessité de renouvellement, ont perdu de vue le grand principe de la sincérité du bilan.

En outre, par un détour, cette théorie revient à lier le renouvellement à celle du prélèvement sur gains, prélèvement qu'elle voudrait voir matérialiser par des liquidités en monnaie.

Or, il n'y a aucun lien entre le renouvellement et l'amortissement. Comme l'a fait remarquer justement DE GOBBIS, si l'on admettait cette thèse :

« L'amortissement ne devrait pas être effectué lorsque la nécessité de la substitution n'existe pas : ni dans les entreprises minières dans lesquelles la mine, la carrière, les puits pétrolifères représentent les éléments patrimoniaux destinés à l'épuisement (« wasting assets » des auteurs américains) auxquels ne doit pas pourvoir la substitution ; ni dans les entreprises de genres divers pour les frais d'installation, pour la somme à payer pour la mise en marche, pour obtenir et pour exploiter une concession, etc., lesquels, par leur nature, ne sont pas renouvelables ; ni dans les entreprises industrielles, par exemple, qui, durant la période de guerre, augmenteront leurs installations en construisant des usines et en acquérant des machines, souvent avec des destinations spécifiques à des productions particulières et transitoires pour cette période, parce que la nécessité de la substitution ne se serait,

(1) LECERCLÉ, *Le prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices*, 2^e édit. p. 82 et 83.

(2) DALLOZ 1899.2.361, SIREY 1898.2.89.

vraisemblablement, pas présentée. Au contraire, l'amortissement aurait dû, logiquement, être hâté et intensifié, en considérant qu'à une époque rapprochée ces nouvelles installations seraient devenues, au moins en partie, inutilisables et inactives pour cessation ou réduction de production » (1).

106. — **Conclusion.** — Pour conclure, nous constatons que la théorie de la sincérité du bilan rend compte de tous les effets de l'amortissement, que ce soit dans les sociétés ou dans les autres entreprises, savoir :

a) L'amortissement correctement évalué ramène à leur valeur actuelle les éléments d'actif.

b) Cet amortissement, diminution de valeur d'actif sans contrepartie, réduit d'autant les gains bruts et nets, ou augmente les pertes.

c) En cas de gains, les sommes obligatoirement non distribuables, du fait des amortissements cumulés, ajoutées à la valeur résiduelle de tout élément d'actif, permettent, si le pouvoir d'achat de la monnaie reste le même, de remplacer le matériel à tout moment (à condition que le fonds d'amortissement ait été réalisé sous forme d'espèces).

Au contraire, les autres théories ne s'appliquent pas à tous les cas et amènent même à violer le principe de sincérité du bilan.

Or, une théorie a pour but essentiel de résumer un certain nombre de faits. C'est ce que DUHEM a établi lumineusement (2) en matière de théorie physique, en développant ce que CLAUDE BERNARD avait exprimé de la façon suivante :

« Quand le fait qu'on rencontre est en opposition avec une théorie régnante, il faut accepter le fait et abandonner la théorie, lors même que celle-ci, soutenue par de grands noms, est généralement adoptée » (3).

C'est le cas de toutes les théories de l'amortissement, autres que celle de la sincérité du bilan.

III. — L'AMORTISSEMENT EN MONNAIE INSTABLE

Il nous reste à examiner les conséquences de variations du pouvoir d'achat de la monnaie sur l'amortissement.

107. — **Cas de l'augmentation du pouvoir d'achat de la monnaie.** — Examinons d'abord, pour nous en débarrasser — l'expérience montrant, hélas ! que cette hypothèse est moins souvent conforme à la réalité que l'hypothèse contraire — le cas de l'augmentation du pouvoir d'achat de la monnaie.

(1) DE GOBBIS, *Il Bilancio delle Società Anonime*, n° 135.

(2) DUHEM, *La Théorie physique, son objet, sa structure*.

(3) CLAUDE BERNARD, *Introduction à l'Étude de la Médecine expérimentale*, 3^e partie, ch. I, § II.

Soit un matériel ayant valu 100 000 f neuf, et qui, toutes choses égales d'ailleurs, et notamment avec une monnaie constante, vaudrait, après un certain usage, 60 000 f. Dans l'intervalle, par suite de la baisse générale des prix, supposons la valeur du matériel neuf réduite à..... 70 000 f
et celle du matériel d'occasion à..... 45 000 f.

Nous constatons que l'amortissement qui, en monnaie stable, eût été de..... 40 000 f
doit être porté à..... 55 000 f
pour ramener le matériel à sa valeur réelle.

L'amortissement, ainsi augmenté, rend l'inventaire sincère. Ce chiffre d'amortissement, ajouté à celui de la valeur réelle, dépasse le prix de remplacement du matériel neuf.

Par conséquent, si l'entreprise a conservé sa situation nette au chiffre initial, tout en opérant les amortissements indispensables pour la sincérité du bilan, elle peut remplacer le matériel usagé et conserver en caisse le surplus. C'est ce que montre la figure 29.

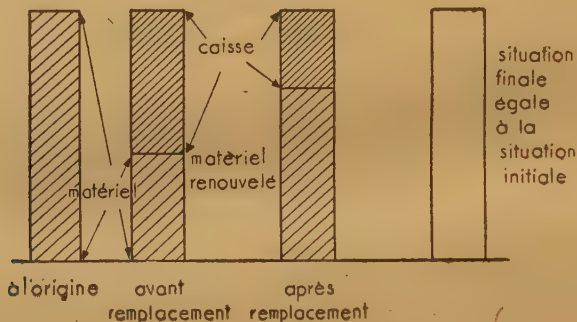


Fig. 29

La situation financière de l'entreprise n'a pas varié. A tout moment, la liquidation aurait donné le chiffre exact du capital initial, soit 100 000 f.

Mais, si l'entreprise est restée financièrement étale, économiquement elle s'est enrichie puisqu'elle possède, après renouvellement, un matériel neuf identique à celui du début et, en outre, un surplus en caisse.

Cela provient de ce que, si l'on a mis en réserve de la monnaie en quantité égale à l'amortissement, l'augmentation du pouvoir d'achat permet d'acheter plus que l'on ne possédait à l'origine.

Nous arrivons donc à la conclusion que les amortissements doivent être augmentés si le prix du matériel neuf baisse, alors que, dans la théorie de l'amortissement économique, calculé sur la valeur de remplacement, l'amortissement doit être diminué.

Dans cette dernière théorie on est amené, par suite d'amortissements insuffisants, à donner à la valeur résiduelle une valeur

majorée : cela suffirait à condamner cette théorie ; personne ne saurait, en effet, admettre cette conséquence inéluctable.

108. — Cas de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. — L'hypothèse de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie a, naturellement, beaucoup plus retenu l'attention.

Reprenons donc l'hypothèse de notre matériel acquis neuf pour..... 100 000 f,
et qui après un certain usage vaudrait..... 60 000 f
si la monnaie ne s'était pas dépréciée.

Mais, du fait de la dépréciation, le matériel neuf vaudrait..... 150 000 f,
et le matériel d'occasion se vendrait..... 95 000 f.

Pour ramener le matériel à sa valeur réelle d'occasion, il faut donc réduire l'amortissement à..... 5 000 f.

L'inventaire est alors sincère.

On est donc amené à cette constatation que l'amortissement doit être diminué en période de hausse de prix.

Comme l'a dit CONSTANT :

« En régime de variation des prix, lorsqu'on veut évaluer un amortissement, on doit tenir compte que l'on est en présence de deux phénomènes distincts. D'une part, la dépréciation absolue que subit le matériel, dépréciation qui reste indépendante du mouvement général des prix. D'autre part, l'appréciation ou la dépréciation complémentaire qu'impose à ce même matériel le mouvement général des prix. L'amortissement est le solde algébrique de ces deux composantes » (1).

Mais la valeur résiduelle ajoutée à une somme égale à l'amortissement ne permet pas le remplacement du matériel.

Remarquons qu'il en eût été de même si, conformément à un usage courant [conforme à certaines décisions rendues en matière fiscale par le CONSEIL D'ÉTAT (2)], l'amortissement avait été calculé sans tenir compte des variations ultérieures de prix.

L'amortissement eût été, en effet, de 40 000 f. Cette somme étant ajoutée à la valeur résiduelle 95 000 f, il s'en faudrait de 15 000 f pour que le total atteigne la valeur du matériel neuf (150 000 f).

L'examen des schémas de la figure 30 nous permettra de mettre ce phénomène en valeur d'une façon plus immédiatement visible.

L'argent en caisse est indépendant de la valeur attribuée au

(1) CONSTANT, « L'industrie doit être soustraite à l'inflation », in *Bulletin du Centre Polytechnicien d'Etudes économiques*, avril 1939, p. 45.

(2) Considérant que les amortissements qu'un contribuable est en droit de déduire de son bénéfice brut... représentent la perte qu'il subit à raison du dépérissement des éléments de son actif immobilisé, sur les sommes qu'il a investies dans ses immobilisations ; qu'ils doivent, dès lors, être calculés d'après le montant desdites sommes et que, par suite, les variations de prix qui peuvent ultérieurement affecter la valeur de ces éléments sont sans influence sur la détermination des amortissements envisagés par la loi fiscale... (CONS. D'ÉTAT, 21 novembre 1938, *La Semaine Juridique* 1939, n° 959.)

Considérant que les amortissements doivent être calculés d'après le prix de revient des immobilisations... (CONS. D'ÉTAT 25 mars 1941, *Rec. Lebon*, p. 53.)

matériel. Si l'amortissement est plus faible, la situation nette apparaîtra comme plus brillante, comme le montre la comparaison des schémas II et III et ainsi que nous l'avons déjà signalé. Mais en

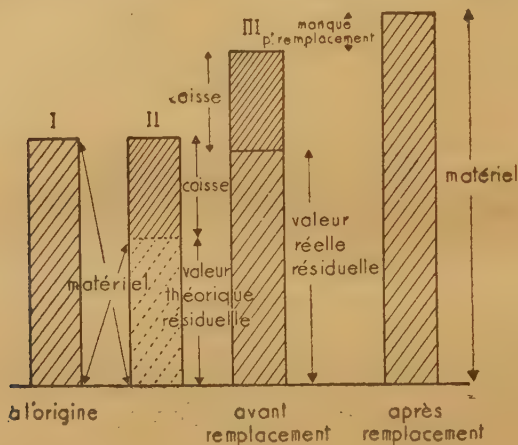


Fig. 30

réalité, quand il s'agira d'effectuer le remplacement, c'est la valeur vénale résiduelle qui comptera. Par définition, c'est celle qui correspond à l'amortissement réel. L'insuffisance pour effectuer le remplacement ne sera pas aussi aiguë qu'elle apparaîtrait si l'on avait sous-évalué le matériel par un amortissement exagéré. Il y aura quand même insuffisance.

Si l'on compare la situation II ou III à la situation I, on voit que, dans la seconde, l'entreprise paraît être restée en équilibre par suite de la sous-évaluation. Si on évalue à la vraie valeur avec amortissement réduit, l'entreprise apparaît plus riche puisque son actif net comprend plus d'unités monétaires.

En réalité, elle est économiquement plus pauvre, puisqu'elle ne peut remplacer son matériel initial.

C'est là l'effet bien connu de l'inflation illustré par l'anecdote suivante, racontée au temps de l'inflation allemande après la guerre de 1914-1918 :

Un fabricant ayant vendu avec bénéfice, c'est-à-dire pour plus de marks que son prix de revient, une locomotive, ne peut avec l'argent touché acheter qu'une automobile. Celle-ci est revendue pour un nombre de marks supérieur à son prix d'achat, permettant l'acquisition d'une bicyclette. Enfin, celle-ci, revendue également avec bénéfice, ne permet que l'achat d'un boulon.

Malgré les cris d'alarme poussés par certains peu de temps après la guerre de 1914-1918 (1), l'ensemble de l'industrie française se reposa sur le mol oreiller des bénéfices apparents et d'une fortune

(1) Il est juste de citer parmi les premiers DUMARCHEY, dans sa conférence de 1923 intitulée « *Le Mirage des Chiffres* » et J. MÉNY dans le *Moniteur des Pétroles roumains* du 6 juin 1923.

grandissante, oubliant que la monnaie n'est qu'un signe. De son côté, l'administration fiscale n'hésita pas à imposer, sur des bénéfices financiers, les entreprises qui étaient en perte économique.

C'est seulement dans les dernières années avant la guerre que fut compris le danger de l'anémie pernicieuse dont souffrait l'industrie française, suivant l'expression de M. CAQUOT dans son discours de prise de possession du fauteuil de la Présidence de la Société des Ingénieurs civils de France.

Pour reprendre l'expression fort juste de CONSTANT, *« l'industrie a fait, avec son capital, une série de cadeaux, les uns à l'Etat, d'autres à ses clients, d'autres enfin à ses actionnaires, en dilapidant consciencieusement les biens dont l'investissement avait fait sa force productrice »* (1).

Un exemple le montrera clairement. Voici, en effet, les constatations du rapport du Conseil d'Administration des TRÉFILIERIES ET LAMINOIRS DU HAVRE, relatif à l'exercice 1937-1938 :

Augmentation apparente des bénéfices par rapport à l'exercice précédent.....	5 %
Régression réelle, compte tenu de la dépréciation de la monnaie.....	35 %
Régression du tonnage transformé.....	20 %

« La rémunération du capital, même limitée à 4 % des sommes à investir pour reconstitution de votre Société, demanderait 32 millions de francs. Au total, le bénéfice annuel que devrait enregistrer votre Société pour ne pas consommer sa substance, dépasse 50 millions. Elle en réalise actuellement un peu plus de 30. »

Comme le disait justement CONSTANT :

« ... l'état véritable n'est pas accusé par des comptabilités qu'une fidélité légale à une unité de mesure élastique a rendues systématiquement menteuses » (2).

109. — Exposé de Lecerclé sur l'amortissement basé sur la valeur de renouvellement. — Il est à peine besoin de signaler que les partisans de l'amortissement-remplacement insistent eux aussi sur la duperie des bilans financiers. C'est ainsi que LECERCLÉ écrivait :

« En période normale, lorsque les prix sont stables, on doit rationnellement prévoir que la valeur de remplacement sera sensiblement la même que la valeur primitive d'acquisition de l'élément à amortir, de sorte qu'il suffit de calculer l'amortissement sur le prix de revient originaire. Par ce procédé de l'amortissement normal, le chef d'entreprise se crée donc une masse de monnaie suffisante pour pourvoir au remplacement, encore que son montant reste dans la limite du prix de revient exprimé en francs de l'année d'achat de l'élément. L'amortissement remplit ici intégralement sa fonction financière (réduction

(1) CONSTANT, loc. cit. p. 48.

(2) CONSTANT, loc. cit. p. 50.

du bénéfice comptable) et technique (maintien des forces productives de l'entreprise).

« Il est clair, par contre, que le procédé de l'amortissement, réduit à cette formule comptable enserrée dans la notion de prix de revient, devient tout à fait insuffisant dans une période de dépréciation de la monnaie. L'entreprise qui n'a mis de côté que 10 000 f pour remplacer une machine dont le prix a triplé est, aujourd'hui, positivement en perte de 20 000 f puisqu'il lui faudra, le moment venu, prendre cette somme sur ses autres disponibilités pour remettre son matériel simplement en état, sans aucune amélioration.

« Poussons plus loin l'analyse. L'amortissement sans correctif serait une formule suffisante dans le cas où l'on raisonnerait comme si le matériel n'avait pas à être renouvelé. En effet, en vertu de cette fiction, qu'un franc est un franc, qu'il soit de Germinal ou de 1941, l'industriel qui a acheté un matériel pour 10 000 f de Germinal ne s'est financièrement appauvri que de 10 000 f lorsque ce matériel est mis au rebut, et l'amortissement a rigoureusement constaté cette perte.

« Mais cette hypothèse de non-renouvellement est une hypothèse anormale. Une entreprise commerciale est normalement faite pour durer; elle est nécessairement amenée, par conséquent, à renouveler ses matériels. Sans doute, arrivera-t-il un moment où elle devra se liquider, ce qui fera disparaître la nécessité du renouvellement, et il convient également d'admettre qu'à ce moment (qui peut d'ailleurs se placer à échéance très lointaine), l'amortissement aura théoriquement permis, à lui seul, de récupérer la totalité des dépenses de matériel, qu'il s'agisse des investissements originaux ou des frais de renouvellements successifs.

« Voici un industriel qui a acheté, en 1932, pour 100 000 f un matériel d'une durée normale d'utilisation de dix ans; il le renouvelle en 1942 pour 220 000 f et liquide son entreprise en 1952, mettant alors ce matériel au rebut. Pendant la période 1932-1942, il aura fait un amortissement de 100 000 f; pendant la période 1942-1952, l'amortissement, calculé sur le prix de renouvellement, aura été de 220 000 f. Lorsque, en 1952, il liquidera son affaire, il se sera, du chef de la disparition de son outil de travail, appauvri de 320 000 f par rapport à 1932, et l'amortissement aura bien, à ce moment, exactement contrebalancé cette perte.

« Mais si au lieu d'envisager la situation en fin d'entreprise, on se place, comme il convient, à l'époque actuelle, c'est-à-dire en période de fonctionnement, on voit bien que l'amortissement ne suffit plus, à lui seul, pour exprimer la perte actuelle de l'exploitant. L'entreprise est, aujourd'hui, techniquement grevée d'une charge de renouvellement qui nécessitera un nombre de francs considérablement supérieur à celui que pourra donner l'amortissement limité au prix de revient. Rien que pour maintenir sa capacité de production, l'entreprise devra débours, en 1942, 220 000 f, alors que l'amortissement ne lui aura permis de mettre de côté qu'une somme de 100 000 f. L'amortissement ne donne dès lors au chef d'entreprise qu'une fausse sécurité, il le fait plus riche qu'il n'est en réalité; c'est un indice trompeur, qui omet

de tenir compte de la charge supplémentaire en monnaie qu'entraînera le renouvellement, du fait de la dégradation du franc.

« On est ainsi conduit, en cours d'entreprise, à apporter au bilan comptable un correctif qui en fera un bilan économique. Ce correctif réside en une formule qui permette d'introduire dans les charges actuelles de l'entreprise une part convenable de la valeur réelle de remplacement, part qui n'est qu'incomplètement exprimée par l'annuité d'amortissement établie sur le prix de revient. Etant admise la nécessité du renouvellement, cette charge supplémentaire n'est pas une charge éventuelle, c'est une charge réelle actuelle.

« Nous écrivions dans ce sens, en 1925, que « le seul système, « propre à donner satisfaction à la fois à l'équité et aux nécessités de la « pratique serait d'autoriser l'amortissement sur la base de la valeur « de remplacement ». Mais la doctrine de l'Administration et surtout la jurisprudence du Conseil d'Etat étaient, à cette époque, résolument hostiles à cette manière de voir et ce n'est qu'à la suite de la loi monétaire du 25 juin 1928, qui fixait la valeur du nouveau franc par un poids d'or fin près de cinq fois inférieur à celui du franc de Germinal, que, par une Circulaire du 25 janvier 1930, la Direction Générale des Contributions Directes permit une réévaluation des bilans. Cette circulaire, d'ordre purement fiscal, énonçait que puisque, désormais, les amortissements étaient exprimés en francs stabilisés, il y avait lieu de convertir également en francs stabilisés les prix de revient des éléments d'actif; cette conversion se faisait en multipliant le prix de revient initial par le coefficient exprimant la valeur que l'ancien franc, compte tenu du change par rapport au dollar, à l'époque du paiement, avait, à cette époque, en francs stabilisés. Les amortissements antérieurement pratiqués étaient, de même, convertis en francs stabilisés et déduits des prix de revient réévalués; la différence donnait la valeur restant à amortir et la nouvelle annuité d'amortissement était calculée sur cette valeur, compte tenu de la durée d'utilisation des éléments à amortir.

« Ce premier essai sur le plan fiscal, de bilan économique, se heurta à l'opposition du Conseil d'Etat qui, notamment par un arrêt du 14 novembre 1938, dénia toute valeur réglementaire à la Circulaire du 25 janvier 1930 » (1).

110. — **Critique de l'amortissement réévalué.** — Il y a lieu d'insister sur les conséquences de la réévaluation de la Circulaire du 25 janvier 1930. Considérons un bien acquis à une époque où le franc valait K_1 fois le franc réévalué et mesuré, à cette même époque, par la somme A_1 en francs non réévalués. En supposant ce bien perdant régulièrement sa valeur en n ans, au bout de p années, il aurait subi un amortissement qui, évalué dans la monnaie d'origine, se monterait à $\frac{p}{n} A_1$.

En réalité, il a subi des amortissements au bout de chacune

(1) LECERCLÉ, loc. cit. p. 83 et suiv.

des années au cours desquelles le franc valait $K_1, K_2, \dots, K_p$ fois le franc réévalué. Ces amortissements seront donc, après réévaluation, mesurés par les sommes :

$$\frac{K_1}{n} A_1, \frac{K_2}{n} A_1, \dots, \frac{K_p}{n} A_1.$$

Leur somme totale sera donc, en francs réévalués :

$$(1) \quad \frac{K_1}{n} A_1 + \frac{K_2}{n} A_1 + \dots + \frac{K_p}{n} A_1$$

ou encore en mettant $\frac{A_1}{n}$ en facteur :

$$(1) \quad \frac{A_1}{n} (K_1 + \dots + K_p).$$

Si on avait réévalué directement, on aurait fait le raisonnement suivant :

Le bien neuf aurait valu en unités réévaluées :

$$K_1 A_1;$$

il a perdu les $\frac{p}{n}$ ièmes de sa valeur, il faut donc lui faire subir, en prenant les mêmes unités, un amortissement de :

$$(2) \quad \frac{A_1}{n} p K_1$$

qui sera différent de l'amortissement représenté par la formule (1).

La première formule donne l'amortissement calculé d'après les prescriptions de la circulaire du 25 janvier 1930 ; la deuxième, l'amortissement évalué d'après la réalité.

Ces deux évaluations de l'amortissement ne coïncideront que si

$$(3) \quad K_1 + K_2 + \dots + K_p = p K_1$$

ou

$$(3) \quad K_1 = \frac{K_1 + K_2 + \dots + K_p}{p},$$

c'est-à-dire si le premier coefficient K_1 est égal à la moyenne des coefficients $K_1, K_2, \dots, K_p$ pendant la période considérée.

A ce point de vue donc, il faut condamner la méthode du fisc, tout en reconnaissant qu'elle constituait un pas vers la sincérité des bilans et qu'elle facilitait le renouvellement du matériel en ne faisant pas supporter l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux à des entreprises qui, bien qu'ayant réalisé un bénéfice financier, étaient en perte économique.

Mais c'est là une toute autre question qui pouvait être résolue facilement par des réserves appropriées que le législateur a été amené à créer par la suite sous la dénomination, d'ailleurs peu heureuse, de « Provisions pour Renouvellement » ainsi que nous le verrons plus loin.

111. — Conclusion générale sur le caractère de l'amortissement. — Il est à peine besoin, pour terminer ces développements, d'insister sur le caractère des postes d'amortissement.

Ce sont essentiellement des postes de diminution d'actif.

Ils ont pour objet de régulariser les valeurs portées au bilan.

Peu importe la façon conventionnelle dont on les inscrit, ce caractère essentiel reste.

Il faut donc, à regret, se séparer de THALLER qui écrivait : « *Nous rangeons l'amortissement parmi les fonds de réserve* » (1).

Il y a amortissement dès qu'il y a diminution de l'actif, peu importe qu'il y ait ou non bénéfice, c'est là un point qui n'est plus controversé (2), alors que la réserve naît du bénéfice.

IV. — ÉVALUATION DE L'AMORTISSEMENT

111 bis. — Limites de l'étude. — Les limites tracées à ce travail excluent tout développement relatif à la mesure des amortissements.

112. — Évaluation directe. — Pour nous, l'amortissement n'est qu'une différence entre deux évaluations successives d'un élément d'actif. Toute la difficulté est mise en évidence : c'est celle de l'évaluation. C'est ce que PROSPERT a justement exprimé en écrivant :

« *L'amortissement ne doit constituer qu'une perte actuellement et réellement subie, la façon la plus juste de reconnaître cette perte serait, en théorie, de procéder par évaluation directe.* »

« *Chaque année, on estimerait par rapport aux prix pour lesquels ils figurent au dernier bilan, la dépréciation subie par les divers éléments de l'actif immobilisé. Juridiquement, c'est la seule solution exacte puisque tous les éléments d'actif doivent être estimés d'après leur valeur de l'inventaire* » (3).

Qu'il nous soit permis d'ajouter qu'il serait bon que cette méthode ne restât pas du domaine de la théorie. Réalisée pratiquement, elle obligerait le technicien à revoir une fois l'an son matériel, son outillage. L'obligation de faire inventaire pour chiffrer, au point de vue de leur valeur d'inventaire, les différents éléments d'actif l'amènerait à les examiner aussi au point de vue technique, et de cette revue minutieuse résulterait souvent des remplacements opportuns de matériels quelque peu démodés dont le trantran journalier marque les inconvénients.

On éviterait ainsi ce qu'il m'a été donné de connaître il y a

(1) THALLER, loc. cit. *Annales de Droit commercial* 1895, p. 242.

(2) Cf. notamment DOYEN, loc. cit. p. 5.; CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 107 bis; NEYMARCK, « Les bilans dans les Sociétés anonymes », *Revue des Sociétés*, p. 145.

(3) PROSPERT, *Les amortissements industriels en Droit commercial et en Droit fiscal*, p. 175.

une dizaine d'années : une des plus anciennes, des plus puissantes et des plus honorables sociétés françaises qui omettait, dans ses usines, de faire l'inventaire annuel et se fiait aux résultats tirés des livres de comptabilité.

113. — **Évaluation forfaitaire.** — Malheureusement, à l'heure actuelle, la méthode généralement employée en France consiste à partir du prix d'acquisition et de le diminuer suivant une certaine loi, ce qui a fait dire à Magnin que l'amortissement consiste

« dans l'inscription au bilan de leur prix de revient avec répartition de ce prix sur un certain nombre d'exercices, jusqu'à son extinction totale » (1).

Remarquons, en passant, que c'est là faire bon marché de leur valeur résiduelle qui a, cependant, souvent une grande importance (2)

Signalons que la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a adopté le principe de l'amortissement constant et à coefficient fixé d'avance poussé jusqu'à la suppression de la valeur résiduelle et à la non-obligation d'individualiser les amortissements.

Nous avons suffisamment insisté sur le fait que, pour nous, l'amortissement étant une dépréciation réalisée (et sa constatation), ce caractère est exclusif de sa fixation préalable.

De même, la réduction à 1 f de la valeur résiduelle est contraire au principe de la sincérité des évaluations.

Il est incontestable que la méthode de la Commission offre l'avantage de la simplicité en substituant à l'intervention du technicien d'entreprise celle des Comités d'Organisation qui seraient seuls juges des taux d'amortissement.

Nous persistons à penser que c'est dans la voie opposée, celle de la recherche de la sincérité du bilan, qu'il serait utile que l'industrie française s'engageât.

Quoi qu'il en soit, en pratique courante, comme l'écrivait THALLER :

« Au lieu de rechercher en fait de quelle valeur dans l'exercice écoulé chacune de ces propriétés se trouve amoindrie, à raison de la fatigue des machines, de la vétusté, etc., on accepte un forfait (3) comme ligne de conduite de l'estimation » (4).

On arrive donc aux notions d'amortissement croissant, décroissant ou constant, ce dernier étant le plus généralement adopté.

(1) MAGNIN, loc. cit. p. 431.

(2) Cf. DE GOBBIS, loc. cit. § 141 et les auteurs cités.

(3) Mentionnons pour mémoire une théorie de DE GREGORIO, et esquissée par MAGNIN dans l'article précité, de l'amortissement considéré comme « dépense qui profite à plusieurs années industrielles et dont la charge doit, en conséquence, être répartie sur chacune d'elles ». Comme l'a justement fait remarquer PROSPER (loc. cit. p. 47). « c'est le procédé forfaitaire d'amortissement élevé au rang d'une théorie sans qu'on en donne une bonne raison ». M. AMIAUD avait déjà fait justice de cette théorie de l'amortissement forfaitaire par laquelle « le principe primordial de l'exactitude du bilan sera atteint. »

(4) THALLER, « Amortissement et Fonds de réserve », *Annales de Droit commercial*, 1895, p. 243.

Même si l'on se contente de réduire à une droite les courbes de la diminution de valeur, encore faut-il bien choisir la pente de la droite, c'est-à-dire le pourcentage adopté. C'est là une question qui non seulement « est du ressort de la technique autant sinon plus que de la comptabilité » comme le notait DAUBRESSE (1), mais même exclusivement de la première.

Ainsi s'exprimait CONSTANT, s'adressant à des industriels :

« C'est dire qu'en dépit du monopole qu'en la matière ils se sont arrogé, vos comptables n'ont pas voix au chapitre » (2).

Toute considération financière et fiscale devrait être étrangère à l'évaluation des actifs et partant à l'estimation de leurs amortissements : seul le principe de sincérité devrait guider leur choix.

C'est ainsi qu'à une période de stabilité des prix, le groupe de Breslau des ingénieurs allemands avait étudié les taux d'amortissement d'après le genre des machines et le travail effectué (3).

Malheureusement, la perturbation apportée aux valeurs lorsque la monnaie est instable rend souvent négligeable la précision apportée à l'étude de l'amortissement par des recherches techniques approfondies.

Il ne faut pas non plus admettre deux pratiques cependant fort courantes :

— Celle de l'amortissement global, incompatible avec l'examen détaillé de la valeur résiduelle,

— Celle de l'amortissement exagéré.

114. — **L'amortissement exagéré.** — Ce dernier qui fait figurer au bilan des postes d'une valeur considérable pour des sommes très inférieures à la réalité, quelquefois même pour un franc, « permet la constitution de réserves occultes, inconnues du public et des actionnaires (4) ».

Montrons par un exemple concret que l'amortissement exagéré, c'est-à-dire la diminution de l'évaluation de l'actif en dessous de la réalité, amène au résultat de confondre sous le vocable « amortissement » deux choses essentiellement différentes :

l'amortissement proprement dit,

la réserve occulte (5).

Prenons l'exemple d'un immeuble ayant coûté 1 000 000 f dont la valeur au moment de l'inventaire serait, compte tenu de toutes dépréciations, de 500 000 f et compté pour 100 000 f. Supposons, pour simplifier, qu'il s'agisse d'une entreprise immobilière dont le capital initial ait été précisément du coût de l'immeuble et qui se soit maintenue en équilibre financier apparent, le bilan présenté sera de :

(1) DAUBRESSE, loc. cit. p. 20.

(2) CONSTANT, loc. cit. p. 44.

(3) Cf. ce tableau dans DAUBRESSE, loc. cit. p. 22 et 23.

(4) HAMEL, loc. cit. *Annales de Droit commercial* 1931, p. 284.

(5) Cf. AMIAUD, *Traité théorique et pratique des Comptes de réserves dans les Sociétés par Actions*, p. 31 et les auteurs cités par lui et PROSPER, loc. cit. p. 116 et suiv.

ACTIF		SITUATION NETTE	
Immeuble.....	1 000 000	Capital.....	1 000 000
Amortissement.	<u>900 000</u>		
	100 000		
Caisse.....	<u>900 000</u>		
	<u>1 000 000</u>		<u>1 000 000</u>

En donnant à l'immeuble sa vraie valeur, le bilan serait le suivant :

ACTIF		SITUATION NETTE	
Immeuble.....	1 000 000	Capital.....	1 000 000
Amortissement.	<u>500 000</u>	Réserve....	400 000
	500 000		
Caisse.....	<u>900 000</u>		
	<u>1 400 000</u>		<u>1 400 000</u>

La réserve occulte du premier bilan apparaîtra explicitée au second.

Si l'on veut employer le langage propre au bilan, nous pouvons dire que dans le premier bilan le poste « amortissement » correspond, d'une part, à un véritable poste d'amortissement, c'est-à-dire un poste de diminution d'actif jusqu'à concurrence de 500 000 f et, d'autre part, à une réserve occulte, c'est-à-dire à un poste de situation nette à concurrence de 400 000 f.

Un tel mélange est en opposition complète avec le principe de sincérité du bilan.

HOLBACH a rappelé les débats à la Chambre belge, au cours desquels M. BARA traitait de puérilité le fait pour la SOCIÉTÉ DE LA VIEILLE MONTAGNE d'évaluer ses immeubles pour 1 f et a fort bien montré les inconvénients sérieux qui résultent de tels procédés.

« Précisément parce que l'on sait que le chiffre est sans rapport avec la vérité, minuscule pour une valeur énorme, l'imagination se donne libre carrière pour supputer ce chiffre et le bilan, qui devrait être une occasion de préciser l'opinion par des faits certains, invite, au contraire, à l'exaltation des conjectures... En indiquant comme étant sans importance dans l'actif, comme à peine digne de mémoire, ce qui vaut à toute évidence, ce qui, peut-être, est seul à valoir, on gonfle pour l'imagination le contenu des autres chiffres de l'actif » (1).

Cependant, de telles pratiques ont été trop souvent approuvées par les tribunaux (2).

C'est cependant ce qu'avait fait ressortir très justement le

(1) HOLBACH, loc. cit. p. 120.

(2) Cf. notamment COMMERCE SEINE, 11 décembre 1933 précité, *Journal des Sociétés* 1935, p. 91, où l'on peut lire : « que le poste de l'actif fonds de commerce et matériel évalué pour mémoire à 1 f ne saurait faire l'objet de contestation de la part des demandeurs ».

jugement du TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE du 20 décembre 1894 que nous avons cité plus haut et où l'on peut lire que :

« ...l'amortissement, étant destiné à représenter, lors de la dissolution de la société, l'objet périssable auquel il s'applique, est, de sa nature même, spécial; qu'il doit, dès lors, viser une partie déterminée de l'actif, dont on puisse estimer la dépréciation progressive, et non pas former une sorte de fonds de réserve ou de prévoyance... il paraît excessif de ne faire figurer dans le bilan de la Société du Laurium les immeubles, le matériel et l'outillage que pour une valeur purement nominale de quatre francs » (1).

Plus récemment, la COUR DE NANCY a admis le principe de l'indemnisation de propriétaires de parts lésés par des amortissements non justifiés en nommant des experts chargés de

« dire à concurrence de quelle somme les amortissements pratiqués présentent le caractère d'une opération d'inventaire, c'est-à-dire la compensation de la dépréciation réelle et actuelle de l'actif par rapport à l'estimation figurant au bilan de l'année précédente... » (2).

En bref, comme écrivait ALBERT WAHL :

« ... si l'amortissement ne doit pas être inférieur à la dépréciation, il ne doit pas, non plus, lui être supérieur » (3).

Nous souscrivons entièrement à ces formules qui sont l'application directe du principe de sincérité qui, seul, résout correctement tous les problèmes que pose l'amortissement.

V. — REPRÉSENTATION DE L'AMORTISSEMENT

115. — L'amortissement consistant dans la constatation de la réduction de valeur d'un élément d'actif, on peut tenir compte de cette réduction en portant directement au bilan sa valeur réduite.

De ce fait, l'élément est compté à sa valeur actuelle ; par contre, il n'est pas possible au lecteur du bilan de connaître l'amortissement effectué ou, autrement dit, de connaître le prix d'achat ou de revient primitif.

C'est pourquoi ce procédé n'a pas la faveur de la doctrine (4).

Il est cependant quelquefois employé dans la pratique. C'est ainsi qu'au bilan au 31 juillet 1941 de la SOCIÉTÉ SUCRIÈRE DE PITHIVIERS-LE-VIEIL, le chapitre « Valeurs Immobilisées » est porté pour 10 407 761,52. Nulle trace d'amortissement. Il en a été effectué cependant pour 1 424 616,99, ainsi qu'il appert du rapport du Commissaire.

De même, le bilan SAINT-GOBAIN, au 31 décembre 1939, com-

(1) SIREY 189.8.289 ; DALLOZ 1899.2.361.

(2) Nancy 27 avril 1939, *Journal des Sociétés* 1942, p. 232.

(3) Note au SIREY 1912.2.65.

(4) Cf. VERLEY, loc. cit. p. 131 ; HOLBACH, loc. cit. p. 109. ; QUESNOT, loc. cit. p. 323 ; BATARDON, loc. cit. p. 158 ; DUMARCHEY, *La Comptabilité Moderne*, p. 102.

porte un poste « Établissements Commerciaux et Industriels » de 243 187 023 f. Le rapport du Conseil indique qu'il a été porté en déduction de ce poste « *outré les amortissements ordinaires, calculés suivant la règle traditionnelle de la Compagnie, des amortissements exceptionnels...* »

Lorsque l'amortissement est explicité, il est présenté quelquefois globalement pour un chapitre ou même pour plusieurs chapitres. Cet amortissement figure soit en diminution de chapitres portés à l'actif, soit en majoration conventionnelle du passif.

Exemple : Au bilan de la SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE, au 31 décembre 1939, figure un seul poste d'amortissement au Passif sous le vocable :

« Fonds d'amortissement : 828 000 000 ».

Même remarque pour le bilan NORD-LUMIÈRE au 31 décembre 1939. Au bilan ALS-THOM, au 31 décembre 1939, le poste « Amortissements » s'applique globalement et aux Bâtiments et aux Installations dont la valeur est donnée séparément. Cet amortissement global est donné en diminution d'actif sous la forme suivante :

Immobilisations :

Bâtiments.....	39 428 167,28
Outillage fixe et installations.....	122 244 559,85
	161 672 727,13
Amortissements.....	— 106 776 716,55
	54 896 010,58
Terrains.....	+ 2 000 000 »
	56 896 010,50

Dans d'autres sociétés — et c'est cette façon de faire qui renseigne le mieux le lecteur — les amortissements sont portés poste par poste soit en diminution d'actif, soit en augmentation de passif.

Exemples :

COMPAGNIE FRANÇAISE DES TRAMWAYS ET D'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE DE SHANGHAÏ, bilan au 31 décembre 1939 :

Apports.....	250 000 »
Amortissements.....	250 000. »

— Mémoire

Frais de 1^{er} établissement :

Électricité production.....	78 066 063,49
Amortissements (1939 inclus).	53 201 120,13
	24 864 945,36
Électricité distribution.....	48 853 052,16
Amortissements (1939 inclus).	28 026 388,27
	20 826 663,89

SOCIÉTÉ DES CHARBONNAGES DE DONG-TRIEU, bilan au 31 décembre 1937 :

ACTIF

Immobilisations :

Mines :

Concessions et droits miniers..	5 711 648,13
Travaux de recherches et de préparation.....	3 213 224,91
Terrains.....	154 002,67
Constructions minières.....	45 017 756,31
Matériel minier.....	12 817 259,59

66 913 891,61

PASSIF

Amortissements :

Mines :

Concessions et droits miniers..	1 478 996,52
Travaux de recherches et de préparation.....	1 562 164 65
Constructions minières.....	450 422,84
Matériel minier.....	2 691 624,50

6 183 208,81

Enfin, on trouve plus rarement l'indication explicite des amortissements antérieurs et des amortissements de l'exercice.

Citons, à titre d'exemple, le bilan au 31 décembre 1931 présenté par les PRODUITS DU LION NOIR :

Le poste « Terrains », par exemple, se présentait de la façon suivante :

Terrains à fin décembre 1930..	2 154 730,23
Augmentation en 1931.....	80 000 »

2 234 730,23

Amortissements antérieurs. . .	2 154 729,23
Amortissements au 31 décembre 1931.....	80 000 »

2 234 729,23

C'est là un type parfait de la clarté que l'on ne saurait que louer, tout en faisant, une fois de plus, toutes réserves sur la politique d'amortissement consistant à réduire tous les postes à 1 f quelle que soit leur valeur, politique en opposition directe avec le principe de sincérité du bilan.

CHAPITRE IX

LES PROVISIONS RÉGULATRICES

- I. — Provisions régulatrices d'actif.
- II. — Provisions mixtes.
- III. — Provisions régulatrices de passif.

116. — **Plan du chapitre.** — Après les amortissements, ce sont les provisions qui constituent les comptes de régularisation d'actif et de passif les plus importants (1).

Les provisions que nous allons examiner au titre de la régularisation de l'actif et du passif sont de trois classes bien distinctes, suivant qu'elles sont régulatrices de l'actif seul, qu'elles sont mixtes, c'est-à-dire pouvant régulariser suivant les cas soit l'actif soit le passif, ou qu'elles sont régulatrices du passif seul.

I. — PROVISIONS RÉGULATRICES D'ACTIF

117. — **Généralités.** — Elles s'apparentent étroitement aux amortissements. A notre sens, en effet, sont provisions régulatrices celles qui interviennent pour diminuer la valeur estimative précédente d'un élément d'actif.

L'usage veut que l'on réserve le terme « amortissement », à l'exception de cas très particuliers, aux immobilisations, au matériel, au mobilier et à l'outillage, alors que l'on emploie le terme « provision » pour régulariser les créances — matérialisées ou non par des effets — et pour les valeurs mobilières.

Vigier estime qu'« *il y a lieu de distinguer les provisions régulatrices qui permettent de faire figurer les marchandises au bilan pour*

(1) Nous laissons de côté les comptes de provisions pour renouvellement qui seront étudiés à propos de la Situation nette et qui figureront parmi les Réserves.

la valeur correspondante aux règles d'évaluation adoptées de celles qui, réalisant des « décotes supplémentaires » par rapport aux évaluations minimum, permettent de tenir compte des dépréciations non encore réalisées, quoique probables » (1).

Il n'y a pas de raison, à notre sens, pour effectuer de telles décotes et, d'une façon générale, l'évaluation doit se faire uniquement à la valeur actuelle, celle-ci tenant obligatoirement compte des éventualités probables. C'est ainsi qu'un cours de Bourse tient compte, à la fois, du présent et du futur probable.

Si l'éventualité est peu probable, il s'agit là, avant tout, d'une réserve.

Nous ne répéterons pas, à propos des provisions, les critiques faites aux théories relatives à l'amortissement. Ces critiques peuvent s'appliquer, tout au moins partiellement, à la définition de CORDONNIER :

« Les provisions ou comptes d'ordre sont des produits de l'exploitation que retient la société en vue de faire face à des charges ou dépréciations soit actuelles, soit prochaines, ayant un caractère d'extrême probabilité ou de quasi-certitude, mais dont le montant exact n'est pas encore déterminé » (2),

ainsi qu'à celle de la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, savoir :

« Les provisions pour dépréciation sont celles qui sont destinées à compenser des moins-values qu'il est raisonnable d'envisager sur des éléments de l'actif. »

Notons que, lorsqu'il s'agit de dépréciations ayant un tel caractère, rien ne les distingue des amortissements : dans un cas comme dans l'autre, il n'y a pas de certitude. Il n'y a, en effet, de certitude, en matière d'évaluation, que lorsque l'aliénation est réalisée : à ce moment-là, la valeur est certaine; à toute autre époque elle n'est qu'estimée, c'est-à-dire probable.

Nous allons examiner successivement les principales provisions régulatrices d'actif.

118. — Provisions pour créances douteuses. — Il s'agit de créances dont le recouvrement est incertain et dont il y a lieu d'estimer la valeur de recouvrement probable.

Ainsi que le fait remarquer M. AMIAUD, *« on trouve souvent plus simple, dans la pratique, de porter toutes les créances à leur valeur nominale, et, suivant la méthode que nous connaissons, de contrebalancer les pertes dont l'éventualité est à redouter lors des recouvrements, par l'inscription de l'autre côté du bilan d'un compte spécial dont le montant sera déterminé, soit d'après des estimations individuelles, soit plutôt d'après des calculs de probabilité basés sur la proportion des pertes des années précédentes »* (3).

(1) VIGIER, loc. cit. p. 23.

(2) CORDONNIER, loc. cit. J. S. 1928 p. 72.

(3) AMIAUD, loc. cit. p. 32.

Notons, en passant, qu'il serait plus clair d'inscrire ce montant immédiatement au-dessous du poste principal, ainsi qu'on le fait souvent pour les amortissements.

On voit que rien ne distingue un tel poste d'un poste d'amortissement.

C'est d'ailleurs cette dénomination qu'emploient certains auteurs (1).

De toutes façons, que l'on explicite ou non le poste, et qu'on le baptise « provision » ou « amortissement », ou, au contraire, que l'on tienne compte directement de l'évaluation réduite, il est indispensable, en vertu du principe de véracité du bilan, de tenir compte de la réduction du chiffre normal des créances.

La violation de ce principe exposerait ses auteurs aux différentes peines et responsabilités prévues par la loi (2).

C'est ainsi que le TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE a jugé que « toute créance douteuse ou litigieuse ne devant entrer en compte dans l'évaluation de l'actif qui commande le bénéfice distribuable, que dans la mesure de ses perspectives de récupération, doit donner lieu à inscription au passif d'une provision correspondante » (3).

Est-il besoin d'ajouter que la provision pour créances douteuses est indépendante de la forme de la créance et qu'elle s'applique aussi bien à celles représentées par des effets qu'à celles qui ne sont pas matérialisées par des titres.

VIGIER a signalé un cas qui se présente quelquefois en pratique :

« Si, à la suite d'un jugement rendu en sa faveur par une Cour d'appel, une entreprise a bénéficié de dommages et intérêts, mais si la partie qui a succombé se pourvoit en Cassation, elle est fondée à constituer une provision correspondant aux indemnités perçues pour faire un reversement qui pourrait, ultérieurement, lui être imposé » (4).

On peut estimer, en effet, que le procès étant encore en cours, l'actif correspondant n'est qu'à titre précaire dans l'entreprise et qu'il s'agit bien là d'une véritable régularisation d'actif.

Au contraire, ainsi que nous l'avons signalé à propos des amortissements, le poste de régularisation d'actif peut être, en même temps, pour partie, un poste de « réserve » destiné à faire face à des éventualités et non à une situation actuelle.

Comme l'a dit très justement M. AMIAUD,

« ...l'existence de ces comptes mixtes implique évidemment une négation des règles de la clarté du bilan qui doit, à elle seule, en faire condamner l'usage » (5).

(1) Dans ce sens, BATARDON, loc. cit. p. 128 ; CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 205 ; LA COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a adopté la dénomination « Provisions pour créances douteuses ».

(2) Cf. notamment Cass. 29 mai 1902, *Revue des Sociétés* 1902, p. 469, pour le délit de banqueroute simple.

(3) TRIB. CORR. SEINE, 3 mars 1939, *Revue trimestrielle du Droit des Sociétés* 1939, p. 186.

(4) VIGIER, loc. cit. p. 29.

(5) AMIAUD, loc. cit. p. 31.

Il n'empêche que les plus importantes sociétés se laissent aller à de tels errements. Ne trouve-t-on pas, au bilan au 31 décembre 1940, du CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, un poste :

« Provision pour le risque des prêts : 610 676 496,18 »
qui ne saurait s'appliquer que pour une partie, vraisemblablement bien faible, à la régularisation des postes d'actif correspondants.

On trouve assez souvent dans les bilans, explicités sous des dénominations diverses, des comptes de provisions relatifs à des débiteurs douteux.

Signalons à titre d'exemples :

« Provisions pour créances douteuses »,
au bilan au 31 décembre 1939 de la COMPAGNIE GÉNÉRALE DES COLONIES.

« Provisions pour recouvrement des débiteurs divers »,
au bilan au 31 juillet 1940 des MAGASINS « AU PRINTEMPS ».

« Provisions pour comptes débiteurs »,
au bilan au 31 décembre 1939 de DJEBELL-HALLOUF.

« Provisions pour créances litigieuses et dépréciation du Portefeuille »,

au bilan au 31 janvier 1941 des FORGES ET ATELIERS DE VENCE ET DE LA FOURNAISE.

119. — **Provisions pour escomptes et rabais à accorder.** — Voici comment BATARDON définit la genèse de ce compte qu'il ne fait pas figurer dans les Provisions :

« Les clients sont généralement débités du montant brut des factures, et les escomptes qui leur sont consentis ne sont déduits que sur les relevés de factures. Dans ce cas, les soldes des comptes non réglés n'expriment pas le montant réellement dû. »

*« Pour les ramener à leur valeur, on ouvre un compte d'ordre :
« Escomptes et rabais à accorder » (1). »*

Ce compte diminuera le poste d'actif. C'est un compte satellite qui figurera au passif ou en diminution d'actif.

Pratiquement, on le rencontre assez rarement dans les bilans, car, lors du passage de l'inventaire au bilan, on réduit directement la valeur de l'actif correspondant. Au point de vue de la clarté, mieux vaudrait en faire un poste auxiliaire placé immédiatement après le poste principal et en soustraction de celui-ci.

Les rédacteurs de bilans qui y explicitent de tels postes les dénomment souvent :

« Provision pour escomptes et rabais à accorder ».

Le terme provision insiste sur le caractère de probabilité de ces diminutions d'actif.

C'est à ce titre que VIGIER lui consacre une section dans l'étude fiscale qu'il fait des provisions (2).

(1) BATARDON., loc. cit. p. 123.

(2) VIGIER, loc. cit. p. 81.

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE prévoit, dans sa terminologie, les « escomptes de règlement », définis comme étant les bonifications accordées aux clients qui payent leurs achats avant le terme normal d'exigibilité, les « ristournes », réductions de prix calculés sur l'ensemble des opérations faites avec un même tiers pendant une période déterminée, et les « rabais », réductions accordées exceptionnellement sur le prix de vente pour tenir compte, par exemple, d'un défaut de qualité ou de conformité des objets vendus. Les « Ristournes, Rabais et Remises à accorder » font l'objet d'un compte. Les « Escomptes » font partie des « dépenses financières » et ne sont donc pas estimés d'avance.

120. — Provisions pour dépréciation du portefeuille. —

Une telle provision, si elle correspond à la régularisation actuelle de l'actif, peut provenir d'une baisse des cours des titres lors de l'inventaire par rapport au prix d'achat.

Le prix d'achat est maintenu et la dépréciation notée à l'aide d'un compte de provisions. Bien entendu, il doit s'agir d'une dépréciation réalisée et non d'une dépréciation envisagée pour le futur, faute de quoi il ne s'agirait plus de régularisation d'actif mais de réserve.

Dans ces conditions, la provision ne diffère de l'amortissement que pour ceux qui, négligeant les variations du pouvoir d'achat de la monnaie, considèrent que l'amortissement est définitif alors qu'il ne saurait en être de même de la moins-value (1).

Quoi qu'il en soit, le terme provision est celui le plus généralement employé, bien que certaines sociétés emploient celui d'amortissement, tels les TRÉFILERIES ET LAMIPOIRS DU HAVRE dans le bilan desquels on trouve, au 31 décembre 1940, le poste « Fonds d'amortissement des titres en portefeuille ».

Mais les provisions pour dépréciations du portefeuille sont souvent usitées dans l'hypothèse suivante : si les cours du portefeuille « titres » sont en hausse par rapport au prix d'achat, on ne considère pas la plus-value comme acquise et on la contre-balance par une provision égale au passif.

C'est ainsi qu'un portefeuille ayant coûté 100 000 f, valant à l'inventaire 150 000 f, sera représenté au bilan par un poste actif de 150 000 f et au passif (fictif) par un poste de provision de 50 000 f.

Il faut mentionner, en outre, l'emploi du terme « provision » pour parer à des décotes futures du portefeuille. Il s'agit alors de pertes « dont la réalisation apparaît lors de la clôture des écritures comme une simple éventualité. Le souci d'une gestion prudente amène alors les entreprises à mettre de côté une partie des bénéfices réalisés en dotant des comptes qui permettent de faire face, si besoin était, à des pertes possibles : ce sont des comptes de réserve » (2).

(1) Dans ce sens PROSPERT, loc. cit. p. 292. C'est également la façon de voir de la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE qui distingue les provisions pour dépréciation des titres de placement et celles pour dépréciation des titres de participation.

(2) DURAND et BOURREL, *Impôt sur les revenus. Questions litigieuses*, p. 169.

La coexistence de ces deux types de provisions ne permet pas de savoir à quelle situation correspond une provision donnée : baisse des cours par rapport au prix d'achat ou plus-value non réalisée.

Les dénominations ambiguës, employées par la plupart des entreprises, ne permettent pas de lever le doute.

C'est ainsi que le CRÉDIT FONCIER DE FRANCE (bilan au 31 décembre 1940) utilise l'expression « Provision pour fluctuation des valeurs diverses » ; les CHARBONNAGES DU TONKIN (bilan au 31 décembre 1939), celle de « Provision pour fluctuation des valeurs en portefeuille » ; la COMPAGNIE GÉNÉRALE DES COLONIES (bilan au 31 décembre 1939), celle de « Provision pour dépréciation du portefeuille » ; la SOCIÉTÉ MARRET, BONIN, LEBEL ET GUIEU (bilan au 31 décembre 1939), celle de « Provision pour fluctuation cours titres » ; les FORGES ET ATELIERS DE CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES DE JEUMONT (bilan au 31 décembre 1940), celle de « Provision pour régularisation des cours des titres en portefeuille ».

121. — Provisions pour dépréciation des marchandises et produits finis. — Tout ce que nous avons dit du portefeuille s'applique intégralement aux marchandises.

Toutefois, au prix d'achat sera substitué le prix de revient (avec ses incertitudes) lorsque la marchandise est fabriquée ou transformée par l'entreprise.

Rien ne distingue, dans les provisions pour dépréciation de marchandises, celles non encore livrées à l'entreprise de celles qui sont en magasin. Le critérium est le fait que l'entreprise soit propriétaire, quel que soit l'endroit où cet élément d'actif est entreposé (1).

Font partie des provisions pour dépréciation de marchandises celles correspondant aux pertes sur marchés à livrer.

Cependant, si la marchandise est en magasin, la perte est certaine et son montant connu puisque le prix de vente a été fixé, il n'y a donc plus provision mais diminution de l'estimation des éléments d'actif correspondants.

Au contraire, si la marchandise à livrer n'est pas encore achetée, il y a possibilité de perte, mais cette perte peut être diminuée ou même transformée en gain si les cours viennent à baisser à l'époque de l'achat.

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a assimilé ces dernières provisions aux provisions pour risques sous la désignation « Provision pour pertes sur liquidation des marchés à terme en cours », négligeant le caractère juridique de l'achat ferme bien qu'à terme.

Se rattachent également à la même rubrique des « Provisions pour dépréciation de marchandises », parce qu'ayant le même

(1) Contra : DURAND et BOURREL, loc. cit. p. 209, qui, avec le CONSEIL D'ÉTAT, prennent pour critérium la livraison, sous prétexte qu'une marchandise achetée et non livrée ne peut figurer à l'actif.

caractère, les « Provisions pour marchandises empruntées en nature », puisqu'il faudra généralement les racheter pour les rendre.

122. — Provisions pour dommages de guerre. — Les dommages subis par l'entreprise du fait de la guerre ont pour conséquence des moins-values sur des éléments d'actif : immeubles bombardés, machines détruites, mobiliers pillés, etc., moins-values ne pouvant pas être considérées comme définitives. Tout d'abord, dans certains cas, le montant de la moins-value n'est pas facile à évaluer, ensuite et surtout, on ne sait si l'entreprise en aura ou non la charge.

Dans ces conditions, la provision correspond à une diminution probable d'éléments actifs.

Mais il peut arriver qu'elle inclue une réserve. Tel sera le cas où, l'actif ayant été réduit en dessous de sa valeur par des amortissements exagérés, la provision dépassera la valeur au bilan de l'actif ayant subi des dommages. Il y aura alors une « réserve pour renouvellement » analogue à celles que nous étudierons plus loin à propos des réserves à bases fiscales.

Les bilans des dernières années présentent assez souvent des provisions pour dommages de guerre sous des dénominations variables.

Ex. : « Provision pour dommages de guerre », bilan au 31 décembre 1940, des ÉTABLISSEMENTS KUHLMANN.

« Provision pour réparations de dommages de guerre », bilan au 31 décembre 1940, des COMPAGNIES RÉUNIES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ.

« Provision pour pertes de guerre », bilan au 31 décembre 1940, des MANUFACTURES DE GLACES ET PRODUITS CHIMIQUES DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY.

« Provision pour risques généraux de guerre », bilan au 31 décembre 1939, de la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES CHARBONNAGES DU TONKIN.

« Provision pour perte résultant des hostilités », bilan au 31 décembre 1940, de la COMPAGNIE CENTRALE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

« Provision pour aléas divers de guerre », bilan au 31 décembre 1939, de la COMPAGNIE FERMIÈRE DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL DE VICHY.

II. — PROVISIONS MIXTES

123. — Provisions pour fluctuation des changes. — L'origine de telles provisions consiste dans l'obligation d'évaluer les différents éléments du bilan en monnaie nationale.

En particulier, si l'entreprise a des créances libellées en monnaies étrangères et si le cours de ces monnaies a baissé par rapport à l'époque où ces créances sont entrées dans son patrimoine, il y aura

lieu à constitution de provision dans les mêmes conditions que celles relatives à la dépréciation du portefeuille, rien ne distinguant à ce point de vue les valeurs mobilières des valeurs cambiales.

Il s'agit donc là de postes de régularisation d'actif.

Comme dans le cas des valeurs mobilières, toute augmentation de la provision au delà de ce chiffre constitue une réserve puisqu'on ne saurait parler, en la matière, de probabilité de baisse ou de hausse.

Des provisions de nom identique correspondent à la situation inverse de l'entreprise, débitrice en monnaie étrangère, s'il y a hausse du change étranger. L'entreprise aura à payer plus de francs qu'au moment où elle a été constituée débitrice. Le poste passif correspondant doit être corrigé, régularisé par un poste satellite, qui portera aussi le nom de « Provision pour fluctuation des changes », ou tout autre nom analogue tel que celui de « Provision pour perte de change » adopté par la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE.

Rien ne permet, à la lecture du bilan, de savoir si de telles provisions ont le caractère de postes satellites de postes actifs, de postes passifs ou des uns et des autres, ou même de réserves. Tel est le cas, par exemple, du bilan des CHARBONNAGES DU TONKIN, au 31 décembre 1939, où figure un poste « Provision pour fluctuation des changes ».

124. — Provisions pour contrats en cours. — Une telle provision peut intervenir pour corriger un poste d'actif : tel sera le cas si du matériel ou des marchandises sont en cours de fabrication pour des tiers à qui ils sont vendus à un prix forfaitaire. Une augmentation probable des dépenses à faire pour livrer ce matériel justifie l'ouverture d'un compte provisionnel.

Des dépenses supplémentaires à prévoir pour du matériel commandé par l'entreprise justifieraient également l'ouverture d'un tel compte qui, dans ce cas, pourra ne pas avoir comme contrepartie une augmentation de l'actif correspondant ; tel sera le cas de frais pour l'installation ou le transport du matériel déjà entré dans le patrimoine de l'entreprise.

A noter que la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE estime, à tort selon nous, que ces frais doivent être compris dans la valeur d'origine des immobilisations à inscrire au bilan.

Si des marchandises ont été commandées par l'entreprise et sont encore à livrer par des tiers, et si les cours ont baissé, on peut prévoir une provision correspondant à la perte évaluée. On trouve, par exemple, un poste « Provision pour risques divers, contrats en cours » au bilan de la SOCIÉTÉ SAINT-RAPHAEL, au 31 mars 1940.

125. — Provisions pour garantie de travaux ou de matériel. — Lorsqu'une garantie a été accordée par l'entreprise pour des travaux ou des livraisons de matériel effectués par elle, s'il apparaît comme probable ou certain que la garantie aura à jouer, il y a lieu à constitution d'une provision.

Dans un cas, la dette sera probable et d'un montant non déter-

miné. Dans l'autre, elle sera certaine mais d'un montant également indéterminé. Ce sera le cas, notamment, pour un matériel de série, ainsi que nous l'avons montré en étudiant le Passif proprement dit. La loi des grands nombres permettra de connaître, avec une relative précision, le nombre approximatif de pièces à remplacer gratuitement. Il n'en restera pas moins une certaine incertitude sur le chiffre exact de pièces à fournir et sur leur coût lors de leur livraison.

C'est pourquoi il semble préférable de faire figurer ce poste au titre « Provisions ».

Il n'en serait pas de même dans le cas où une grande incertitude règnerait sur la possibilité de dépenses à faire sans contrepartie. Alors le poste devra figurer parmi les « Réserves ».

Remarquons que la provision est régulatrice de l'actif si la créance sur le client n'est pas réglée et régulatrice du passif dans le cas contraire.

126. — Provisions pour risques et éventualités diverses.

— De telles provisions peuvent correspondre à deux types d'éventualités bien distinctes. D'une part, elles peuvent corriger la dépréciation probable d'un actif : tel est le cas des provisions pour dommages de guerre. D'autre part, elles correspondent à des sommes que l'entreprise pourra avoir à verser sans contrepartie : tel est le cas des sommes à verser pour accidents du travail, indemnisations à des tiers pour des sinistres maritimes, etc.

Bien souvent la rédaction des bilans ne permet pas de distinguer à quel type de provisions correspondent les postes ainsi baptisés. Bien plus, sous le vocable « provision » se cachent souvent des « réserves ».

On rencontre fréquemment de tels postes dans les bilans.

Exemple : « Provisions pour risques divers », bilan au 31 décembre 1939, de la SOCIÉTÉ ALS. THOM.

« Provision pour assurance contre les risques de guerre », bilan au 31 décembre 1939 des ÉTABLISSEMENTS KELLER ET LELEUX.

« Provision pour éventualités diverses », bilan au 31 décembre 1938, de la SOCIÉTÉ MINIÈRE ET MÉTALLURGIQUE DE PENNAROYA.

III. — PROVISIONS RÉGULATRICES DU PASSIF

127. — Généralités. — Nous allons examiner maintenant des provisions régulatrices du passif.

Celles-ci ne se distinguent du passif proprement dit que par leur caractère d'évaluation et leur caractère de probabilité ou l'un d'eux seulement. La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE appelle ces provisions « Provisions pour Risques » et les définit comme *« celles qui sont destinées à couvrir des risques nés, c'est-à-dire des*

dettes ou charges nettement précisées, que des événements en cours rendent probables ».

Nous avons vu que le poste « Frais à payer » était un compte de passif dans tous les cas où le montant de ces frais pouvait être déterminé lors de l'inventaire. C'est également l'avis de la Commission qui écrit fort justement : « *Lorsque la dette ou charge est d'existence certaine et d'un montant déterminé, elle a sa place non dans les provisions mais dans les dépenses à payer* ». A côté de ces frais déterminés, il peut y avoir des frais évalués, ce qui justifie, à l'avis de nombre d'auteurs, l'emploi du terme « provision ».

En somme, on fera figurer au passif proprement dit le passif certain et mesuré, on fera figurer aux provisions le passif probable ou le passif évalué ou enfin le surplus évalué d'un passif certain (provision pour fluctuation des changes).

C'est ainsi que, d'après DURAND ET BOURREL,

« *Ces provisions peuvent également être constituées pour faire supporter à l'exercice clos les dépenses non encore réglées qui lui incombent normalement, par exemple : le montant de la contribution des patentes qui sera due à raison de fournitures ou de travaux effectués par l'entreprise pour le compte d'une administration publique au cours de cet exercice, ou encore dans le cas de cession ou de cessation d'entreprise, le total de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, qui frappera les profits non encore taxés à la date de la liquidation* » (1).

Nous différons d'avis avec ces auteurs, mais seulement quant au motif qui doit inspirer la constitution de semblables provisions : pour nous, c'est avant tout le principe de sincérité du bilan et l'effet de régularisation d'exercice n'est, en l'occurrence, qu'une conséquence de la sincérité.

On voit que de tels postes sont en même temps postes de régularisation de passif et de régularisation d'exercice.

D'une façon générale, on peut dire que les provisions régulatrices de passif ont pour objet soit de corriger un poste de passif, soit de créer un nouveau poste de passif correspondant à une dette.

128. — Provisions pour fluctuation des changes. — Nous avons déjà signalé les provisions pour fluctuation de changes. Elles correspondent, au cas le plus fréquent des corrections d'un poste de passif déjà existant, puisque aussi bien les dettes libellées en monnaie nationale sont d'un montant connu.

129. — Provisions pour garantie. — Parmi les provisions correspondant à une certaine probabilité de dettes, citons les provisions pour garanties dans le cas où la créance sur le débiteur a été réglée. La provision ne vient plus corriger un actif, mais correspond à la création d'un passif évalué.

130. — Provisions pour impôts à payer. — Les impôts à payer ne sont que des frais à payer. Ce que nous avons indiqué à

(1) DURAND et BOURREL, loc. cit. p. 199.

leur propos s'applique intégralement. Le terme « Provisions pour impôts » devra correspondre à des impôts probables ou certains dont le montant est évalué.

Tel est le cas d'une partie du poste « Provisions pour impôts » du bilan au 31 mars 1940 de la SOCIÉTÉ SAINT-RAPHAEL.

131. — Provision pour escomptes et rabais à obtenir. — Citons également la « Provision pour escomptes et rabais à obtenir », homologue de celle « Provision pour escomptes et rabais à accorder » et qui ne mérite pas d'autres explications.

Il y a lieu de remarquer que, dans tous ces cas sauf le dernier, à cette régularisation de passif correspond une diminution de la Situation nette puisqu'il n'y a pas de contre-partie à l'actif des dépenses à faire.

132. — Provisions pour grosses réparations. — Il n'en est pas de même pour les provisions d'un autre type, tel que les provisions pour grosses réparations des immeubles.

Dans ce dernier cas, il s'agit là d'une dépense importante dont on entend faire supporter la charge à plusieurs exercices.

On admet, en général, que ces réparations doivent être comptées comme des frais généraux. Nous croyons qu'il y a une distinction à faire. S'il s'agit de réparations d'entretien permettant à l'immeuble de conserver sa valeur, il n'y a aucune raison de prévoir au bilan cette charge future, C'est ainsi, d'ailleurs, que juge le CONSEIL D'ÉTAT (1).

Si, au contraire, il s'agit de grosses réparations prévisibles longtemps d'avance, il est normal d'insérer au bilan cette prévision de dépenses. Mais il importe de savoir si elle fait ou non double emploi avec l'amortissement. En effet, la nécessité de grosses réparations correspond à un délabrement de l'immeuble qui diminue sa valeur et nécessite, en bonne logique, un amortissement. S'il a été pratiqué lorsque la grosse réparation est effectuée, l'immeuble augmente de valeur. Le poste « Provision pour grosses réparations » apparaît donc comme une prévision des dépenses à faire qui devrait comporter une contre-partie à l'actif telle qu'un poste « Plus-value pour grosses réparations futures », faute de quoi le poste « Provisions pour grosses réparations » apparaîtrait non pas comme un poste de passif, mais de situation nette devant figurer alors logiquement au chapitre « Réserves ».

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE prévoit de telles provisions parmi les provisions pour dépenses futures à répartir sur plusieurs exercices et les considère donc surtout au point de vue de la régularisation dans le temps.

133. — Provisions pour recherches d'exploitation. — Spéciales aux affaires de mines, elles ont pour objet de prévoir les dépenses à effectuer pour découvrir de nouveaux gisements et en préparer l'exploitation. Elles sont indispensables du fait que les mines s'épuisent.

(1) Cf. la jurisprudence dans VIGIER, loc. cit. p. 93 et 94.

Les dépenses à faire auront ou non une contre-partie à l'actif suivant qu'elles auront abouti ou non à des résultats.

On trouve, par exemple, un poste « Provisions pour recherches d'exploitation » au bilan au 31 décembre 1939 de la SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE DU DJEBEL-HALLOUF.

134. — Provisions pour institutions de prévoyance et d'assistance. — Deux cas sont à distinguer.

S'il s'agit de dépenses obligatoires pour l'entreprise, il y a bien là une provision dont le montant correspond à l'évaluation actuelle des sommes à verser probablement.

S'il s'agit de versements que l'entreprise effectue bénévolement, alors il n'y a pas matière à provisions mais à réserves, puisqu'il appartient à l'entreprise de changer la destination des sommes correspondantes.

Il est à noter que la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a prévu au bilan-type un seul poste de ce genre intitulé « Fonds de retraite du personnel », groupant ainsi deux éléments ayant des caractères juridiques inconciliables, savoir : une dette plus ou moins probable et une réserve, ce qui n'est pas admissible du point de vue de la simple logique.

135. — Provisions de renouvellement dans les concessions. — Nous avons étudié, à propos de l'amortissement, le cas où le concessionnaire doit remettre à l'autorité concédante du matériel en bon état. Dans le cas où il est astreint à remettre gratuitement du matériel neuf, l'amortissement, qui est une diminution de valeur, ne s'applique qu'au matériel restant la propriété du concessionnaire.

Celui-ci doit prévoir, en outre, une dépense sans contre-partie correspondant à l'achat, en fin de concession, de matériel neuf. Cette dépense justifie la création d'une provision à répartir sur l'ensemble de la durée de la concession.

Cette provision consisterait en un passif sans contre-partie d'actif, c'est-à-dire une diminution de la Situation nette et partant des bénéfices.

C'est également le cas où des biens appartenant à l'autorité concédante sont mis à la disposition du concessionnaire, à charge par celui-ci d'en assurer le renouvellement.

On voit le parallélisme entre de telles provisions et l'amortissement, l'une augmentant le passif, l'autre diminuant l'actif.

Le fait qu'en comptabilité une diminution d'actif et une augmentation de passif sont inscrites de la même façon n'a pas peu contribué à créer la confusion entre les deux phénomènes.

DURAND ET BOURREL, qui l'ont cependant parfaitement analysé, s'expriment de la manière suivante :

« ... le contrat de concession peut stipuler soit que les installations qui doivent être remises à l'autorité concédante seront abandonnées à l'état de neuf... »

« Dans le premier cas, la société est tenue non seulement d'amortir

les éléments dont elle sera dépossédée, mais encore de constituer une réserve d'amortissement, destinée à renouveler lesdites installations, de façon qu'à l'expiration de la concession elle soit en mesure, sinon de livrer des éléments à l'état de neuf, du moins d'offrir à l'autorité concédante les sommes nécessaires à leur reconstitution. L'amortissement de caducité et l'amortissement d'usure peuvent donc valablement se superposer jusqu'à la fin des opérations » (1).

En réalité, c'est une provision de renouvellement et non une réserve d'amortissement qu'il faudra créer, la notion de réserve étant différente de celle d'amortissement et laissant supposer un prélèvement sur les bénéfices nets alors que, dans l'espèce, les auteurs admettent fort justement, avec le Conseil d'État, que ce qu'ils appellent l'amortissement de dépossession est une charge obligatoire de chaque exercice social.

Notons que la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE semble avoir assimilé les provisions pour renouvellement dans les concessions, que nous venons d'examiner, avec les autres fonds de renouvellement qui ne sont autres que des réserves que nous étudierons plus loin.

(1) DURAND et BOURREL, loc. cit. p. 238.

CHAPITRE X

LES AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION

136. — **Généralités.** — Sous ce titre nous allons étudier un certain nombre de postes dont beaucoup auraient pu s'intituler « provisions » mais auxquels un usage constant refuse cette dénomination.

Nous ne saurions les citer tous et nous nous bornerons à ceux admis le plus fréquemment par les auteurs et les praticiens.

137. — **Réescompte du portefeuille.** — Lorsque l'entreprise possède des effets en portefeuille, c'est-à-dire lorsqu'elle est tireur ou tiers porteurs d'effets dont le montant est dû par des tiers, celui-ci seul figure dans la comptabilité. Lors de l'inventaire l'effet ne vaut pas la somme représentant son montant nominal. La différence correspond au coût évalué de l'escompte ou du réescompte.

Pour donner à l'effet sa valeur exacte, il faut diminuer le nominal de ce coût évalué car c'est à cette somme réduite qu'il serait cédé à un tiers.

Il y a donc là un poste satellite du poste « Portefeuille » qui viendra en diminution directe de celui-ci ou qui figurera explicitement à l'actif comme poste adjoint en diminution ou au passif à titre conventionnel de réduction d'actif.

Dans la pratique, le poste « Réescompte du portefeuille » n'est guère explicité que dans les bilans de banques où il peut offrir un grand intérêt.

C'est ainsi qu'au bilan de la BANQUE DE L'ALGÉRIE, au 31 octobre 1940, le poste « Réescompte du portefeuille » figurait pour 15 105 697,89 f.

Il est bien évident qu'un tel poste venant réellement diminuer l'actif (ou augmenter conventionnellement le passif) viendra diminuer la Situation nette.

La diminution évaluée de l'actif sera annulée lors de l'encaissement des effets, d'où augmentation de l'actif, de la situation nette et enfin du compte de bénéfices.

C'est à ce titre qu'un tel compte agit également comme compte de régularisation d'exercice puisqu'il restitue à l'exercice suivant le bénéfice qui lui revient.

Mais son caractère réel est d'être un compte de régularisation d'actif puisqu'il ramène celui-ci à sa valeur réelle, c'est-à-dire à celle pour laquelle des tiers (les banquiers réescompteurs) le prendraient en charge.

On voit l'analogie avec la théorie de l'amortissement : le réescompte du portefeuille intervient pour la sincérité du bilan en même temps qu'il assure une répartition plus équitable du bénéfice entre les exercices, de même que l'amortissement assurant, en tous cas, la sincérité du bilan permet, dans de certaines conditions, d'assurer le remplacement du matériel.

138. — Escompte des créances. — Les règles de la comptabilité amènent à inscrire les créances, quel que soit leur terme, pour leur valeur nominale.

La difficulté est que cette différence est moins aisément évaluable que pour les effets car le taux n'est pas fixé comme pour ceux-ci.

Par contre, la nécessité d'un tel poste s'avère plus impérieuse lorsqu'il s'agit de créances à long terme et sans intérêt.

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE n'a prévu l'escompte des créances que pour celles à long terme sous la dénomination « Provision pour escompte de créances à long terme ».

Cette dénomination est plus correcte car il y a escompte et non réescompte.

139. — Réduction des dettes à leur valeur actuelle. — D'une façon générale, on peut se demander si les dettes de l'entreprise dont on connaît le nominal et l'échéance doivent être réduites en tenant compte de leur valeur actuelle au moment du bilan.

Pour l'affirmative, on peut faire valoir qu'il n'y a pas de raison pour traiter différemment les postes passifs des postes d'actifs et que, plus généralement, on doit se placer à l'époque de l'établissement du bilan pour évaluer tous ses éléments.

C'est ainsi que DUMARCHEY prévoit un poste « Réduction des dettes à leur valeur actuelle » (1).

FOLLIET admet le procédé exceptionnellement pour des dettes à longue échéance et le repousse absolument lorsqu'il s'agit « *de dettes ordinaires dont les échéances ne sont pas spécialement éloignées* » (2).

Le premier argument qu'il donne pour motiver son opinion est que l'entreprise, ne connaissant pas le terme, ne sait à quelles conditions il y a lieu de faire l'escompte.

Cet argument n'est pas sérieux, l'échéance des dettes est bien mieux connue que celle des créances ainsi qu'il le constate par ailleurs.

Si le taux qui servira à calculer l'escompte, c'est-à-dire la valeur actuelle, comporte un certain aléa, ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de serrer la vérité d'un peu plus près plutôt que d'affirmer qu'il ne sera pas possible d'arriver à un résultat rigoureusement exact.

Le deuxième argument de FOLLIET est que si des événements

(1) DUMARCHEY, *Le Bilan explicite*, p. 11.

(2) FOLLIET, loc. cit. p. 214.

tels que crises, etc. empêchent l'entreprise de payer la dette à l'échéance, l'exercice en cours supportera la différence de l'escompte « *qui avait été considéré à tort comme un profit dans l'exercice précédent* » (1).

Cet argument ne nous paraît pas non plus sérieux.

Tout d'abord, c'est bien l'exercice au cours duquel se sera produit le retard qui sera responsable, si l'on peut s'exprimer ainsi, de ce manque à gagner tout théorique.

Lors de la clôture de l'exercice précédent, en effet, par hypothèse il était possible de se décharger de la dette en décaissant une somme réduite qui mesurait bien la valeur de la dette à ladite époque. S'il n'a pas été possible d'utiliser cette valeur réduite, elle n'en a pas moins existé et c'est au cours de l'exercice suivant, du fait du temps et des circonstances, que la dette s'est valorisée.

En outre, dès l'instant où, comme le propose DUMARCHEY, la bonification provenant de la réduction des dettes à leur valeur actuelle fait l'objet d'un poste explicite, personne ne pourra s'y tromper et l'entreprise ne pourra confondre ce profit avec ceux d'autres sources.

D'autre part, en explicitant ce poste, il sera loisible de juger si l'entreprise utilise intelligemment sa trésorerie ou si elle ne commet pas la faute de conserver des sommes en caisse et en dépôt à vue, en ne profitant pas de l'escompte que pourrait lui procurer le paiement anticipé de ses dettes, ou du bénéfice de dépôts à terme.

Le seul argument que l'on puisse opposer à la création d'un tel poste est le travail quelquefois considérable qu'occasionne son calcul.

140. — Coupons échus ou à encaisser. — Un tel poste correspond aux coupons échus et non encaissés ou aux coupons non échus, mais dont le montant a été fixé et dont la date de paiement est proche, de titres faisant partie du portefeuille de l'entreprise ou de ses clients.

En vertu d'un usage constant, les titres sont inventoriés pour leur valeur ex-coupons. C'est d'ailleurs ainsi qu'ils sont négociés en Bourse.

Il y a donc lieu de tenir compte de l'élément d'actif correspondant à la valeur du coupon.

Il s'agit également souvent de coupons payés à la clientèle et dont la banque est devenue propriétaire.

Le poste « Coupons échus ou à encaisser » est donc un poste d'actif réel auxiliaire du poste principal « Portefeuille titres ».

C'est en général dans les bilans des banques que l'on trouve de tels postes.

Exemple : Bilan de la BANQUE DE L'UNION PARISIENNE, au 31 décembre 1940, « Coupons à encaisser, 10 361 741,15 ».

141. — Coupons non échus. — La question se pose de savoir si l'on doit tenir compte *prorata temporis* de la fraction de coupons

(1) FOLLIET, loc. cit. p. 216.

non échus à l'époque de l'inventaire. Soit, par exemple, des obligations dont l'entreprise est propriétaire et à échéances semestrielles 1^{er} octobre-1^{er} avril. On pourrait admettre de dire qu'à l'époque de l'inventaire l'entreprise a une créance non exigible égale à la moitié du coupon et la porter à un compte auxiliaire du portefeuille.

Si l'on tient compte du cours du jour pour l'évaluation de ces titres, ce poste ferait double emploi avec l'évaluation du titre lui-même. En effet, les cours tiennent compte de la fraction de coupons échue. On arriverait donc à une majoration d'évaluation.

Au contraire, avec l'évaluation au prix de revient, s'il est inférieur au cours du jour, la création de ce poste n'offre pas d'inconvénient.

La solution théoriquement idéale consisterait, en cas d'évaluation au cours du jour, à réduire le poste « Portefeuille » de la fraction des coupons non échus et à créer le poste satellite « Coupons non échus ».

De cette façon, le principe de l'indépendance des exercices serait respecté et il serait facile de voir quelle serait la fraction de revenus touchée au cours de chaque exercice.

141 bis. — Intérêts. — Lorsque les créances ou dettes en compte-courant ou autres portent intérêts, ceux-ci constituent un élément d'actif ou de passif qui doivent être calculés afin d'en tenir compte lors de la clôture de l'exercice.

Ce sont là des postes auxiliaires des postes principaux. Bien entendu, on séparera les postes actifs des postes passifs, ainsi que cela doit se faire pour les postes principaux. Il ne saurait y avoir, en effet, compensation entre les intérêts dus par l'entreprise et ceux qui lui sont dus puisque les créanciers et les débiteurs sont différents.

Il est bien évident que ces comptes n'offriront d'intérêt pratique que dans les banques et établissements de crédit : il ne faut pas oublier que le montant des comptes de dépôt y atteint parfois plusieurs milliards et que l'intérêt pouvant être dû, au taux de 1/2 %, dépasse, pour un dépôt d'un mois, 400 000 f par milliard.

Les observations faites au paragraphe précédent s'appliquent *mutatis mutandis* aux intérêts.

En pratique on ne rencontre guère ce poste séparé dans les bilans.

Cependant celui du CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, au 31 décembre 1940, comporte sous le libellé « Intérêts acquis mais non échus » un poste se montant à 296 192 511,69 f.

142. — Intérêts à payer sur obligations émises. — Il s'agit là d'un poste auxiliaire passif analogue au précédent. Lorsqu'une entreprise a émis des obligations dont l'échéance des coupons ne coïncide pas avec la fin de l'exercice, une fraction de ces coupons est due à l'époque de l'inventaire.

Soit une émission de 20 000 obligations de 500 francs émises

au taux de 6 % l'an, les coupons étant à échéance des 1^{er} avril et 1^{er} octobre et l'exercice se clôturant le 31 décembre. A cette époque, la fraction de coupons due est de $\frac{3}{12} \times \frac{6}{100} \times 500 = 7,50$ et pour l'ensemble de l'émission $20\,000 \times 7,50 = 150\,000$ f. Ce n'est donc pas un chiffre à négliger.

Le poste correspondant est un poste de passif réel, satellite du poste « Obligations ».

Il régularise le passif obligations mais, en même temps, il régularise la charge d'un exercice par rapport à l'autre.

Si l'on s'était contenté de comptabiliser les coupons au moment de leur exigibilité, l'exercice précédent aurait été déchargé de la fraction lui incombant, c'est-à-dire dans l'hypothèse actuelle de 150 000 f. Les bénéfices auraient été faussés d'autant.

En période normale ceci n'a pas d'inconvénient puisque, au cours de chaque exercice, il y a deux échéances, mais le compte prend toute son importance pour le premier exercice au cours duquel a eu lieu l'émission. Il intervient ensuite pour tenir compte des obligations amorties en cours d'exercice.

De tels postes ne se trouvent, malheureusement, pas très fréquemment dans la pratique. Cependant on trouve, par exemple, au bilan au 31 décembre 1940 du CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, le poste :

« Intérêts dus mais non échus » d'un montant de 316 473 738,11 f, et au bilan au 31 décembre 1940, de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FORCE ET LUMIÈRE, le poste passif :

« Part courue sur coupons non échus » d'un montant de 2 542 903,17 f.

143. — Précomptes. — On appelle précompte la somme à déduire des effets à payer pour tenir compte de leur valeur actuelle.

S'agissant d'un effet à payer par l'entreprise à échéance postérieure à la clôture de l'exercice, s'il était réglé à ce moment-ci, l'entreprise bénéficierait d'un escompte dont il apparaît, en principe, logique de tenir compte.

Ce précompte diminue le passif « Effets à payer » au même titre que le réescompte diminue l'actif « Effets à recevoir ».

La plupart des auteurs sont hostiles au précompte. BATARDON s'exprime de la manière suivante à ce sujet :

« On justifie la légitimité du précompte en prétendant que la société bénéficierait de cette réduction si elle acquittait par anticipation les effets acceptés. L'objection tombe devant cette remarque que les porteurs sont généralement inconnus, que d'ailleurs ils ne peuvent être contraints de recevoir le paiement avant l'échéance (Code de Commerce, art. 146) et que rien ne prouve qu'ils consentiraient à recevoir une somme inférieure à la valeur normale.

« De plus le paiement anticipé présenterait de sérieux dangers pour la société débitrice qui, en cas d'opposition avant l'échéance,

serait responsable de la validité du paiement (Code de Commerce, art. 144) » (1).

Il nous semble que c'est mal poser la question. Il s'agit d'évaluer les biens et dettes de l'entreprise et non de supposer ce qui se passerait en cas de tractation, d'ailleurs pratiquement impossible, entre celle-ci et ses innombrables créanciers.

Prenons, pour la facilité du raisonnement, l'hypothèse suivante :

Considérons une broche d'effets à payer à échéance de deux mois après la fin de l'exercice et d'un nominal de 1 000 000 f.

Ce passif doit-il être compté pour le nominal ou pour moins ?

Nous n'hésiterons pas à opter pour la deuxième hypothèse.

Pour payer une somme d'un million à échéance de deux mois, en effet, l'entreprise, si elle possède des disponibilités suffisantes, peut placer les fonds correspondant en reports, en escomptes des bons du Trésor, faire du prêt au jour le jour, comme il est d'usage entre banquiers, etc.

Que le produit de ces opérations rapporte net $1/4$, $1/2$, 1% cela est une question d'espèce. Le taux dépendra de l'état du marché, mais le principe du précompte doit être maintenu, étant entendu qu'il doit être calculé avec la prudence désirable.

Ajoutons que le précompte permet d'évaluer plus exactement la part de bénéfices revenant à chaque exercice.

Enfin, il sera possible de considérer qu'il s'agit là d'une diminution de passif conditionnelle et de porter conventionnellement une somme égale au passif du bilan.

La condition sera précisément la possibilité d'utiliser la trésorerie disponible et destinée à payer ultérieurement le passif « effets » d'une façon fructueuse.

Ainsi sera maintenu, autant que possible, le principe de sincérité des évaluations du bilan.

La pratique utilise peu le précompte qui, comme le réescompte, oblige à des calculs relativement compliqués.

Il y a lieu de signaler d'ailleurs qu'étant donnée l'imprécision des évaluations du bilan, le calcul du précompte n'offre d'intérêt que pour des sommes importantes.

144. — Obligations remboursées ou amorties. — On sait qu'en matière de dettes l'amortissement est synonyme de remboursement. Il arrive parfois que, pour conserver trace du montant des obligations amorties, on crée un poste auxiliaire du poste passif « obligations » et qui vient en diminution de celui-ci. Il s'agit alors d'un véritable poste de régularisation de passif qu'il ne faut pas confondre avec les postes de même dénomination, mais non subtractifs de passif, qui constituent des réserves ainsi que nous l'avons montré au chapitre IV.

C'est ainsi qu'au bilan au 31 décembre 1940 des ATELIERS ET CHANTIERS DE FRANCE, figurent les postes suivants :

(1) BATARDON, loc. cit. p. 239.

Obligations.....	15 000 000
Obligations remboursées.....	<u>7 515 000</u>

7 485 000 f.

Le bilan au 31 décembre 1940, de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES EAUX MINÉRALES DE VITTEL comporte la même disposition encore plus explicite puisque les postes sont ainsi présentés :

Obligations.....	9 500 000
moins Obligations remboursées..	<u>2 718 500</u>

6 781 500 f.

145. — **Plus-values d'actif.** — Il est bien évident, tout d'abord, qu'une plus-value est essentiellement relative. Il ne s'agit pas de la valeur vraie qui n'existe pas. Il s'agit de l'augmentation de valeur attribuée à un élément lors de deux bilans successifs. Un exemple éclaircira cette notion théorique.

Considérons un stock de cent tonnes de cuivre acheté

2 000 000 f,

dont la cote était de 27 f le kilog lors de l'établissement de l'inventaire.

Au cours, le stock aurait valu :

2 700 000 f.

L'entreprise le cotait à 1 800 000, valeur inférieure au cours et au prix de revient.

L'année suivante, le cours n'est plus que de 23 f. le kilog. Au cours, le stock ne vaut plus que :

2 300 000 f.

Par conséquent, l'entreprise s'est financièrement appauvrie.

Par suite de décision due, par exemple, à une nouvelle législation fiscale, on cote le stock au plus bas des deux prix, prix de revient et cours du jour.

Ce même stock apparaîtra donc pour :

2 000 000 f.

au lieu de 1 800 000 f.

Il y aura donc plus-value dans les livres de :

200 000 f.

Signalons, en passant, l'anomalie entre cette plus-value apparente correspondant à une moins-value financière, alors qu'au point de vue économique la situation sera restée identique (quantités égales en nature). Cette plus-value relative pourra apparaître soit par l'augmentation du chiffre du stock, soit par la création d'un poste « Plus-value d'évaluation ».

Ce poste adjoint au poste principal jouera le même rôle que le poste « amortissements » mais indiquera une variation de valeur de sens opposé.

A l'amortissement moins-value on peut opposer la plus-value d'évaluation.

Cette plus-value peut provenir de nombreuses causes. Celle

que nous avons indiquée est, théoriquement, la moins normale. Il n'y a pas de raison de principe de modifier les méthodes d'évaluation, c'est-à-dire le système de mesure.

En matière de sociétés anonymes, aux termes du décret-loi du 30 octobre 1935, modifiant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, « les méthodes d'évaluation des divers postes doivent être immuables, à moins que l'assemblée générale, après avoir pris connaissance des motifs exposés dans le rapport des commissaires, n'approuve expressément chacune des modifications apportées, soit aux méthodes de présentation des chiffres, soit aux méthodes d'évaluation. »

En fait, la modification au système d'évaluation est devenue, pour beaucoup d'entreprises, obligatoire en raison du décret du 30 janvier 1941, dont nous rappelons les dispositions suivantes :

« Art. 2. — *Le stock de départ est le stock existant au dernier inventaire dressé avant le 1^{er} septembre 1939.*

« *En ce qui concerne ce stock, les évaluations sont, s'il y a lieu, rétablies au prix de revient ou au cours du jour si ce dernier est inférieur au prix de revient.*

« *La plus-value dégagée par cette réévaluation est exclue des bases du prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices...*

« Art. 3. — *A la clôture de chaque exercice suivant, l'estimation du stock existant est établie au prix de revient ou au cours du jour si ce dernier est inférieur au prix de revient. L'évaluation ainsi obtenue doit figurer au bilan.* »

De même qu'à propos des amortissements nous avons montré qu'il était plus clair de séparer le poste satellite « amortissements » du poste principal qu'il corrige, de même il est à souhaiter, pour la clarté des bilans, que le poste « plus-value » soit distingué du poste principal (1).

A côté des plus-values pour changement de méthode d'évaluation et qui ne correspondent à aucun changement de valeur réelle il existe d'autres plus-values.

Il y a d'abord les plus-values pour dépréciation de la monnaie.

Il s'agit là non d'un changement de méthode de mesure, mais de modifications dans l'unité de mesure.

Une telle plus-value s'apparente à la précédente. Elle s'en distingue essentiellement par deux aspects : la plus-value pour baisse du pouvoir d'achat de la monnaie est toujours indépendante de la volonté du rédacteur du bilan ; elle correspond à un phénomène beaucoup plus général qui ne frappe pas un poste donné d'un bilan mais toute l'économie générale.

Ce phénomène étant mieux connu, il est plus facile d'en discerner l'influence.

En dehors des plus-values pour dépréciation de la monnaie qui influent, quoique à des degrés différents, sur tous les éléments d'actif, il y a des plus-values provenant de la valorisation d'un ou plusieurs éléments particuliers.

(1) Dans ce sens DEUGUIS, Etablissement des Comptes d'amortissement dans les Sociétés par actions, *Journal des Sociétés* 1903, p. 489.

Un exemple particulièrement typique est la hausse des terrains.

Il est arrivé souvent que, par suite de l'extension des villes, les terrains aient augmenté de valeur d'une façon considérable.

Le prix de revient n'a plus aucun rapport, de ce fait, avec la réalité.

Ne pourrait-on justement reprendre, *mutatis mutandis*, le mot de M. PIRMEZ, lors de la discussion de la loi belge sur les sociétés : « *Il n'y a pas d'inventaire exact là où l'on ne tient pas compte de ce que le temps et l'usage ont enlevé à la valeur des choses sociales* » (1).

Si le temps et les conditions économiques ont donné de la valeur au lieu d'en enlever, pourquoi ne pas en tenir compte aussi ?

Peu d'auteurs l'ont admis. M. J. PERCEROU admettait de tenir compte des plus-values des immobilisations « consolidées et durables » mais non de celles sur les marchandises, en se basant sur le principe que « *dans toutes les sociétés par intérêts comme par actions, la règle de la vérité du bilan doit, pour des motifs pratiques impérieux, se combiner avec celle de sa continuité.* » (2).

Il s'agit là d'une discussion sur l'évaluation. En ce qui concerne la structure du bilan, notons seulement que, jusqu'à présent, on ne rencontrait qu'exceptionnellement de postes « Plus-values » explicités à l'actif.

Citons cependant le bilan au 31 décembre 1940, du COMPTOIR DES VIANDES ET PRODUITS ALIMENTAIRES, qui comporte un poste de régularisation d'actif intitulé « Compte spécial excédent » provenant de la réévaluation des trois comptes « Agencements et Installations », « Matériel » et « Mobilier ». Nous serons amenés à l'étudier à propos des Réserves, chapitre XII.

La suggestion de DUMARCHEY (3) de créer un poste de plus-value pour les titres n'a pas été suivie d'effet, quelque logique qu'elle fût.

146. — **Frais payés d'avance.** — Nous avons montré précédemment le caractère particulier du poste « Frais payés d'avance ».

Alors que les postes de régularisation précédents avaient pour caractéristique d'être des postes satellites de postes d'actif et de passif proprement dits, qu'ils avaient pour objet de modifier la valeur d'un bien ou de corriger l'évaluation d'une dette envers un tiers, celui que nous examinons maintenant n'a pas le même substratum réel.

Il constate que des dépenses ont été faites, qui ne l'auraient pas été si les frais étaient réglés au jour le jour.

C'est pourquoi, ainsi que nous l'avons vu, le débiteur est l'exercice suivant, débiteur purement fictif, sauf si, suivant l'analyse de DUMARCHEY (4), on considère comme débiteur de services celui ou ceux qui ont reçu d'avance des sommes incombant à l'exercice suivant.

(1) Cité par HOLBACH, loc. cit. p. 130.

(2) PERCEROU, loc. cit. *Annales de Droit commercial*, 1921, p. 175.

(3) DUMARCHEY, *Le Bilan explicite*, p. 11.

(4) DUMARCHEY, *La Comptabilité Moderne*, p. 301.

On voit par là que la situation des postes « Frais à payer » et « Frais payés d'avance » est très différente. Dans le premier cas les créanciers sont incontestables, dans l'autre le débiteur est l'exercice. Leur principal point commun est le fait qu'ils sont transitoires.

D'autre part, la création du poste « Frais payés d'avance » amène à une régularisation d'actif par création d'un poste d'actif nouveau. Cet actif n'ayant pas pour contre-partie de poste passif, il en résulte une augmentation de la situation nette et, par conséquent, des bénéfices de l'exercice.

C'est pourquoi ce poste est souvent étudié au titre de l'apurement des comptes de résultats (1) et c'est là un autre point commun avec le compte « Frais à payer », bien que, dans ce dernier cas, le but principal doit être de tenir compte des dettes réelles, but qui prime la régularisation des résultats.

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE range fort justement ce poste, qu'elle dénomme « Dépenses payées d'avance », parmi ceux destinés à répartir les recettes et les dépenses dans le temps en n'affectant à un exercice déterminé (ou à une période comptable déterminée) que celles qui le concernent effectivement.

Du point de vue du but à atteindre, plusieurs des postes que nous avons étudiés entrent dans cette classe. Mais, au point de vue de ses caractéristiques juridiques, le poste « Frais payés d'avance » a une place toute particulière et qui méritait de le séparer.

Au point de vue pratique, le poste « Frais payés d'avance » ne se trouve guère explicité dans les bilans. Citons cependant, par exemple, le poste :

« Dépenses engagées à appliquer », dans le bilan FORD au 31 décembre 1940 ;

« Frais payés d'avance », dans le bilan de la COOPÉRATIVE D'APPROVISIONNEMENT DE TRANSPORT ET DE CRÉDIT, au 31 juillet 1940 ;

« Loyer et frais afférents payés d'avance », dans le bilan TRÉFILIERIES DU HAVRE, au 31 décembre 1940 ;

« Frais à courir, commandes en cours et divers » dans le bilan de l'ÉLECTRICITÉ DE LA SEINE, au 30 juin 1941.

Parfois, ce poste est groupé avec d'autres, tel le bilan des GRANDS MOULINS DE PARIS, au 31 juillet 1940, où figure le poste :

« Compte d'ordre. Assurances et dépenses payées d'avance. Pertes résultant de la guerre. »

(1) Cf. dans ce sens DEMUR, *Le Comptable*, T. I, p. 227.

CHAPITRE XI

ACTIFS ET PASSIFS CONDITIONNELS

147. — **Rappel de définition?** — Nous avons vu au chapitre IV, consacré à la division du Bilan, que de tels actifs et passifs correspondent généralement à la dette de l'entreprise envers le créancier du fait de la défaillance du débiteur principal dont elle s'était portée caution et à la créance de l'entreprise sur le débiteur principal une fois la dette réglée.

De ce fait, ces actifs ont pour origine un passif conditionnel.

148. — **Les actifs et passifs conditionnels doivent-ils figurer au Bilan.** — L'usage est, ou bien de ne pas tenir compte dans le Bilan de ces actifs et passifs éventuels, ou bien de les inscrire pour le même chiffre.

On peut avancer que l'omission de tels comptes au bilan est traditionnelle en France ; des ouvrages classiques tels que celui de BATARDON, celui de CHARPENTIER et HAMELIN n'en font pas mention, probablement parce que ces auteurs estimaient que la question n'avait pas à être posée.

En faveur de cette thèse on pourrait être tenté de dire :

Pourquoi faire figurer ces actifs conditionnels plutôt que tels autres comme, par exemple, les sommes que pourront procurer des commandes acquises mais non encore exécutées, etc. ? Si l'on commence à faire intervenir au bilan des comptes hypothétiques, on mélange le certain et l'incertain et on risque d'amener la confusion.

A cela on peut répliquer qu'il y a une différence de degré entre le bénéfice ou la perte à réaliser sur une commande future et le risque actuel et certain que court l'entreprise du fait du papier qu'elle a réescompté et des avals qu'elle a donnés.

D'autre part, s'il n'est pratiquement pas possible de chiffrer des actifs tels que la valeur d'un chef d'entreprise que certains auteurs auraient voulu voir figurer au bilan, on connaît, au contraire, exactement le risque maximum couru par l'entreprise du fait des réescomptes et des avals. On peut donc le faire figurer sans difficulté au bilan.

En outre, l'expérience a prouvé que de grandes difficultés sont nées pour des entreprises du fait des cautions qu'elles avaient fournies, d'où l'intérêt de faire figurer ces comptes.

FOLLIET (1), après avoir rappelé que, lors de la discussion sur

(1) FOLLIET, loc. cit. p. 220.

la loi belge, de 1873 sur les sociétés, on avait renoncé à faire figurer au bilan tous les engagements sociaux, distingué parmi les engagements conditionnels :

a) Ceux qui ont pour origine l'exploitation normale de l'entreprise que l'on rencontrera dans toute entreprise similaire et qui sont inévitables ;

b) Ceux qui sont absolument étrangers au genre d'exploitation, qui proviennent de conventions particulières et qui sont facultatifs.

Seuls les seconds sont à inscrire au passif et en particulier les cautionnements.

Il n'est, en effet, pas possible de faire figurer au bilan tous les engagements sociaux obligatoires, tels que l'évaluation des dettes envers le personnel si l'on arrêtaient éventuellement l'exploitation le jour de la clôture du bilan.

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a prévu l'inscription de certains actifs et passifs conditionnels au chapitre « Comptes pour ordre » et sous les rubriques :

« Engagements (comptes débiteurs) » à l'Actif,

« Engagements (comptes créditeurs) » au Passif.

Les comptes qui figurent à ces postes sont :

« Avals, cautions et autres engagements reçus et donnés »,

« Engagements pour souscription de titres ».

Nous reviendrons sur ce dernier poste dont le caractère conditionnel est douteux.

En ce qui concerne les véritables postes conditionnels, la solution pratique consiste, à notre sens, à faire figurer les chiffres de la catégorie b) en annexe au bilan, mais hors les montants des actifs et passifs certains. De cette façon, on répond aux objections fondées des uns et des autres.

Ainsi a opéré la COMPAGNIE GÉNÉRALE DU MAROC lors de l'établissement du bilan au 31 décembre 1939.

Mais, en général, la pratique de ces dernières années tendait à inscrire de tels comptes sous la rubrique « comptes d'ordre » pour un même montant à l'actif et au passif du bilan.

Exemples : Bilans au 31 décembre 1939 des CHARBONNAGES DU TONKIN, des ÉTABLISSEMENTS POLIET ET CHAUSSON, des PAPETERIES NANARRE, du NORD-LUMIÈRE ; Bilan au 31 décembre 1940 des PHOSPHATES ET CHEMINS DE FER DE GAFSA.

Dans d'autres cas, ces comptes prennent les dénominations plus explicites de :

« Débiteurs par Cautions et Avals » à l'actif, et de « Cautions et Avals fournis » au passif, comme dans le bilan au 30 juin 1941 des FAÏENCERIES DE SARREGUEMINES ;

Ou bien : « Débiteurs par acceptations » et « Acceptations », comme au bilan au 31 décembre 1940 du CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE.

Il est difficile de donner une liste complète des différents postes à inscrire dans cette catégorie.

149. — Garanties données pour des tiers. — Le premier type de ces comptes concerne tous ceux procédant d'une garantie donnée par l'entreprise pour des tiers.

En dehors des rapports directs entre l'entreprise et ses banquiers, une telle garantie résulte souvent de l'émission d'obligations d'une société filiale. Pour assurer le succès de l'émission, la société mère est amenée à donner sa caution conjointe et solidaire du paiement des coupons et du remboursement du principal.

Les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique ont été amenées, ces dernières années, à donner leur garantie pour des emprunts nécessaires à l'exécution de grands travaux. On en trouve trace au bilan généralement par des postes d'un même montant « Compte d'ordre » à l'actif et au passif. Exemple : Bilan au 31 décembre 1940 des FORCES MOTRICES DE LA TRUYÈRE.

Les postes relatifs aux actifs et passifs conditionnels sont quelquefois indiqués après le total de l'actif et du passif pour bien marquer leur caractère spécial.

Exemple : Bilan au 31 août 1939 de BOZEL-MALÉTRA avec les deux postes :

« Garanties » (pour mémoire) tant à l'actif qu'au passif.

LA COMPAGNIE DU GAZ DE LYON indique, en bas du bilan au 31 décembre 1939, et sans le faire figurer à la fois à l'actif et au passif :

« Garantie donnée à la Société de Transport d'Énergie des Alpes », sans chiffrer la garantie.

Plus rarement figure explicitement au bilan le bénéficiaire de la garantie.

Exemple : Bilan au 31 décembre 1940 de la SOCIÉTÉ HYDRO-ÉLECTRIQUE FRANÇAISE avec les postes d'actif et de passif intitulés :

« Compte d'ordre relatif à des engagements contractés par la SOCIÉTÉ DES FORCES MOTRICES DE L'OUEST » ;

Bilan au 31 décembre 1939 des EAUX D'ÉVIAN, avec les postes d'actif et de passif libellés :

« Compte d'ordre : Obligations Société des Hôtels d'Évian ».

De même, l'entreprise peut être amenée à garantir les découverts ou prêts consentis à une filiale ou tout au moins à une société ayant avec elle des liens étroits ; c'est ainsi, par exemple, que le Crédit National exige fréquemment de telles garanties de ses clients.

Plus fréquemment la garantie donnée par l'entreprise résultera, ainsi que nous l'avons vu, de l'escompte ou, le cas échéant, du réescompte d'effets dont l'entreprise est propriétaire.

150. — Escompte et réescompte d'effets de commerce. — La transmission en pleine propriété des effets de commerce par endossement entraîne la garantie de l'entreprise, conformément à l'article 119 du CODE DE COMMERCE.

C'est ainsi que l'on voit au bilan au 31 décembre 1939 de la SOCIÉTÉ SARLINO, à l'actif et au passif, des comptes égaux libellés :

« Effets Clients escomptés à des échéances postérieures au 31 décembre 1939 ».

De même, un des comptes d'ordre du bilan au 31 janvier 1941, des FORGES ET ACIÉRIES DE LA VENCE ET DE LA FOURNAISE, est intitulé :

« Effets escomptés dans les banques et non échus ».

151. — Action en dommages et intérêts. — A côté de ces comptes relativement fréquents, on peut trouver de tels comptes dans le cas où l'entreprise se propose d'intenter une action en dommages et intérêts, par exemple, à l'un de ses fournisseurs. Le montant des dommages et intérêts pourra faire l'objet d'un compte d'actif éventuel. Il est à remarquer que, dans ce cas, le montant du passif ne sera normalement pas égal à celui de l'actif, contrairement aux cas plus fréquents signalés plus haut.

Le passif, en effet, pourra comprendre :

D'une part la provision pour honoraires, passif certain qu'il y aura lieu d'évaluer ;

D'autre part les frais et, le cas échéant, le montant de la demande reconventionnelle qui sont un passif conditionnel.

Pour ne pas modifier la Situation nette, c'est-à-dire le bénéfice, en faisant intervenir un actif éventuel, on inscrira à une réserve éventuelle la différence entre l'actif et le passif conditionnel.

Nous ne partageons donc pas l'opinion de QUESNOT qui a étudié, contrairement aux auteurs cités, la question et la résout en ces termes :

« Soit, par exemple, la nécessité de figurer en compte un actif et un passif éventuels. Nous avons engagé un litige, pour reconnaissance d'un droit que nous estimons devoir être probablement reconnu. Soit Ben Lactif notre débiteur probable. Nous serons conduits, comme précédemment, à créer deux postes actif et passif, représentant d'une part notre créance, d'autre part le bénéfice qu'elle doit nous procurer. Mais provisoirement, ces écritures ne peuvent affecter le compte « Profits et Pertes », car il s'agit d'événements futurs. Puis ce ne sont pas des comptes de droits constatés, mais des comptes de droits incertains ; il en faut tenir compte à part.

« Il faudra donc, et tel est le commencement des opérations, deux postes intitulés par exemple : litige Ben Lactif, l'un débiteur, l'autre crédeur, corrélatifs et conditionnels.

« Litige Ben Lactif..... (a) 100

(Montant de notre créance probable,
élément d'actif).

« Litige Ben Lactif..... 100 (a)

(Pour bénéfice éventuel, élément passif). (1)

On voit les inconvénients des écritures qu'il conseille, il ne fait pas état du passif certain et qui ne serait pas remboursé : les honoraires, pas plus que, le cas échéant, du passif éventuel « Frais de

(1) QUESNOT, *Administration Financière, Méthodes comptables et Bilans*, p. 114.

demande reconventionnelle » et qui sera indépendant de la créance probable portée à l'actif.

Nous croyons que, dans ce cas comme dans tous autres relatifs à l'inscription au bilan, une analyse juridique précise permet de serrer de plus près la réalité.

152. — Actions de garantie de gestion. — On peut rattacher à l'idée d'actifs et de passifs conditionnels des postes que l'on rencontre de plus en plus fréquemment à l'actif et au passif, relatifs aux actions déposées par les administrateurs en garantie de leur gestion et qui, nous l'avons montré au chapitre V, ont été assimilés à tort par la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE à des actifs et passifs réels.

En cas de faute de gestion, ces actions peuvent être vendues et la société a le droit de se payer par préférence sur le produit de la vente.

L'entreprise a donc, sous la double condition d'une faute de gestion ayant entraîné une condamnation à des dommages et intérêts et de la réalisation du gage constitué par les actions de garantie, une dette envers l'administrateur déposant égale au produit de la réalisation du gage et une créance égale au montant de la condamnation prononcée contre lui.

On trouve dans la pratique des libellés divers concernant ces postes. Donnons-en quelques exemples.

Le bilan au 30 juin 1940 des GLACES ET VERRES SPÉCIAUX DU NORD DE LA FRANCE présente, aux chapitres « Comptes d'ordre » de l'actif et du passif :

« Dépôts d'actions pour garantie de gestion » à l'actif, et « Déposants d'actions pour garantie de gestion » au passif.

On trouve de même :

Au bilan, au 30 juin 1941 de l'ÉLECTRICITÉ DE LA SEINE, à la rubrique « Comptes d'ordre », et au bilan au 30 juin 1941 de l'ÉLECTRICITÉ DE PARIS, sous la rubrique « Comptes transitoires », les postes :

« Cautionnements d'administrateurs » à l'actif, « Administrateurs, dépôt d'actions » au passif.

Au bilan JEUMONT au 31 décembre 1940, également à la rubrique « Comptes d'ordre », les postes identiques à l'actif et au passif intitulés :

« Actions déposées par les Administrateurs ».

153. — Caisse d'institutions en faveur du personnel. — On rencontre quelquefois des postes relatifs aux Caisses d'institutions en faveur du personnel, que nous avons étudiées à propos du Passif (Chapitre VII), parmi les comptes d'ordre. Cela correspond à la responsabilité assumée par la gestion de la Caisse par la société, mais nous croyons que c'est là un emploi erroné du compte d'ordre, tout à fait analogue à celui relatif aux actions de garantie de gestion des administrateurs.

Citons comme exemple :

Le bilan AU BON MARCHÉ au 31 juillet 1940, avec les comptes :
« Emploi des Caisses d'institutions en faveur du personnel »
à l'actif,

« Caisses d'institutions en faveur du personnel » au passif.

Par contre, la SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE, CHAUFFAGE ET FORCE MOTRICE (bilan au 31 décembre 1940) a fait figurer hors bilan et pour mémoire les postes actifs et passifs « Service des retraites », ce qui nous paraît la solution la meilleure.

154. — Actions à libérer. — Ce poste, que la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE dénomme « Engagements pour souscription de titres » correspond aux sommes que l'entreprise s'est engagée à verser du fait des titres non libérés dont elle est propriétaire.

Il s'agit là d'un passif sous condition de l'appel du non versé à l'actif et de l'augmentation de valeur du poste portefeuille sous la même condition.

On peut d'ailleurs discuter le caractère conditionnel du passif (et de l'actif en découlant).

Pourrait-on dire, en effet : de toute façon le souscripteur doit le montant de sa souscription et c'est seulement la date de libération qui reste en suspens ?

C'est ainsi que l'on trouve, par exemple, au bilan au 31 décembre 1939 des PAPETERIES NAVARRE, au passif, un poste intitulé :
« Participations : Restant à appeler ».

En réalité, si la société se liquide étant *in bonis*, le montant non appelé n'est jamais réclamé. Nous maintiendrons donc ce poste parmi les actifs et passifs conditionnels.

On trouve dans la pratique différents libellés concernant ces postes et correspondant à cette manière de voir.

Exemple : Bilan au 31 décembre 1939, ALS. THOM :

« Libération éventuelle sur titres souscrits » à l'actif,
et « Montant restant à libérer sur titres souscrits » au passif.

Bilan ÉLECTRICITÉ DE LA SEINE au 30 juin 1941 : on trouve au chapitre « Comptes d'ordre » les postes :

« Versements à effectuer sur titres » à l'actif, et « Titres à libérer » au passif.

Au bilan JEUMONT au 31 décembre 1940, l'appellation « Versements à effectuer sur titres » a été employée tant à l'actif qu'au passif.

155. — Plus-values non réalisées. — Rappelons que nous avons montré que l'on pouvait, si l'on admet les théories généralement adoptées, considérer non comme un actif conditionnel mais comme une augmentation d'actif conditionnel toute plus-value non réalisée.

Ainsi que nous l'avons vu, elle se traduit par une augmentation égale de la Situation nette et de l'Actif et présente ainsi une ressemblance avec les différents comptes que nous avons examinés.

156. — Réparation des dommages de guerre. — Nous avons vu l'emploi fait par différentes sociétés de tels postes à propos des provisions.

Certaines sociétés ont utilisé à cet effet des comptes d'ordre d'un montant égal à l'Actif et au Passif.

De l'inscription au Passif, il n'y a rien d'autre à ajouter aux explications déjà données, mais l'inscription à l'Actif se justifie de la manière suivante.

Les entreprises qui emploient ce procédé estiment — à tort ou à raison — qu'elles auront une créance sur l'État égale aux dommages subis par elles.

Tel est le cas de la SOCIÉTÉ DES PRODUITS CHIMIQUES ET ENGRAIS D'AUBY qui a présenté, dans son bilan au 30 juin 1940, au chapitre « Comptes d'ordre », des postes actifs et passifs égaux et intitulés « Dommages de Guerre » (évalués d'ailleurs avec une précision pour le moins étonnante puisqu'ils se montent à 2 446 513,15 f).

L'emploi d'une telle notation revient à considérer qu'il y a simultanément diminution d'actif par suite des dommages et augmentation d'actif par suite de la créance sur l'État. Mais si l'on serre le problème de plus près, on est obligé de constater que la diminution d'actif, le dommage subi, est certain et que seule son évaluation est douteuse alors que la créance sur l'État dépend d'une loi à intervenir sur la réparation des dommages de guerre, qu'elle est donc incertaine dans son principe même.



QUATRIÈME PARTIE

LA SITUATION NETTE

CHAPITRE XII

CAPITAL ET RÉSERVES CLASSIQUES

- I. — Généralités.
- II. — Le Capital et les Parts.
- III. — Pertes et Bénéfices.
- IV. — Les Réserves classiques.

I. — GÉNÉRALITÉS

157. — **Caractère abstrait des postes de situation nette.**
— La Situation nette (1) comporte, en général, un ensemble de postes formant en réalité un tout, d'ailleurs purement abstrait.

Le commerçant, et par extension l'entreprise, possède des biens déterminés et doit des sommes également déterminées : il y a là des réalités aussi bien du point de vue économique que du point de vue juridique.

Au contraire, la Situation nette, qui n'a pas d'existence propre permanente, ne peut se définir que comme une différence.

La Situation nette n'est, en effet, que la différence entre deux nombres qui représentent l'un le total de l'actif et l'autre le total du passif.

Le caractère différentiel des postes de Situation nette rend souvent leur définition rigoureuse compliquée, ce qui contraste avec ceux d'actif et de passif, généralement faciles à définir.

Il faut ajouter que ce caractère a été souvent méconnu du fait de l'abstraction qu'il nécessite. On a trop abusé de la personnification des comptes et on a trop voulu concrétiser au péril de la clarté et de la rigueur.

(1) Nous préférons infiniment la dénomination de « Situation nette » à celle de « Passif interne », préconisée par VIVANTE (loc. cit. T. I, p. 319) et à celle déjà meilleure de « Passif fictif » employée notamment par CHARPENTIER et HAMELIN (loc. cit. p. 33) et VERLEY (loc. cit. p. 16 et 17).

C'est ainsi que BATARDON écrit :

« La notion, souvent incomprise, du capital (1) repose tout entière sur la distinction fondamentale qu'il y a lieu d'établir entre le propriétaire de l'entreprise et l'entreprise elle-même »,

puis, à propos des sociétés :

« Ce qui figure au passif sous la désignation plus ou moins heureuse de capital, ce ne sont donc pas les valeurs elles-mêmes, mais l'individualité collective des actionnaires qui les ont apportées...

« Sans doute, lorsqu'on dit des actionnaires qu'ils sont créanciers de la société, il s'agit d'une créance toute particulière exigible seulement à la liquidation... S'ils ne touchent pas l'intégralité de leur apport, ce n'est pas qu'ils ne soient pas créanciers de la société : c'est parce qu'ils ne sont plus alors créanciers que d'une somme inférieure à cet apport (2). »

PENGLAOU a repris ces arguments avec plus de science en invoquant le Selbstcontrahieren du CODE CIVIL ALLEMAND et cite DEMOGUE qui s'exprime ainsi : « L'impossibilité du Selbstcontrahieren n'étant pas technique, mais fondée sur des raisons pratiques, elle peut être levée du moins dans certains cas (3) ».

Quelle que soit la solution donnée au problème du Selbstcontrahieren, elle n'influe pas, à notre avis, sur le caractère spécial de la Situation nette. Celui-ci doit se déduire, uniquement et directement, de l'analyse juridique et économique de la Situation nette telle qu'elle est.

Chez le commerçant seul, la Situation nette se confond essentiellement avec la propriété individuelle.

Le patrimoine du commerçant est grevé de charges qui constituent le passif proprement dit ; une fois les charges acquittées, les biens restant sont sa propriété et ont une valeur exprimée par le chiffre de la Situation nette.

Il est à remarquer que la consistance même des biens constituant la contre-valeur de l'actif net est souvent inconnue lors de son évaluation. L'exemple simplifié suivant le montrera.

Supposons que le bilan de fermeture (4) d'une entreprise appartenant à un commerçant se présente de la façon suivante :

ACTIF

Immeubles.....	1 000 000
Marchandises.....	800 000
Créanciers.....	200 000
Espèces.....	300 000

(1) Chez le commerçant seul la situation nette totale est souvent confondue avec le capital, alors que dans les sociétés le capital est une fraction de la situation nette. Tous les raisonnements qui suivent subsistent intégralement en substituant au mot Capital les mots « Situation nette ».

(2) BATARDON, loc. cit. p. 8, 108 et 110.

(3) PENGLAOU, loc. cit. p. 67.

(4) C'est-à-dire celui établi au moment où le commerçant cesse ses affaires et où il procède à la liquidation.

PASSIF

Dettes.....	1 200 000
Situation nette.....	1 100 000

Si le commerçant, profitant d'une occasion, vend son immeuble dès l'ouverture de la période de liquidation et acquitte ses dettes avec le produit de la vente et partie des espèces, il se trouvera dans la situation résumée par le bilan suivant :

ACTIF

Marchandises.....	800 000
Créances.....	200 000
Espèces.....	100 000

PASSIF

Néant.

Situation nette.....	1 100 000
----------------------	-----------

Il sera donc propriétaire d'un ensemble : marchandises, créances, espèces, ne devant rien à personne, pour reprendre l'expression populaire si imagée, et constituant son actif net.

Supposons, au contraire, qu'il vende ses marchandises et fasse rentrer ses créances, son actif net correspondra à la situation suivante :

ACTIF

Immeuble.....	1 000 000
Espèces.....	100 000

PASSIF

Néant.

Situation nette.....	1 100 000
----------------------	-----------

c'est-à-dire que, dans ce cas, la décomposition de son avoir, toujours net de passif comme dans l'hypothèse précédente, sera différente.

Les partisans de la théorie de l'actif net : créance du commerçant, diront que celui-ci a, dans le premier cas, une créance de :

Marchandises.....	800 000
Créances.....	200 000
Espèces.....	100 000

et dans le deuxième cas de :

Immeuble.....	1 000 000
Espèces.....	100 000

C'est vraiment pousser au delà des limites raisonnables la notion de créance puisque le débiteur (gérant de la maison de

commerce) s'acquitterait en nature de façon différente à son seul gré envers le créancier (propriétaire de la maison de commerce).

S'il s'agit de sociétés, il ne sera pas possible de répéter la même critique puisqu'on liquidera l'actif et que l'on partagera, conformément aux statuts, l'actif net entre les associés. Mais ces derniers auront simplement un droit de partage de propriétaires indivis et non une créance sur un être moral d'ailleurs disparu (1).

La théorie de la Situation nette = Dette n'est pas conforme à la réalité juridique (2). Elle est, en outre, sans intérêt pratique. Il est, en effet, aussi simple en matière de bilan de dire que la différence entre l'actif et le passif constitue la Situation nette (c'est-à-dire ce qui revient aux associés), que de dire que cette différence constitue la dette envers les associés.

Ajoutons que la théorie de la Situation nette = Dette laisse supposer que celle-là a une réalité distincte de l'actif et du passif proprement dits.

Or, nous avons vu, par l'analyse des opérations, que cette prétendue créance d'un montant généralement indéterminé envers des personnes qui le sont souvent (3) ne se trouve fixée qu'après liquidation de l'actif et apurement du passif proprement dit.

C'est dire qu'en énonçant que la Situation nette est une différence : le résultat de la soustraction du passif de l'actif, on serre de plus près les opérations matérielles telles qu'elles sont exécutées en cas de liquidation.

La Situation nette, considérée comme différence et non comme passif, évite de prendre parti, contrairement à ce que suppose Bataillon, sur la question de la personnalité morale. Celui-ci va, en effet, jusqu'à écrire : « D'ailleurs si la personnalité de la société n'était, comme on l'affirme, qu'un procédé de technique juridique ou comptable, l'expression « Dettes de la société envers les actionnaires », sous laquelle on désigne le capital, n'aurait peut-être aucun sens, mais les mots « Dettes de la société envers les tiers » n'en auraient pas davantage » (4).

On ne saurait mieux confondre la créance d'un tiers vis-à-vis d'une indivision avec les droits qui découlent, pour les co-propriétaires, de la co-propriété indivise relativement aux biens communs.

L'action d'un créancier vis-à-vis d'une société, action pouvant aboutir à la faillite de celui-ci, peut-elle être comparée à celle de l'actionnaire réclamant, une fois la société dissoute et après paiement des véritables dettes, ce qui lui revient ?

Ce n'est pas parce que les besoins de la technique comptable font mettre dans le même casier le Passif proprement dit et la Situation nette qu'il faut les assimiler.

Contrairement à ce que dit FARAGI (5), la théorie du capital passif n'est pas une réalité de droit positif, et LÉAUTEY (6), bien que

(1) Cf. dans ce sens, CHARPENTIER et HAMELIN, § 17.

(2) Cf. dans ce sens, AMIAUD, loc. cit. p. 5.

(3) C'est le cas dans les sociétés par actions où les titres sont au porteur.

(4) BATARDON, loc. cit. p. 110.

(5) FARAGI, loc. cit. p. 41.

(6) LÉAUTEY, loc. cit. p. 94.

technicien comptable non juriste, a raison lorsqu'il désigne le Capital comme un Passif fictif.

157 bis. — Divisions de la situation nette. — Étant donné le caractère abstrait de la Situation nette, on peut se demander s'il y a lieu de la diviser en différents chapitres et postes. Pourquoi diviser un nombre qui exprime une situation ? Ne risque-t-on pas, loin d'apporter de la clarté, de semer le trouble dans les esprits ?

Nous avons vu que non seulement les divisions de l'Actif proprement dit se justifiaient, mais que l'on pouvait hésiter entre les critères servant à opérer ces divisions. En ce qui concerne le Passif, les modes de divisions sont moins nombreux, du fait qu'un passif n'a pas le même caractère concret qu'un actif. Mais, si une dette n'a pas la même réalité substantielle qu'un immeuble, elle a cependant un support concret : la personnalité du créancier.

Nous verrons, en étudiant les différents postes de la Situation nette, qu'ils sont conditionnés par le total.

Au risque d'anticiper légèrement, indiquons, par exemple, qu'il ne saurait s'agir de bénéfice si la Situation nette n'est pas supérieure au Capital.

Ce lien entre les différents postes de la Situation nette ne se retrouve ni dans ceux d'actif ni dans ceux de passif. Un immeuble continue à exister à l'actif, même s'il n'y a plus un sou en caisse, et sa valeur n'en est pas modifiée. La dette contractée envers Primus reste due même si un autre créancier, Secundus, fait remise de la somme due à ce dernier. Le débiteur en faillite obtenant, par un traité concordataire, remise d'une même fraction de toutes les dettes chirographaires fait exception. Au contraire, très fréquent est le cas de pertes entraînant *ipso facto* la disparition totale d'un certain nombre de postes de Situation nette.

La décomposition de la Situation nette se fera donc sur des bases moins sensibles que celles de l'Actif et du Passif du fait que ses différents éléments n'ont normalement, à l'époque de l'inventaire, aucune existence indépendante les uns des autres. Ils restent liés par la loi algébrique qui fait de leur somme un tout : la Situation nette. Ce sont toujours des nombres choisis en tenant compte de leurs propriétés, mais qui resteront plus intimement liés les uns aux autres que les postes d'actif et de passif souvent indépendants entre eux.

158. — Le critère historique. — Prenons un exemple simple : une entreprise commence avec une mise déterminée. Le bilan suivant fait ressortir un actif et un passif dont la différence (qui exprime la Situation nette de l'entreprise) est supérieure à la mise.

Dans ce cas, la Situation nette confondue chez le commerçant avec le Capital sera divisée en :

Mise initiale ou Capital initial,

Surplus ou Bénéfice,

le critérium de la division étant la Situation nette initiale et la quantité dont elle a varié.

Le surplus est la différence seconde de l'Actif et du Passif, c'est-à-dire la différence des deux situations nettes finale et initiale.

En employant les symboles algébriques, on aurait :

Situation nette initiale ou Mise initiale = Actif initial — Passif initial.

Situation nette finale = Actif final — Passif final.

Surplus = (Actif final — Passif final) — (Actif initial — Passif initial),

ou encore :

Surplus = Situation nette finale — Mise initiale.

159. — Le critère juridique. — A côté de ce critère historique, on utilisera également le critère juridique.

Nous avons vu que la Situation nette correspond à l'évaluation de ce que les associés auraient à se partager après extinction du Passif proprement dit.

S'il y a des catégories d'associés ayant des droits différents — ce qui est normal en matière de sociétés — la Situation nette pourra être décomposée en explicitant les droits des uns et des autres.

160. — Le critère fiscal. — Le critère fiscal amènera également d'autres distinctions suivant que telle fraction de la Situation nette aura acquitté ou sera dispensée d'acquitter tel impôt.

Ce critère a pris une importance considérable en ce qui concerne les différentes réserves à base fiscale auxquelles nous consacrerons le chapitre suivant.

Enfin, certains critères sont d'ordre purement arithmétique ou formel. Tel est le cas de différentes réserves juxtaposées dont les ayants droit sont identiques.

161. — Examen des différents postes de situation nette. — Examinons les différents postes de Situation nette que l'on rencontre dans les bilans et qui constituent, sous différentes dénominations, le Capital et les Réserves classiques.

Le plus constant est le poste « Capital ».

II. — LE CAPITAL ET LES PARTS

162. — Caractères et définitions du capital. — Chez le commerçant seul, le capital correspond à la mise initiale du commerçant augmentée, le cas échéant, des apports nouveaux qu'il a consentis à son entreprise à titre d'investissement et diminuée des retraits des sommes qu'il a entendu retirer et qui ne sont pas prélevés sur les bénéfices.

Autrefois, il était commun d'assimiler la Situation nette avec le Capital. Mais, notamment du fait de l'impôt sur les bénéfices commerciaux, on a pris l'habitude de séparer les investissements des bénéfices, prélèvements, et même des versements en compte courant : le Capital est considéré comme fixe. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'une fixité absolue puisqu'il peut y avoir des augmentations et même des réductions de capital.

Dans les sociétés de personnes, le capital est normalement le montant des sommes que les associés se sont engagés à investir et à maintenir investies dans la société.

Lorsqu'il s'agit de sociétés par actions ou de sociétés à responsabilité limitée, on se garde souvent de définir le capital. C'est ainsi que CHARPENTIER ET HAMELIN se contentent de dire que le compte « Capital » est crédité du montant des actions souscrites (1). Cette définition n'est d'ailleurs pas rigoureusement exacte dans tous les cas. En effet, dans le cas de souscription au-dessus du pair, la prime — différence entre le taux de souscription et le nominal — ne fait pas partie du Capital. Il y a donc lieu de corriger la définition précédente en ajoutant le mot « nominal » après « montant ». La définition ne prévoit pas non plus les réductions de capital. Elle n'est donc pas générale.

Un certain nombre de définitions se réfèrent au montant des apports sociaux.

C'est ainsi, par exemple, que le regretté ALBERT WAHL avait admis que le capital est formé des apports des associés (2) en citant à l'appui les articles 1, 4, 17, 29 et 31 de la loi du 24 juillet 1867.

La critique que nous avons faite de l'opinion de CHARPENTIER ET HAMELIN s'applique intégralement : la définition ne vaut pas lorsqu'il y a souscription avec prime, elle ne vaut pas davantage en cas de réduction de capital.

MACK, tout en donnant une définition du Capital, en indique les principales propriétés dans les termes suivants :

« Le capital est, avant tout, le chiffre représentant la valeur des apports mis par les associés en commun, qui doit servir de base aux opérations sociales, tant que dure la société, et de base à la répartition des valeurs sociales au moment de la liquidation » (3).

Aux critiques faites à propos des définitions précédentes, ajoutons que ce n'est pas forcément le Capital qui sert de base à la répartition des valeurs sociales ; tel est le cas de la fixation des droits des porteurs de parts, droits qui peuvent comporter une fraction de l'actif net quel que soit le Capital social.

Rappelons maintenant la classique définition de THALLER :

« Le capital est une ligne d'arrêt tout idéale tracée dans l'actif sans identifier des valeurs précises autour du cercle de la valeur primitive des apports. Dans l'intérieur de ce cercle, la société prend l'engagement de ne pas retirer cet actif et elle le rend indisponible au regard des créanciers, tout ce qui déborde ce cercle demeure disponible, les associés gardant la faculté d'en faire la redistribution » (4).

Notons que l'éminent juriste a signalé — le premier croyons-nous — le caractère abstrait du chiffre du capital sur lequel nous avons insisté à propos de la Situation nette.

(1) CHARPENTIER ET HAMELIN, loc. cit. § 223.

(2) WAHL, « Étude sur l'augmentation du capital dans les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions », *Annales de Droit commercial* 1893, p. 86.

(3) MACK, *Revue des Sociétés* 1905, p. 105.

(4) THALLER, « De l'augmentation de capital par transformation en actions, soit du passif, soit des réserves de la sociétés », *Annales de Droit commercial* 1907, p. 177.

Le cas de l'émission avec prime n'est pas prévu.

L'auteur note fort justement l'engagement que la société prend de ne pas retirer l'actif à l'intérieur du capital, engagement qui a besoin d'être précisé. Quant à l'indisponibilité de l'actif au regard des créanciers, il faut voir là une image et non le fait que l'actif serait indisponible vis-à-vis des créanciers.

Ces notions se rattachent d'ailleurs à la fixité du capital, notions sur lesquelles nous serons appelés à revenir.

Enfin, il nous faut signaler, pour en finir avec la définition de THALLER, que tout ce qui dépasse le capital n'est pas disponible ; les associés ne peuvent en faire la distribution qu'en respectant la réserve légale ainsi que nous le verrons plus loin.

On pourrait être tenté, avec DE HAENE, de définir le capital comme « *le chiffre à concurrence duquel les actions ont été émises* » (1).

N'est-ce pas une tautologie puisqu'aux termes de l'article 34 du CODE DE COMMERCE « *le capital social des sociétés par actions se divise en actions...* » ?

M. le Professeur J. PERCEROU a donné sur le capital les précisions suivantes :

« *Le capital d'une société ne se confond pas avec son patrimoine. Il représente la valeur (exprimée, pour les sociétés françaises, en francs) dont la société doit toujours tenir compte à ses créanciers, qu'elle doit toujours maintenir intacte comme garantie de leurs créances ; mais il ne représente pas tels ou tels biens précis et déterminés* » (2).

On retrouve, ébauché dans cette définition, et sous une forme moins précise que dans ce qu'avait écrit THALLER, le caractère abstrait de la Situation nette.

Par contre, nous ne croyons pas rigoureusement exacts les autres caractères signalés par M. le Professeur PERCEROU, caractères que l'on présente souvent sous la dénomination de « fixité du capital social ».

163. — Fixité du capital social. — Il ne saurait être question d'étudier ici toutes les questions touchant à la fixité du capital social au sujet desquelles existe déjà une abondante littérature et une nombreuse jurisprudence. Nous voudrions seulement, en rappelant les résultats et en précisant les limites, montrer que l'on peut substituer avantageusement au principe de la fixité du capital certaines prescriptions relatives à la Situation nette.

Rappelons tout d'abord que le principe de la fixité du capital, « *véritable règle coutumière* » ainsi que l'a heureusement noté le Professeur AMIAUD (3), ne doit pas, bien entendu, se comprendre au sens littéral du mot.

Restreint aux sociétés par actions et aux sociétés à responsabilité limitée, il faut l'entendre dans ce sens qu'il n'est pas licite de distribuer aux associés l'actif social si cette distribution entame

(1) DE HAENE, « Les plus-values des sociétés anonymes devant le droit de patente », *Revue pratique des Sociétés civiles et commerciales* 1911, p. 211.

(2) PERCEROU, loc. cit. p. 174.

(3) AMIAUD, loc. cit. p. 5.

le capital, c'est-à-dire si la valeur nette des biens de la société, déduction faite du passif réel, devient inférieur à celui-là du fait de la distribution.

Pendant longtemps, le principe de la fixité du capital était le critérium permettant de distinguer, à coup sûr, si un dividende distribué était ou non fictif. Depuis l'arrêt LÉONARD, qui a admis qu'un dividende prélevé sur les réserves pourrait être fictif, la violation du principe est devenue une condition suffisante pour entraîner, *ipso facto*, la distribution de dividende fictif : elle a cessé d'en être la condition nécessaire.

Le principe de la fixité du capital est basé, avant tout, sur la sauvegarde des droits des tiers qui contractent avec une société par actions. Celle-ci publiant le chiffre de son capital, il ne faut pas que, volontairement, cette publication cesse de correspondre à la réalité.

Nous disons volontairement, car il arrive souvent que le capital soit entamé hors la volonté des agents sociaux : c'est le cas de pertes absorbant les réserves et reports à nouveau et rendant la Situation nette inférieure au chiffre du capital.

Les tiers ne seront informés du changement de la situation sociale que si les pertes dépassent les trois quarts du capital social, auquel cas les associés devront délibérer de la continuation ou de la dissolution anticipée (1).

Les mesures à prendre en cas de perte des trois quarts du capital peuvent être rattachées au principe de fixité par voie d'extension. En effet, si, par suite de pertes, la Situation nette devient inférieure au quart du capital, on peut dire que le principe est encore violé. Celui-ci pourrait donc se résumer :

1^o En une interdiction absolue de réduire la Situation nette au-dessous du chiffre du capital par distribution aux associés ;

2^o Par suite de pertes réduisant la Situation nette au-dessous du quart du capital social, en une obligation de consulter les associés et, si ceux-ci décidaient de ne pas liquider la société, de publier cette décision.

Chaque fois qu'il y a manquement à l'une de ces obligations, les intéressés lésés peuvent, dans le premier cas, faire annuler la distribution et dans l'un et l'autre cas demander aux dirigeants responsables de les indemniser du dommage subi.

Basé sur le respect des droits des tiers, le principe de la fixité du capital n'interdit pas, par contre, les opérations suivantes :

1^o La réduction du capital ayant pour effet de ramener le capital à un chiffre inférieur, sans distribution, lorsqu'il y a eu des pertes.

Les tiers, en effet, non seulement n'éprouvent aucun préjudice, mais sont mieux informés de la valeur de l'actif social puisque le montant du capital social s'en rapproche, du fait de cette opération. Il est à peine besoin d'ajouter que la réduction de capital, par suite de pertes, est une opération qui ne produit aucun changement réel

(1) Cf. PIERRE BLANC, *La perte des trois quarts du capital social dans les sociétés anonymes*.

dans le bilan de l'entreprise, ainsi que le montrera l'exemple schématique suivant :

<i>Bilan avant réduction :</i>			
Actif réel.....	3 000 000	Capital.....	2 500 000
Pertes.....	1 000 000	Passif réel.....	1 500 000
	<u>4 000 000</u>		<u>4 000 000</u>

<i>Bilan après réduction :</i>			
Actif réel.....	3 000 000	Capital.....	1 500 000
	<u>3 000 000</u>	Passif réel.....	1 500 000
			<u>3 000 000</u>

Ni l'Actif réel, ni le Passif réel, partant ni la Situation nette, n'ont été modifiés. Il y a eu simple virement du poste « Pertes » au poste « Capital », ces deux postes appartenant tous deux à la Situation nette.

2° L'augmentation de capital par apports en espèces ou en nature.

Une telle opération modifie le capital qui ne reste donc pas fixe ; mais les créanciers en sont les bénéficiaires puisque les biens de la société qui servent de garantie aux engagements qu'elle prend sont augmentés sans qu'il y ait modification au Passif réel.

L'opération augmente donc la Situation nette.

3° L'augmentation de capital par transformation de réserves en capital.

L'incorporation de réserves dans le capital ne modifie pas plus l'Actif réel que le Passif réel, et partant la Situation nette.

Elle est tout à fait analogue à la réduction de capital par suite de pertes.

Donnons-en un exemple schématique :

<i>Bilan avant incorporation de réserves :</i>			
Actif.....	3 500 000	Capital.....	1 000 000
		Réserves.....	2 000 000
		Passif réel.....	500 000
	<u>3 500 000</u>		<u>3 500 000</u>

<i>Bilan après incorporation de réserves :</i>			
Actif.....	3 500 000	Capital.....	3 000 000
	<u>3 500 000</u>	Passif réel.....	500 000
			<u>3 500 000</u>

Les associés n'ont rien gagné ni rien perdu. Quant aux tiers, ils tirent un profit indirect et éventuel de l'opération.

Il ne sera plus possible, en effet, de distribuer en nature les réserves. C'est donc, dans l'exemple précédent, un montant de 2.000.000 dont les associés s'interdisent la distribution entre eux.

D'autre part, si la Situation nette vient à descendre au-dessous du quart du nouveau capital, soit 750 000 f, les associés ne pourront

continuer les affaires sociales qu'à charge d'en faire la publication légale. Si, au contraire, l'incorporation des réserves n'avait pas été effectuée, c'est seulement lorsque la Situation nette serait tombée en deçà de 250 000 f que les associés auraient eu cette obligation.

Si nous récapitulons les opérations interdites ou permises et touchant à la fixité du capital, nous arrivons au tableau ci-dessous :

I. — Opérations interdites :

a) Distribution aux actionnaires entamant le capital : s'explique soit par le principe de fixité du capital, soit par l'interdiction de diminuer, au moyen d'une distribution, la Situation nette au-dessous du montant du capital.

b) Continuation de la société en cas de perte des trois quarts du capital de la société sans décision des actionnaires et sans publication : s'explique par l'extension du principe de fixité du capital ou par l'obligation de ne pas réduire la Situation nette par distribution.

II. — Opérations autorisées :

a) Réduction du capital sans distribution par suite de pertes : ne s'explique pas par le principe de fixité du capital ; s'explique par l'obligation de ne pas réduire la Situation nette par distribution au dessous du montant du capital social.

b) Augmentation de capital par apports en espèces ou en nature ou par distribution de réserves :

ne s'explique pas par le principe de fixité du capital ; s'explique par l'obligation de ne pas réduire la Situation nette par distribution au-dessous du montant du capital social.

On voit donc que cette seule obligation suffit à expliquer tous ces cas, l'opération qui viole cette obligation est interdite, celle qui la respecte est licite.

La notion de Situation nette s'avère donc, une fois de plus, féconde en apportant l'harmonie de la logique, alors que la notion de la fixité du capital comporte encore plus d'exceptions que d'applications.

Sous une autre forme, on peut dire plus brièvement que le poste « Capital » ne peut être diminué qu'à condition que cette diminution ne nuise pas aux tiers, et que toute réduction de la Situation nette en deçà du quart du capital doit entraîner la procédure prévue à l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 en ce qui concerne les sociétés par actions et l'article 36 de la loi du 7 mars 1925, modifié par le décret-loi du 14 juin 1938, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée.

164. — **Définition proposée du capital.** — On trouve, dans un arrêt de la COUR DE CASSATION, une définition fort intéressante du capital qui, avec l'*imperia brevisitas* qui la caractérise, résume un certain nombre des notions que nous venons de mettre en valeur de la façon suivante :

« Que d'autre part, au regard des tiers, le Capital social est la somme définitivement inscrite aux statuts et portée à leur connaissance par les

actes de publication de la société, que c'est cette somme qui forme le gage des créanciers et qu'ainsi vis-à-vis d'eux comme en soi, le capital social, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867, est le montant des actions souscrites » (1).

Il n'est pas tout à fait exact de dire que le capital est définitivement inscrit aux statuts puisqu'il peut être modifié. De même, les augmentations et diminutions de capital font que ce n'est plus forcément son montant qui correspond à celui des actions souscrites.

Mais il est intéressant de signaler l'importance qu'attache la COUR SUPRÊME aux actes de publication (parmi lesquels l'inscription aux statuts).

En outre, si l'on sous-entend le mot nominal, on voit la référence au chiffre des actions auquel s'attachait DE HAENE.

Nous croyons que l'on peut, à l'aide des observations précédentes, arriver à une définition du capital des sociétés par actions et des sociétés à responsabilité limitée qui contienne en puissance toutes les notions mises en lumière.

Cette définition serait la suivante :

« Le capital est une fraction statutaire de la Situation nette égale au total nominal des actions ou parts existantes et dont le montant sert de garantie vis-à-vis des tiers. »

Le montant des actions ou parts souscrites ou de celles attribuées en rémunération d'apports en nature visé aux statuts est, en effet, le montant nominal.

La définition ne tombe donc pas dans l'erreur signalée plus haut et commise par la plupart des auteurs relativement aux actions souscrites avec prime.

Les réductions ou augmentations de capital sont telles que le chiffre reste toujours égal au total nominal des actions (ou parts) puisque ces opérations influent automatiquement sur le nombre ou sur le nominal des actions en circulation.

C'est le montant du capital statutaire qui intervient pour le prélèvement relatif à la réserve légale qui intéresse les tiers.

C'est également lui qui détermine le niveau de la Situation nette au-dessous duquel, en vertu de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 et en vertu de l'article 36 de la loi du 7 mars 1925, modifié par le décret-loi du 14 juin 1938, il doit être décidé s'il y a lieu ou non à continuation de la société.

C'est enfin le montant du capital nominal qui est visé par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1867 concernant les documents autographiés ou imprimés émanant des sociétés par actions et par l'article 18 de la loi du 7 mars 1925 en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, par l'article 57 de la loi de 1867 modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935 concernant les publications dans les journaux d'annonces légales, par l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907 relatif au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et à la publicité financière et par l'article 6, § 8^o, de la loi du 18 mars

(1) Cass. Civ. 13 novembre 1907, *Journal des Sociétés* 1908, p. 45.

1919, modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935, relative au registre du commerce.

165. — Présentation au Bilan. — Le poste « Capital » est présenté au bilan généralement à la première ligne de la colonne intitulée « Passif ».

166. — Capital amorti. — Le poste « Capital amorti que l'on trouve dans les sociétés par actions sous la rubrique « Actions de jouissance », correspond à la fraction du capital nominal qui a été reversée aux ayants droit.

Amortir une action, c'est reverser à l'actionnaire le montant de ladite action.

L'amortissement peut être total ou partiel.

Lorsqu'il est total, il est d'ordinaire attribué à l'actionnaire des actions de jouissance.

Ce n'est pas le lieu d'intervenir dans la controverse qui a fortement divisé la doctrine au début du siècle sur le point de savoir si les sommes versées au titre d'amortissement du capital l'étaient au titre de remboursement ou de dividende spécial.

En ce qui concerne la structure du bilan, il suffit de savoir que les actions de jouissance se distinguent des autres en ce qu'elles n'ont pas droit au premier dividende (appelé souvent intérêt du fait qu'il est calculé en proportion du nominal), ni en cas de liquidation au remboursement du nominal.

Il est donc intéressant de les séparer au point de vue de l'étude financière basée sur le bilan, puisque cette séparation renseigne sur la répartition des bénéfices annuels et des sommes à provenir de la liquidation.

Le poste « Capital amorti » se trouve aux bilans au 30 juin 1940 de la SOCIÉTÉ ANONYME DES ÉTABLISSEMENTS FOURNIER, OSTERTAG ET LE BOULENGER et de la SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE.

Le poste « Actions amorties » se lit au bilan au 31 décembre 1940 de la COMPAGNIE DES MINÉRAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKA-EL-HADID.

Le poste « Capital jouissance » se trouve au bilan au 31 décembre 1940 de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES EAUX MINÉRALES DE VITTEL.

Le poste « Capital actions de jouissance » se trouve au bilan au 31 décembre 1940 de SUP-LUMIÈRE.

On rencontre le poste « Actions de jouissance » au bilan au 31 décembre 1939 de la SOCIÉTÉ DES MOTEURS SALMSON.

Bien souvent l'indication du nombre d'actions de jouissance et du nombre d'actions de capital est simplement donnée en dessous du poste « Capital ».

Ainsi en est-il au bilan au 30 juin 1941 de l'ÉLECTRICITÉ DE LA SEINE, à celui au 31 décembre 1940 de la COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER MÉTROPOLITAIN DE PARIS.

166 bis. — **Différents types d'actions.** — Il arrive également que le capital soit divisé en actions ayant des droits différents. Il est donc utile de le signaler au bilan, tout en rappelant qu'en ce qui concerne les tiers, les droits relatifs des différents intéressés ne les regardent pas puisqu'ils ne viennent pas en concours avec eux.

Certaines sociétés se dispensent de signaler cette distinction interne, telle la SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE qui se contente de séparer le capital amorti et ne signale pas, au bilan au 31 décembre 1940, le nombre d'actions P et d'actions O.

Par contre, le bilan au 31 décembre 1939, de la COMPAGNIE FERMIERE DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL DE VICHY, présente deux postes distincts relatifs aux actions A et B.

La SOCIÉTÉ LEBON & CIE (COMPAGNIE CENTRALE D'ÉCLAIRAGE PAR LE GAZ) présente au bilan au 31 décembre 1940 deux postes séparés intitulés :

« Actions A de capital et de jouissance ».

« Actions B de capital et de jouissance ».

LES GRANDS MAGASINS « AU PRINTEMPS », LAGUIONIE & CIE, présentent, au bilan au 31 juillet 1940, séparés, les postes :

« Actions ordinaires ».

« Actions de priorité ».

167. — **Parts Bénéficiaires.** — On sait que les parts bénéficiaires, ou parts de fondateur, donnent droit, généralement, à une part dans les bénéfices annuels et de liquidation.

Doivent-elles ou non figurer au bilan ?

CHARPENTIER ET HAMELIN s'expriment, à ce sujet, de la manière suivante :

« Elles ne donnent droit qu'à une part du bénéfice, elles ne comportent pas de remboursement du capital et ne confèrent à leur porteur aucun droit sur le capital de la société. Par suite, elles ne peuvent figurer au passif du bilan » (1).

Il y a lieu d'examiner de façon précise ces affirmations successives.

En ce qui concerne le bénéfice annuel, pas de discussion ; en cas de liquidation, rien n'interdit, bien que ce soit contraire à l'usage, de faire venir les parts en concours avec les actions. Si donc il est exact d'écrire qu'elles ne comportent pas de remboursement de capital, il est inexact d'affirmer qu'elles ne confèrent à leur porteur aucun droit sur le capital de la société ; il eût fallu ajouter le mot « habituellement », ce qui eût enlevé le droit d'en déduire à titre général qu'elles ne peuvent figurer au passif du bilan.

Nous avons montré que le Capital ne devrait pas figurer au passif proprement dit et sur ce point CHARPENTIER ET HAMELIN, comme la plupart des juristes, partagent notre point de vue.

D'autre part, étant donné l'usage de faire figurer la Situation nette conventionnellement au passif, il y a contradiction à indiquer

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 304.

que, d'une part, les actions de jouissance font partie du Capital alors qu'elles n'ont plus droit à être remboursées de leur nominal et de ne pas l'admettre pour les parts bénéficiaires.

La seule différence d'essence pouvant exister entre les actions de jouissance et les parts consiste dans le droit de vote, encore que, depuis la loi de 1933, certains déniaient à celles-là ce droit.

Mais les unes et les autres ont des droits financiers analogues.

La seule différence intrinsèque consiste habituellement en ce que l'action de jouissance correspond à un capital espèces versé et remboursé et qu'historiquement elle est intervenue dans la constitution du capital.

Encore faut-il songer aux exceptions telles que : parts attribuées en contre-partie d'actions annulées lors d'une réduction de capital ou parts attribuées en rémunération d'apports en nature ayant une valeur certaine, tels fonds de commerce, etc.

La logique voudrait donc que les parts et actions de jouissance soient inscrites les unes et les autres ou mieux qu'aucune d'elles ne le soient.

La différence de traitement provient uniquement d'une raison d'ordre pratique, le montant pour lequel les actions de jouissance sont inscrites est celui du Capital amorti : c'est une fraction de la Situation nette intangible par distribution annuelle.

Au contraire, rien n'est à prévoir d'analogue en ce qui concerne les parts.

C'est donc l'intérêt des tiers qui intervient. Ils sont intéressés à ce que la société ne diminue pas son capital économique en dessous du capital nominal. Alors que la répartition entre les ayants droit est pour eux *res inter alios acta*.

La solution logique consisterait à inscrire le montant du capital amorti à une rubrique spéciale : « Réserves indisponibles ».

Comme il n'est pas possible, généralement, de fixer la part de la Situation nette revenant aux parts, il est fréquent de ne pas les inscrire au bilan. Cependant certaines sociétés le font sans inscrire de valeur en face de ce poste, ce qui ne saurait offrir d'inconvénient.

Tel est le cas de la SOCIÉTÉ D'ÉLECTRICITÉ DE PARIS (Bilan au 30 juin 1940), des FORGES ET ATELIERS DE CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES DE JEUMONT (Bilan au 31 décembre 1940), des ATELIERS DE CONSTRUCTION DU NORD DE LA FRANCE (Bilan au 30 juin 1940), de l'ÉLECTRICITÉ DE LA SEINE (Bilan au 30 juin 1940), etc.

168. — Obligations à participations bénéficiaires. — Il s'agit là d'obligations généralement créées à la suite de difficultés financières par transformation d'obligations ordinaires et qui ont droit à des sommes prises uniquement sur les bénéfices.

Il est à noter qu'il ne faut pas confondre « Obligations à participations bénéficiaires » avec « Obligations à coupons ou intérêts variables » qui peuvent correspondre à un intérêt fixe auquel s'ajoute une participation dans les bénéfices ou le chiffre d'affaires et qui,

au point de vue bilan, font indiscutablement partie du Passif proprement dit.

Ce que nous avons dit des parts s'applique intégralement aux obligations à participations bénéficiaires.

Bien entendu, il n'en serait rien si les obligations, tout en n'ayant droit qu'à une fraction des bénéfices annuels, avaient droit en cas de liquidation à concourir avec les autres créanciers. Elles appartiendraient au passif réel.

169. — Bons d'amortissement. Bons de jouissance. — Il s'agit généralement de titres donnant des droits divers sur les bénéfices annuels ou sur l'actif de liquidation.

Dans ces divers cas, ils doivent être assimilés aux parts de fondateur.

III. — PERTES ET BÉNÉFICES

170. — Pertes. — Les postes « Pertes » sont, comme nous l'avons déjà vu, des subdivisions de la Situation nette.

Les pertes sont toujours relatives, elles correspondent à une réduction de la Situation nette ne découlant pas d'un versement aux associés.

Dès que l'on verse, en effet, une somme aux associés, la Situation nette diminue, l'entreprise s'appauvrit, mais cette diminution de richesse n'a rien de commun avec celle, sans contre-partie analogue, qui provient soit du fonctionnement défectueux de l'entreprise, soit d'événements brusques.

La Situation nette étant, en comptabilité, comptée en sens contraire de la réalité, et par conséquent portée au passif quand elle est positive, les diminutions de Situation nette sont portées conventionnellement à l'Actif. Bien entendu, de tels postes sont des postes de régularisation de Situation nette ou Passif fictif : ils constituent des Actifs totalement fictifs.

Comme l'a dit fort justement QUESNOT :

« Par une extension toute conventionnelle de langage, le débit de Pertes est quelquefois appelé valeur fictive parce qu'il représente l'image numérique d'un capital disparu. C'est un actif imaginaire » (1).

En pratique, les pertes se rencontreront à l'actif du bilan sous les rubriques les plus diverses :

Profits et Pertes ou Pertes et Profits,
Pertes antérieures,
Pertes de l'exercice.

171. — Profits et pertes ou pertes et profits. — En principe, toute variation de la Situation nette, autre qu'une variation du capital, intervient dans le compte de Profits et Pertes et l'on peut dire réciproquement que le compte de Profits et Pertes n'enregistre que ces variations (2).

(1) QUESNOT, loc. cit. p. 72.

(2) A. DALSACE, *Introduction à l'Etude du Bilan et de la Comptabilité*, p. 76.

La somme algébrique de toutes ces variations donne un solde qui est le résultat final. C'est ce solde qui, s'il traduit au total plus de diminutions que d'augmentations, constitue la perte.

Le total des pertes se subdivise fréquemment, car le bilan sert à rendre compte des résultats de l'exercice. On est donc amené tout naturellement à séparer le compte

« Pertes » ou « Profits et Pertes »

en « Pertes antérieures »

ce qui veut dire pertes antérieures au début de l'exercice,

et « Pertes de l'exercice ».

172. — Bénéfices. — Nous avons défini, au chapitre de l'inventaire, le bénéfice comme la différence entre les situations nettes de fin et de commencement d'exercice, augmentée des retraits et diminuée des apports.

En pratique, et bien qu'il n'y ait aucune différence intrinsèque entre les différentes sources de bénéfice (1), on réserve le nom de bénéfice aux augmentations de Situation nette provenant d'opérations clôturées, c'est-à-dire : revente d'éléments d'actif à des prix supérieurs au prix d'achat ou de revient, règlement d'éléments de passif pour un prix inférieur à celui pour lequel il est porté à l'inventaire.

Le total des bénéfices, diminué des pertes et des frais généraux, constitue le bénéfice tel qu'il apparaît au bilan.

173. — Plus-values. — Étant donnée la jurisprudence (2) et la doctrine régnante (3), il est indispensable de séparer les plus-values des bénéfices (4).

Les plus-values feront donc l'objet d'un ou plusieurs comptes de Situation nette spéciaux.

S'il s'agit d'un seul compte, on pourra l'appeler :

« Pertes et Profits potentiels »

comme le fait DUMARCHEY (5).

On pourra l'appeler aussi :

« Plus-values non réalisées ».

On pourra également spécialiser les plus-values d'après les chapitres d'actif auxquels elles se réfèrent, par exemple : « Plus-values sur Immobilisations ».

Ainsi que nous avons été amené à le constater à propos des comptes de régularisation, on peut considérer que les postes plus-values de la Situation nette sont des postes de régularisation de celle-ci découlant de la présence de postes identiques à l'actif.

L'augmentation d'un poste d'actif se traduira donc par deux

(1) « La notion de bénéfice », *Revue des Sociétés* 1937, p. 217.

(2) Cf. notamment CASSATION, CH. CRIM. 11 juillet 1930, *Dalloz* 1932.1.145.

(3) Cf. CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 413 à 417 ; QUESNOT, loc. cit. p. 73.

(4) Il est à noter que la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, en fixant les bases d'évaluation au prix d'achat ou de revient en donnant les nomenclatures des comptes, interdit l'emploi de tels comptes.

(5) DUMARCHEY, *La Comptabilité Moderne*, p. 229.

postes de régularisation : l'un à l'Actif indiquant l'augmentation de valeur qui sera un poste adjoint au poste principal, l'autre à la Situation nette qui traduira la valeur de la Situation nette et qui sera adjoint au poste Capital comme le sont tous les comptes de Situation nette.

Si l'on n'attache à cette plus-value qu'un caractère hypothétique, il ne s'agira plus que d'augmentation d'actif et de situation nette sous la condition de la réalisation de l'élément au prix évalué, ainsi que nous l'avons montré au chapitre XI.

Quelle que soit la théorie envisagée, il suffira que le libellé du poste rappelle ses propriétés car « *il n'y a rien de plus permis que de donner à une chose qu'on a clairement désignée un nom tel qu'on voudra* (1) ».

En pratique, de tels postes sont assez rares.

Nous avons cité au chapitre X l'exemple du Bilan du COMPTOIR DES VIANDES ET PRODUITS ALIMENTAIRES comportant un poste de régularisation d'actif intitulé :

« Compte Spécial — Excédent ».

Notons qu'on a fait figurer au Passif, sous la rubrique « Amortissements », un poste d'un montant égal intitulé :

« Excédent provenant de la réévaluation en francs stabilisés d'une partie de l'actif immobilisé »,

que nous estimons, en réalité, être une réserve.

174. — **Bénéfices proprement dits.** — Ceux-ci se divisent en deux catégories :

Bénéfices afférents à l'exercice,

Bénéfices antérieurs.

Cette division est logique du fait du principe de l'indépendance des exercices.

En ce qui concerne les bénéfices antérieurs, il est rare de les rencontrer sous cette dénomination ; ils sont généralement portés au bilan sous différentes dénominations dont nous allons examiner les plus fréquentes.

Ainsi que l'a dit QUESNOT :

« *Les bénéfices constatés par Profits et Pertes sont le point de départ d'une série de comptes que l'on pourrait qualifier de dérivés de bénéfices, car ils ont tous le caractère d'être obtenus par virement, et de figurer le montant de bénéfices laissés dans l'exploitation pour un motif ou pour un autre* » (2).

Remarquons que tous ces comptes, quelles que soient leurs dénominations, ont une définition commune : ce sont des comptes de Situation nette, ils correspondent à des bénéfices non distribués.

Mais on ne saurait assez le répéter, ils ont avec les plus-values et divers autres comptes une propriété commune fondamentale : ce sont des augmentations de la Situation nette non afférentes au

(1) PASCAL, *De l'Esprit géométrique et de l'Art de persuader*, Edit. La Pléiade, p. 361.

(2) QUESNOT, loc. cit. p. 79.

capital nominal et nous estimons que le terme de « réserves » s'applique à tous ces postes.

Cette définition amènerait la division de la Situation nette en :

Capital,

Pertes,

Bénéfices de l'exercice,

Réserves,

le dernier chapitre comportant autant de subdivisions que nécessaire.

IV. — LES RÉSERVES CLASSIQUES

175. — **Définitions.** — Peu d'auteurs ont essayé de définir les Réserves d'une façon précise.

On rencontre souvent la définition suivante : « *On entend sous le nom de réserves des bénéfices que la société ne distribue pas mais conserve...* » (1), définition assez voisine d'une de celles du Professeur AMIAUD, savoir : « *Toute portion du produit bénéficiaire qui n'a pas été répartie par une société par actions constituée à l'égard de cette société un fonds de réserve* » (2).

Ces définitions sont logiques à condition d'appeler « Bénéfice » toute augmentation de la Situation nette autre que les augmentations afférentes au capital nominal.

Malheureusement, ainsi que nous l'avons indiqué, doctrine et jurisprudence prétendent faire la distinction entre les plus-values et les bénéfices.

Dans ce cas, comment définira-t-on l'augmentation de l'actif économique, de la richesse sociale, produite par une émission au-dessus du pair soit d'actions, soit d'obligations ?

Il n'y a pas bénéfice provenant de l'exploitation, mais plus-value du fonds social réalisée d'un coup et qui est la conséquence d'une situation financière brillante.

BATARDON, qui critique fort justement pour les motifs indiqués ci-dessus la définition courante des réserves, aboutit à la définition suivante :

« *... toute augmentation détournée du capital nominal, c'est-à-dire de la part revenant aux actionnaires* » (3).

Or, le capital nominal n'est pas augmenté par l'émission avec prime et, d'autre part, il y a des réserves qui sont pour partie la propriété d'autres ayants droit que les actionnaires tels que les porteurs de parts.

CHARPENTIER ET HAMELIN définissent la réserve :

« *... toute augmentation du fonds social par rapport au capital qui, au lieu d'être répartie entre les ayants droit, est conservée à titre permanent par la société* » (4).

(1) FOLLIET, loc. cit. p. 158.

(2) AMIAUD, loc. cit. p. 14.

(3) BATARDON, loc. cit. p. 287.

(4) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 809.

Si nous souscrivons à la première partie de cette définition, la deuxième nous paraît contraire à la réalité des faits et en contradiction avec la doctrine de ces mêmes auteurs qui reconnaissent, au moins pour les réserves facultatives, qu'elles peuvent être réparties (1), ce qui leur enlève ce caractère permanent qui n'est, en réalité, nullement un caractère distinctif des réserves.

Des critiques analogues peuvent être faites à l'égard de la définition finale du Professeur AMIAUD :

« Les réserves se présentent finalement comme la somme des valeurs patrimoniales constituant un actif net pour la société, qui ne sont pas nécessaires pour assurer l'intégrité du capital social et qui ne sont pas moins soustraites, chaque année, aux répartitions annuelles des bénéfices » (2).

Si elle a l'avantage d'être plus claire que celle de CHARPENTIER ET HAMELIN, elle met également en évidence ce caractère permanent que nous déions aux réserves en général. Ce caractère permanent est fréquent, nous le reconnaissons bien volontiers, mais il n'est pas assez général pour faire partie de la définition.

Notons, à ce sujet, que QUESNOT a bien vu ce caractère non permanent des réserves qu'il définit comme *« des comptes créditeurs exprimant le montant des bénéfices nets, retenus pour un temps dans l'actif en accroissement du fonds social »* (3).

Parmi les différentes réserves, nous verrons que des différences sont à noter, différences que nous mettrons en évidence au fur et à mesure.

Nous étudierons d'abord un compte que l'on rencontre très fréquemment dans les sociétés, dont l'intitulé comptable classique est « Report à nouveau ».

176. — Report à nouveau. — Le compte « Report à nouveau » provient de bénéfices qui auraient pu être distribués mais qui ont été reportés.

L'origine et la pratique du « report à nouveau » ont été analysées par le Professeur AMIAUD d'une façon tellement lumineuse qu'on ne saurait mieux faire que d'en reproduire l'exposé :

« La division du montant des bénéfices à répartir entre tous les actionnaires ne peut jamais aboutir à un chiffre exact, encore moins à un chiffre exact en francs. Pour plus de simplicité, les sociétés ne distribuent cependant le plus souvent que des dividendes ramenés à un chiffre rond. Il reste alors après la répartition du solde, le reste de la division du produit bénéficiaire par le nombre des actionnaires, quand on a arrêté l'opération après avoir obtenu l'approximation désirée du quotient. Ce solde est reporté sur l'exercice suivant pour y être ajouté aux bénéfices qui résulteront de l'activité sociale pendant le nouvel exercice ; c'est dans ce cas qu'il convient de dire qu'il y a report de bénéfices.

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. p. 306.

(2) AMIAUD, loc. cit. p. 15.

(3) QUESNOT, loc. cit. p. 216.

« Cette notion première, très simple, du report de bénéfices se trouve souvent complètement faussée dans la pratique. Désireuses, pour les raisons que nous avons indiquées, d'obtenir autant que possible une certaine fixité dans le montant des dividendes qu'elles distribuent, certaines sociétés, ayant réalisé un chiffre de bénéfices considérable, hésitent cependant à en mettre ouvertement une grande partie en réserve ; elles craignent de mécontenter leurs actionnaires, en leur retirant une partie du produit bénéficiaire dont ils espéraient la distribution. Elles préfèrent tout en arrivant finalement au même résultat, reculer pour ainsi dire la difficulté et se contenter de reporter les sommes non distribuées qui pourront être considérables, en tête du compte profits et pertes de l'exercice suivant. L'opération sera alors présentée aux actionnaires non plus comme la retenue définitive par la société d'une partie des bénéfices effectivement réalisés, mais comme un simple retard dans leur répartition.

« Cette pratique, dont l'antinomie avec la notion primitive du report de bénéfices est évidente, n'a pas pour résultat de changer la nature de l'opération effectuée. Dans les deux cas, il s'agit toujours d'une constitution de réserves dont le montant et en conséquence la raison d'être vont seuls différer.

« Quelle que soit en effet l'importance du report qu'effectue une société, il s'agit toujours de valeurs patrimoniales qui strictement auraient pu être distribuées et qui ne l'ont pas été, augmentant ainsi l'actif net de la société » (1).

CHARPENTIER ET HAMELIN estiment que ce report n'est fait que pour l'exercice suivant, mais reconnaissent que, sous ce nom, sont dissimulées ce qu'ils appellent de « véritables réserves » (2).

En fait, et suivant une pratique constante, le report à nouveau peut provenir de bénéfices de plusieurs exercices.

C'est ainsi, par exemple :

Qu'à l'assemblée de la SOCIÉTÉ SARLINO, du 29 novembre 1940, il a été reporté à nouveau le report de l'exercice précédent et le résultat de l'exercice (ce dernier diminué du prélèvement pour la réserve légale) ;

Qu'à l'assemblée du 25 octobre 1941 des ÉTABLISSEMENTS OROSDIBACK, statuant sur les comptes de 1939, il a été décidé de reporter à nouveau le report antérieur ;

Que le bilan DEVISME ET BOUILLANT, au 30 juin 1941, après répartition, comporte un poste « Report des exercices antérieurs » (supérieur, bien entendu, au report de l'exercice précédent) ;

Que le bilan au 31 décembre 1940 de l'AIR LIQUIDE comporte un report à nouveau de 3 245 414,83, alors que celui des exercices précédents se montait à 2 980 750,12 ;

Qu'à la COMPAGNIE GÉNÉRALE DES COLONIES, l'assemblée du 14 octobre 1940 a augmenté le report à nouveau antérieur des bénéfices de l'exercice 1939 moins la réserve légale.

(1) AMIAUD, loc. cit. p. 63.

(2) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 443.

Le caractère du report à nouveau est, comme l'a montré le Professeur AMIAUD, d'être une fraction des bénéfices distribuables qui a été laissée en suspens et pour laquelle l'assemblée a prononcé un sursis à statuer.

CHARPENTIER ET HAMELIN ayant attribué un caractère de permanence aux réserves — qu'avec QUESNOT nous leur dénions — et ayant ramené la durée du report à un an, en viennent tout naturellement à définir le caractère du report à nouveau de la façon suivante :

« Lorsque l'assemblée met le bénéfice en distribution, elle lui assigne le caractère de revenu ; lorsqu'elle le met en réserve, elle en fait un capital. Mais lorsqu'elle le reporte à nouveau, elle n'en fait ni un revenu, ni un capital, ni un dividende, ni une réserve : elle ajourne simplement la solution à l'année suivante. »

« Lorsqu'une partie du bénéfice vient d'être reportée, il n'est donc pas possible de se prononcer sur son caractère. L'année suivante seulement, on saura par le sort que lui assignera l'assemblée générale si c'est une réserve ou un dividende. En attendant, c'est un bénéfice non employé, dans une situation d'attente » (1).

Il faut retenir de cette analyse le caractère, en principe, provisoire du report à nouveau, car ainsi que le reconnaissent ces auteurs « sous le nom de report à nouveau, les sociétés dissimulent souvent de véritables réserves » (2).

L'essentiel de la distinction des auteurs précités est basé sur le fait que la réserve est un capital parce que conservée à titre permanent alors que, bien entendu, le dividende est un revenu.

177. — Retour au caractère des réserves. — A notre avis, la définition de la réserve est plus générale : toute augmentation de la Situation nette, non afférente au nominal du capital, est une réserve.

La différence des deux définitions provient de ce que CHARPENTIER ET HAMELIN songent, dans la constitution de la réserve, aux ayants droit alors que nous nous plaçons surtout au point de vue de l'entreprise.

Parmi les réserves, d'après l'intention des parties, certaines gardent le caractère de revenu en attente de distribution, d'autres prennent le caractère de Capital.

Bien entendu, suivant le caractère de capital ou de revenu d'une réserve, il s'ensuivra des différences soit dans le caractère de l'assemblée générale qui autorisera la mise en distribution, soit surtout dans les bénéficiaires de l'attribution, l'usufruitier ayant droit au revenu et le nu-propriétaire au capital.

Nous le constatons une fois de plus, il y a lieu de rechercher derrière les dénominations le véritable caractère juridique des postes et, sur ce point de principe fondamental, nous sommes d'accord avec CHARPENTIER ET HAMELIN.

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 445.

(2) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 443.

Nous sommes également d'accord avec eux pour constater que le report d'une année sur la suivante a un caractère de revenu.

178. — Réserve légale. — Dans les sociétés par actions, la réserve légale est constituée, aux termes de l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867, par un prélèvement d'un vingtième au moins sur les bénéfices nets, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social (versé ou non) (1).

La doctrine admet, à juste titre, que les distributions de dividendes ou d'intérêts ne peuvent entamer la réserve légale (2).

Pour ce motif, il est indispensable de la distinguer des autres réserves.

La réserve légale peut servir à éteindre des pertes (3), ce en quoi elle se distingue du capital social dont elle n'est que le prolongement.

Le poste « Réserve légale » se trouve dans toutes les sociétés bénéficiaires, généralement sous la dénomination « Réserve légale ». Cependant, la SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE a dénommé, au bilan au 31 décembre 1940, « Réserve statutaire » la réserve légale, du fait que les statuts recopient les clauses de la loi relatives à celle-là ; c'est là une erreur, car une assemblée peut modifier une réserve statutaire et non la réserve légale.

Le bilan au 31 décembre 1940 du COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS présente la même substitution. Il en est de même de celui au 30 juin 1940 des ACIÉRIES DE SAMBRE-ET-MEUSE, de celui au 30 juin 1939 des CHARGEURS RÉUNIS, de celui au 31 décembre 1940 de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, de celui au 30 juin 1940 de la BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

Moins critiquable est la CAISSE GÉNÉRALE D'INDUSTRIE ET DU BATIMENT, dont le bilan au 31 décembre 1940 comporte le poste « Réserves statutaires » (comprenant la réserve légale).

La COMPAGNIE DES MINES DE L'ESCARBELLE (bilan au 31 décembre 1940) emploie la dénomination « Réserve légale et statutaire ».

Le CRÉDIT LYONNAIS (bilan au 31 décembre 1940) groupe en un seul poste toutes ses réserves.

On sait que le prélèvement pour la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque celle-ci atteint le dixième du capital social.

L'usage est de ne pas laisser dépasser au poste « Réserve légale » ce montant et d'attribuer à d'autres réserves le prélèvement de 5 % sur les bénéfices si on le maintient.

On trouve cependant, au bilan au 31 décembre 1940 du CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, un poste :

Réserve légale.....	21 000 000
alors que le poste relatif au capital est de :	
Capital.....	200 000 000

(1) AMIAUD, loc. cit. p. 115.

(2) AMIAUD, loc. cit. p. 345 et 348.

(3) Cf. AMIAUD, loc. cit. § 191.

Même disposition au bilan, au 31 décembre 1940, de la COMPAGNIE DES MINERAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID, à part que la réserve légale y est dénommée « Réserve statutaire ».

179. — Transformation de la réserve légale en actions.
— C'est du fait qu'elle n'est que le prolongement du capital que la réserve légale peut, à notre sens, servir à l'augmentation du capital par transformation en actions.

Cette transformation est, en effet, un simple virement de comptes à l'intérieur de la Situation nette. Elle a pour résultat d'obliger à prolonger les prélèvements sur les bénéfices pour constituer la réserve légale. Elle favorise donc les tiers puisqu'elle rend les distributions moins élevées, ainsi qu'un exemple le montrera à l'évidence.

Supposons une société au capital de 1 000 000 f et ayant constitué sa réserve légale jusqu'à son plein, c'est-à-dire au dixième du capital, soit 100 000 f.

La transformation a pour résultat que le capital est porté à 1 100 000 f.

La réserve légale ayant disparu, il faudra tous les ans prélever à nouveau $1/20$ des bénéfices jusqu'à ce que la réserve ait atteint $1/10$ du nouveau capital, soit 110 000 f.

Remarquons qu'il ne s'agit pas là d'une augmentation des engagements des actionnaires, comme l'ont prétendu un certain nombre d'auteurs (1).

Engagement des actionnaires veut dire sommes qu'ils se sont engagés à verser, et non sommes qu'ils renoncent à se voir distribuer annuellement, mais sur lesquelles ils ne perdent aucun de leurs droits relatifs à la liquidation définitive.

Le caractère de compte de Situation nette de la réserve aboutit à la conclusion, énoncée plus haut, que la distribution de la réserve légale (comme de toute autre réserve) est un simple virement de compte, théorie déjà défendue par Thaller dans un célèbre article (2).

179 bis. — Distribution des réserves. — Telle n'était pas en particulier l'opinion de MM. HUPIN ET BOSVIEUX qui, jusqu'à la sixième édition de leur classique *Traité des Sociétés*, divisaient l'opération de distribution de réserves quelles qu'elles soient en deux :

Distribution aux actionnaires ;

Augmentation du capital du montant ainsi distribué, ce qui amènerait notamment à faire une déclaration notariée de souscription et de versement.

La jurisprudence se réduit à un seul jugement favorable à cette dernière thèse (Tribunal de Commerce du Havre, 4 août 1933).

(1) Cf. CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 345 et les auteurs cités. Dans notre sens cf. AMIAUD, loc. cit. p. 354.

(2) THALLER, loc. cit. *Annales de Droit commercial* 1907, p. 178.

Il est piquant de constater que MM. HOUPIN et BOSVIEUX en publiant (1) ce jugement, conforme à leur théorie, ont regretté cette décision restée isolée.

180. — **Réserves supplémentaires.** — On peut désigner, sous ce nom, les réserves autres que la réserve légale. Certaines de ces réserves, facultatives au regard de la loi, sont obligatoires du fait des stipulations statutaires.

Il est impossible de donner la liste de telles réserves, chaque société ayant ses stipulations statutaires ou ses habitudes en l'absence de dénominations légales. Ainsi, l'on trouve, par exemple, les expressions :

Réserve Générale :

AIR LIQUIDE, bilan au 31 décembre 1939 ; MARRET, BONNIN, bilan au 31 décembre 1939 ; SARREGUEMINES, bilan au 30 juin 1941, MARRET, BONNIN, bilan au 31 décembre 1940.

Réserve Spéciale :

SARLINO, bilan au 31 décembre 1940.

Réserves Diverses :

ÉLECTRICITÉ DE LA SEINE, bilan au 30 juin 1941.

Réserve sans affectation spéciale :

CHEMINS DE FER TUNISIENS, bilan au 31 décembre 1940.

Réserve Supplémentaire :

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ, bilan au 31 décembre 1940.

Réserve pour amortissements extraordinaires supplémentaires :

SARREGUEMINES, bilan au 30 juin 1941.

Réserve d'Amortissements :

DJEBEL-HALLOUF, bilan au 31 décembre 1939.

Réserve Extraordinaire :

PITHIVIERS, bilan au 31 juillet 1941.

Réserve pour amortissement des actions :

GAFSA, bilan au 31 décembre 1940.

Réserves pour risques économiques éventuels et divers :

FIVES-LILLE, bilan au 31 décembre 1940.

Réserve de Prévoyance :

HYDRO-ÉLECTRIQUE D'AUVERGNE, bilan au 31 décembre 1940.

(1) *Journal des Sociétés* 1935, p. 440.

Fonds de Prévoyance :

GAFSA, bilan au 31 décembre 1940 ; SAINT-GOBAIN, CHAUNY, CIREY, bilan au 31 décembre 1939 ; LYONNAISE DES EAUX, bilan au 31 décembre 1939.

Réserves immobilisées :

BLANZY, bilan au 31 décembre 1940 ; MINES DE L'ESCARPELLE, bilan au 31 décembre 1940.

Réserve pour variation de cours des Métaux :

MARRET, BONNIN, bilan au 31 décembre 1940.

Réserve des Mines :

SAINT-GOBAIN, CHAUNY, CIREY, bilan au 31 décembre 1939.

Réserves pour Dépenses sociales :

SAINT-GOBAIN, CHAUNY, CIREY, bilan au 31 décembre 1939.

Réserve de Change :

AIR LIQUIDE, bilan au 31 décembre 1939.

Réserve (Contre-partie variations des cours des métaux) :

MARRET, BONNIN, LEBEL & GUIEU, bilan au 31 décembre 1939.

Réserve pour rachats de parts bénéficiaires :

PAPETERIES NAVARRE, bilan au 31 décembre 1939.

Pour savoir si la réserve est soumise à des stipulations spéciales quant aux divers ayants droit, il faudra se reporter : d'une part, aux stipulations statutaires, d'autre part, aux conditions dans lesquelles a été créée et alimentée la réserve correspondante.

181. — Prime d'émission. — Lorsque des titres sont émis à un prix supérieur au nominal, la différence est appelée prime.

Du fait de l'émission, l'Actif caisse ou banque est augmenté du montant cumulé du nominal et de la prime.

Le Passif proprement dit restant inchangé, la Situation nette s'accroît d'un montant égal. Cette augmentation est portée, pour le montant de l'accroissement du nominal, au compte Capital et, pour le montant de la prime, à un compte de Réserve. Il y a lieu de noter, au point de vue de la génération, la différence entre la prime d'émission et les autres réserves. Alors que ces dernières sont engendrées peu à peu par les bénéfices accumulés, la réserve provenant des primes d'émission est constituée par une ou plusieurs opérations séparées d'un seul type : l'augmentation de capital.

La réserve relative aux primes d'émission est de constitution financière alors que les autres sont de constitution commerciale ou industrielle.

On peut noter aussi que c'est généralement l'assemblée générale

annuelle qui constitue les réserves alors que l'augmentation de capital est du domaine de l'assemblée modificative des statuts dénommée couramment extraordinaire.

Au point de vue formel, il est d'usage de spécialiser cette réserve soit du fait que statutairement seuls les actionnaires participent, lors de la liquidation, au partage de la contre-valeur, soit pour bénéficier d'exemptions fiscales en cas de distribution, et de constituer un poste spécial « Prime d'émission ». On peut même créer autant de postes « Prime d'émission » qu'il y a eu d'émissions distinctes. C'est ainsi que le bilan au 31 décembre 1939 des MANUFACTURES DE GLACES ET PRODUITS CHIMIQUES DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY, CIREY comporte les postes suivants :

Primes d'émission des actions nouvelles 1920.

Primes d'émission des actions nouvelles 1925.

Primes d'émission des actions nouvelles 1928.

Primes d'émission des actions nouvelles 1930.

Il peut être utile de distinguer, le cas échéant, les primes d'émission suivant que les ayants droit sont différents. C'est ce qu'a fait la SOCIÉTÉ SUD-LUMIÈRE dont le bilan, au 31 décembre 1940, distingue les postes :

Primes d'émission actions.

Primes d'émission à revenir aux actions.

On pourrait aussi concevoir des postes « Primes d'émission » relatifs à des obligations émises au-dessus du pair. En fait, le poste « Primes d'émission (ou de remboursement) sur Obligations » est un poste d'Actif historique correspondant à une émission au-dessous du pair.

182. — Obligations amorties. — Certaines sociétés conservent au Passif le montant total des obligations émises, même si elles ont été amorties partiellement ou en totalité.

Cet usage vient-il du désir d'augmenter le passif et partant de diminuer les bénéfices ou d'une fausse conception du jeu des comptes ? Il est difficile de le savoir.

Il n'en est pas moins vrai que la méconnaissance du jeu des comptes a amené à soutenir notamment que « *aucun bénéfice ne peut être distribué si les produits sont insuffisants pour former le total de l'annuité* » (1) et DELAVELLE a approuvé cette manière de voir (2).

M. PERCEROU, en commentant l'arrêt sous note, a fait justement observer que « *la question de savoir si l'amortissement des dettes sociales ne devrait pas s'effectuer sur le fonds de roulement plutôt que sur les produits, c'est là une question d'administration interne de la société...* »

Une fois de plus les tribunaux ont confondu le problème bilan et comptabilité et le problème gestion.

Au point de vue du jeu des comptes, l'amortissement des obli-

(1) LYON, 16 février 1903, *Dalloz* 1903 2 17.

(2) DELAVELLE, loc. cit. p. 101.

gations revient à diminuer le passif par un décaissement, c'est-à-dire une diminution d'actif. Sauf si l'amortissement a lieu par rachat au-dessous du pair, l'opération n'influe pas sur la Situation nette. Maintenir une dette n'existant plus ou, ce qui revient au même, amortir une obligation avec des fonds ayant pour contre-partie des bénéfices, revient à créer une réserve quel que soit le nom qu'on lui donne.

Le poste « Obligations amorties » n'est donc plus, ainsi que nous l'avons indiqué succinctement au chapitre IV, un poste de régularisation venant diminuer le passif, mais un poste de passif fictif, c'est-à-dire de Situation nette.

C'est ainsi que le bilan au 31 décembre 1940 de la COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER TUNISIENS additionne les obligations amorties à celles dues, créant ainsi, pour qui sait lire, une réserve mise en évidence de la façon suivante :

Obligations 3 % : 268 832 en circulation.

136 464 amorties ou rachetées.

402 296 obligations	117 207 553,49.
---------------------	-----------------

De même, on trouve au bilan au 31 décembre 1940 de SAINT-GOBAIN un poste :

« Obligations 5 % 1919 amorties »

qui représente un amortissement partiel puisque l'on trouve, séparé de lui par plusieurs lignes, le poste :

« Obligations 5 % 1919 »

De même, le poste :

« Bons 7 % 1925 amortis »

qui, étant seul, représente une réserve correspondant à la totalité de l'émission, car on ne trouve pas trace du poste « Bons 7 % 1925 ».

183. — Réserves intitulées autrement. — Des intitulés fâcheux — parce que déroutant le lecteur du bilan — font appeler Provisions ou Fonds des postes qui sont de véritables réserves. Ces errements proviennent de l'usage ou de la loi.

Nous allons examiner quelques-uns de ces postes, à simple titre d'exemple, car la faculté d'invention des rédacteurs de bilans est quasi infinie.

Provisions pour travaux neufs. — (BLANZY, bilan au 31 décembre 1940).

Lorsque les dépenses seront effectuées, l'actif augmentera d'autant. L'opération se traduira en comptabilité par une augmentation du poste actif « Immobilisations » et une diminution correspondante des postes « Caisse » et « Banques », sans modification de la Situation nette.

La Provision restera donc inchangée, ce qui démontre qu'il s'agit là d'une Réserve dont le motif de création est le projet de travaux neufs.

Il n'y a pas, dans de telles réserves, d'affectation spéciale d'éléments d'actif.

La réserve purement abstraite fait partie du surplus de la Situation nette sur le Capital et sa dénomination provient du motif qui lui a donné naissance sans que rien ne la distingue, au point de vue juridique ou économique, de toutes autres réserves.

Provisions pour éventualités diverses. — (SUCRERIES ET RAFFINERIES INDOCHINE, bilan au 31 décembre 1940).

Il s'agit normalement d'éventualités mal déterminées ou bien de dépenses à faire qui auront une contre-partie par augmentation d'actif ou bien de pertes à venir.

Dans un cas comme dans l'autre, au moment où la provision est constituée, il s'agit de bénéfices mis en réserve, soit pour accroître la trésorerie, soit simplement pour permettre ultérieurement de combler une perte par virement de compte.

Provisions pour institutions de prévoyance et d'assistance, etc.

Nous avons vu qu'il s'agit là, généralement, de sommes prévues pour verser des retraites ou des secours au personnel de l'entreprise.

Sauf le cas où il y a obligation juridique de celle-ci, il y aura lieu de considérer ces sommes comme constituant des réserves (1).

Dans la pratique, il n'est pas toujours possible de distinguer, avec les seuls renseignements fournis aux actionnaires, le caractère de tels postes que l'on rencontre surtout dans les sociétés prospères.

C'est ainsi que l'on trouve au bilan RHONE-POULENC, au 31 décembre 1940, un poste :

« Provisions pour Œuvres sociales, en faveur du personnel », inchangé depuis le précédent bilan et qui laisse supposer qu'il s'agit d'une réserve.

Il en est de même pour le poste « Fonds de retraite » des bilans aux 31 décembre 1938 et 1939 de la COMPAGNIE FERMIÈRE DE L'ETABLISSEMENT THERMAL DE VICHY.

Du rapport du Conseil d'Administration du BON MARCHÉ, relatif au bilan au 31 juillet 1941, il résulte que les postes constituant le chapitre « Caisse d'Institution en faveur du personnel » doivent être comptés parmi les réserves.

Il en est de même du poste « Fonds spécial pour Œuvres sociales » figurant au bilan après répartition, au 31 décembre 1940, des ATELIERS DE CONSTRUCTION SCHWARTZ-HAUTMONT, et de la « Provision pour complément de retraites, allocations et secours aux employés et ouvriers » qui figure au bilan, au 31 décembre 1940, de la COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX.

L'AIR LIQUIDE emploie, dans la rédaction de ses bilans, l'expression « Fonds à disposition pour allocations éventuelles aux anciens agents », qui montre qu'il ne s'agit pas là de droits acquis et que le poste correspondant appartient bien aux réserves.

C'est également le cas de la SOCIÉTÉ SAINT-RAPHAEL dans le

(1) Cf. la jurisprudence du CONSEIL D'ÉTAT en ce sens, in VIGIER, loc. cit. p. 97.

bilan de laquelle on trouve le poste « Fonds de secours à la disposition du Conseil, en faveur du personnel ».

Notons qu'il arrive de rencontrer des désignations plus explicites. C'est ainsi que la SOCIÉTÉ DES MINES DE VICOIGNE, NŒUX ET DROCOURT emploie l'expression « Réserve de prévoyance et d'assistance sociale » (bilan au 31 décembre 1940). LA MANUFACTURE DE GLACES ET PRODUITS CHIMIQUES DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY, CIREY sépare les deux postes : « Fonds de Prévoyance » et « Réserves pour dépenses sociales » (bilan au 31 décembre 1940).

184. — Réserves ou provisions pour fonds d'assurance. —

Si une société se constitue son propre assureur, il est d'usage qu'elle tienne compte des primes qu'elle aurait eu à verser si elle avait été assurée par les soins d'une compagnie d'assurances.

On a l'habitude de considérer que de telles sommes doivent être déduites des bénéfices et, par conséquent, figurer au Passif.

C'est ce que soutiennent MM. CHARPENTIER ET HAMELIN en se basant sur le fait que « *si les primes ont été correctement calculées, on doit considérer la moyenne des sinistres prévue par ce calcul comme une certitude* » (1).

Il y aurait beaucoup à reprendre, du point de vue philosophie du calcul des probabilités, à une telle affirmation. Mais, même en l'admettant comme exacte de ce point de vue, rappelons que le bilan représente le résumé de la situation à un moment déterminé.

Or, à cette époque, l'entreprise qui n'a pas payé les primes et n'a pas éprouvé de sinistre est plus riche d'autant, sans contrepartie. En effet, si elle vend l'immeuble non assuré, l'acquéreur ne saurait invoquer la non-assurance pour faire baisser le prix ; si elle le conserve, il lui est loisible de s'assurer au début de l'exercice et les primes à payer ne seront pas modifiées du fait qu'elle n'était pas assurée l'année précédente.

Dans les deux cas, il y a donc économie de dépense et, par conséquent, bénéfice.

Ce bénéfice pourra être mis en réserve — et ce sera de la gestion prudente — pour le cas où un sinistre viendrait à se produire par la suite.

À ce moment, à la diminution de la valeur de l'immeuble, on fera correspondre une diminution égale de la réserve, le capital n'étant pas modifié.

THALLER (2) avait déjà justement signalé que le risque d'incendie n'était qu'éventuel et que la prime mise de côté devait être prélevée sur les bénéfices nets.

Il importe peu qu'au point de vue fiscal l'administration admette de déduire les primes du bénéfice imposable (3) : bénéfice réel et bénéfice fiscal sont trop différents pour qu'on puisse arguer de cette bienveillance.

(1) CHARPENTIER et HAMELIN, loc. cit. § 315.

(2) THALLER, « Amortissement et Fonds de réserve », in *Annales de Droit commercial* 1895, p. 242.

(3) Cf. la jurisprudence in VIGIER, loc. cit. p. 98.

M. AMIAUD arrive aux mêmes conclusions lorsqu'il écrit, en comparant les primes mises en réserve à celles versées à une compagnie d'assurances :

« Mais ce n'est pas le caractère facultatif ou obligatoire des prélèvements, il faut bien le comprendre, qui doit trancher de la question qui nous occupe, c'est le fait qu'on se trouve en présence d'un compte ayant pour but, non pas de parer à des charges existantes ou d'une réalisation certaine, mais de couvrir des pertes éventuelles, dont la prévision résulte de l'idée de prévoyance » (1).

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE prévoit une dotation annuelle au compte « Provision de propre assureur » qui ne saurait être supérieure au montant des primes qui devraient être versées aux compagnies d'assurances pour un risque de même nature et d'égale importance.

On rencontre de tels postes dans les bilans sous des dénominations diverses.

C'est ainsi que le bilan de l'AIR LIQUIDE, au 31 décembre 1939, comporte un poste intitulé « Fonds d'assurance Incendie » ; même dénomination au bilan, au 31 décembre 1940, des PAPETERIES NAVARRE.

Les bilans de la COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, au 31 décembre 1939 et au 31 décembre 1940, comportent le poste « Fonds d'Assurance », du même montant (10 000 000).

Le poste « Fonds d'assurance » de la Société LE NICKEL est, au contraire, régulièrement alimenté (cf. Bilan au 31 janvier 1940). Il en est de même du poste « Fonds d'Assurance » de la COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER MÉTROPOLITAIN DE PARIS (bilan au 31 décembre 1940).

Le bilan, au 31 août 1940, de la Société PARIS-FRANCE, comporte le poste « Réserve pour risque d'incendie ». Au bilan, au 31 juillet 1940, du BON MARCHÉ figure la dénomination analogue « Réserve incendie », et au bilan au 31 décembre 1939 de la Société HOTCHKISS celle plus générale de « Réserve pour assurance ».

Les CHARBONNAGES DU TONKIN (bilan au 31 décembre 1939) emploient l'expression « Réserve pour Fonds d'Assurance ».

La Société FRANÇAISE DES DISTILLERIES DE L'INDOCHINE a employé le terme « Provision pour Risques d'incendie » dans le bilan au 31 décembre 1940.

La COMPAGNIE FIVES-LILLE emploie l'expression « Réserve pour Risques d'incendie » dans le bilan au 31 décembre 1940.

La COMPAGNIE DES GLACES ET PRODUITS CHIMIQUES DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY, CIREY emploie celle presque identique de « Réserve contre l'incendie » (bilan au 31 décembre 1940).

La Société DES FAÏENCERIES DE SARREGUEMINES utilise l'expression « Réserve pour Incendie et Risques divers » (bilan au 30 juin 1941).

(1) AMIAUD, loc. cit. p. 45.

CHAPITRE XIII

RÉSERVES A BASES FISCALES

- I. — Historique.
- II. — Amortissements exceptionnels.
- III. — Fonds de renouvellement de matériel et d'outillage.
- IV. — Réserve spéciale (matériel et outillage renouvelés).
- V. — Provision pour renouvellement de stock de départ.
- VI. — Réserve de réévaluation de stock de départ.

I. — HISTORIQUE

185. — Au point de vue historique, les réserves que nous allons étudier dans ce chapitre ont un précédent institué par la *Circulaire* n° 2032 du 25 janvier 1930.

Celle-ci avait permis aux entreprises de constituer des réserves déguisées sous le nom d'amortissement, en autorisant des amortissements calculés année par année, chaque amortissement calculé non sur le prix de revient effectif, mais sur un prix de revient réévalué se rapprochant (1) de la valeur de remplacement.

Nous avons montré plus haut, en étudiant les amortissements, l'erreur de ce système au point de vue des principes.

Il n'en était pas moins bienfaisant au point de vue fiscal. Il fut peu efficace du fait de l'opposition du CONSEIL D'ETAT (2).

Aussi, pour éviter la ruine de l'industrie française, qui payait des impôts sur des bénéfices financiers dissimulant des pertes économiques, l'Administration a pris l'initiative de différentes mesures législatives ayant pour objet de permettre aux entreprises de constituer des réserves bénéficiant de certaines exemptions fiscales.

II. — AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS

186. — Le premier type de ces réserves a pour origine l'article 33 du décret du 2 mai 1938 qui a autorisé, pour les années 1939

(1) Le prix de revient réévalué coïncide avec la valeur de remplacement lorsque le coefficient de réévaluation est égal au rapport $\frac{\text{valeur de remplacement}}{\text{prix de revient}}$.

(2) Cf. la jurisprudence dans VIGIER, loc. cit. p. 103 et 104.

et 1940, un amortissement exceptionnel pouvant atteindre 20 % du bénéfice de l'exercice correspondant sur les immobilisations à caractère social et sur celles destinées à accroître le rendement de l'exploitation.

Malgré le nom d'amortissement donné à de tels postes, il s'agit là de réserves.

L'amortissement normal a pour objet de ramener l'immobilisation à sa valeur actuelle, compte tenu de l'usure, de la vétusté et de l'obsolescence. L'amortissement pratiqué au delà de la dépréciation conduit à minorer l'actif et partant la situation nette et le bénéfice annuel.

Le fisc n'admet pas la déduction de tels amortissements du bénéfice imposable. Exceptionnellement, il y a consenti par le décret du 2 mai 1938 et, contrairement à ce qui se passe en matière d'amortissements, il les a autorisés jusqu'à concurrence de 20 % des bénéfices, ce qui pouvait permettre à des entreprises, si leurs bénéfices étaient suffisants, d'amortir totalement celles des immobilisations nouvelles prévues par le décret.

Supposons, par exemple, une entreprise ayant, en 1939, 25 000 000 f de bénéfices et ayant investi 3 000 000 f en immobilisations de rendement et 2 000 000 f en immobilisations de caractère social.

Les amortissements normaux, c'est-à-dire de dépréciation, étant supposés respectivement de 150 000 f et de 60 000 f pour ces deux catégories d'immobilisations, le bilan aurait pu comporter les postes suivants :—

Immobilisations de rendement...	3 000 000 f	
Amortissement de l'exercice.....	150 000 f	
		<u>2 850 000 f</u>
Immobilisations à caractère social.	2 000 000 f	
Amortissement de l'exercice.....	60 000 f	
		<u>1 940 000 f</u>

Le décret autorise la création de postes exceptionnels d'amortissement pour les immobilisations d'un total de 25 000 000 f $\times \frac{20}{100} =$

5 000 000 f, c'est-à-dire que les immobilisations précitées pourront être comptées pour 0, dissimulant des réserves se montant à la différence entre la valeur estimative et la valeur inscrite au bilan, soit respectivement à 2 850 000 f et 1 940 000 f.

On aurait pu également dissimuler cette réserve sous le nom d'amortissement en créant, à la colonne passif, un poste correspondant.

Seuls les bilans des entreprises ayant opté pour le deuxième mode font ressortir des réserves mal dénommées.

Tel est le cas des COMPAGNIES RÉUNIES DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ, dont le bilan au 31 décembre 1940 comporte le poste :

« Amortissement exceptionnel
(décret du 2 mai 1938)..... 2 500 000 f

LES CHANTIERS ET ATELIERS DE SAINT-NAZAIRE ont explicité l'amortissement exceptionnel en lui consacrant, au bilan au 31 décembre 1939, le libellé suivant :

« A déduire Amortissements :

en 1939 :

normaux.....	15 000 000 f
exceptionnels.....	3 500 000 f
	18 500 000 f

Au contraire, la lecture de nombreux bilans tels, par exemple, ceux de la COMPAGNIE D'APPLICATION MÉCANIQUE, de L'UNION D'ELECTRICITÉ, etc., ne permet pas de juger de ces amortissements exceptionnels qui viennent se confondre avec les autres.

III. — FONDS DE RENOUELEMENT DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

187. — **Principes généraux.** — Nous avons vu, en étudiant les amortissements que, lorsque le pouvoir d'achat de la monnaie restait constant, la dépréciation des éléments d'actif (amortissement), ajoutée à la valeur résiduelle de ceux-ci, permettait de renouveler le matériel ou, autrement dit, qu'une entreprise travaillant sans bénéfice ni perte, compte tenu des amortissements effectués correctement, pouvait se maintenir à un potentiel économique constant.

Au contraire, si le pouvoir d'achat de la monnaie décroît, le bénéfice financier augmente avec la valeur résiduelle du matériel, mais le bénéfice économique diminue et peut même faire place à une perte du fait que les bénéfices ne sont pas suffisants pour, après addition des sommes équivalant à l'amortissement et à la valeur résiduelle du matériel, renouveler le matériel usagé et maintenir le potentiel économique.

En ce qui concerne le bénéfice fiscal, c'est-à-dire celui soumis à l'impôt, il se rapprochait généralement du bénéfice financier (à part, le cas échéant, certaines différences dans les évaluations), sauf sous l'empire de la circulaire de janvier 1930 qui n'a été appliquée que peu de temps.

On arrivait donc à ce résultat pour le moins paradoxal qu'une entreprise qui perdait sa substance distribuait, ou pouvait distribuer, des dividendes et supportait le poids d'impôts sur des bénéfices qui n'étaient, en réalité, que des pertes.

Il fallait donc rapprocher le bénéfice fiscal du bénéfice économique et admettre que des bénéfices financiers acquis et distribuables soient exonérés de l'impôt, dans la mesure où ils correspondaient à une perte économique et à la condition, bien entendu, qu'ils ne fussent pas distribués.

Il fallait donc isoler la fraction correspondante des bénéfices.

Cet isolement était artificiel tant qu'aucune contre-partie active n'était imposée. Le nombre abstrait qui représente la situation nette devait comporter simplement une subdivision de plus.

A côté du capital représentant la fraction du capital souscrit qu'il n'est pas loisible — dans les sociétés par actions — de réduire par voie de distribution, à côté de la réserve légale qui n'est que le prolongement du capital, on créait une nouvelle subdivision de la Situation nette correspondant à une exemption d'impôt.

Tel fut l'objet des décrets des 2 mai 1938 et 13 février 1939, qui autorisaient les entreprises à constituer ce que la législation a appelé des « Provisions pour renouvellement du matériel et de l'outillage » ou « Fonds de renouvellement du matériel et de l'outillage » et qui sont, en réalité, des « Réserves ».

Nous démontrerons, en effet, après avoir poussé plus avant l'étude du fonctionnement des provisions pour renouvellement, que tel est leur caractère.

Il n'est pas question d'étudier dans le détail le calcul des réserves ainsi soustraites à l'impôt. Il s'agit là d'un problème d'évaluation qui sort du cadre de cette étude et qui a fait l'objet, lors de la parution du décret, d'une abondante littérature (1); mais il importe d'examiner les principes directeurs qui ont présidé à l'élaboration de ces bienfaisantes dispositions législatives.

188. — Principes directeurs de calcul. — L'article 34 du décret-loi du 2 mai 1938 a stipulé que :

« Les conditions dans lesquelles les provisions constituées pour le renouvellement de l'outillage et du matériel peuvent être admises en sus des amortissements normaux sont déterminées par décret ».

Il faut se souvenir, pour comprendre ce texte, qu'il s'agit des bénéfices annuels soumis à l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, et qu'il faut, en conséquence, sous-entendre les mots « en déduction des bénéfices » après le mot « admises ».

Le décret du 13 février 1939 est consacré au mode de calcul de la provision destinée à alimenter le « fonds de renouvellement d'outillage et de matériel ». Aux termes de ce décret, les provisions étaient déductibles de l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, et de la taxe sur les bénéfices non distribués, s'il s'agissait de matériel et d'outillage acquis après le 1^{er} janvier 1939, et de la taxe seule pour le matériel et l'outillage acquis auparavant.

Pour comprendre l'économie de ce décret et les principes du calcul de la provision non soumise à l'impôt, nous allons partir, à notre habitude, d'un exemple schématique.

Nous allons supposer un matériel acquis au 1^{er} janvier 1939. Nous admettrons qu'au 31 décembre 1943 il était devenu sans valeur (tel est le cas de certaines installations de produits chimiques). Pour simplifier la représentation de l'amortissement, nous supposons celui-ci constant et, qu'en conséquence, le matériel avait été amorti de 20 000 f par an.

(1) Cf. notamment : CH. RASSET, « Les Provisions pour renouvellement du matériel et de l'outillage, Considérations sur le décret du 13 février 1939 », *Revue des Sociétés* 1939, p. 121 ; « Les provisions pour renouvellement de matériel et d'outillage », *Revue des Impôts* 1939, p. 249, art. 5240 ; « Bénéfices industriels et commerciaux, les Provisions pour renouvellement du matériel et de l'outillage » (Application du décret-loi du 2 mai 1938 et du décret du 13 février 1939, *Recueil des Questions fiscales* 1939, p. 52).

D'autre part, nous supposons que les valeurs du matériel de remplacement aient été respectivement de :

120 000 f au 31 décembre 1939,
 150 000 f au 31 décembre 1940,
 220 000 f au 31 décembre 1941,
 280 000 f au 31 décembre 1942,
 340 000 f au 31 décembre 1943,

l'ensemble de ces données peut se résumer de la façon suivante :

Dates	Prix de revient matériel ancien	Amortissement	Valeur restante	Valeur de remplacement
1 ^{er} janvier 1939.....	100 000			
31 décembre 1939.....	100 000	20 000	80 000	120 000
31 décembre 1940.....	100 000	40 000	60 000	150 000
31 décembre 1941.....	100 000	60 000	40 000	220 000
31 décembre 1942.....	100 000	80 000	20 000	280 000
31 décembre 1943.....	100 000	100 000		350 000

Nous admettrons qu'il y a eu, pendant cet intervalle, bénéfice de 70 000 f par an, resté en caisse, et que la diminution de valeur du matériel a été compensée par un accroissement égal de l'encaisse. Si, pour achever la schématisation, nous supposons que l'entreprise a un actif réduit à l'origine au matériel et que les stocks sont achetés et vendus en cours d'exercice, les bilans successifs auraient été les suivants, s'il n'y avait pas eu d'impôt.

ACTIF

SITUATION NETTE

Bilan au 1^{er} janvier 1939

Matériel..... 100 000 f Capital..... 100 000 f

Bilan au 31 décembre 1939

Matériel..... 80 000 f Capital..... 100 000 f
 Caisse..... 90 000 f Bénéfice..... 70 000 f

Bilan au 31 décembre 1940

Matériel..... 60 000 f Capital..... 100 000 f
 Réserve..... 70 000 f
 Caisse..... 180 000 f Bénéfice..... 70 000 f

Bilan au 31 décembre 1941

Matériel..... 40 000 f Capital..... 100 000 f
 Réserve..... 140 000 f
 Caisse..... 270 000 f Bénéfice..... 70 000 f

Bilan au 31 décembre 1942

Matériel.....	20 000 f	Capital.....	100 000 f
		Réserve.....	210 000 f
Caisse.....	360 000 f	Bénéfice.....	70 000 f
	<u>380 000 f</u>		<u>380 000 f</u>

Bilan au 31 décembre 1943

Matériel.....	0	Capital.....	100 000 f
		Réserve.....	220 000 f
Caisse.....	350 000 f	Bénéfice.....	30 000 f
	<u>350 000 f</u>		<u>350 000 f</u>

Supposons qu'à ce moment précis le matériel ait été renouvelé ; cela aurait nécessité 350 000 f et le bilan au 1^{er} janvier 1940 serait devenu :

Bilan au 1^{er} janvier 1944

Matériel.....	350 000 f	Capital.....	100 000 f
		Réserve.....	220 000 f
Caisse.....	0	Bénéfice.....	30 000 f
	<u>350 000 f</u>		<u>350 000</u>

En réalité, du fait des impôts sur les bénéfices réalisés et de la taxe sur les réserves, en l'absence du décret du 13 février 1939, il n'y aurait plus eu en caisse somme suffisante pour acquérir le matériel et l'entreprise qui, financièrement, avait toujours réalisé des bénéfices et qui, économiquement, était restée étable, serait devenue déficitaire du fait des impôts.

En exécution des dispositions bienfaisantes du décret, l'entreprise aurait été autorisée à constituer des « Provisions pour renouvellement » exemptes d'impôts.

Dans le cas présent, le total de ces provisions aurait été tel qu'ajouté au total des amortissements il aurait permis de renouveler le matériel.

C'est donc l'ensemble des bénéfices et des réserves qui aurait dû être susceptible d'un virement au poste « Provisions pour renouvellement ».

En réalité, les choses sont plus compliquées. La valeur de renouvellement sur laquelle est basé le calcul des provisions est fixée forfaitairement :

« La valeur de renouvellement est déterminée, à la clôture de chaque exercice, par la multiplication du prix de revient des éléments à renouveler par le rapport entre les indices caractéristiques du niveau des prix, pour ledit exercice, et pour l'année de l'acquisition de ces éléments. »

Nous avons supposé un prix de renouvellement de 350 000 f et un prix d'acquisition de 100 000 f, c'est-à-dire le rapport de ceux-ci

égal à $\frac{350}{100}$. Si le rapport des indices des prix de gros se trouvait être,

par extraordinaire, le même, la provision serait calculée rigoureusement; en pratique, celle-ci se trouvera inférieure ou supérieure.

Etant donné le caractère fiscal du calcul de la Provision, il vaut d'ailleurs mieux un calcul forfaitaire évitant ainsi l'aléa de discussions avec les représentants de l'Administration.

Pendant les années précédant le renouvellement, le calcul de la Provision exempte d'impôts est basé sur une double fiction :

1° on suppose que la provision totale doit être répartie sur la période d'utilisation du matériel à renouveler (art. 3, alinéa 1);

2° on admet, pour le calcul du total des provisions déjà constituées, que la valeur du matériel à racheter est donnée par la comparaison entre la valeur indiciaire de celui-ci et la valeur initiale.

C'est ainsi que, dans l'exemple que nous avons pris, en admettant, pour simplifier, que les valeurs de remplacement soient proportionnelles aux prix de gros, les valeurs indiciaires seront respectivement de :

$$\frac{120\ 000}{100\ 000} \times 100\ 000 \quad \text{fin 1939}$$

$$\frac{150\ 000}{100\ 000} \times 100\ 000 \quad \text{fin 1940}$$

$$\frac{220\ 000}{100\ 000} \times 100\ 000 \quad \text{fin 1941}$$

$$\frac{280\ 000}{100\ 000} \times 100\ 000 \quad \text{fin 1942}$$

$$\frac{350\ 000}{100\ 000} \times 100\ 000 \quad \text{fin 1943.}$$

A la fin de la première année, la provision admise sera de :

$$\frac{1}{5} \times \left[\left(\frac{120\ 000}{100\ 000} \times 100\ 000 \right) - 100\ 000 \right] = 4\ 000$$

fraction de la rapport du prix prix prix
durée d'utili- théorique de re- d'achat d'achat
sation. nouvellement et
du prix d'achat.

ou encore :

$$\text{fraction de la} \times \left(\begin{array}{c} \text{valeur actuelle} \\ \text{théorique ou} \\ \text{valeur indiciaire} \end{array} - \begin{array}{c} \text{prix} \\ \text{d'achat} \end{array} \right) = \text{provision}$$

A la fin de la deuxième année, le total de la provision, c'est-à-dire l'addition des provisions des deux premiers exercices, sera de :

$$\frac{2}{5} \left[\left(\frac{150\ 000}{100\ 000} \times 100\ 000 \right) - 100\ 000 \right] = 20\ 000$$

etc., etc.

et à la fin de la période d'utilisation :

$$\frac{5}{5} \left[\left(\frac{350\ 000}{100\ 000} \times 100\ 000 \right) - 100\ 000 \right] = 250\ 000$$

189. — **Représentation graphique** (fig. 31). — Les résultats peuvent se représenter graphiquement et sont ainsi plus aisément compréhensibles.

Portons en abscisses le temps et en ordonnées la valeur de renouvellement du matériel. Nous obtiendrons la ligne brisée A B C D E F représentée sur la figure 31.

Soient A B C D E F les points représentatifs de la valeur du matériel à l'origine et de sa valeur de renouvellement à la fin de chaque exercice. Les ordonnées de ces points rencontrent la parallèle à l'axe des temps menée par A aux points B' C' D' E' F'. Les segments BB', CC', DD', EE', FF' représentent respectivement, à l'échelle adoptée, les différences entre le prix de revient et le prix de renouvellement admis à la fin de chaque exercice. Ils mesurent donc ce que seraient respectivement les provisions totales nécessaires si le matériel cessait d'être utilisé à chacune de ces époques.

Comme la provision doit être répartie sur la durée probable, ces longueurs doivent être réduites dans la proportion de la durée courue à la durée probable.

Si de B C D E nous menons les parallèles à l'axe des temps, qui coupent F'F' respectivement en B'', C'', D'', E'', les provisions admises seront respectivement :

$$\frac{1}{5} \text{FB}'', \frac{2}{5} \text{F'C}'', \frac{3}{5} \text{F'D}'', \frac{4}{5} \text{F'E}'', \frac{5}{5} \text{F'F}'$$

Il suffira, pour les mesurer graphiquement, de joindre A à ces divers points. Les points de rencontre des ordonnées des temps seront respectivement les points :

$$\text{B}''', \text{C}''', \text{D}''', \text{E}'''$$

les longueurs BB''', CC''', DD''', EE''', FF' représentent les provisions admises, car elles sont aux longueurs FB'', F'C'', F'D'', F'E'', F'F' dans les proportions de

$$\frac{1}{5}, \frac{2}{5}, \frac{3}{5}, \frac{4}{5}, \frac{5}{5},$$

ainsi que le montrerait la comparaison des triangles semblables

$$\begin{array}{l} \text{A B' B}''' \text{ et } \text{A F' B}'' \\ \text{A C' C}''' \text{ et } \text{A F' C}'' \end{array}$$

dans lesquels les longueurs A B', A C', A D', A E' sont à A F' dans les rapports de :

A B' à A F', A C' à A F', etc..., c'est-à-dire de :

$$\frac{1}{5}, \frac{2}{5}, \frac{3}{5}, \frac{4}{5}, \frac{5}{5}.$$

Représentation graphique des Provisions pour renouvellement du décret du 13/11 1939

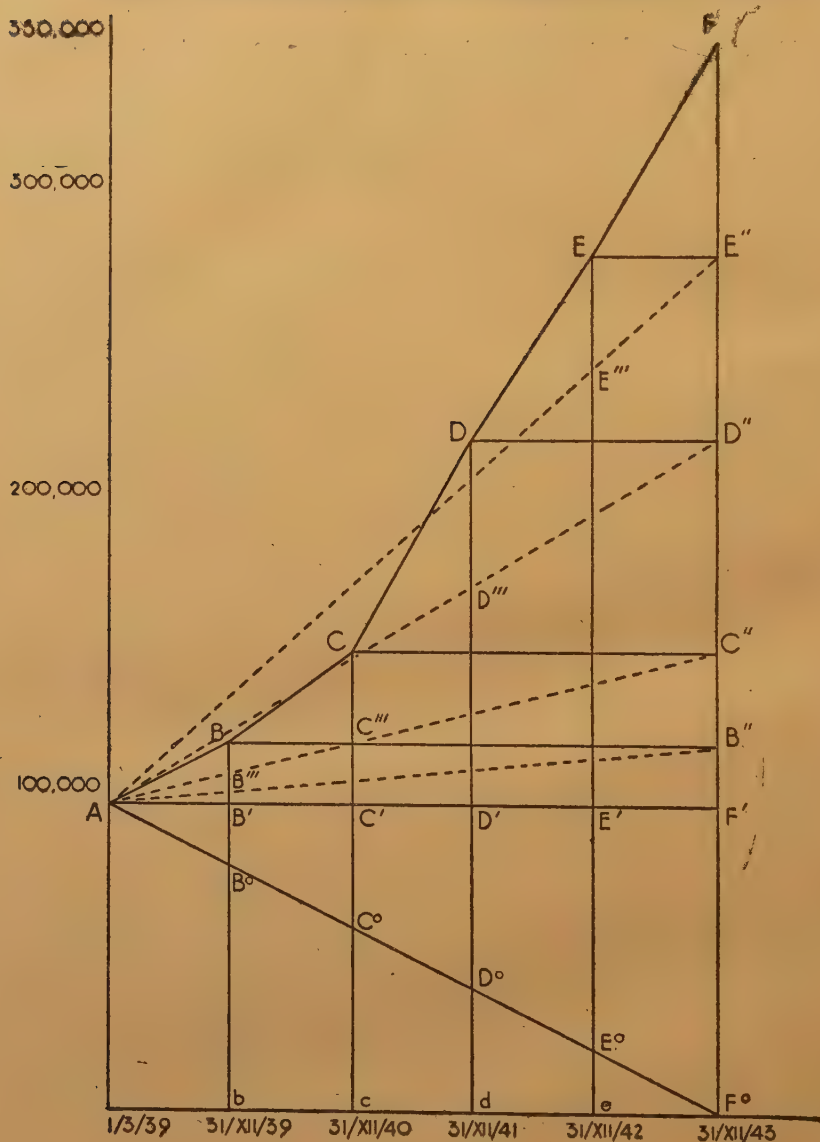


Fig. 31

Nous avons admis, dans notre exemple schématique, que l'amortissement de notre matériel avait été régulier, et calculé sur la valeur initiale suivant la méthode classique.

Dans cette hypothèse, la valeur du matériel, amortissement déduit, aurait été représentée aux différentes époques par les seg-

ments B_0 , b , C_0 , c , D_0 , d , E_0 , e obtenus par l'intersection des différentes ordonnées avec la droite $A F_0$ (1) et avec l'axe des temps.

A chaque époque correspondante, pour renouveler le matériel supposé vendu à sa valeur restante, il aurait fallu ajouter des sommes correspondantes aux segments $B_0 B$, $C_0 C$, $D_0 D$, $E_0 E$, $F_0 F$, c'est-à-dire aux sommes :

$$(B_0 B' + B B'), (C_0 C' + C C'), (D_0 D' + D D'), \\ (E_0 E' + E E'), (F_0 F' + F F')$$

chacun des premiers termes représentant l'amortissement et chacun des deuxièmes la provision de renouvellement totale à l'époque considérée. Mais seules les fractions de cette provision, représentées respectivement par les segments $B B''$, $C C''$, $D D''$, $E E''$, sont admises en déduction des impôts. Les insuffisances de provision sont mesurées respectivement, à la fin de chaque exercice, par les segments $B'' B$, $C'' C$, $D'' D$, $E'' E$. Ce n'est donc, on le voit, qu'à la fin de la période d'utilisation probable que la provision peut être suffisante.

La loi, qui est à but fiscal, n'a pas eu pour objet la véracité de chaque bilan, mais simplement de permettre à l'entreprise de ne pas être ruinée techniquement par des impôts indus au point de vue économique.

Rappelons, d'ailleurs, que l'amortissement, si l'on voulait serrer de près la réalité, se trouverait exagéré du fait de l'augmentation de la valeur restante.

190. Comparaison avec l'amortissement sur la valeur de remplacement. — Il est à remarquer qu'au point de vue pratique, la provision pour renouvellement aboutit aux mêmes résultats qu'une augmentation d'amortissements.

Nous avons montré, en effet, par l'étude de l'amortissement (cf. § 99 et fig. 28), que, toutes choses égales d'ailleurs, l'augmentation de l'amortissement diminuait d'autant la situation nette et partant les bénéfices. Mais s'il n'importe pas, au point de vue de l'action sur les bénéfices, de créer une provision ou d'augmenter l'amortissement, il n'en est pas de même au point de vue des principes. Le but de l'amortissement est, répétons-le, de réduire les actifs à leur valeur réelle, et non à leur valeur théorique. Nous avons vu plus haut la différence existant entre l'amortissement calculé sur la valeur réévaluée et l'amortissement réévalué de la *Circulaire du 25 janvier 1930*.

Le décret instituant les provisions pour renouvellement a séparé celles-ci des amortissements, mais a montré qu'elles les prolongeaient en spécifiant, comme nous l'avons rappelé plus haut, que les provisions « étaient admises en sus des amortissements ».

L'étude de la figure 31 démontre que les résultats financiers de l'amortissement sur la valeur de renouvellement sont identiques à

(1) Dans le cas d'un amortissement variable, le raisonnement et la méthode graphique subsisteraient en remplaçant la droite $A B_0 C_0 D_0 E_0 F_0$ par une ligne brisée adéquate.

ceux obtenus par l'addition de l'amortissement normal et de la provision pour renouvellement.

Les valeurs de renouvellement, en effet, sont mesurées dans l'hypothèse envisagée :

au 31/12/1939 par le segment b B égal au segment F_0B'
 au 31/12/1940 par le segment c C égal au segment F_0C'
 au 31/12/1941 par le segment d D égal au segment F_0D'
 au 31/12/1942 par le segment e E égal au segment F_0E'
 au 31/12/1943 par le segment F_0F .

Les amortissements correspondants eussent été respectivement mesurés par :

$$\frac{1}{5} F_0B', \quad \frac{2}{5} F_0C', \quad \frac{3}{5} F_0D', \quad \frac{4}{5} F_0E', \quad \frac{5}{5} F_0F.$$

La similitude des triangles.

$$A B_0 B'' \text{ et } A F_0 B' \text{ (rapport } \frac{1}{5})$$

$$A C_0 C''' \text{ et } A F_0 C' \text{ (rapport } \frac{2}{5})$$

$$A D_0 D''' \text{ et } A F_0 D' \text{ (rapport } \frac{3}{5})$$

$$A E_0 E''' \text{ et } A F_0 E' \text{ (rapport } \frac{4}{5})$$

montre que ces amortissements ont également pour mesures

$$B_0B''', C_0C''', D_0D''', E_0E''', F_0F,$$

c'est-à-dire les segments représentant, aux époques considérées, le total de la provision de renouvellement et de l'amortissement normal.

On constate donc l'identité, au point de vue résultat, d'une part de la réserve correspondant à la différence entre l'amortissement normal et celui calculé sur la valeur de renouvellement et, d'autre part, de la réserve constituée par la Provision.

191. — Les provisions ou (fonds) de renouvellement sont des réserves. — Nous venons de mettre en évidence par l'étude de la figure 31 l'identité entre la provision pour renouvellement et la portion de l'amortissement calculé sur la valeur de renouvellement dépassant l'amortissement normal.

Nous avons montré précédemment (cf. § 114) que tout amortissement exagéré constituait précisément une réserve occulte pour tout le montant dépassant l'amortissement correctement évalué.

Il s'en déduit que la Provision pour renouvellement n'est autre qu'une réserve (1), résultat capital au point de vue de la structure du bilan. Démontrons-le d'une façon indirecte :

(1) La COUR DE CASSATION (Chambre sociale) vient de décider, par un arrêt du 15 juillet 1943 (*Juris-Classeur périodique* 1944.2.2514) que la provision pour renouvellement devait être déduite du bénéfice « non seulement au point de vue fiscal, mais encore d'une manière générale ». Cet arrêt non motivé n'offre aucun intérêt doctrinal et ne saurait diminuer la valeur du raisonnement précédent.

1^o la provision pour renouvellement n'est pas un poste d'actif.

Elle ne constitue, en effet, ni un actif proprement dit, ni un actif historique. Elle n'est pas non plus un poste régulateur de l'actif réel auquel elle s'apparente : par définition, la régularisation est obtenue en totalité par l'amortissement correctement évalué.

2^o la provision pour renouvellement n'est pas un poste de passif.

Elle ne constitue, en effet, ni une dette, ni une augmentation ou une diminution de dette : l'entreprise ne doit rien du fait qu'elle se propose de renouveler dans l'avenir son matériel. Prévoir une dépense n'est pas se constituer débiteur, car une dette comporte une contre-partie : acquisition ferme, prestation ou diminution d'une autre dette.

Le remplacement ou la commande du matériel à remplacer constituera bien l'entreprise débitrice mais, à ce moment, il y aura constitution corrélatrice d'un nouveau poste « Matériel » à l'actif. Tel n'est jamais le cas lorsque seul est prévu le remplacement et que l'on crée le poste « Provision pour renouvellement ».

N'appartenant ni à l'actif ni au passif, la « Provision pour renouvellement » ressortit donc de la Situation nette.

D'autre part, elle ne fait pas partie du capital : elle constitue donc une Réserve.

On ne peut donc que regretter l'emploi que le législateur a fait du mot « provision », alors que l'expression « Réserve indisponible pour renouvellement » eût mieux montré son caractère juridique.

Il était loisible déjà, avant la parution des nouvelles dispositions fiscales, de créer — à condition que les statuts le permissent — de telles réserves. Rien ne les distinguait — sauf leur dénomination — des autres réserves. Mais de telles réserves, si elles pouvaient être d'un montant illimité, avaient dû acquitter au préalable l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (1). Au contraire, les provisions légales — facultatives et d'un montant limité — sont exonérées de l'impôt. Elles constituent donc des postes particuliers des bilans qu'il y a lieu de distinguer.

192. — Contre-partie réelle des provisions. — Aux termes du décret du 13 février 1939, la provision pour renouvellement du matériel et de l'outillage n'est qu'un élément de la Situation nette n'ayant pas de contre-partie spéciale à l'Actif.

Pour que la provision puisse correspondre à son but, le rachat d'éléments d'actif, il faut que les moyens de trésorerie correspondants soient entre les mains de l'entreprise.

Aux termes de la loi de Finances de 1943, l'exemption fiscale n'est accordée aux provisions pour le renouvellement du matériel et de l'outillage qu'aux conditions suivantes : une somme égale au montant de la provision qui dépasse les sommes employées par l'entreprise au renouvellement, en sus du montant de l'amortissement et de la cession du matériel remplacé, doit être versée au Trésor en compte de dépôt.

(1) Cf. VIGIER, loc. cit. p. 103 et 104 et la jurisprudence citée.

193. — Dénominations employées. — Nous ne pouvons que regretter l'emploi, dans le décret si utile du 13 février 1939, de l'expression « Provision de renouvellement », alors qu'il s'agit d'une réserve, ainsi que nous venons de le démontrer.

Au point de vue de la présentation du bilan, il est expressément prévu pour ces provisions les dénominations « Fonds de renouvellement de l'outillage et du matériel ancien » et « Fonds de renouvellement de l'outillage et du matériel nouveau ».

Ces dénominations sont également peu heureuses : un fonds correspond soit, dans le sens courant, à un actif, soit, dans le cas des dettes publiques, à un passif, jamais à une réserve.

Rappelons, d'ailleurs, que les entreprises ont la faculté d'adopter d'autres dénominations pour les réserves constituées pour le même objet en dehors du bénéfice des nouvelles dispositions, le décret du 13 février 1939 ayant prévu expressément les dénominations qu'il précise uniquement pour les réserves jouissant des exemptions fiscales.

Il est juste d'ajouter que cette prescription est restée parfois lettre morte.

C'est ainsi qu'au bilan, au 31 décembre 1940, des ETABLISSEMENTS POLIET ET CHAUSSON, figure un poste :

« Provisions pour renouvellement du matériel » qui, d'après le rapport du Conseil d'Administration, correspond aux provisions prévues par le décret du 13 février 1939.

La COMPAGNIE HYDRO-ELECTRIQUE D'Auvergne présente, au bilan au 31 décembre 1940, un poste « Provisions pour renouvellement du matériel nouveau » qui n'est autre chose que le « Fonds de renouvellement de l'outillage et du matériel nouveau ».

La COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX, tout en se référant aux textes légaux, emploie, dans la rédaction du bilan au 31 décembre 1940, les expressions de :

« Provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel anciens »

et

« Provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel nouveaux ».

Quant aux COMPAGNIES RÉUNIES DE GAZ ET D'ELECTRICITÉ, elles présentent, au bilan au 31 décembre 1940, un poste :

« Fonds de renouvellement du matériel »

et un poste :

« Provision pour renouvellement du matériel nouveau ».

Par contre, la SOCIÉTÉ DES MINES DE HOUILLES DE BLANZY (bilan au 31 décembre 1940) emploie rigoureusement les deux dénominations légales.

L'UNION D'ELECTRICITÉ a, au bilan au 31 décembre 1940, bloqué le « Fonds de renouvellement de l'outillage et du matériel anciens » avec divers amortissements sous le vocable :

« Fonds d'amortissement et de renouvellement »,

mélangeant ainsi des diminutions d'actif et des réserves ; alors qu'au bilan précédent ce poste figurait parmi les « Crédeurs divers », c'est-à-dire parmi les passifs réels.

IV. — RÉSERVES SPÉCIALES (MATÉRIEL ET OUTILLAGE RENOUVELÉS)

194. — Cette réserve est issue du « Fonds de renouvellement de matériel et d'outillage nouveau ».

Le décret du 13 février 1939 stipule, en effet, que *« les sommes prélevées sur le fonds de renouvellement lors du remplacement sont obligatoirement virées à un compte du passif dénommé « Réserves spéciales (matériel et outillage renouvelés) » »*.

Cette dénomination est exacte. Reprenons, en effet, l'exemple précédent, et rappelons que le bilan au 31 décembre 1943 se présentait ainsi :

Bilan au 31 décembre 1943

ACTIF		SITUATION NETTE	
Matériel.....	0	Capital.....	100 000
		Réserves.....	220 000
Caisse.....	350 000	Bénéfice.....	30 000
	<u>350 000</u>		<u>350 000</u>

Le matériel à acquérir coûte 350 000 f alors qu'il est destiné à remplacer un matériel ancien de 100 000 f. Le Fonds de renouvellement de matériel et d'outillage nouveaux aurait pu être porté à 350 000 f et le bilan être présenté de la façon suivante, après virement des réserves et bénéfices à la Provision ou Fonds de renouvellement :

Bilan au 31 décembre 1943

ACTIF		SITUATION NETTE	
Matériel.....	0	Capital.....	100 000
		Fonds de renouvellement.....	250 000
Caisse.....	350 000		<u>250 000</u>
	<u>350 000</u>		<u>350 000</u>

Le matériel est racheté à la clôture de l'exercice et payé comptant 350 000 f. De ce fait, le bilan n'est pas autrement modifié que par le virement de Caisse à Matériel de 350 000 f. Rien n'est modifié, ni dans le passif réel restant inexistant, ni dans la situation nette, différence entre l'actif et le passif réels (1).

Mais il était évidemment impossible de conserver un Fonds de renouvellement de matériel et d'outillage, ceux-ci étant renouvelés. D'où le changement de nom imposé par le décret, changement qui ne modifie pas le caractère économique du poste qui était et reste une réserve.

(1) Ce qui est une démonstration a posteriori du caractère juridique de réserve que possède la Provision pour renouvellement.

Nous avons trouvé ce poste avec sa dénomination exacte au bilan au 31 décembre 1939 des CHANTIERES ET ATELIERS DE SAINT-NAZAIRE.

Les TRÉFILIERES ET LAMINOIRS DU HAVRE, dans leur bilan au 31 décembre 1940, ont employé l'expression voisine de :

« Réserve spéciale afférente au matériel et à l'outillage renouvelés. »

V. — PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT DE STOCK DE DÉPART

195. — Le décret du 30 janvier 1941 a imposé, pour la détermination du bénéfice servant de base à l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et au prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices, que les stocks seraient évalués au prix de revient ou au cours du jour, si ce dernier est inférieur au prix de revient.

Le premier inventaire à réaliser, suivant ces nouvelles règles, était le dernier dressé avant le 1^{er} septembre 1939, pour les entreprises créées à cette date, et le premier inventaire pour les autres.

La hausse des prix qui s'est manifestée par la suite a entraîné une hausse du montant des inventaires, même si les quantités étaient restées les mêmes.

Il y avait là, une fois de plus, bénéfice financier, alors qu'il pouvait y avoir même perte économique.

Le décret a décidé qu'il pouvait être retranché du bénéfice net, et à concurrence de ce dernier, « une provision correspondant à l'accroissement en valeur, au cours de l'exercice, du stock initial supposé constant en quantité ».

Supposons un stock de :

1 000 000 f en août 1939

et admettons, avec l'arrêté du 12 mars 1941, le coefficient 1,25 pour l'année 1940.

L'entreprise aura la faculté de créer une « provision » de :

$$(1,25 - 1) 1\,000\,000 = 250\,000 \text{ f.}$$

Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 30 janvier 1941, ce poste doit être intitulé :

« Provision pour renouvellement du stock de départ ».

En réalité, ainsi que nous l'avons montré à propos des postes analogues relatifs au matériel et à l'outillage, il s'agit de « Réserves » comme le laisse supposer le décret lui-même qui permet de distraire ces provisions des bénéfices, alors qu'auparavant elles étaient intégrées dans le bénéfice fiscal.

Certaines sociétés n'hésitaient pas à créer des réserves spéciales pour tenir compte des variations de cours possibles de ces stocks. C'est ainsi que l'on trouve, au bilan au 31 décembre 1939 des ETABLISSEMENTS MARRET, BONNIN, LEBEL ET GUIEU, une

« Réserve (contre-partie variation de cours des métaux) ».

Dans d'autres cas, cette réserve était intitulée Provision.

On en trouve un exemple au bilan au 31 décembre 1939 de la COMPAGNIE GÉNÉRALE DES COLONIES, sous l'intitulé :

« Provision pour fluctuation de cours ».

Actuellement, le poste « Provision pour renouvellement de stock de départ » se rencontre fréquemment dans les bilans.

Ex. : COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ
(bilan au 31 décembre 1940).

LA SOCIÉTÉ DEWISME ET BOUILLANT
(bilan au 30 juin 1941)

a employé celle analogue de « Provision pour reconstitution du stock de départ ».

L'expression « Provision pour renouvellement des stocks » a été employée dans le même sens par différentes sociétés.

Ex : L'AIR LIQUIDE (bilan au 31 décembre 1940).

La COMPAGNIE D'APPLICATIONS MÉCANIQUES (bilan au 31 décembre 1940) a utilisé l'expression « Réserve pour renouvellement de stocks ».

Ajoutons que la loi du 24 octobre 1942 oblige, pour bénéficier des exemptions fiscales, le versement en dépôt au Trésor d'une somme égale à :

Stock de départ — provision — stock de fin d'exercice,
c'est-à-dire au montant réalisé et non remployé de la plus-value du stock.

VI. — RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DE STOCK DE DÉPART

196. — Avant le décret du 30 janvier 1941, les entreprises pouvaient évaluer leurs stocks à leur gré. Beaucoup d'entre elles minoraient ces évaluations, constituant ainsi des réserves occultes.

Le décret du 30 janvier, en imposant le mode d'évaluation au plus bas des deux prix, prix de revient ou cours du jour, a amené ces entreprises à augmenter l'évaluation de leurs stocks, augmentation soumise, d'ailleurs, à l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux à raison d'un cinquième sur chacune des années 1941 à 1945 (art. 2).

La plus-value d'évaluation, augmentant le montant de l'actif sans modifier le passif, a amené une augmentation égale de la situation nette.

La plupart des entreprises ont profité de cette augmentation pour constituer une réserve dont le nom n'a pas été fixé par le législateur, sa constitution n'étant pas légalement obligatoire.

C'est ainsi que les COMPAGNIES RÉUNIES DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ, la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ, etc. ont présenté, au bilan au 31 décembre 1940, ce poste sous le nom de :

« Réserve de réévaluation du stock de départ », alors que les **ETABLISSEMENTS KUHLMANN** constituaient, à la même date, une

« Provision de réévaluation du stock de départ », d'un montant de 107 millions.

La **SOCIÉTÉ MINÉRAIS ET MÉTAUX**, bilan au 31 décembre 1940, a employé l'expression :

« Plus-value de réévaluation des stocks ».

La **SOCIÉTÉ MARRET, BONNIN, LEBEL ET GUIEU** (bilan au 31 décembre 1940) celle de :

« Plus-value sur stock de départ ».

Il y a lieu de noter que la Provision pour renouvellement du stock de départ a pour objet de parer aux hausses postérieures à la mise en application de la loi, alors que les réserves de réévaluation de stock de départ tiennent compte des hausses antérieures. Elles se complètent donc heureusement.

CINQUIÈME PARTIE

FONCTIONS ET SYNTHÈSE DU BILAN

CHAPITRE XIV

LES FONCTIONS DU BILAN

- I. — Le Principe de sincérité.**
- II. — Les Fonctions de Renseignements.**
- III. — Le Bilan compte de Gestion.**
- IV. — Le Bilan ouverture de droits.**

I. — LE PRINCIPE DE SINCÉRITÉ

197. — Ayant analysé les divers éléments du bilan, il reste à montrer comment on procède à leur synthèse, c'est-à-dire comment on présentera groupés les différents postes.

Mais il est nécessaire, au préalable, de savoir quel est le but qu'on peut se proposer. Aussi, allons-nous examiner maintenant les fonctions du bilan au sujet desquelles nous avons donné quelques indications au début de cette étude.

Nous supposerons, bien entendu, qu'il s'agit d'un bilan sincère.

Dans le cas contraire, la fonction du bilan est de dissimuler la vérité, et l'historique des sociétés donne de nombreux exemples de tels truquages et de telles dissimulations qui se résument ainsi :

Vues optimistes sur la situation de l'entreprise.

Vues pessimistes sur la situation de l'entreprise.

A la première catégorie se rattachent notamment les délits de publication de faux bilan afin d'obtenir des souscriptions et des versements et les distributions de dividendes fictifs : il s'agit de majorations d'actif, de minorations ou de dissimulation de passif.

Les majorations d'actif et les minorations de passif ont trait à des problèmes d'évaluation qui dépassent le cadre de notre étude.

Les dissimulations de passif consistent à ne pas inscrire des

dettes existantes. Il s'agit donc d'un inventaire comportant des lacunes par suite d'un récolement mal fait ou frauduleux. Le cas est relativement rare.

Les tribunaux ont fréquemment eu à juger, surtout au pénal, les majorations d'actif.

Au contraire, les minorations d'actif ou les majorations de passif ont fait l'objet d'une jurisprudence bien plus réduite. Les tribunaux ont souvent estimé, en effet, que la « prudence » dans les estimations n'était pas blâmable puisque favorable à l'entreprise. Citons, entre tous, un attendu caractéristique d'un jugement du TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE du 11 juillet 1910 :

« Que souvent il est considéré comme de sage administration d'amortir en totalité de nombreux chapitres de l'actif qui n'y figurent plus que pour mémoire bien qu'ayant une valeur réelle (1). »

Il y a là une nouvelle manifestation du préjugé favorable à l'acheteur et défavorable au vendeur. Celui qui achète ou souscrit une action sur le vu d'un bilan truqué dans le sens optimiste trouve auprès des magistrats des oreilles complaisantes. Celui qui vend ses actions estimant que les cours sont suffisants étant donné le bilan publié, alors qu'il aurait attendu des cours plus élevés s'il avait connu la véritable situation de la société, bien meilleure qu'elle n'apparaissait par les documents publiés, trouve rarement un tribunal pour lui donner raison.

Nous persistons, quant à nous, à penser que seule la vérité ou plus exactement la sincérité du bilan est à rechercher et qu'une entreprise doit être une maison de verre. C'est dire que nous n'acceptons pas la restriction apportée par HOLBACH qui, au Congrès Juridique International de 1910, s'exprimait ainsi :

« Avec une certitude absolue, on peut affirmer que l'analyse de la conception juridique du bilan et la mise en évidence des intérêts divers auxquels il doit satisfaire permet d'exiger comme règle impérative l'entière et la plus sincère révélation de la situation sociale. L'atténuation à cette règle, la seule atténuation, dérive de la sauvegarde de l'intérêt social, dont l'exigence contraire à la règle ne peut se présumer et doit être positivement démontrée (2). »

A ces conditions, quelles sont les fonctions du bilan ?

II. — LES FONCTIONS DE RENSEIGNEMENTS

198. — **Généralités.** — Un premier type de fonctions consiste dans les fonctions de renseignements.

Sur quoi le bilan renseigne-t-il et qui doit-il renseigner ?

199. — **Point de vue économique.** — Le bilan doit renseigner sur la situation économique de l'entreprise.

(1) SIREY, 1912.2.65.

(2) Compte-rendu du Congrès, T. II, p. 150.

L'importance des immobilisations, leur répartition renseignent sur le potentiel économique de l'entreprise.

Bien entendu, il ne s'agit pas là de renseignements complets tirés de l'examen d'un seul bilan. Mais la comparaison de la série de bilans d'une entreprise donne, d'ores et déjà, une idée sur le développement plus ou moins rapide de l'entreprise, sa politique d'immobilisations, la cadence à laquelle le matériel est remplacé.

Un examen plus serré, avec des bilans mieux établis qu'ils ne le sont à l'heure actuelle, permettrait de voir si l'entreprise est bien gérée techniquement.

Tous ces renseignements intéressent plusieurs catégories de personnes : tout d'abord, le cas échéant, les associés, actionnaires, etc. C'est en partie par l'examen des bilans que ces intéressés au premier chef peuvent savoir si la gestion économique de l'affaire est saine, si les mandataires dirigent l'entreprise comme leurs mandants l'entendent, etc.

La collectivité, elle aussi, a intérêt à connaître quel est le potentiel économique de l'entreprise et quel est son rendement actuel en fonction de ce potentiel.

Il est à peine besoin de signaler ce point lorsqu'un pays vit sous le régime de l'économie dirigée comme c'est le cas de presque tous, du fait des circonstances.

Il n'est pas possible de diriger ou même d'essayer de diriger raisonnablement l'économie si l'on n'est pas renseigné sur les entreprises et, par conséquent, si l'on n'exige pas d'elles des bilans établis sérieusement.

C'est ce qu'a compris l'Allemagne où le bilan et la comptabilité ont fait, depuis longtemps, l'objet d'études de qualité et où nombre de juristes et d'économistes ont étudié les problèmes que posaient les bilans et la comptabilité.

Une statistique économique sérieuse part obligatoirement de bilans et de comptabilités établis suivant des règles permettant de comparer des entreprises de même genre.

La tenue de statistiques économiques offre un intérêt non moins grand pour ceux qui, tout en faisant les plus expresses réserves à l'égard de l'économie dirigée en période normale, estiment qu'il est impossible au chef d'une entreprise un peu importante de prendre des décisions de stratégie et de tactique économiques s'il n'est pas renseigné sur ce font ses concurrents (1).

Une telle connaissance éviterait pour les entreprises des erreurs mortelles dont la collectivité toute entière souffre avec elles.

Une telle économie qui resterait libérale n'aurait aucun rapport avec le libéralisme classique dans lequel le respect du secret des affaires aboutit à une lutte en pleine obscurité.

En dehors de la collectivité, certains tiers ont un indéniable intérêt à connaître le développement économique d'une entreprise ;

(1) Cf. à propos de l'économie américaine les citations de l'*Accountants Handbook* dans le très intéressant article de M. CHEZLEPRÊTRE paru dans la *Revue de l'Economie nationale* de juillet 1942.

ce sont eux qui contractent avec elle : fournisseurs, créanciers et en particulier banquiers.

L'étude économique offre pour eux de l'intérêt en ce sens qu'elle a des rapports étroits avec la situation financière, tout au moins à long terme.

C'est ainsi que dans leur ouvrage intitulé « Le Crédit de Banque », GAMBÉRO ET PENGLOU consacrent de nombreuses pages à l'étude économique de l'entreprise, étude qui doit longuement retenir l'attention de l'expert en crédit.

Aux Etats-Unis, grâce à l'établissement de bilans d'entreprises similaires sur des bases comparables, il a été fait un très grand usage de leur comparaison par l'utilisation des quotas ou ratios.

200. — Définition des quotas. — Le quota est le rapport de deux postes ou de deux séries de postes d'un bilan. C'est donc un coefficient qui ne prend d'intérêt que par sa comparaison soit avec les coefficients à la même époque d'entreprises similaires, soit par l'étude de ses variations en fonction du temps.

201. — Quota des immobilisations. — Il peut se définir comme une fraction dont le dénominateur est la situation nette et le numérateur le montant des immobilisations.

Plus ce coefficient est élevé, plus la société est immobilisée, ce qui augmente son potentiel économique mais peut offrir des inconvénients au point de vue financier.

On constate, à l'examen d'une suite de bilans d'une même entreprise, que l'extension des moyens de production se traduit par une montée de la courbe des quotas d'immobilisation.

202. — Quota des achats. — Il comporte au numérateur le chiffre total des achats annuels et au dénominateur le montant du stock : il mesure donc la rapidité d'utilisation de ce qui est acheté, autrement dit la rotation du stock.

203. — Le bilan, état descriptif des choses vendues. — HOLBACH, à propos des sociétés, a montré un aspect intéressant de l'intérêt qu'ont certains tiers à un bilan sincère et complet. Dans son rapport précité il consacre à cette question, sous le titre « *Le Bilan comme état descriptif des choses vendues* » un intéressant développement dont nous ne saurions mieux faire que de reproduire des extraits :

« Aussi l'action, comme titre de vente, doit-elle nécessairement chercher et trouver son complément dans un état descriptif du patrimoine à l'époque de la vente. Cet état descriptif est offert dans le bilan et le compte de profits et pertes. Leur publicité est inhérente au système légal qui permet la transmission des actions par simple tradition. Considérés comme compléments nécessaires de l'action, au point de vue des conditions normales de vente, les renseignements qu'ils doivent fournir sont ceux qui seraient exigés à l'occasion de la même transaction d'une quotité d'un patrimoine juridiquement et économique-

ment semblable à l'entreprise dont l'action signifie une part. La société, représentée par la collectivité des actionnaires, détenteurs des actions lors de l'assemblée qui arrête le bilan, doit aux tiers, au public, l'état descriptif du patrimoine. »

« En tant qu'état descriptif de choses à vendre, complément de l'action, la qualité du bilan ne peut consister que dans l'abondance, l'étendue, la précision des renseignements qu'il offre pour permettre à l'acheteur de titres de voir et d'évaluer, au besoin d'après son propre jugement, la consistance du patrimoine dont il acquiert une fraction » (1).

204. — **Point de vue financier.** — C'est principalement au point de vue financier que le bilan remplit le mieux sa fonction de renseignements. Ainsi que l'a justement noté SABATIER, « *les principes comptables de la mesure et de l'équivalence des valeurs supposent un système de symboles : comme de tous les autres symboles, leur signification est conventionnelle. La convention qui leur donne un sens ne s'explique elle-même que par l'unité monétaire* » (2).

L'étude financière du bilan comporte d'abord la valeur théorique de l'entreprise, c'est-à-dire le calcul de la Situation nette qui se résume à une simple addition algébrique si tous les postes sont correctement évalués et désignés. Dans la pratique, ce problème nécessite de véritables qualités de critique.

Il s'agit, en effet, non seulement de juger de la valeur actuelle mais aussi de la valeur potentielle.

Là aussi les quotas renseigneront utilement le critique.

Il faudra, d'ailleurs, ne pas se contenter des ratios tirées exclusivement du bilan mais aussi de celles déduites des comptes d'exploitation.

205. — **Quotas des liquidités.** — On examinera ainsi le quota des liquidités, c'est-à-dire le rapport :

$$\frac{\text{Actif disponible} + \text{Actif réalisable à court terme}}{\text{Passif à même terme.}}$$

Il s'agit là d'un quota essentiellement financier qui commande les mesures à prendre pour assurer la trésorerie de l'entreprise (3).

Il joue un rôle particulièrement important dans les banques de dépôt. Il est, en effet, essentiel que celles-ci puissent faire face aux retraits de la clientèle. Le terme à fixer ne saurait excéder un mois ainsi que l'a décidé la loi suisse du 8 novembre 1934. Il faut, en outre, définir les actifs réalisables dans ce délai et les engagements à

(1) Compte rendu du Congrès Juridique international, Bruxelles 1910, T. II, p. 147.

(2) SABATIER, *La Mesure des Affaires*, p. 18.

(3) D'après SEIBEL (*Quelques réflexions sur le financement dans les entreprises privées*), ce quota doit être, dans la généralité des cas, voisin de 2 ou 3 en comptant dans le réalisable les marchandises, les clients et effets à recevoir.

court terme et fixer la proportion, compte tenu du rapport entre ceux-ci et les engagements à long terme (1).

Comme le note fort justement M. HAMEL :

« *Encore faut-il que le contrôle de leur application n'entraîne pas des investigations trop minutieuses dans l'actif des banques contrôlées et que le respect de la proportion légale ne dispense pas les directions de banque de veiller avec soin sur la liquidité de leurs actifs* » (1).

On peut également reprocher à ces mesures réglementaires de ne pas pouvoir tenir assez compte des circonstances politiques et économiques dont l'évolution peut nécessiter des modifications assez rapides dans la fixation de ce quota.

206. — **Quota des dettes.** — On déterminera également le quota des dettes, c'est-à-dire le rapport :

$$\frac{\text{Situation nette}}{\text{Passif}}$$

qui mesure l'indépendance financière de l'affaire et qui devra être aussi grand que possible en milieu économique instable ou qui risque de le devenir (2).

207. — **Quota des ventes.** — Enfin, on déterminera le quota des ventes, c'est-à-dire le rapport :

$$\frac{\text{Chiffre d'affaires}}{\text{Clients} + \text{Effets à recevoir}}$$

Ce quota mesure la rotation du capital.

208. — **Les intéressés à la fonction de renseignements.** — Quels sont ceux qui sont principalement intéressés par la fonction de renseignements financiers et accessoirement de l'entreprise ? Tout d'abord les chefs de l'entreprise.

Suivant la très juste expression d'HOLBACH, c'est la fonction interne du bilan « *comme instrument documentaire et boussole de direction pour ceux qui administrent et dirigent* » (3).

Pour ce faire, il est nécessaire qu'ils en aient une connaissance parfaite. Malheureusement, il n'en est généralement pas ainsi. Rappelons le jugement aussi sévère que justifié que portait GERMAIN-MARTIN sur beaucoup d'administrateurs de grandes entreprises :

« *Combien d'administrateurs, même de très grandes entreprises, estiment qu'ils ont fait leur devoir, après avoir lu les comptes qui leur sont présentés par leurs services spécialisés. Combien fréquemment ils approuvent légèrement les écritures qui vont être soumises à l'approbation de l'assemblée générale ! Il en irait tout autrement s'ils avaient*

(1) Cf. J. HAMEL, *Banques et Opérations de Banque* T. II, N° 805.

(2) Cf. SEIBEL, loc. cit.

(3) HOLBACH, in *Compte-rendu du Congrès Juridique international des Sociétés par actions*, Bruxelles 1910, p. 148.

une formation comptable de l'esprit, une compréhension profonde des grands principes qui doivent être les aides indispensables de l'esprit cherchant à exercer une critique nécessaire (1) ».

Il est à signaler que si la loi a pris des mesures pour exiger des commissaires de surveillance des sociétés faisant appel à l'épargne publique un minimum de technicité en matière de bilan et de comptabilité, par une étrange anomalie, les administrateurs de ces mêmes sociétés, qui ont la responsabilité de l'établissement des bilans, peuvent parfaitement ne rien comprendre aux problèmes délicats que cette opération soulève.

Parmi les tiers qui usent largement de la fonction de renseignements du bilan, il y a tous ceux qui contractent avec les entreprises.

C'est pourquoi une société ne peut faire appel au public pour ses émissions sans publier son dernier bilan dans le B.A.L.O., en vertu de l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907.

De même, si les trois quarts du capital d'une société par actions viennent à être perdus, l'assemblée doit, en vertu de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867, *« statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. La résolution de l'assemblée est, dans tous les cas, rendue publique. »*

Parmi les tiers qui s'intéressent spécialement aux bilans des entreprises figurent les banquiers. Comme le signalent GAMBÉRO et PENGLOU, en ce qui concerne la fortune commerciale, *« les bilans communiqués ou réclamés fourniront une première base de prospection »* (2) et les mêmes auteurs comprennent naturellement dans le cahier du « Crédit man » un chapitre réservé à l'exposé synoptique et comparatif des derniers bilans, ainsi qu'une étude détaillée des principaux chapitres.

III. — LE BILAN COMPTE DE GESTION

209. — Dans les sociétés, et à titre interne également, le bilan a une deuxième fonction, celle de compte de gestion, et à ce sujet on ne saurait mieux faire que de citer des extraits des magistrales pages d'HOLBACH :

« Le fait que les administrateurs, étant mandataires d'autrui, ont à rendre compte à leur mandante, la société, est une application du droit commun. Le bilan, document par lequel ils accomplissent principalement cette obligation, normale à leur fonction, rentre donc dans une catégorie d'ensemble de documents analogues. Tous ont une même cause : le mandat ; un même but : procurer décharge au mandataire par l'approbation du mandant. Rien d'essentiel ne les distingue dans leur raison d'être et leurs effets. Il en résulte que les principes qui régissent

(1) cf. GERMAIN-MARTIN, préface à A. DALSACE, *Principes généraux du Bilan et de la Comptabilité*, p. 9.

(2) GAMBÉRO et PENGLOU, *Le Crédit de Banque*, p. 51.

tous les comptes de gestion sont aussi ceux qui seront applicables à ce compte spécial déterminé que l'usage a qualifié bilan ».

« *A qui prétend pouvoir se soustraire dans la confection du bilan à toutes les exigences normales d'un compte de mandataire, incombe sans restriction le fardeau de la preuve qui seule rendra légitime son agissement accompli en dehors de la règle.* » (1).

IV. — LE BILAN OUVERTURE DE DROITS

210. — Généralités. — La troisième fonction du bilan est d'ouvrir des droits.

C'est le bilan qui fixe la portion des bénéfices des différentes catégories d'ayants droit : collaborateurs intéressés de l'entreprise quelle que soit sa forme, associés de toutes sortes dans les sociétés.

C'est l'idée qu'HOLBACH a développée dans les termes suivants :

« *Ce caractère des chiffres du bilan amène immédiatement à percevoir que l'exactitude en eux n'a plus pour unique objet de renseigner avec sincérité sur la consistance de l'avoir social, mais de mesurer l'importance respective de catégories distinctes de droits qu'ils évaluent directement ou dont ils contribuent à former l'évaluation. C'est là une œuvre qui ne peut avoir pour base que la loi, l'usage valant loi, la convention expresse ou tacite* » (2).

211. — Le bilan et le fisc. — Il est un associé de toutes les entreprises que l'on ne saurait passer sous silence : le fisc.

Au Congrès Juridique International de 1910, M. HUBERT DE HARVEN résumait le rôle du fisc de la façon suivante :

« *Le fisc trouvera, dans les bilans des sociétés par actions, le moyen d'atteindre en connaissance de cause la richesse publique, sans devoir trop indiquer dans la vie privée de ses nationaux, dont il taxera indirectement le revenu.*

« *Il frappera ainsi sciemment les titres de sociétés, du droit de timbre, du droit de transmission ;*

« *Il imposera le capital représentatif de leur actif, ou celui utilisé au siège d'exploitation ;*

« *Il frappera leurs bénéfices réalisés dans le pays, voire même ceux réalisés au delà des frontières ;*

« *Il trouvera dans le relevé des débiteurs et des créateurs un moyen de contrôle des déclarations de revenu qui lui sont faites par les particuliers, — pour qui, du reste, il fera parfois payer le droit par l'être moral, sauf à ce dernier à le récupérer, s'il le peut, de qui de droit* » (3).

Mais l'action du fisc sur les bilans a été complexe. D'une part, l'inquisition fiscale a obligé les entreprises à examiner de plus près

(1) HOLBACH, loc. cit. p. 143 et 144.

(2) HOLBACH, loc. cit. p. 151.

(3) DE HARVEN, in *Compte rendu du Congrès Juridique international des Sociétés par actions*, Bruxelles 1910, T. II, p. 112.

les problèmes que posent l'établissement du bilan et la tenue de la comptabilité, et ce fut là une action certainement bienfaisante. D'autre part, pendant longtemps, les exigences de l'Administration ont largement contribué au manque de sincérité des bilans. Les entreprises qui perdaient leur substance en distribuant aux actionnaires des dividendes économiquement fictifs payaient également des impôts calculés sur ces bénéfices fictifs. D'où la tendance des dirigeants, soucieux d'assurer une certaine pérennité à l'entreprise, à augmenter les amortissements, à créer des réserves occultes, etc.

L'intelligente compréhension de l'Administration a — tardivement il est vrai — remédié à ces erreurs graves en instituant successivement le report déficitaire puis, surtout, les provisions pour renouvellement de stocks et de matériel qui sont, ainsi que nous l'avons vu, des réserves exemptes d'impôts à de certaines conditions.

Il faudrait aller plus loin. Sans aller jusqu'au souhait — hélas ! chimérique — de voir supprimer l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, on pourrait espérer qu'il soit calculé uniquement d'après le chiffre des affaires commerciales à des taux forfaitaires variant suivant les différents genres de commerce et d'industrie.

Une telle réforme offrirait deux sortes d'avantages : d'une part, elle diminuerait le pouvoir prétorien du contrôleur sur les méthodes d'évaluation des éléments du bilan, rendrait moins désagréable et moins dangereuse l'inquisition fiscale tout en sauvegardant le contrôle ; d'autre part, elle serait plus conforme à l'équité.

En effet, toutes choses égales d'ailleurs, augmenter le bénéfice c'est souvent rendre service à la communauté. Lorsqu'un nouveau procédé technique permet de réaliser un produit avec moins de matière ou de main-d'œuvre, l'entreprise qui obtient ce résultat ne devrait pas être pénalisée par une augmentation d'impôts, mais presque dégrevée.

Nous savons que telle n'est pas la tendance de l'Administration qui s'attache de plus en plus au bilan, mais nous croyons que c'est faire là fausse route et que, contrairement à ce qui a été admis, la législation en matière de bilan ne devrait pas être à base fiscale et que, d'une façon plus générale, l'Economique devrait avoir le pas sur la Fiscalité.

C'est dire que la fonction fiscale du bilan a besoin d'être considérablement revue si l'on veut — comme ce doit — faire passer l'Economique avant la Fiscalité.

CHAPITRE XV

PRÉSENTATION DU BILAN

- I. — Généralités.
- II. — Bilan-type de la Commission du Plan Comptable.
- II A. — Examen de l'Actif.
- II B. — Examen du Passif.
- III. — Bilan-type proposé.

I. — GÉNÉRALITÉS

212. — Le bilan se présente, à l'heure actuelle, sous forme d'un tableau comportant deux parties : l'une intitulée **ACTIF**, l'autre **PASSIF**, ces deux parties étant généralement accolées, plus rarement superposées.

En général, les éléments sont groupés sous des rubriques correspondant aux principales divisions adoptées.

Cependant, d'assez nombreux bilans comportent une succession, dans un ordre plus ou moins logique, des différents postes non groupés.

Au reste, il ne faut pas se dissimuler que si les rubriques communes facilitent la lecture, elles comportent beaucoup d'arbitraire et parfois quelque illogisme. Nous l'avons souvent montré au cours de cette étude et l'examen de la présentation du bilan-type, rédigé par la COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE DU PLAN COMPTABLE, va confirmer ces critiques.

Quel ordre adopter pour le groupement des différents chapitres du bilan ?

En général, les rédacteurs adoptent pour l'Actif l'ordre des liquidités croissantes, pour le Passif celui des liquidités décroissantes et quelquefois l'ordre inverse.

Dans l'un et l'autre cas des exceptions rompent cette harmonie, exceptions motivées le plus souvent par l'intrusion des postes de Situation nette à côté des postes d'Actif et de Passif proprement dits.

II. — BILAN TYPE DE LA COMMISSION DU PLAN COMPTABLE

213. — Le bilan-type de la COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE DU PLAN COMPTABLE est le suivant :

ACTIF

IMMOBILISATIONS :

A. Immobilisations d'exploitation :		
Terrains et constructions.....	00	(1)
Moins : Amortissements des terrains et constructions.....	250	
Matériel, mobilier, agencements, installations.....	01-02	(1)
Moins : Amortissements du matériel, du mobilier, des agencements, des installations.....	251-252	
Immobilisations incorporelles d'exploitation.....	03	(1)
Moins : Amortissements des immobilisations incorporelles d'exploitation.....	253	
B. Immobilisations hors exploitation.....	04	(1)
Moins : Amortissements des immobilisations hors exploitation.....	254	
C. Immobilisations entièrement amorties.....	05	(1)
Moins : Amortissements appliqués aux immobilisations entièrement amorties.....	255	
D. Immobilisations en cours.....	20	

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT :

A. Frais d'établissement.....	06	(1)
Moins : Amortissements des frais d'établissement.....	256	

VALEURS ENGAGÉES :

A. Prêts à plus d'un an d'échéance.....	09
B. Titres de participations.....	11
C. Dépôts et Cautionnements.....	143

VALEURS D'EXPLOITATION :

A. Matières ou Fournitures.....	300-301-308
B. Produits semi-ouvrés.....	302
C. Produits finis ou Marchandises.....	303-305-307
D. Produits ou Travaux en cours.....	309

VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME :

A. Prêts à moins d'un an d'échéance.....	10
B. Titres de placement.....	12
C. Effets à recevoir, chèques et coupons à encaisser.....	13
D. Clients.....	140
E. Autres Débiteurs.....	141-142
	et 144 à 149

(1) La valeur à inscrire dans la colonne finale est la valeur différentielle.

VALEURS DISPONIBLES :

A. <i>Comptes de Banques et Comptes de Chèques postaux</i>	15
B. <i>Caisse</i>	16

COMPTES POUR ORDRE :

A. <i>Comptes de régularisation — Actif</i>	23
B. <i>Engagements (comptes débiteurs)</i>	29

RÉSULTATS :

A. <i>Comptes de Pertes et Profits (débitur)</i>	97
B. <i>Report à nouveau (débitur)</i>	989

PASSIF

CAPITAL ET RÉSERVES :

A. <i>Capital</i> .		
Capital social ou personnel.....	070	} (1)
Moins : Actionnaires (capital non appelé)..	077	
B. <i>Réserve légale</i>	071	
C. <i>Autres réserves</i>	072-073	
D. <i>Primes d'émission d'actions</i>	076	

DETTES A LONG TERME :

A. <i>Obligations et Bons à plus d'un an d'échéance</i> ..	080	} (1)
Moins : Primes de remboursement des obligations et bons remboursables à plus d'un an.....	089	
B. <i>Autres Emprunts</i>	082-084-088	

DETTES A COURT TERME :

A. <i>Obligations et Bons à moins d'un an d'échéance</i> .	170	} (1)
Moins : Primes de remboursement des obligations et bons remboursables à moins d'un an.....	179	
B. <i>Autres Emprunts</i>	172-174-178	
C. <i>Effets à payer</i>	18	
D. <i>Fournisseurs</i>	190	
E. <i>Autres créanciers</i>	192 à 199	

FONDS DE RENOUVELLEMENT :

A. <i>Fonds de renouvellement des immobilisations corporelles d'exploitation</i>	260
B. <i>Autres fonds de renouvellement</i>	165-266-268

(1) Mais on inscrira, en regard de cette valeur, les deux termes de la différence.

PROVISIONS :

A. Provisions pour dépréciations sur immobilisations d'exploitation.....	270
B. Provisions pour dépréciations sur immobilisations hors exploitation.....	271
C. Provisions pour créances douteuses.....	2720
D. Provisions pour autres dépréciations financières.....	2721 à 2728
E. Provisions pour dépréciations sur marchandises et produits finis.....	274
F. Provisions pour risques.....	275-277-278

FONDS DE RETRAITE DU PERSONNEL.....	28
-------------------------------------	----

COMPTES POUR ORDRE :

A. Comptes d'ajustement, Comptes de régularisation — Passif.....	22-24
B. Engagements (comptes créditeurs).....	29

RÉSULTATS :

A. Comptes de Pertes et Profits (créditeur).....	97
B. Report à nouveau (créditeur).....	989

II A. — EXAMEN DE L'ACTIF

214. — **Généralités.** — On voit que l'Actif comporte huit chapitres disposés dans l'ordre suivant :

Immobilisations,
Frais d'établissement,
Valeurs engagées,
Valeurs d'exploitation,
Valeurs réalisables à court terme,
Valeurs disponibles,
Comptes pour ordre,
Résultats.

Dans l'ensemble, c'est l'ordre de liquidité croissante qui a été adopté.

Cependant, les Frais d'établissement sont encore plus immobilisés que les Immobilisations puisque correspondant à des Actifs historiques.

D'autre part, les Comptes pour ordre groupent des postes de caractères très différents, savoir : des comptes de régularisation réels et, sous la rubrique Comptes de régularisation, des actifs réels comme les emballages et les intérêts sur prêts et débiteurs, enfin des comptes conditionnels.

Quant au dernier chapitre : Résultats, il n'est autre qu'un compte de Situation nette.

Si nous examinons l'Actif dudit bilan chapitre par chapitre, nous serons amenés à de nouvelles observations.

215. — Immobilisations. — On ne voit pas l'intérêt sérieux de séparer les Immobilisations entièrement amorties et les Immobilisations en cours. Le problème de l'évaluation se pose pour les unes et pour les autres de la même façon que pour les Immobilisations d'exploitation et hors exploitation.

Il paraît normal de séparer les Agencements et Installations du matériel et de l'outillage.

Il nous semble plus commode, pour le bilan, de voir indiquée, après chaque poste, la plus-value de réévaluation qui, jointe à la valeur portée au bilan, donne l'estimation de la valeur réelle.

Au point de vue de l'ordre des postes, signalons que les Immobilisations incorporelles d'exploitation constituant le poste le moins liquide, celui-ci doit être placé en tête.

216. — Valeurs engagées. — Il y a intérêt à donner, en dessous de la valeur des prêts, le montant du poste correspondant à la différence pour réduction à la valeur actuelle.

Le montant des actions non appelé devra figurer, le cas échéant, immédiatement après les prêts afin que les tiers soient renseignés.

En ce qui concerne les titres de participations, il y a lieu de porter le prix d'acquisition avec, en dessous, le poste correctif pour fluctuation des cours, qu'il soit soustractif ou additif. Dans le deuxième cas, cette indication sera donnée pour mémoire.

Au point de vue de l'ordre des liquidités, ce sont les Dépôts et Cautionnements à faire figurer les premiers.

217. — Valeurs d'exploitation. — La Commission distingue les Produits semi-ouvrés, qu'elle définit comme « les produits qui ont atteint un état déterminé de fabrication et qui sont disponibles pour des transformations ultérieures », des Produits ou Travaux en cours qui sont « les produits ou travaux en voie de formation ou de transformation à la clôture de la période comptable et qui ne sont pas inscrits à un compte de magasin ».

Du point de vue du bilan cette distinction nous paraît sans intérêt.

A chaque poste devrait correspondre le poste de régularisation de valeurs.

En outre, là aussi, l'ordre de liquidité croissante n'a pas été respecté.

218. — Valeurs réalisables à court terme. — Aucune observation à faire concernant les rubriques adoptées ; il y aurait lieu d'explicitier, le cas échéant, le poste « Actionnaires, montant appelé ou à appeler ».

La Commission fait figurer parmi les « Autres Débiteurs » le compte « Actionnaires, restant dû sur le capital appelé ». Le capital peut être dû par les actionnaires à moins d'un an d'échéance lorsque

intervient, dans l'année, le délai préfix de cinq ans prévu par l'article 1^{er} de la loi du 4 mars 1943.

La Commission a également fait figurer à ce chapitre le poste « Actions d'administrateurs déposées en garantie », ce qui est inadmissible du point de vue juridique ; ainsi que nous l'avons montré plus haut, ces actions n'appartiennent pas à la société et n'ont pas plus à figurer à l'Actif que des titres déposés en garantie par des clients.

On ne peut pas s'empêcher de songer à ce qu'écrivait DAUBRESSE :

« Trop souvent les comptables ne voient que le côté matériel des opérations et leur aspect juridique leur échappe. Ils se cantonnent dans le domaine strict des chiffres et des faits et s'ils traduisent bien dans leurs écritures l'opération matérielle, ils omettent ou dénaturent son aspect juridique. » (1).

Signalons, pour en terminer avec ce chapitre, qu'une fois de plus l'ordre de liquidité n'a pas été respecté.

219. — Valeurs disponibles. — Aucune observation à faire.

220. — Comptes pour ordre. — Ce chapitre contient un premier poste intitulé « Comptes de régularisation. — Actif ». On y trouve les « Dépenses payées d'avance », c'est là, à notre sens, un actif fictif à grouper avec les Actifs historiques. Les « Travaux d'entretien et réparations en cours » correspondent soit à des augmentations d'actif, soit à des Frais généraux. Les « Commissions à obtenir » ainsi que les « Ristournes, rabais et remises à obtenir » constituent, les premières, des créances nées ou le résultat des « Services en cours », et les seconds un poste de régularisation du Passif. Les « Intérêts sur prêts et débiteurs » sont un poste de régularisation du poste d'Actif correspondant, et enfin les « Emballages en consignment », ne sont autres que des « Fournitures ».

Quant au deuxième poste « Engagements », c'est un actif conditionnel qu'il y a intérêt à faire figurer en dessous du bilan.

221. — Résultats. — Il s'agit d'un compte de Situation nette qu'il vaut mieux séparer de l'Actif.

II B. — EXAMEN DU PASSIF

222. — Généralités. — Les chapitres du Passif sont présentés dans l'ordre suivant :

Capital et Réserves,
Dettes à long terme,
Dettes à court terme,
Fonds de renouvellement,
Provisions,

(1) DAUBRESSE., loc. cit. p. 57.

Fonds de retraite du personnel,
Comptes pour ordre,
Résultats.

Le premier chapitre comporte des postes de Situation nette, les deux suivants des Passifs proprement dits. Les Fonds de renouvellement sont, ainsi que nous l'avons montré, des Réserves particulières.

Quant aux Provisions, les unes constituent des comptes de régularisation, d'autres, notamment parmi les Provisions pour risques, tantôt des Passifs probables ou évalués, tantôt des Réserves.

Les Fonds de retraite du personnel appartiennent au Passif lorsqu'il y a obligation de la société, aux Réserves dans le cas contraire.

Les comptes pour ordre comportent des comptes dits de régularisation, et qui sont en réalité des comptes de réserves (ex. : comptes d'ajustement et d'imputation rationnelle), des passifs réels, dépenses à payer, et enfin des comptes conditionnels.

Quant aux comptes de Résultats, ils ressortissent à la situation nette.

On voit que ni le groupement, ni l'ordre des postes et chapitres, n'en sont logiques.

Ont-ils au moins le mérite d'être pratiques ? Pas davantage. Le lecteur du bilan a intérêt à voir, d'une part, quels sont les biens et quelles sont les dettes de l'entreprise, comment la Situation nette s'est modifiée d'autre part.

Examinons plus en détail les différents chapitres.

223. — Capital et réserves. — Il est prévu de porter en diminution le capital non appelé. Rien ne justifie cette façon de faire.

A noter que les primes d'émission devraient être rapprochées du poste Capital. La prime est, en effet, souscrite en même temps que le capital alors que les réserves sont des bénéfices annuels non distribués.

224. — Dettes à long terme. — La prime d'émission des obligations est portée comme régulatrice du montant de celles-ci alors qu'en droit elle en est indépendante.

En ce qui concerne les autres emprunts il peut y avoir lieu, le cas échéant, à poste régulateur, notamment si les emprunts sont sans intérêt.

Il y a lieu, par contre, d'y ajouter la fraction correspondante des retraites obligatoires.

225. — Dettes à court terme. — Les observations précédentes s'appliquent *mutatis mutandis*.

Enfin, il n'y a pas lieu d'y inclure le poste « Administrateurs créditeurs pour actions déposées en garantie », ceux-ci sont des déposants et non des créanciers.

226. — Fonds de renouvellement. — Il s'agit de postes de Situation nette.

227. — Provisions. — Les Provisions pour dépréciation doivent être réintégrées, pour plus de clarté, à côté des postes qu'elles régularisent.

Quant aux Provisions pour risques, les unes doivent rester au passif évalué, les autres réintégrées parmi les réserves.

228. — Fonds de retraite du personnel. — Ils sont à faire figurer au passif réel ou aux réserves suivant le cas.

229. — Comptes pour ordre. — Ils comportent les comptes d'ajustement correspondant à des frais généraux imputés par excès, c'est-à-dire des réserves; des comptes de régularisation, c'est-à-dire des dépenses à payer à réintégrer parmi les passifs évalués; des ristournes, rabais et remises à accorder qui ont le même caractère et des emballages reçus en consignation et consignés aux clients, qui ne doivent pas plus figurer au passif qu'à l'actif, et enfin des engagements, comptes conditionnels.

230. — Résultats. — Les postes concernant ce Chapitre sont à réintégrer dans la Situation nette.

230 bis. — Conclusions sur la présentation du bilan de la Commission du Plan comptable. — On voit quelles sont les critiques à adresser à la présentation du bilan due à la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE. Certaines correspondent au mélange dans un même poste, c'est-à-dire dans un chiffre global, de comptes ayant des caractères juridiques contradictoires : ce sont les seules réellement graves. D'autres correspondent à des habitudes traditionnelles et qu'il vaudrait mieux, à notre avis, voir modifier.

III. — BILAN TYPE PROPOSÉ

231. — En tenant compte des unes et des autres, on arrive à la présentation du bilan sous forme de deux tableaux : l'un correspondant à l'Actif et au Passif, dont les totaux cessent d'être égaux et dont la différence constitue la Situation nette, l'autre au détail de celle-ci.

En reprenant la plupart des dénominations utilisées par la COMMISSION DU PLAN COMPTABLE, ces tableaux se présenteraient de la façon suivante :

ACTIF

ACTIFS HISTORIQUES :

A. Frais d'Etablissement	(...)
Moins : Amortissements des frais d'établissement.....	(...) (...) (..)
B. Prime d'émission de Bons et Obligations	(...)
Moins : Amortissement des Primes.....	(...) (...) (..)
C. Frais payés d'avance	(...) (...) (..)

ACTIFS PROPREMENT DITS :

I. IMMOBILISATIONS :

- A. *Immobilisations incorporelles d'exploitation*.. (...)
 Moins : Amortissements desdites.....(.....)(.....)
 Pour mémoire : Plus-value de réévaluation (...)
 B. *Immobilisations d'exploitation :*
 Terrains et constructions.....(.....)
 Moins : Amortissements.....(.....)(.....)
 Pour mémoire : Plus-value de réévaluation.....(.....)
 Agencements et installations.....(.....)
 Moins : Amortissements.....(.....)(.....)
 Pour mémoire : Plus-value de réévaluation (...)
 Matériel, Mobilier et Outillage.....(.....)
 Moins : Amortissements.....(.....)(.....)
 Pour mémoire : Plus-value de réévaluation (...) (.....)

II. VALEURS ENGAGÉES :

- A. *Dépôts et Cautionnements*.....(.....)
 B. *Prêts à plus d'un an d'échéance*.....(.....)
 Moins : Provision pour débiteurs douteux.....(.....)
 Moins : Provision pour fluctuation de changes.....(.....)
 Moins : Provision pour réduction à leur valeur actuelle.....(.....) (.....)
 C. *Capital non appelé*.....(.....)
 Moins : Provision pour débiteurs douteux.....(.....)(.....)
 D. *Titres de participation*.....(.....)
 Moins : Provision pour fluctuation de cours.....(.....)(.....)
 Pour mémoire : Plus-value de réévaluation (...) (.....)

III. VALEURS D'EXPLOITATION :

- A. *Produits semi-ouvrés, Produits et Travaux en cours*.....(.....)
 Moins : Provision pour moins-value.....(.....)(.....)
 Pour mémoire : Plus-value de réévaluation (...)
 B. *Matières ou Fournitures*.....(.....)
 Moins : Provision pour moins-value.....(.....)(.....)
 Pour mémoire : Plus-value de réévaluation (...)
 C. *Produits finis ou Marchandises*.....(.....)
 Moins : Provision pour moins-value.....(.....)(.....) (.....)

IV. VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME :

A. <i>Prêts à moins d'un an d'échéance</i>	(...)	
Moins : Provision pour débiteurs douteux..	(...)	
Moins : Provision pour fluctuation de changes.....	(...)	
Moins : Provision pour réduction à la va- leur actuelle.....	(...)	(...)
B. <i>Actionnaires, capital non versé</i>	(...)	
Moins : Provision pour débiteurs douteux..	(...)	(...)
C. <i>Autres Débiteurs</i>	(...)	
Moins : Provision pour débiteurs douteux..	(...)	
Moins : Provision pour fluctuation de changes.....	(...)	
Moins : Provision pour réduction à la va- leur actuelle.....	(...)	(...)
D. <i>Clients</i>	(...)	
Moins : Provision pour débiteurs douteux..	(...)	
Moins : Provision pour fluctuation de changes.....	(...)	
Moins : Provision pour réduction à la va- leur actuelle.....	(...)	
Moins : Provision pour ristournes, rabais à accorder.....	(...)	(...)
E. <i>Titres de placement</i>	(...)	
Moins : Provision pour fluctuation de cours	(...)	(...)
Pour mémoire : Plus-valeur de réévaluation.	(...)	
F. <i>Effets à recevoir, chèques et coupons à encaisser</i>	(...)	
Moins : Provision pour débiteurs douteux..	(...)	
Moins : Provision pour escompte effets.....	(...)	(...)

V. VALEURS DISPONIBLES :

<i>Comptes de Banques et Chèques postaux</i>	(...)	
<i>Caisse</i>	(...)	(...)
TOTAL DES ACTIFS.....		(...)

PASSIF

I. DETTES A LONG TERME :

A. <i>Obligations et bons à plus d'un an d'échéance</i> ..	(...)	
Moins : Obligations et Bons amortis.....	(...)	
Plus : Provision pour fluctuation de changes.....	(...)	(...)

Pour mémoire : Réduction à la valeur actuelle.....	(...)	
B. <i>Autres Emprunts</i>	(...)	
Moins : Quotité amortie.....	—	(...)
Plus : Provision pour fluctuation de changes.....	+	<u>(...)</u> (...)
Pour mémoire : Réduction à la valeur actuelle.....	(...)	
C. <i>Retraites obligatoires</i>		<u>(...)</u> <u>(...)</u>

II. DETTES A COURT TERME :

A. <i>Obligations et Bons à moins d'un an</i>	(...)	
Plus : Provision pour fluctuation de changes.....		<u>(...)</u> (...)
Pour mémoire : Réduction à la valeur actuelle.....	(...)	
B. <i>Autres Emprunts</i>	(...)	
Plus : Provision pour fluctuation de changes.....		<u>(...)</u> (...)
Pour mémoire : Réduction à la valeur actuelle.....	(...)	
C. <i>Autres Créanciers</i> (y compris Fonds de Retaite).....	(...)	
Plus:Provision pour fluctuation de changes.		<u>(...)</u> (...)
Pour mémoire : Réduction à la valeur actuelle.....	(...)	
D. <i>Fournisseurs</i>	(...)	
Plus:Provision pour fluctuation de changes.		<u>(...)</u> (...)
Pour mémoire : Réduction à la valeur actuelle.....	(...)	
E. <i>Effets à payer</i>	(...)	
Plus:Provision pour fluctuation de changes.		<u>(...)</u> <u>(...)</u> (...)
Pour mémoire : Réduction à la valeur actuelle.....	(...)	

III. PROVISIONS :

Provisions pour risques.....	(...)	
Provisions pour impôts.....	(...)	
Provisions pour frais à payer.....	<u>(...)</u>	<u>(...)</u>
TOTAL DES PASSIFS.....		<u>(...)</u>

ENGAGEMENTS

Effets réescomptés.....	
Avals et Cautions.....	
Titres à libérer.....	
Autres engagements donnés.....	

SITUATION NETTE

I. CAPITAL ET RÉSERVES :

Capital non amorti.....	(...)
Capital amorti.....	(...)
Primes d'émission.....	<u>(...)</u> (...)
Réserve légale.....	(...)
Autres réserves.....	(...)
Report à nouveau.....	(...) (...)

II. RÉSERVES A BASES FISCALES :

Amortissements exceptionnels.....	(...)
Provisions pour renouvellement de matériel et d'outillage.....	(...)
Réserves pour matériel et outillage renou- velés.....	(...)
Provision pour renouvellement du stock de départ.....	(...)
Réserve de réévaluation de stock de départ.....	<u>(...)</u> (...)

III. BÉNÉFICES DE L'EXERCICE :..... (..)

A déduire :

Pertes antérieures.....	(...)
Pertes de l'exercice.....	<u>(...)</u> <u>(...)</u>

TOTAL DE LA SITUATION NETTE..... (..)

= ACTIF — PASSIF.

CONCLUSION

232. — L'analyse à laquelle nous nous sommes livrés a prouvé, croyons-nous, que tous les éléments du bilan pouvaient être groupés en un petit nombre de catégories ayant des caractères juridiques ou économiques communs. Ce groupement n'est pas sans offrir de sérieuses difficultés que nous avons essayé de résoudre.

Nous avons, d'autre part, mis en lumière l'imprécision des idées qui règnent en la matière et l'absence d'un langage commun.

Si nous ne pouvons raisonnablement nourrir l'espoir de voir adopter nos idées sur la présentation des bilans, dont l'application rendrait leur lecture plus facile aux profanes, nous sommes en droit d'espérer que la nécessité du langage commun, déjà proclamée par nombre de techniciens de la comptabilité, sera ressentie par tous.

Est-il besoin de rappeler les pages consacrées par le Doyen GÉNY au « *Langage instrument de la Technique Juridique* » (1) ?

On peut, en paraphrasant l'une de ses conclusions, affirmer que, prise dans son ensemble, la technique du bilan aboutit, pour la plus grande part, à des questions de terminologie.

C'est pourquoi nous n'avons pas hésité à insister sur celles-ci et à montrer, par de nombreux exemples, qu'à l'heure actuelle, en France, la diversité des langages employés à propos du bilan rappelle celle qui a rendu immortelle la Tour de Babel.

Nous croyons que le premier but à réaliser consiste, pour le technicien (au sens élevé où GÉNY prend ce terme) du bilan, à s'appliquer « à fixer, ne varietur, le sens des mots qu'il emploie, en les distinguant les uns des autres, de façon à assurer à chacun, autant qu'il est possible, une portée nettement spécifique » (2).

La COMMISSION DU PLAN COMPTABLE a fait, dans ce sens, un travail dont on peut dire, sans en méconnaître le très grand intérêt, qu'il ne saurait être considéré comme définitif.

Aussi bien il serait nécessaire, pour le perfectionner, de faire appel à de nombreux concours parmi lesquels nous pensons que devraient figurer des juristes, d'une part, et, d'autre part, les Associations de Commissaires agréés par les Cours d'Appel, leurs membres ayant, à notre sens, pour principal rôle l'étude des Bilans.

Si une doctrine pouvait ainsi se préciser, nul doute qu'elle aurait l'autorité nécessaire, tout en conservant la souplesse voulue.

Nous pensons que cette méthode serait préférable à celle de l'ingérence immédiate de l'Etat.

Par contre, celui-ci pourra ultérieurement, par des mesures législatives qui nous paraîtraient prématurées à l'heure actuelle, sanctionner l'œuvre de codification lorsque celle-ci aura été perfectionnée.

Nous serions heureux si cet essai pouvait y contribuer utilement.

(1) GÉNY, *Science et Technique en Droit privé positif*, T. III, p. 448 et suiv.

(2) GÉNY, loc. cit. p. 463.

APPENDICE

La réévaluation des bilans. — Alors que le présent ouvrage était sous presse, le décret 46-147 du 5 février 1946 a imposé une présentation de bilan uniforme aux entreprises ayant révisé leur bilan du dernier exercice clos avant le 1^{er} janvier 1946, dans les conditions prévues par les articles 69 à 73 de l'Ordonnance du 15 août 1945.

Il s'agit donc uniquement d'entreprises qui auront entendu user du droit de procéder à la réévaluation de leurs actifs dans les conditions fixées. La réforme n'a donc qu'une portée limitée. Elle est cependant intéressante à examiner au point de vue des tendances qu'elle manifeste.

A partir du bilan réévalué, les entreprises devront présenter leur bilan annuel suivant un modèle uniforme.

Le Bilan type des entreprises ayant réévalué. — Le modèle imposé est le suivant :

Immobilisations :	
Immobilisations d'exploitation :	
Terrains et constructions.....	
Matériel, mobilier, agencement, installations.....	
Immobilisations incorporelles.....	
Immobilisations hors exploitation	
Immobilisations entièrement amorties.....	
Immobilisations en cours.....	
Frais d'établissement.....	
Valeurs engagées :	
Prêts à plus d'un an d'échéance.....	
Titres de participations.....	
Dépôts et cautionnements.....	
Valeurs d'exploitation :	
Matières, fournitures ou produits semi-ouvrés.....	
Produits finis ou marchandises.....	
Produits ou travaux en cours.....	
Valeurs réalisables à court terme :	
Prêts à moins d'un an d'échéance.....	
Titres de placement.....	
Effets à recevoir, chèques et coupons à encaisser	
Clients	
Autres débiteurs.....	
Valeurs disponibles :	
Comptes de banques et comptes de chèques postaux.....	
Caisse.....	

Comptes de régularisation. — Actif (3) :

Dépenses payées d'avance.....	
Autres comptes de régularisation.....	

Amortissements différés.....

Résultats :

Compte de pertes et profits (débitéur).....	
Report à nouveau (débitéur).....	

Capital et réserves :

Capital (capital social ou personnel) (1).....	
Moins capital non appelé.....	
Réserve légale.....	
Réserve spéciale de réévaluation.....	
Autres réserves.....	

Dettes à long terme :

Obligations et bons à plus d'un an d'échéance.....	
Moins primes de remboursement.....	
Obligations et bons à moins d'un an d'échéance.....	
Moins primes de remboursement.....	
Autres emprunts.....	

Dettes à court terme (2) :

Obligations et bons à moins d'un an d'échéance.....	
Moins primes de remboursement.....	
Autres emprunts.....	
Effets à payer.....	
Fournisseurs.....	
Autres créanciers.....	

Amortissements :

Amortissements des immobilisations d'exploitation.....	
Amortissements des immobilisations hors d'exploitation.....	
Amortissements des immobilisations entièrement amorties.....	
Amortissements des frais d'établissement.....	

Fonds de renouvellement :

Fonds de renouvellement du matériel.....	
Fonds de renouvellement des stocks.....	

Provisions :

Provisions pour dépréciations sur immobilisations non amortissables.....	
Provisions pour créances douteuses.....	
Provisions pour dépréciation du portefeuille-titres.....	
Provisions pour dépréciation sur marchandises et produits finis.....	
Provisions pour risques et autres.....	

Fonds de retraite du personnel.....

Comptes de régularisation. — Passif (3) :

Dépenses à payer.....	
Autres comptes de régularisation.....	

Résultats :

Compte de pertes et profits (créditeur).....	
Report à nouveau (créditeur).....	

(1) Au cas où le capital serait totalement ou partiellement amorti, la mention « Capital amorti », suivie de l'indication du montant amorti, serait portée, entre parenthèses, au-dessous de la rubrique « Capital ».

(2) Les comptes de banque dont le solde est créditeur à la clôture de l'exercice feront l'objet d'une inscription distincte au passif, dans la rubrique « Dettes à court terme ».

(3) Les comptes d'engagements tels que avals, cautions, donnés ou reçus, seront groupés, le cas échéant, sous une rubrique distincte « Engagements » que l'entreprise pourra faire figurer dans le bilan, immédiatement après les comptes de régularisation.

On constate, en le comparant à celui proposé par la Commission interministérielle du Plan Comptable, que certaines modifications ont été apportées au bilan type reproduit au § 213 ci-dessus, les unes heureuses, les autres regrettables.

Postes d'Actif. — Au chapitre « Valeurs d'exploitation », les produits semi-ouvrés ont été séparés des « Matières et fournitures ».

Le chapitre « Comptes pour ordre » a été remplacé par celui intitulé « Comptes de Régularisation-Actif » ; il comprend les postes :

« Dépenses payées d'avance » (1);

« Autres comptes de régularisation »;

étant spécifié que les comptes d'engagements tels que avals, cautions, donnés ou reçus, seront groupés, le cas échéant, sous une rubrique distincte « Engagements » que l'entreprise pourra faire figurer dans le bilan, immédiatement après les comptes de régularisation (2).

Il est créé un poste :

« Amortissements différés »

correspondant aux amortissements pratiqués en l'absence de bénéfices.

Nous avons assez insisté (cf. notamment § 94) sur le caractère obligatoire de l'amortissement pour ne pas approuver cette dénomination, fautive à notre sens.

En effet, il y a contradiction absolue entre le libellé du poste et la réalité. Les amortissements ne sont pas différés puisque c'est du fait même qu'ils sont pratiqués qu'une perte apparaît à la colonne de gauche du bilan. Il était loisible de distinguer cette perte des autres, mais encore aurait-il fallu lui donner une dénomination adéquate.

On serait tenté de se demander si les rédacteurs du nouveau texte ont bien compris le caractère de l'amortissement industriel ou comptable et s'ils ne l'ont pas confondu avec l'amortissement financier que nous avons étudié au § 89. Il est juste, cependant, de reconnaître que les sommes imputées aux « Amortissements différés » sont considérées comme pertes et doivent, aux termes de l'article 8 du décret, être imputées sur les résultats du premier exercice bénéficiaire.

Si le poste « Amortissements différés » apparaît à l'Actif, les « Amortissements » figurent, dans le nouveau bilan, au Passif, ainsi que nous le verrons plus loin.

Postes de Passif. — Aucune modification n'est apportée, par rapport au bilan-type de la Commission interministérielle, en ce qui concerne le chapitre « Capital ».

Les rédacteurs ont persévéré dans l'erreur consistant à déduire le capital non appelé — poste d'actif — du capital proprement dit, poste de situation nette (3).

(1) Cf. *supra* 39, 46, 146, 220.

(2) Cf. *supra* 220.

(3) Cf. *supra* 233.

Aucune modification aux chapitres « Dettes à long terme » et « Dettes à court terme ». On y retrouve une erreur analogue à celle signalée plus haut consistant à diminuer le passif réel « Obligations et Bons » de l'actif fictif « Primes de remboursement » (1).

Amortissements. — Les « Amortissements » font maintenant l'objet d'un chapitre spécial du passif divisé en :

- « Amortissements des Immobilisations d'exploitation »,
- « Amortissements des Immobilisations hors d'exploitation »,
- « Amortissements des Immobilisations entièrement amorties »,
- « Amortissement des frais d'établissement ».

Cette présentation n'offre aucun avantage par rapport à la précédente. Elle est moins claire pour le lecteur non averti (2).

Quant à l'amortissement des « Immobilisations entièrement amorties », nous avons donné par ailleurs (3) notre sentiment sur cette dénomination pour le moins étrange ; nous n'insisterons pas.

Fonds de renouvellement. — Le chapitre « Fonds de renouvellement » est divisé d'après les rubriques classiques « Matériel » et « Stocks » et non d'après le caractère immobilier ou mobilier. C'est là une réforme logique.

Provisions. — Au chapitre « Provisions » il est prévu les « Provisions pour dépréciation sur immobilisations non amortissables ». Le libellé est en contradiction avec la définition donnée à l'article 6 du décret aux termes duquel « les provisions pour dépréciation sont destinées à compenser des moins-values qu'il est raisonnable d'envisager sur des éléments d'actif ». Il peut donc y avoir des diminutions à envisager même sur des immobilisations amortissables, c'est-à-dire qui « se déprécient nécessairement avec le temps » d'après la définition donnée dans le même article du décret.

Le chapitre « Comptes de régularisation » remplace le chapitre « Comptes pour ordre » (4), modification analogue à celle apportée à la présentation de l'Actif.

Les Définitions. — Le décret donne, d'autre part, un certain nombre de définitions :

- Les Immobilisations d'exploitation sont les biens de toute nature, mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés, mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail (5).
- Les Immobilisations hors exploitation sont les biens de toute nature, mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, acquis ou créés par l'entreprise à titre d'emploi

(1) Cf. sur le caractère de ce poste les § 75, 91, 224 231.

(2) Cf. supra § 115.

(3) A propos du Plan Comptable in *Revue des Sociétés* 1944, p. 285.

(4) Cf. § 220.

(5) Cf. § 66, 231.

de capitaux et dont l'objet n'est pas de servir à l'exploitation proprement dite (1).

- Les Immobilisations entièrement amorties sont celles dont la valeur d'actif est compensée par des amortissements d'égal montant inscrits au passif et qui sont encore en service (1).
- Les Immobilisations en cours sont les immobilisations non terminées ou non encore mises en service à la clôture de l'exercice (1).

Nous avons montré plus haut (2) l'illogisme de ces deux derniers libellés sur lesquels nous ne reviendrons pas.

- Les Frais d'établissement sont les frais engagés au moment soit de la constitution de l'entreprise, soit de l'acquisition par celle-ci de ses moyens permanents d'exploitation, tels que frais de constitution, d'augmentation de capital, d'émission d'obligations, d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) (3).
- Les Titres de participation sont les titres qui assurent à l'entreprise la pleine propriété de plus de 10 % du capital d'une tierce entreprise (4).
- Seront considérés comme Titres de placement les titres ne répondant pas à la définition précédente (5).
- Les Comptes de régularisation figurant à l'actif ou au passif sont destinés à rectifier les comptes de recettes et de dépenses, de manière à ne rattacher à un exercice déterminé que celles qui le concernent effectivement.

Le législateur a ainsi généralisé la définition de ces comptes. Il y a là un progrès (6).

- Le Capital est la valeur d'origine des éléments mis à la disposition de l'entreprise d'une manière permanente, par le propriétaire ou par les associés, sous forme d'apports en espèces ou en nature.

Nous avons fait, plus haut (7), la critique des définitions basées sur l'identification entre le capital et la valeur des apports, en montrant qu'elles ne s'appliquent ni à la souscription avec prime, ni au cas de réduction de capital : nous n'y reviendrons pas.

- Tous bénéfices, conservés à la disposition de l'entreprise et ne faisant pas partie du capital, constituent une Réserve.

Cette définition est moins générale que celle donnée par nous (supra § 177), elle a, en outre, l'inconvénient de définir les réserves

(1) Cf. § 66, 231.

(2) Cf. 215.

(3) Cf. 55, 71, 72, 214.

(4) Cf. 67, 231.

(5) Cf. 67, 69, 231.

(6) Cf. 215.

(7) Cf. § 162.

par les bénéfiques, alors que le législateur a oublié de définir au préalable ceux-ci, ayant négligé le principe cartésien « de faire partout des dénombrements si entiers et des revues si générales (qu'il fut) assuré de ne rien omettre ».

— L'Amortissement est la constatation comptable de la perte subie sur la valeur d'actif des immobilisations qui se déprécient nécessairement avec le temps.

Cette définition omet le fait que la dépréciation existe en dehors de sa constatation comptable. Nous renvoyons le lecteur aux développements donnés plus haut sur cette question (1).

— Les Provisions pour dépréciations sont destinées à compenser des moins-values qu'il est raisonnable d'envisager sur des éléments d'actif.

Nous renvoyons aux explications données plus haut quant à certaines de ces provisions (2). Notons que cette définition tient compte du futur dans l'évaluation à un moment donné, ce qui est contraire à l'unité du bilan.

— Les Provisions pour risques sont destinées à couvrir des risques nés, c'est-à-dire des pertes ou charges nettement précisées que des événements en cours rendent probables.

Les observations indiquées au paragraphe précédent s'appliquent intégralement (3).

La Réévaluation. — La réforme de structure du bilan que nous venons d'analyser succinctement est, rappelons-le, la conséquence obligatoire pour les entreprises de la réévaluation de leurs actifs à laquelle elles ont été autorisées à procéder, en exécution de l'Ordonnance du 15 août 1945, dans les conditions suivantes :

La Réévaluation des Immobilisations. — Le principe est celui qui avait été adopté précédemment par la circulaire de 1930.

La valeur de chaque élément d'actif est multipliée par un coefficient forfaitaire d'après l'année en cours de laquelle il est entré dans l'entreprise. Ces coefficients varient de 30, pour les éléments acquis avant 1914, à 1, pour ceux acquis en 1945.

La Réévaluation des Amortissements. — D'autre part, les amortissements pratiqués effectivement sont également multipliés par les coefficients forfaitaires relatifs aux années au cours desquelles ils ont été réalisés.

Cette méthode violant les principes mêmes de l'amortissement, il nous faut y insister, bien que les questions d'évaluation n'aient pas été traitées au cours du présent ouvrage.

L'amortissement est la diminution de la valeur d'un élément et la constatation de celle-ci (4). Il doit donc être évalué dans la même unité que l'élément auquel il s'applique. Si l'on veut éviter

(1) Cf. § 93.

(2) Cf. § 45, 54, 120, 122.

(3) Au surplus cf. § 120 et suiv.

(4) Cf. supra § 93.

de parler monnaie, on peut dire que l'amortissement est une réduction d'un pourcentage de la valeur d'origine. Un bien perd, par exemple, 3 % de sa valeur d'origine au cours d'une année. Dès lors, si l'on change d'unité monétaire pour la valeur d'origine, on doit effectuer le même changement d'unité pour la diminution qui constitue l'amortissement.

Prenons un immeuble ayant coûté 100.000 francs en 1915 et ayant perdu 90 % de sa valeur intrinsèque depuis par suite de la vétusté.

D'après le coefficient forfaitaire du décret du 28 février 1946, réévalué en francs 1945, il vaudrait, neuf :

$$21 \times 100\ 000 = 2\ 100\ 000$$

En bonne logique, on devrait raisonner ainsi qu'il suit :

L'immeuble ayant perdu 90 % de sa valeur ne vaut plus que

$\frac{10}{100}$ de sa valeur neuf, et, par conséquent :

$$\frac{10}{100} \times 2\ 100\ 000 = 210\ 000$$

Or, le décret oblige de réévaluer chaque amortissement annuel d'après le coefficient imposé pour l'année. On arrive donc à ce résultat, contraire à toute logique, qu'une diminution de 3 % de la valeur d'origine constatée en 1915 doit être multipliée par 21, alors que la même diminution constatée en 1918 doit être multipliée par 9..., celle égale constatée en 1945 ne devant plus être multipliée.

Dans l'exemple précédent, en réévaluant les 90 % d'amortissement, année par année, d'après les coefficients officiels, on arrive au tableau suivant :

1915.....	3 000	×	21	=	63 000
1916.....	3 000	×	16	=	48 000
1917.....	3 000	×	11	=	33 000
1918.....	3 000	×	9	=	27 000
1919.....	3 000	×	8,7	=	26 000
1920.....	3 000	×	6	=	18 000
1921.....	3 000	×	9	=	27 000
1922.....	3 000	×	9,7	=	29 100
1923.....	3 000	×	7,5	=	22 500
1924.....	3 000	×	6,4	=	19 200
1925.....	3 000	×	5,7	=	17 100
1926.....	3 000	×	4,4	=	13 200
1927.....	3 000	×	4,8	=	14 400
1928.....	3 000	×	4,8	=	14 400
1929.....	3 000	×	4,9	=	14 700
1930.....	3 000	×	5,5	=	16 500
1931.....	3 000	×	6	=	18 000
1932.....	3 000	×	7	=	21 000
1933.....	3 000	×	7,7	=	23 100
1934.....	3 000	×	8	=	24 000
1935.....	3 000	×	9	=	27 000

1936.....	3 000 × 7,5 =	22 500
1937.....	3 000 × 5,3 =	15 900
1938.....	3 000 × 4,7 =	14 100
1939.....	3 000 × 4,6 =	13 800
1940.....	3 000 × 3,6 =	10 800
1941.....	3 000 × 3,3 =	9 900
1942.....	3 000 × 3 =	9 000
1943.....	3 000 × 2,2 =	6 600
1944.....	3 000 × 2 =	6 000
1945.....	3 000 × 1 =	3 000
		627 800

On arrive ainsi à un total d'amortissement de :

627 800 au lieu de :

$$\frac{90}{100} \times 2\,100\,000 = 1\,890\,000$$

et la valeur restante est de :

1 472 200

au lieu de :

210 000

Ces résultats peuvent être illustrés par une représentation graphique due à notre élève M. Nataf.

La valeur initiale étant de 100 000 sera figurée par la surface d'un rectangle A, B, C, D. Si nous constatons qu'au bout d'un an il a perdu 3 % de sa valeur, cette diminution sera schématisée par l'ablation du rectangle B, C, C', B'.

En francs 1945, valant 21 fois moins, la valeur initiale sera 21 fois plus grande, et sera figurée par un rectangle de même base et de hauteur 21 fois plus longue A, B, B₁, D₁.

Dire que l'immeuble a perdu 3 % de sa valeur exprimée en nouvelle unité correspondra à lui enlever 3 % de sa surface, c'est-à-dire le rectangle B, B₁, C', B', qui n'est autre que le rectangle B, C, C', B', dilaté 21 fois.

De même, en 1916, nous devons enlever un nouveau rectangle B', C', C'', B'' en francs 1915 puisque c'est l'unité primitivement adoptée. Si nous changeons d'unité en prenant le franc 1945, le rectangle B', C', C'', B'', qui exprime une diminution proportionnelle du rectangle d'origine A, B, C, D, doit être dilaté dans les mêmes conditions et devenir B', C'₁', C'₁'', B''. Or, le législateur déclare que la portion à enlever cette année est obtenue en dilatant 16 fois le rectangle B', C', C'', B'', c'est-à-dire en diminuant le rectangle B', C'₂', C'₂'', B''.

L'erreur commise sera encore augmentée les années suivantes au fur et à mesure de la diminution des coefficients. Au total, au lieu de réduire la surface BB, FE, on amputera en francs réévalués d'une surface en tuyaux d'orgue dont le dernier (celui relatif à 1945) E, G, G', E' égale 1/21 du premier, alors que la perte de valeur réelle a été, par hypothèse, constante chaque année.

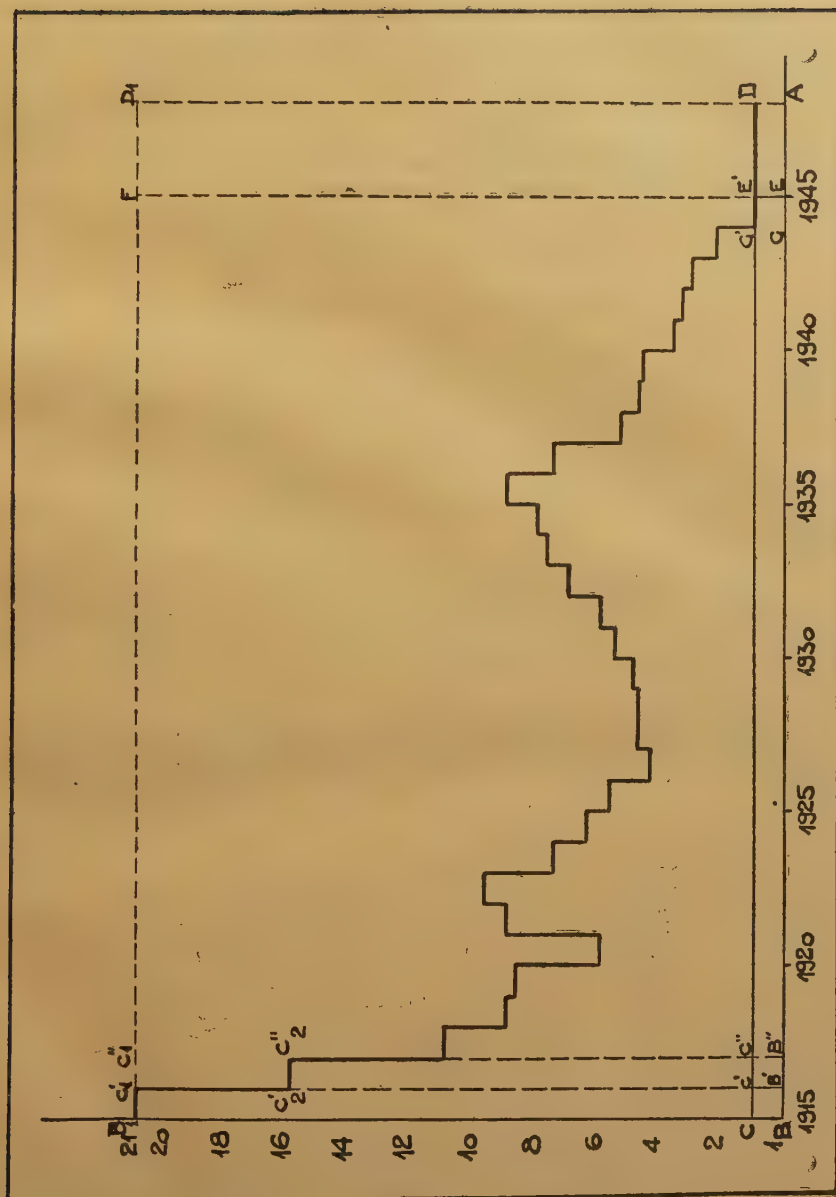


Fig. 32

Provision pour Renouvellement du Matériel nouveau. —

Mais les principes mêmes, qui régissaient la structure du bilan, sont violés d'une façon peut-être encore plus grave en ce qui concerne les « Provisions pour renouvellement du matériel nouveau ».

L'article 10 spécifie qu'aux amortissements réévalués sont ajoutées les provisions pour renouvellement du matériel nouveau.

C'est donc ajouter à des diminutions d'actif des réserves (1).

Bien plus, si le total des amortissements réévalués et de la provision pour renouvellement du matériel nouveau excède le prix de revient réévalué de ladite immobilisation, *l'excédent est ajouté aux amortissements afférents à d'autres immobilisations.*

C'est faire table rase du principe de la sincérité du bilan dans son application à la spécialité des amortissements.

Conclusions sur la réforme.

La réforme édictée par l'Ordonnance du 15 août 1945 et les décrets d'application a le mérite d'avoir imposé une présentation de bilan sans obliger à la refonte totale des comptabilités.

C'est là une grande supériorité sur celle proposée par la Commission interministérielle du Plan Comptable.

Par contre, elle a violé les principes logiques qui régissent le Bilan.

Elle est fragmentaire puisqu'elle ne s'applique que facultativement aux entreprises. Elle n'a donc qu'un caractère provisoire. Il faut souhaiter que le plan comptable général qui doit être élaboré ne retombe pas dans ces erreurs. En tout cas, tôt ou tard, comme l'écrivait d'Alembert, « la raison finira par avoir raison ».

(1) Nous avons, en effet, montré (§ 191) que tel était le caractère des provisions pour renouvellement du matériel. Ce caractère est reconnu par le nouveau décret qui autorise le virement des provisions pour renouvellement du matériel ancien aux réserves (art. 10).

TABLE DES TEXTES CITÉS

Les chiffres placés à droite indiquent les paragraphes de l'ouvrage. — Les ordonnances, lois et décrets sont indiqués dans l'ordre chronologique.)

CODE CIVIL.

Art. 451.....	2
— 600.....	2
— 794.....	2

CODE DE COMMERCE.

Art. 8.....	15
— 9.....	Introd., 2, 4, 17, 101
— 34.....	162
— 118.....	69
— 122.....	69
— 128.....	69
— 144.....	143
— 146.....	143
— 436.....	80
— 439.....	5, 17, 18
— 586.....	3, 101
— 591.....	3

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

Art. 943.....	5
Ordonnance de 1673.....	2
Loi du 28 mai 1858.....	69
Loi du 13 juin 1866.....	17
Loi du 24 juillet 1867 : Art. 1.....	162, 164
— 4.....	162
— 15.....	Introd., 3, 101
— 17.....	162
— 26.....	69
— 29.....	162
— 31.....	162
— 34.....	2
— 35.....	3, 17, 39, 145
— 36.....	178
— 37.....	163, 164, 208
— 45.....	Introd., 3
— 57.....	164
— 64.....	164
Loi belge de 1873 sur les sociétés (discussion de la).....	148
Loi du 27 décembre 1895.....	88
Code allemand de 1897 : Art. 40.....	5
Loi du 30 janvier 1907 : Art. 3.....	164, 203
Instruction du 30 mars 1918.....	93
Loi du 18 mars 1919 : Art. 6 § 8 ^o	164

Loi du 7 mars 1925 : Art. 18.....	164
— 36.....	163, 164
Circulaire du 25 janvier 1930	109, 110, 185, 187, 190
Loi du 25 juin 1928.....	109
Loi suisse du 8 novembre 1934.....	205
Décret-loi du 8 août 1935, modifiant la loi du 24 juillet 1867.....	Introd., 2, 3, 17, 101
Décret-loi du 30 octobre 1935 modifiant l'art. 35 de la loi du 24 juillet 1867.....	39, 145
Décret-loi du 30 octobre 1935 relatif aux formalités de publicité des sociétés.....	164
Décret-loi du 2 mai 1938 : Art. 33.....	186, 187
— 34.....	186 à 190
Décret-loi du 14 juin 1938 remplaçant les art. 6 et 35 de la loi du 7 mars 1925.....	163, 164
Décret du 13 février 1939.....	187 à 194
Loi du 31 octobre 1940.....	39
Code des Impôts du 13 janvier 1941.....	13
Décret du 30 janvier 1941.....	7, 145, 195, 196
Arrêté du 12 mars 1941.....	195
Décret du 22 avril 1941.....	Introd.
Décret du 5 avril 1942.....	Introd.
Loi du 24 octobre 1942.....	195
Loi de finances de 1943.....	192, 195
Loi du 4 mars 1943.....	13, 64, 67, 69, 91, 218

TABLE DE LA JURISPRUDENCE CITÉE

(Les chiffres placés à droite indiquent les paragraphes de l'ouvrage.)

I. — COUR DE CASSATION et CONSEIL D'ÉTAT.

Crim. 29 mai 1902, R. S. 1902, p. 469.....	118
Req. 12 janv. 1903, D. 1903.1.124.....	80
Civ. 13 nov. 1907, J. S. 1908, p. 45.....	164
Civ. 27 janv. 1909, D. 1910.1.345.....	80
Crim. 11 juil. 1930, D. 1932.1.145.....	173
Civ. 2 mars 1932, D. 1933.1.121.....	80
Crim. 22 janv. 1937, S. 1938.1.297 ; Gaz. Pal. 1937.1.594.....	101, 163
Soc. 15 juil. 1943, J. C. P. 1944.2.2514.....	191
Cons. d'État 15 juin 1877, D. 1877.3.97.....	77
— — 6 déc. 1935, S. 1936.3.65.....	104
— — 14 nov. 1938, R. I. art. 5220.....	109
— — 21 nov. 1938, Sem. Jur. 1939, n° 959.....	108
— — 25 mars 1941, Rec. Leb., p. 53.....	108

II. — COURS D'APPEL.

Paris, 18 mars 1887, R. S. 1887, p. 195.....	72
Paris, 16 juil. 1896, D. 1899.2.364 ; S.1898.2.89.....	105
Lyon, 16 fév. 1903, D. 1904.2.17.....	182
Paris, 8 mars 1932, D. H. 1932, p. 225.....	80
Nancy, 27 avril 1939, J. S. 1942, p. 232.....	94, 114

III. — TRIBUNAUX.

Seine, 20 déc. 1894, S. 1898.2.89 ; D. 1899, 2.364.....	105, 114
Com. Seine, 11 juil. 1910, S. 1912.2.65.....	197
Com. Seine, 5 juil. 1914, D. 1918.2.10.....	94
Com. Havre, 4 août 1933, J. S. 1935, p. 440.....	179 bis
Com. Seine, 11 déc. 1933, J. S. 1935, p. 91.....	9, 114
Corr. Lons-le-Saulnier, 15 juil. 1936, Rev. trim. Dr. Stés 1937, p. 51.....	7, 77
Corr. Seine, 3 mars 1939, Rev. trim. Dr. Stés 1939, p. 186.....	118

Abréviations : D = Dalloz ; D. H. = Dalloz hebdomadaire ; S = Recueil Sirey ; J. S. = Journal des Sociétés ; R. S. = Revue des Sociétés ; Gaz. du Pal. = Gazette du Palais ; Rec. Leb. = Recueil Lebon ; Sem. Jur. = Semaine Juridique ; Rev. trim. Dr. Stés = Revue trimestrielle du Droit des Sociétés ; J. C. P. = Jurisprudence Classeur Périodique ; R. I. = Revue des Impôts.

TABLE DES AUTEURS CITÉS

(Les chiffres placés à droite indiquent les paragraphes de l'ouvrage.)

ACCOUNTANTS HANDBOOK, publié sous la direction de W. A. Paton Ronald, Press Company (N.Y.).	199
R. ALIBERT, Note sous Cons. d'État 6 déc. 1935, S. 1936. 3.65.	104
ALLIX et LECERCLE, L'Impôt sur le Revenu, 1926, Rousseau édit.	105
A. AMIAUD, Traité Théorique et Pratique des Comptes de Réserves dans les Sociétés par Actions, 2 ^e édit. 1920, Sirey édit.....	113, 114, 118, 157, 163, 175, 176, 178, 179, 184
O. BARENTON, Propos d'un Confiseur, 1937. Éditions du Tambourinaire.	52
BASSET, Les Provisions pour renouvellement du matériel et de l'outillage. Considérations sur le Décret du 13 février 1939, R. S. 1939.....	187
BATARDON, L'Inventaire et le Bilan, 1929, 6 ^e édit. Dunod édit.....	15, 21, 71, 115, 118 119, 143, 157, 175
P. BLANC, La Perte des trois quarts du capital social dans les Sociétés Anonymes, 1939, Sirey édit.	163
R. BESSIÈRE, Les Notions d'Amortissement, de Provision et de Réserves en matière d'impôt cédulaire sur les B. I. C.	Introd.
BEDENNE cf. JARD.	
E. BOREL, Le Hasard, 1938, Alcan édit.	67, 87
BOSVIEUX, cf. HOUPIN.	
BRUGUILLE, Essai sur la nature juridique de l'Entreprise, in <i>Rev. Trim. Dr. civil</i> , 1912.	1
A. CAQUOT, Discours à la Société des Ingénieurs civils.	108
CAUJOLLE, Le Droit pénal des Affaires.	7
C. E. M. La vie des Entreprises d'après le Bilan, édit. C.-E. G., O. S. 1939.	16
J. CHARPENTIER, Étude juridique sur le Bilan des Sociétés par Actions.	41
J. CHARPENTIER et J. HAMELIN, Traité pratique des Bilans et des Inventaires, 2 ^e édit. 1933, Berger-Levrault, édit.	Introd., 20, 36, 39 52, 58, 64, 72, 73, 77, 80, 89, 101, 102, 111, 118, 157, 162, 167, 173, 175, 176, 177, 179, 184
CHEZLEPRETRE, La raison d'être d'un Plan Comptable général, in <i>Rev. d'Economie Nationale</i> , juillet 1942.	Introd., 199
CLAUDE BERNARD, Introduction à l'Étude de la Médecine expérimentale.	106
Commission Interministérielle du Plan Comptable.	Pour mémoire.
Commission extra-parlementaire belge de 1893.	80, 82

CONSTANT, L'Industrie doit être soustraite à l'inflation, in <i>Bulletin du Centre polytechnicien d'Etudes Economiques</i> , avril 1939	95, 108, 113
CORDONNIER, Des pouvoirs de l'Assemblée générale des Actionnaires en matière de constitution de Réserves, in <i>Journal des Sociétés</i> 1928.	93, 117
CROIZÉ, De l'Inventaire commercial et des Bilans en général, 3 ^e édit. Librairie Comptable Pigier.	89, 93
A. DALSACE, L'Évaluation de l'Actif dans les Bilans, in <i>Revue des Sociétés</i> 1926.	Introd., 6
A. DALSACE, Introduction à l'Étude du Bilan et de la Comptabilité, 1936, Sirey édit.	Introd., 24, 30 171
A. DALSACE, La Notion de Bénéfice, in <i>Revue des Sociétés</i> , 1937, p. 217.	Introd., 6, 77, 172
A. DALSACE, La nouvelle loi monétaire et les bilans des Entreprises, in <i>Revue des Sociétés</i> 1928, p. 417.	6
A. DALSACE, Intervention à la Société de Statistique de Paris, <i>Bulletin</i> avril 1937.	Introd.
A. DALSACE, Principes généraux du Bilan et de la Comptabilité, 1928, 2 ^e édit. Payot édit.	Introd., 15, 24, 30
DAUBRESSE, Du Bilan et de l'Inventaire, 13 ^e mille, Librairie Comptable, Mons.	52, 71, 72, 73, 93, 94, 113, 218
DECUGIS, Établissement des Comptes d'Amortissement dans les Sociétés par Actions, in <i>Journal des Sociétés</i> , 1903.	145
DELAVALLE, Le Bilan au point de vue comptable et juridique, 1910, Giard et Brière, édit.	Introd., 72, 94, 182
DEMOGUE, cité par Penglaou.	157
DEMUR, Le Comptable, 4 ^e édit. Eyrolles, édit.....	33, 146
DESCARTES, Discours de la Méthode pour bien conduire sa raison et rechercher la vérité dans les Sciences.	Introd.
DIDIER, Étude sur l'Inventaire des Sociétés industrielles, in <i>Journal des Sociétés</i> , 1885.	87
G. DOYEN, Sur la Réglementation légale des Bilans, in <i>Gazette des Sociétés</i> , 1917.	94, 111
DUHAMEL, Cécile parmi nous.	Introd.
DUHEM, La Théorie physique, Son objet et sa Structure, 1906, Chevalier et Rivière, édit.	106
DUMARCHEY (J.), Le Bilan explicite, Édit. Experta 1927.	16, 58, 63, 81 83, 139, 145
DUMARCHEY (J.), La Comptabilité Moderne, 1925, Édit. Gauthier-Villars.	Introd., 16, 38, 52, 115, 146, 173 108
DUMARCHEY (J.), Le Mirage des chiffres.	Introd., 30, 34
DUMARCHEY (J.), Théorie positive de la Comptabilité.	104, 120, 121, 127, 135
DURAND et BOURREL, Impôts sur les Revenus. Questions litigieuses, 1934, Dalloz, édit.	Introd., 16, 20, 34 41, 58, 63, 157
FARAGI (V.), De la Conception économique opposée à la Conception juridique du Bilan dans les Sociétés par Actions, 1906, Cadot, édit.	54
FLEURY-RAVARIN, Proposition de loi 2.600 déposée le 29 avril 1921.	80, 139, 148, 175
FOLLIET (Ed.), Le Bilan dans les Sociétés Anonymes (au point de vue juridique et comptable), Payot, édit.	199, 208
GAMBERO et PENGLOU, Le Crédit de Banque, 1931, Édit. de la Revue « Banque ».	1
GAZIN, Essai critique sur la Notion de patrimoine dans la doctrine classique.	Introd., 29, 32, 55, 232
GENY (F.), Science et Technique en Droit privé positif, 1921, Sirey, édit.	Introd., 208
GERMAIN MARTIN, Préface à A. DALSACE, Principes généraux du Bilan et de la Comptabilité, 2 ^e édit., 1928, Payot, édit.	

GOBBIS (de), Il Bilancio delle Società Anonime, 1925, Albrighi, Segati & C., édit.	105, 106, 113
GREGORIO (de), I Bilanci delle Società Anonime, Milano.	113
Guide des Négociants et Teneurs de Livres, par DE LA PORTE, 1687.	7
GUILBAUT, cf. LEAUTEY & GUILBAUT.	
DE HAENE, Les Plus-values des Sociétés Anonymes devant le droit de patente, in <i>Rev. Pratique des Sociétés civiles et commerciales</i> , 1921.	162
HAMEL (J.), La Réévaluation des Bilans, in <i>Journal des Sociétés</i> , 1929.	7
HAMEL (J.), La Réglementation du Bilan dans les Sociétés par Actions, in <i>Annales de Droit commercial</i> , 1931 et 1932.	Introd., 7, 16, 114
HAMEL (J.), Banque et Opérations de Banque, 1933, Rousseau, édit.	205
HAMELIN (J.), cf. CHARPENTIER & HAMELIN.	
HARVEN (de), Rapport présenté au Congrès Juridique International de Bruxelles, 1910.	Introd., 211
HOLBACH, Le Bilan dans ses rapports avec la Comptabilité, 1902, Larcier, édit., Bruxelles.	5, 15, 52, 53, 94, 114, 115, 145
HOLBACH, Rapport au Congrès juridique International de Bruxelles, 1910.	38, 197, 203, 208, 209, 210
HOUPIN (J.), De la constatation des plus-values de l'Actif dans les Bilans des Sociétés par Actions et de leur incorporation au capital, in <i>Journal des Sociétés</i> , 1923.	Introduction
HOUPIN & BOSVIEUX, Traité des Sociétés Civiles et Commerciales, 7 ^e édit.	94, 179 bis
INSTITUTES DE JUSTINIEN.	4
JARD et BEDENNE, La Réglementation des Bilans, 1928, Sirey, édit.	Introd.
JOUET, Principes économiques applicables à la détermination des valeurs vénales, 1936, Sirey, édit.	7
KANT, Critique de la raison pure.	Introd.
LAROUSSE (Petit Dictionnaire).	5
LEAUTEY (E.), Traité des Inventaires et des Bilans, Librairie Comptable et Administrative.	16, 21, 34, 38, 41, 157
LEAUTEY (E.) et A. GUILBAUT, La Science des Comptes, Librairie Comptable et Administrative.	32
LECERCLÉ, Le Prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfice, 2 ^e édit. Édit. de l'A. N. S. A.	105, 109, 110
LYON-CAEN et RENAULT (cités par Faragi).	16
MACK, Article, in <i>Revue des Sociétés</i> . 1905, p. 99	162
MAGNIN, l'Amortissement des Immobilisations dans le Bilan des Sociétés Anonymes, in <i>Annales de Droit Commercial</i> , 1912.	101, 113
MAGNIN, De L'évaluation de l'Actif et spécialement des marchandises dans le Bilan des Sociétés par actions, Rapport au Congrès Juridique International de Bruxelles, 1910, T. II p. 177.	17
MAHIEU, Rapport au Congrès Juridique International de Bruxelles, 1910, T. II p. 393.	21
MENY (J.), Moniteur des Pétroles Roumains, 6 juin 1923.	108
MICHELET, Tableau de la France.	Introd.
MONTAIGNE, Essais, Édit. La Pléiade.	Introd.
MUTTELET (Intend. Milit.), Parlons du Bilan, in <i>Expert</i> , 1934.	Introd.
NEYMARCK, Le Bilan dans les Sociétés par Actions, in <i>Revue des Sociétés</i> , 1911.	21, 51, 111
NEYMARCK, Le Bilan dans les Sociétés par actions, Rapport au Congrès Juridique International de Bruxelles, 1910.	24

PASCAL, Opuscles : De l'Esprit géométrique et de l'Art de persuader, Édit. La Pléiade.	Introd., 4, 22, 32, 173
PASCAL, Pensées, Édit. La Pléiade.	Introd.
PASCAL, Traité du Vide, Édit. La Pléiade.	Introd.
PENGLAOU, Introduction à la Technique Comptable, Édit. Presses Universitaires.	17, 32, 52, 157
PENGLAOU, La Statistique existe-t-elle en tant que Science autonome ? Communication à la Société de Statistique de Paris, in <i>Bulletin</i> , avril 1937.	Introd.
PERCEROU, Note sous Lyon, 16 février 1903, D. 1904.2.17.	182
PERCEROU (J.), La Transformation des plus-values de l'Actif en augmentation du capital social, in <i>Journal des Sociétés</i> , 1921.	7, 145, 162
PIRMEZ, Discussion de la loi belge sur les Sociétés.	145
POINCARÉ (H.), La Science et l'Hypothèse.	Introd.
POINCARÉ (H.), Science et Méthode.	67
PROSPERT, Les Amortissements industriels en Droit Commercial et Fiscal.	101, 112, 113, 120
QUESNOT, Administration Financière. Méthodes comptables et Bilans, 2 ^e édit., 1921, Dunod, édit.	Introd., 15, 16, 22, 34, 39, 40, 41, 52, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 71, 75, 89, 103, 104, 115, 151, 170, 173, 174, 175, 179
REVUE DES IMPOTS, La Provision pour renouvellement de matériel et d'outillage, année 1939.	187
RECUEIL DES QUESTIONS FISCALES, Bénéfices Industriels et Commerciaux. Les Provisions pour renouvellement de matériel et d'outillage (application du décret-loi du 2 mai 1938 et du décret du 13 février 1939), année 1939.	187
ROOVER (de), La Formation et l'Expansion de la Comptabilité à partie double, in <i>Ann. d'Histoire Economique et Sociale</i> , 1937.	2
SABATIER, La Mesure des Affaires, 1927, Sirey, édit.	8, 204
SAVIGNY (cité par Faragi).	16
SEIBEL, Quelques réflexions sur le financement des entreprises, Conférence 1942.	205, 206
SIMON, Examen du bilan : ce qu'il est, ce qu'il devrait être.	72
SIMON STEVIN (cité par de Roover).	2
SPIRE, La Réglementation des Bilans en France et à l'étranger.	94
TANNERY (J.), Science et Philosophie, 6 ^e mille, 1924, Alcan, édit.	8
THALLER, Amortissement et Fonds de Réserve, Annales de Droit Commercial, 1895.	94, 111, 113, 184
THALLER, De l'augmentation de capital par transformation en actions soit du passif, soit des réserves de la Société, Annales de Droit Commercial, 1907.	162, 179
THALLER, Traité Élémentaire de Droit Commercial, Rousseau, édit.	89
TRÉFILERIES DU HAVRE, Rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 1937-1938.	108
VAVASSEUR, Unification du Bilan, <i>Revue des Sociétés</i> , 1904.	32
VAVASSEUR, Les Inventaires et les Bilans, <i>Revue des Sociétés</i> , 1883, p. 681.	54
VAVASSEUR, <i>Revue des Sociétés</i> , 1887.	6
VERLEY, Le Bilan dans les Sociétés Anonymes, 1906, Rousseau, édit.	7, 16, 34, 41, 73, 89, 96, 115, 157

VIGIER, Les Provisions dans la Comptabilité des entreprises (Étude Commerciale et Fiscale).	54, 117, 118, 119, 132, 183, 184, 185, 191
VIVANTE, Traité de Droit Commercial, 1910-1912, Giard et Brière, édit.	17, 20, 157
WAHL, Essai sur l'augmentation de capital dans les Sociétés anonymes et les Sociétés en commandite par actions, in <i>Annales de Droit Commercial</i> , 1893.	162
WAHL, Note au Sirey, 1901.1.537.	35
WAHL, Note au Sirey, 1912.2.65.	114

BIBLIOGRAPHIE

(Auteurs non cités.)

- ANSOTTE et DEFRISE : Comptabilité des Sociétés (Librairie Dunod, 1930).
Pierre-Jacques BANES : Les Amortissements industriels, les Réserves, le Report à nouveau (Recueil Sirey, 1925).
Alfred BARRIOL : Théorie et pratique des opérations financières (Octave Doin, Paris, 8, place de l'Odéon).
Léon BATARDON : Comptabilité Commerciale. Les procédés modernes, la Méthode centralisatrice (Bibliothèque Financière, Paris, 1922).
BAUDOUIN-BUGNET : Le Bilan en Allemagne et en Angleterre.
Pierre BAYART : Les effets de l'inflation sur le Bilan au point de vue fiscal (Impr. H. Morel à Lille, 1924).
Pierre BAYART : Le Bilan-Or (Impr. H. Morel à Lille, 1925).
Maurice BELLOM : La Législation relative aux Bilans (une proposition de réforme). (Impr. Nationale, 1917.)
BERNAUDIN Maurice : La Comptabilité expliquée par la méthode « Caténale » (Dunod, 1939).
BOISSARIE : La Réforme du Régime des Bilans dans les Sociétés par Actions (Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1932).
Jean BOURNISSEN : Essai de Philosophie Comptable. (Impr. Ouvrière à Limoges, 1919).
Robert BOUVIER : La Taylorisation comptable. Compendium (Bilan-Journal) (mars 1930).
BRISSET : A. B. C. de la Comptabilité.
CALMES : Administration Financière des Entreprises et des Sociétés.
J.-M. CAQUAS : Initiation algébrique à la comptabilité à parties doubles (G.-M. Ravisse, éditeurs, Paris, 1924).
J. CHAVENEAU : Les Bilans (Ed. Rousseau et C^{ie}, Paris, 1920).
DAUBRESSE : Comptabilité des Sociétés. (Librairie Comptable à Mons).
DAUBRESSE : Organisation Comptable (Librairie Comptable à Mons).
DELAPORTE : La lecture du Bilan (Éts André Brulhard à St-Dizier, 1925).
DELAPORTE : Des Amortissements. (Librairie Jules Rey à Grenoble).
DELAVALLE : Théorie de l'Amortissement (*La Revue des Comptables*, numéro de mai 1923).
Jacques DELEAU : La responsabilité civile des Administrateurs et Gérants de Société en matière de Bilan (Fascicule n° 1, 1935, Les Études pratiques de Droit commercial. Le Bilan).
Lucien DEVIES : La détermination de la valeur vénale. Étude économique juridique et fiscale (Librairie du Recueil Sirey, 1938).
Henri ESCARAVAGE : Le Bilan Fiscal (Fascicule n° 1, 1935, Les Études Pratiques de Droit commercial. Le Bilan).
E. DE FAGES : Les concepts fondamentaux de la comptabilité (Léon Eyrolles, 1924).
G. FAURE : Comptabilité Générale (Masson et C^{ie}, Paris, 1920).
G. FAURE : Considérations sur le raisonnement comptable (Édition de la C^{ie} des Chefs de Comptabilité, Paris, 1927).

- Paul FLEURY : Principes rationnels de la Comptabilité à parties doubles. (Impr. Wolf à Rouen, 1926).
- J. FROIDEVAUX : La Comptabilité au Service du Chef d'Entreprise (Dunod Paris, 1943).
- R. GAIN : Le Bilan commercial (Librairie Dalloz, 1921).
- Pierre GARNIER : La terminologie comptable (C¹e des Chefs de Comptabilité, Paris, février 1933).
- Maurice GERMAIN : Le Bilan dans la Faillite (Fascicule n° 1, 1935. Les Études Pratiques de Droit Commercial, Le Bilan.)
- Prof. L. GOMBERG : L'Économologie (science comptable) et son histoire (Sté Générale d'Imprimerie, Genève, 1912).
- Prof. L. GOMBERG : La doctrine de la Comptabilité et les Méthodes comptables (Sté Pratique d'Éditions et d'Études commerciales et industrielles, Paris 1936).
- JEANCARD et WILBOIS : Les finances de l'entreprise (Librairie Félix Alcan, 1930).
- JEANNIN : La vie financière des Sociétés d'après l'étude des Statuts et des Bilans (Librairie Delagrave, Paris, 1924).
- LAGARDE et BATARDON : Les Sociétés commerciales. Manuel pratique de Législation et de Comptabilité (Dunod et Pinat, Paris, 1917).
- Louis LAIR : Analyses de Bilans Industriels et Financiers (Presses Universitaires de France, Paris, 1943).
- Eugène LEAUTEY : L'unification des Bilans des Sociétés par actions.
- G. LECLERCQ : La Philosophie de la Comptabilité (Librairie Félix Alcan, 1922).
- H. LEFÈVRE : La Comptabilité, théorie, pratique et enseignement (A la Librairie Illustrée, Paris).
- Robert LEFORT : La Comptabilité expliquée aux profanes (Librairie Félix Alcan, 1932).
- Pierre LEJEUNE : Le Bilan règle d'action (Fascicule n° 1935, Les Études Pratiques de Droit commercial, Le Bilan).
- Fernand LEMAIRE : Des amortissements et des réserves dans les Sociétés industrielles (Librairie Polytechnique Ch. Béranger, Paris, 1924).
- Camille MANNE : Précis de Comptabilité (Éditions Berger-Levrault, 1930).
- Maurice MAREUSE : Le contrôle de Gestion dans les Entreprises (Dunod, Paris, 1938).
- Jean-Jacques MERCIER : Étude juridique sur le Bilan des Sociétés anonymes (Imprimerie de la Société suisse de publicité à Lausanne, 1911).
- G. MERLIN : Le grand Art de la Comptabilité. Exposé de la doctrine rationnelle convenant parfaitement aux diverses techniques comptables. L'unification des Bilans résolue. Le rôle social du comptable dans le présent et dans l'avenir (Éts Busson, Impr., Paris, 1934).
- Jean MICHEL : Enquête sur la réévaluation des Bilans (Éditions Godde, Paris 1928).
- DE MONCETZ : Initiation aux Méthodes de la Statistique (Recueil Sirey, 1935).
- Léon MOREAU : Le Bilan des Sociétés par actions. Le compte des résultats. Interprétation et unification (édité par A. de Wit à Bruxelles, 1919).
- Charles PENGLOU : Les trois phases de l'élaboration en matière de Comptabilité (Édition de la C¹e des Chefs de Comptabilité, Paris, 1928).
- Les incertitudes de la doctrine comptable (Édition de la C¹e des Chefs de Comptabilité, Paris, 1928).
- LE PLAN COMPTABLE. Projet de cadre comptable général, élaboré par la Commission Interministérielle instituée par le décret du 22 avril 1941 (Éditions Delmas).
- Henri PUECH : Le Bilan comptable (Fascicule n° 1, 1935, Les Études pratiques de Droit commercial, Le Bilan).
- RAFFEGEAU et LACOUT : Établissement des bilans-or (Payot, Paris, 1926).
- Léon RETAIL : La théorie de l'Inventaire et la confection du Bilan (Éditions d'Experta, 1928).
- G. REYMONDIN : Contribution à la restauration économique et financière de la France et à l'organisation de la Nation en temps de guerre (Éditions d'Experta, Paris, 1928).

- Ed.-Louis RICHARD : La réévaluation des Bilans des Sociétés commerciales à la suite de la stabilisation du franc (Rousseau & C^{ie}, Paris, 1929).
- Raymond ROBERT : Prémanuel de Comptabilité (Loubat, Éditeur).
- Georges ROCHE : De la relativité des Bilans. Ses causes et ses conséquences au point de vue juridique et économique, ses remèdes (Recueil Sirey, 1932).
- Edgard ROGÉ : Traité complet de comptabilité commerciale (*Revue Belge des Sciences Commerciales*, 1920).
- Émile ROYOT : Éléments de Comptabilité (Librairie Félix Alcan, Paris, 1936).
- SCHUBERT : Der Gemeine Wert. (Industrieverlag Spaeth und Linde, Berlin W. 10 Wien 1, 1925).
- SOLVICHE : Le Bilan (Librairie Française de Documentation commerciale, Paris).
- STROHL : Introduction à la Comptabilité des entreprises (Recueil Sirey, 1941).
- Syndicat des Constructeurs Français de Machines-Outils, 5, rue de la Baume, Paris : Vers une notion moderne de l'amortissement. Novembre 1944.
- J. THIELLAND : Notions élémentaires sur les principes fondamentaux de la Comptabilité (Dunod, Paris, 1934).
- Lucien THOMAS : La révision des Bilans à l'issue de la période d'instabilité monétaire (Éditions d'Experta, 1928).
- Maurice TOUZET : La réglementation des Bilans dans les Sociétés par actions. (Delbrel à Bordeaux, 1924).
- Maurice TRINQUIER : Les erreurs des doctrines modernes de Comptabilité et leur défaut d'établissement logique (C^{ie} des Chefs de Comptabilité, Paris).
- Marios N. TSIMARAS : Essai critique sur les fondements de la Comptabilité (Marcel Giard, Paris, 1932).



INDEX ALPHABÉTIQUE

(Les chiffres indiquent les paragraphes de l'ouvrage.)

<i>Acceptations</i>	148
<i>Actifs.</i>	
Généralités.....	34, 58
Présentation.....	213 à 221, 231.
Conditionnels.....	48, 52, 147 à 156, 220, 222, 229
Défectibles.....	58, 62
Disponibles.....	70
Historiques.....	36, 71 à 78, 231
Indéfectibles.....	58, 62
Proprement dits.....	35, 58 à 78
Réalisables.....	69
de Régularisation.....	37, 39
<i>Actionnaires</i>	64, 69, 218, 231
<i>Action.</i>	
en dommages et intérêts.....	151
<i>Actions</i>	166 <i>bis</i>
d'administrateurs.....	69, 91, 152, 218
de Garantie de gestion cf. Actions d'Administrateurs	
de Jouissance.....	166, 167
à libérer.....	91, 154, 216
<i>Administrateurs.</i>	
(créditeurs pour actions déposées en garantie).....	225
<i>Agencement</i>	66, 215, 231
<i>Amortissement.</i>	
Généralités.....	52, 92 à 94, 111
Effet sur la situation nette.....	99
Évaluation.....	111 <i>bis</i> à 114
Exagéré.....	114
Poste adjoint.....	38, 50
Représentation.....	115
des biens concédés.....	104
en monnaie instable.....	107 à 110
en monnaie stable.....	95 à 105
des valeurs défectibles.....	104
sur la valeur de remplacement.....	109, 110, 191
<i>Amortissements exceptionnels</i>	186, 231
<i>Amortissement des Obligations</i>	89
(cf. aussi : <i>Obligations amorties</i> .)	
<i>Apports</i>	53
<i>Avals</i>	52, 148, 231
<i>Avances au personnel</i>	69
<i>Banques (comptes de)</i>	70, 231

Bénéfices.

Généralités.....	13, 14, 47, 157 bis. 172, 174
Antérieurs.....	174
De l'exercice.....	47, 231
Proprement dits.....	174

Bilan.

Généralités.....	Introd.
Classification du.....	33, 49, 52, 58, 60
Définitions du.....	16, 17, 19
Division des éléments du.....	28
Équation fondamentale du.....	22
et le fisc.....	211
Exactitude du.....	16
Fonctions du.....	192 à 211
Forme des bilans.....	18
Groupement des éléments.....	28
Ouverture de droits.....	210, 211
Présentation du.....	212 à 231
Propriétés du.....	23 à 30
Rapports avec la Comptabilité.....	Introd., 16, 21, 38
Rapports avec l'Inventaire.....	17
Représentation graphique du.....	24 à 29
Sincérité.....	197
Subdivision du.....	31

<i>Bons</i>	81, 90, 91, 231
-------------------	-----------------

<i>Bons d'amortissement</i>	169
-----------------------------------	-----

<i>Bons de jouissance</i>	169
---------------------------------	-----

<i>Brevets</i>	66
----------------------	----

<i>Caisse</i>	58, 70, 231
---------------------	-------------

<i>Caisse d'institutions en faveur du personnel (ou de retraite du personnel)</i>	88, 153
---	---------

Capital.

Généralités.....	47, 64, 157, 162, 164
Augmentation du.....	163
Comptes de.....	64
Fixité du.....	163
Présentation au bilan du.....	55, 165, 222, 223, 231
Réduction du.....	163

<i>Capital amorti</i>	166, 231
-----------------------------	----------

<i>Capitaux disponibles</i>	58, 63
-----------------------------------	--------

<i>Capitaux fixes</i>	58, 63
-----------------------------	--------

<i>Caution</i>	48, 52, 148, 231
----------------------	------------------

<i>Cautionnements</i>	66, 67, 216, 231
-----------------------------	------------------

<i>Chèques</i>	69
----------------------	----

<i>Chèques à encaisser</i>	231
----------------------------------	-----

<i>Chèques postaux</i>	70, 231
------------------------------	---------

<i>Classification (du bilan)</i>	33, 49, 52, 58, 60
--	--------------------

<i>Clients</i>	69, 91, 231
----------------------	-------------

<i>Commandes en cours</i>	52
---------------------------------	----

<i>Commandes à recevoir</i>	52
-----------------------------------	----

<i>Commissions à obtenir</i>	52, 220
------------------------------------	---------

Comptabilité.

Rapports avec le Bilan.....	Introd., 16, 21, 38
-----------------------------	---------------------

Rapports avec l'Inventaire.....	Introd., 15, 16
---------------------------------	-----------------

<i>Comptes</i>	21
----------------------	----

<i>Comptes à amortir</i>	71
--------------------------------	----

<i>Comptes de capital</i>	58, 64, 91
---------------------------------	------------

<i>Comptes du capitaliste</i>	33
-------------------------------------	----

<i>Comptes courants</i>	91
<i>Comptes courants créditeurs</i>	91
<i>Comptes courants créditeurs pour autres causes</i>	82
<i>Comptes courants créditeurs pour emprunts</i>	82
<i>Comptes courants créditeurs pour fournitures</i>	82
<i>Comptes courants débiteurs</i>	69
<i>Comptes courants de dépôt</i>	69
<i>Comptes de liaison</i>	39
<i>Comptes en mouvement</i>	16
<i>Comptes d'ordre ou pour ordre.</i>	
cf. aussi : Actifs et Passifs conditionnels. Régulari- sation d'exercice.	
Définitions.....	26, 39, 48, 52, 53
Exemples.....	56
Présentation.....	55, 214, 220, 222, 229
<i>Comptes de premier établissement</i>	77
<i>Comptes du propriétaire</i>	33
<i>Comptes de régularisation</i>	220
<i>Comptes des tiers</i>	33, 58, 59, 64
<i>Comptes des valeurs</i>	58, 59, 64
<i>Concessions</i>	62, 77, 105
<i>Constructions</i>	66, 231
<i>Coupons à encaisser</i>	69, 140, 231
<i>Coupons échus</i>	140
<i>Coupons (Impôts à recouvrer sur)</i>	52
<i>Coupons non échus</i>	141
<i>Coupons à payer</i>	52
<i>Coupons restant à payer sur Obligations</i>	82
<i>Créances</i>	59, 67, 69, 81, 138
<i>Créanciers</i>	231
<i>Créditeurs pour autres causes</i>	82
<i>Créditeurs divers</i>	91
<i>Créditeurs pour emprunts</i>	82
<i>Créditeurs pour fournitures</i>	82
<i>Débiteurs (Autres)</i>	69, 218, 231
<i>Débiteurs divers</i>	61, 69
<i>Débiteurs douteux</i>	69
<i>Dénominations</i>	52, 53
<i>Dépenses à payer</i>	222, 229
<i>Dépenses payées d'avance</i>	52, 220
<i>Déposants</i>	66, 67, 82, 216, 231
<i>Dépôts</i>	66, 67, 82, 216, 231
<i>Dettes.</i>	
Généralités.....	79 à 88
Présentation.....	222
Réduction à leur valeur actuelle.....	139
à court terme.....	51, 55, 222, 225
à long terme.....	51, 55, 222, 225
de change.....	80, 85
(cf. Créances passives et Passif.)	
<i>Disponible ou Disponibilités</i>	70
<i>Divers</i>	53, 69
<i>Dividendes</i>	91
<i>Domages de guerre</i>	122, 156
<i>Domages et Intérêts (Action en)</i>	151
<i>Effets.</i>	
Précompte des.....	52, 143
Réescompte des.....	52, 137, 150, 231
<i>Effets à payer</i>	81, 82, 91, 231
<i>Effets à recevoir</i>	69, 70, 231

<i>Effets remis à l'encaissement</i>	69
<i>Emballages en consignation</i>	220, 229
<i>Emprunts</i>	91, 231
<i>Engagements</i>	52, 148, 220, 229, 231
<i>Escompte cf. Actifs et Passifs conditionnels, Créances, Effets de commerce, Portefeuille.</i>	
<i>Escomptes et Rabais à accorder</i>	119
<i>Escomptes et Rabais à obtenir</i>	131
<i>Évaluation</i>	6, 7, 8, 145
<i>Exigibilités ou Exigible</i>	91
<i>Exigible à moins d'un an</i>	88
<i>Exigible immédiatement</i>	88
<i>Fonds de Commerce</i>	66
<i>Fonds de renouvellement de Matériel et d'Outillage</i>	55, 187 à 193, 222, 226
<i>Fonds de retraite du personnel cf. à Retraite du personnel.</i>	
<i>Fournisseurs débiteurs</i>	69, 91, 231
<i>Fournitures</i>	68, 220, 231
<i>Frais d'acquisition</i>	76
<i>Frais à amortir</i>	71
<i>Frais de constitution</i>	73
<i>Frais d'émission</i>	74, 75
<i>Frais engagés d'avance</i>	52
<i>Frais d'établissement</i>	55, 71, 72, 214
<i>Frais de montage du matériel</i>	78
<i>Frais à payer.</i>	
<i>Généralités</i>	46, 52, 54, 86, 127
<i>Présentation</i>	222, 231
<i>Frais payés d'avance</i>	39, 46, 146, 220
<i>Frais de premier établissement</i>	72
<i>Frais de transport, d'installation et de montage du matériel</i> ..	78
<i>Garantie pour Matériel</i>	87
<i>Garantie pour des tiers</i>	149
<i>Garantie pour travaux</i>	87
<i>Immeubles</i>	58, 60, 66
<i>Immobilisations.</i>	
<i>Généralités</i>	31, 55, 60, 65
<i>Présentation</i>	65, 66, 213 à 215, 231
<i>Immobilisations entièrement amorties</i>	66
<i>Immobilisations incorporelles d'exploitation</i>	66, 231
<i>Immobilisations incorporelles hors exploitation</i>	66, 231
<i>Impôts à recouvrer ou à récupérer</i>	69
<i>Installations</i>	66, 215, 231
<i>Institutions en faveur du personnel</i>	88, 184, 153, 183
<i>Intérêts</i>	141 bis
<i>Intérêts à payer sur Obligations émises</i>	142
<i>Intérêts sur prêts et débiteurs</i>	52, 220
<i>Inventaire</i>	1 à 5, 15, 16
<i>Machines</i>	66
<i>Magasin</i>	58
<i>Marchandises</i>	59, 61, 64, 68, 231
<i>Marchandises à livrer</i>	52
<i>Marchandises en route</i>	52
<i>Matériel</i>	66, 77, 215, 231
<i>Matières</i>	68, 231
<i>Mobilier</i>	66, 231
<i>Obligations</i>	89, 91, 231
<i>Intérêts à payer sur</i>	142
<i>Prime de remboursement des</i>	91

<i>Obligations amorties</i>	43, 45, 50, 55, 144, 182, 231
<i>Obligations à participations bénéficiaires</i>	168
<i>Obligations à rembourser</i>	91
<i>Obligations remboursées</i>	144
<i>Obligations sorties au tirage et non remboursées</i>	82
<i>Oppositions</i>	69, 91
<i>Outillage</i>	60, 66, 215, 231
<i>Participations</i>	67, 216
<i>Parts bénéficiaires</i>	167
<i>Passif</i> .	
<i>Généralités</i>	40, 41, 79 à 88
<i>Conditionnels</i>	48, 52, 147 à 156, 220, 222, 229
<i>Historiques (non existence des)</i>	43
<i>Présentation</i>	222 à 231
<i>Proprement dit</i>	42, 79 à 91
<i>De Régularisation</i>	45, 46
<i>Pertes</i>	13, 14, 27, 40, 170, 231
<i>Pertes à l'émission</i>	75
<i>Pertes et Profits</i>	171, 173
<i>Plus-values</i>	38, 145, 173, 215, 231
<i>Plus-values non réalisées</i>	155
<i>Portefeuille</i>	67, 69, 70
<i>Provision pour dépréciation du</i>	120
<i>Quarts à libérer sur</i>	91
<i>Réescompte du</i>	137
<i>Postes</i>	28, 31
<i>Postes adjoints</i>	50
<i>Postes principaux</i>	50
<i>Précompte</i>	143
<i>Prêts</i>	216
<i>Prêts à moins d'un an d'échéance</i>	69, 231
<i>Prêts à plus d'un an d'échéance</i>	67, 231
<i>Prévisions</i>	87
<i>Prime d'émission d'actions</i>	47, 181, 223, 231
<i>Prime d'émission (ou de remboursement) d'obligations</i>	75, 91, 224, 231
<i>Produits en cours</i>	68, 217, 231
<i>Produits finis</i>	68, 217, 231
<i>Produits semi-finis</i>	68, 217, 231
<i>Profits et Pertes</i>	171, 173
<i>Provisions</i> .	
<i>Généralités</i>	45, 54
<i>en cas de baisse</i>	67
<i>pour comptes débiteurs</i>	45, 118, 231
— <i>contrats en cours</i>	124
— <i>créances douteuses</i>	118, 231
— <i>débiteurs douteux</i>	118, 231
— <i>dépréciation de marchandises</i>	121, 229, 231
— <i>dépréciation du portefeuille</i>	120, 215, 227, 231
— <i>dépréciation des produits finis</i>	121, 227, 231
— <i>dommages de guerre</i>	122
— <i>escomptes et rabais à accorder</i>	119
— <i>escomptes et rabais à obtenir</i>	131
— <i>éventualités diverses</i>	126, 183
— <i>fluctuation des changes</i>	45, 123, 127, 128, 231
— <i>fluctuation des cours</i>	183, 216, 231
— <i>fonds d'assurance</i>	184
— <i>frais à payer</i>	231

— garantie.....	87, 125, 129
— grosses réparations.....	132, 134
— impôts à payer.....	45, 130, 231
— institutions de prévoyance.....	134, 183
— marchandises empruntées en nature.....	121
de propre assureur.....	184
pour recherches d'exploitation.....	133
régulatrices d'actif.....	117 à 122
régulatrices mixtes.....	123 à 126
régulatrices de passif.....	127 à 135
pour renouvellement.....	47, 54, 222, 226, 231
— renouvellement de matériel et d'outillage.....	47, 187 à 193, 231
— renouvellement de stock de départ.....	195, 231
— renouvellement dans les concessions.....	135
— risques.....	126, 184, 227, 231
— travaux neufs.....	183
présentation.....	222
Quotas.....	200 à 202, 205 à 207
Réescompte.....	137, 148, 150
Report à nouveau.....	47, 176, 231
Reports.....	69
Réserves.	
Généralités.....	14 bis, 47, 175, 177
Distribution des.....	163, 179 bis
Présentation des.....	55, 222, 223, 231
d'Amortissement.....	180
à Bases fiscales.....	185 à 196, 231
de Change.....	180
Diverses.....	180
Extraordinaires.....	180
pour Fonds d'assurance.....	184
Générale.....	180
Immobilisées.....	180
d'Incendie.....	184
intitulées autrement.....	183
légale.....	178, 179, 231
pour Matériel et outillage renouvelés.....	194, 231
de Prévoyance.....	180
pour Rachat de parts.....	180
— Réévaluation de stock de départ.....	196, 231
— Risques.....	184
— Ristournes, Rabais et Remises à accorder.....	231
— Spéciale.....	180
— Spéciale (matériel et outillage renouvelés).....	194, 231
— Supplémentaires.....	180
— Variation de cours.....	180
Résultats cf. Situation nette.....	55, 214, 221, 222, 230, 231
Retraites du personnel.....	55, 88, 91, 134, 153, 183, 222, 224, 228, 231
Ristournes, Rabais et Remises à accorder.....	229, 231
Ristournes, Rabais et Remises à obtenir.....	52, 220
Services en cours.....	220
Situation nette.	
Généralités.....	9, 10, 11, 20, 25, 26, 47, 157
Division.....	47, 157 bis à 160
Stocks.....	68

<i>Taxes recouvrables</i>	69
<i>Terrains</i>	66, 231
<i>Titres</i> .	
à libérer.....	231
de participation.....	67, 231
de placement.....	67, 69, 231
<i>Travaux en cours</i>	68, 217, 231
<i>Travaux d'entretien et Réparations en cours</i>	52, 220
<i>Travaux de premier établissement</i>	77
<i>Valeurs</i> .	
Comptes de.....	8, 58, 59, 64
par débit.....	58
disponibles.....	33, 55, 58, 65, 69, 70, 214, 219, 231
d'échange.....	60
engagées.....	33, 58, 65, 67, 214, 216, 231
d'exploitation.....	55, 65, 68, 214, 231
immobilisées.....	58, 63, 83, 231
indisponibles.....	67
réalisables.....	55, 58, 63, 65, 69, 231
réalisables à court terme.....	55, 65, 69, 214, 218
réalisables à long terme.....	55, 65, 69, 214, 218
en substance.....	58
<i>Ventes en cours</i>	52
<i>Warrants</i>	69

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres indiquent les paragraphes de l'ouvrage.)

Introduction

Première Partie.

GÉNÉRALITÉS SUR L'INVENTAIRE ET LE BILAN

Chapitre I. — L'INVENTAIRE.

Définition de l'inventaire.....	1
Obligation à inventaire.....	2
Les sanctions en matière d'inventaire.....	3
Structure de l'inventaire.....	4
L'inventaire doit être chiffré.....	5
Le problème de l'évaluation.....	6
Les différentes méthodes d'évaluation.....	7
La précision des évaluations.....	8
La situation nette.....	9
Les différents genres de situations nettes.....	10
Représentation graphique.....	11
L'élément temps.....	12
Le bénéfice et la perte.....	13
Représentation graphique du bénéfice et de la perte.....	14
Les Réserves.....	14 bis
Rapports entre l'Inventaire et la Comptabilité.....	15

Chapitre II. — DÉFINITION DU BILAN.

Plan du chapitre.....	15 bis
Examen critique de quelques définitions.....	16
Recherche d'une définition théorique.....	17
Forme des bilans usuels.....	18
Définition tenant compte de la pratique usuelle.....	19
Confusion entre le Passif et la Situation nette.....	20
Rapports entre le Bilan et la Comptabilité.....	21
Conclusion.....	22

Chapitre III. — PROPRIÉTÉS GÉNÉRALES DU BILAN.

L'équation fondamentale du Bilan.....	23
Représentation graphique de l'équation du Bilan.....	24
La position paradoxale de la Situation nette.....	25
Application des propriétés des pesées.....	26

L'inscription des pertes à l'Actif.....	27
Groupement et division des éléments.....	28
Réalité et Fictivité des représentations.....	29
Démonstration algébrique des propriétés du Bilan.....	30

Chapitre IV. — PRINCIPALES DIVISIONS DU BILAN.

I. — Généralités.

Les subdivisions du Bilan.....	31
Premiers principes de classification.....	32
D'une classification comptable classique.....	33

II. — Actifs.

Définition de l'Actif.....	34
L'Actif proprement dit.....	35
Les Actifs « historiques ».....	36
Actifs de régularisation.....	37
a) Régularisation de valeurs.....	38
b) Régularisation d'exercices.....	39
Pertes inscrites à l'Actif.....	40

III. — Passifs.

Définition du Passif.....	41
Passif proprement dit.....	42
Non existence de Passifs historiques.....	43
Passifs de régularisation.....	44
a) Régularisation de valeurs.....	45
b) Régularisation d'exercices.....	46

IV. — Postes de Situation nette..... 47

V. — Actifs et Passifs conditionnels..... 48

VI. — Classification.

Principes rationnels de classification.....	49
Postes principaux et Postes adjoints.....	50
De certaines erreurs de classification et de dénomination.....	51
Les Comptes d'ordre.....	52
Les dénominations vagues.....	53
Les Provisions.....	54
La classification de la Commission du Plan comptable.....	55
Caractère multiforme de certains postes.....	56
Classification adoptée.....	57



Deuxième partie.

L'ACTIF ET LE PASSIF

Chapitre V. — ACTIFS PROPREMENT DITS.

I. — Généralités.

Des différents classements de l'Actif proprement dit.....	58
Critique de la distinction entre Comptes de Valeurs et Comptes des Tiers.....	59
Critique de la distinction entre Immobilisations et Valeurs d'échange.....	60
Critique du classement d'après la liquidité.....	61
Critique du classement entre Actifs défectibles et indéfectibles..	62
Critique du classement en capitaux disponibles, de roulement et fixes.....	63
Critique du classement en comptes de capital, de valeurs et de tiers.....	64
Classement de la Commission du Plan comptable.....	65

II. — Étude des Divers Postes.

Immobilisations.....	66
Valeurs engagées.....	67
Valeurs d'exploitation.....	68
Valeurs réalisables à court terme.....	69
Valeurs disponibles.....	70

Chapitre VI. — ACTIFS HISTORIQUES.

Généralités.....	71
Frais d'établissement :	
Généralités.....	72
Frais de constitution.....	73
Frais d'émission.....	74
Prime d'émission ou de remboursement d'obligations.....	75
Frais d'acquisition.....	76
Travaux de premier établissement.....	77
Frais de Transport, d'Installation et de Montage du Matériel..	78

Chapitre VII. — PASSIF PROPREMENT DIT.

I. — Généralités.

Plan du chapitre.....	78 bis
Comparaison entre les bases de classification de l'Actif et du Passif.....	79
Classement d'après les échéances.....	80
Les différentes sortes de créances passives.....	81
Le classement d'après la « cause ».....	82
Les bases d'un classement logique.....	83
Postes à expliciter.....	84
Dettes de change.....	85
Frais à payer.....	86
Garantie pour travaux et pour matériel.....	87
Classification de la Commission du Plan comptable.....	88

II. — Étude des Divers Postes.

Obligations.....	89
Bons.....	90
Examen des divers chapitres et postes prévus par la Commission du Plan comptable.....	91

Troisième Partie.

RÉGULARISATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

ACTIFS ET PASSIFS CONDITIONNELS

Chapitre VIII. — LES AMORTISSEMENTS.

I. — Généralités.

La notion d'Amortissement.....	92
Double sens de l'Amortissement.....	93
Examen critique de quelques définitions.....	94

II. — L'Amortissement en monnaie stable.

Emploi d'un Bilan simplifié.....	95
Hypothèse d'une entreprise en équilibre.....	96
Cas des bénéfices bruts inférieurs à l'Amortissement.....	97
Cas des bénéfices bruts supérieurs à l'Amortissement.....	98
Effet de l'Amortissement sur la Situation nette.....	99
Caractères fondamentaux de l'Amortissement en monnaie stable.....	100
Théorie de Magnin.....	101
Exposé de Charpentier et Hamelin.....	102
Les idées de Quesnot.....	103
Amortissement des valeurs défectibles.....	104
Théorie de l'Amortissement-renouvellement.....	105
Conclusion.....	106

III. — L'Amortissement en monnaie instable.

Cas de l'augmentation du pouvoir d'achat de la monnaie.....	107
Cas de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie.....	108
Exposé de Lecerclé sur l'amortissement basé sur la valeur de renouvellement.....	109
Critique de l'Amortissement-renouvellement.....	110
Conclusion générale sur le caractère de l'Amortissement.....	111

IV. — Évaluation de l'Amortissement.

Limites de l'étude.....	111 bis
Évaluation directe.....	112
Évaluation forfaitaire.....	113
L'Amortissement exagéré.....	114

V. — Représentation de l'Amortissement..... 115

Chapitre IX. — LES PROVISIONS RÉGULATRICES.

Plan du chapitre.....	116
-----------------------	-----

I. — Provisions régulatrices d'Actif.

Généralités.....	117
Provisions pour créances douteuses.....	118
Provisions pour escomptes et rabais à accorder.....	119
Provisions pour dépréciation du portefeuille.....	120
Provisions pour dépréciation des marchandises et produits finis.....	121
Provisions pour dommages de guerre.....	122

II. — Provisions mixtes.

Provisions pour fluctuation des changes.....	123
Provisions pour contrats en cours.....	124
Provisions pour garantie de travaux ou de matériel.....	125
Provisions pour risques et éventualités diverses.....	126

III. — Provisions régulatrices du Passif.

Généralités.....	127
Provisions pour fluctuation des changes.....	128
Provisions pour garanties.....	129
Provisions pour impôts à payer.....	130
Provisions pour escomptes et rabais à obtenir.....	131
Provisions pour grosses réparations.....	132
Provisions pour recherches d'exploitation.....	133
Provisions pour institutions de prévoyance et d'assistance.....	134
Provisions de renouvellement dans les concessions.....	135

Chapitre X. — LES AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION.

Généralités.....	186
Réescompte du portefeuille.....	187
Escompte des créances.....	188
Réduction des dettes à leur valeur actuelle.....	189
Coupons échus ou à encaisser.....	140
Coupons non échus.....	141
Intérêts.....	141 bis
Intérêts à payer sur obligations émises.....	142
Précomptes.....	143
Obligations remboursées ou amorties.....	144
Plus-values d'Actif.....	145
Frais payés d'avance.....	146

Chapitre XI. — ACTIFS ET PASSIFS CONDITIONNELS.

Rappel de définition.....	147
Les Actifs et les Passifs conditionnels doivent-ils figurer au Bilan ?.....	148
Garanties données pour des tiers.....	149
Escompte et réescompte d'effets de commerce.....	150
Action en dommages et intérêts.....	151
Actions de garantie de gestion.....	152
Caisse d'institutions en faveur du personnel.....	153
Actions à libérer.....	154
Plus-values non réalisées.....	155
Réparation des dommages de guerre.....	156

Quatrième Partie.

LA SITUATION NETTE

Chapitre XII. — CAPITAL ET RÉSERVES CLASSIQUES.

I. — Généralités.

Caractère abstrait des postes de Situation nette.....	157
Divisions de la Situation nette.....	157 bis
Le critère historique.....	158
Le critère juridique.....	159
Le critère fiscal.....	160
Examen des différents postes de Situation nette.....	161

II. — Le Capital et les Parts.

Caractères et Définition du capital.....	162
Fixité du Capital social.....	163
Définition proposée du Capital.....	164
Présentation du Bilan.....	165
Capital amorti.....	166
Différents types d'actions.....	166 bis
Parts bénéficiaires.....	167
Obligations à participations bénéficiaires.....	168
Bons d'amortissement. Bons de jouissance.....	169

III. — Pertes et Bénéfices.	
Pertes.....	170
Profits et Pertes ou Pertes et Profits.....	171
Bénéfices.....	172
Plus-values.....	173
Bénéfices proprement dits.....	174
IV. — Les Réserves classiques.	
Définitions.....	175
Report à nouveau.....	176
Retour au caractère des réserves.....	177
Réserve légale.....	178
Transformation de la réserve légale en actions.....	179
Distribution des réserves.....	179 bis
Réserves supplémentaires.....	180
Prime d'émission.....	181
Obligations amorties.....	182
Réserves intitulées autrement.....	183
Réserve ou Provision pour fonds d'assurance.....	184

Chapitre XIII. — RÉSERVES A BASES FISCALES.

I. — Historique.....	185
II. — Amortissements exceptionnels.....	186
III. — Fonds de Renouvellement de Matériel et d'Outillage.	
Principes généraux.....	187
Principes directeurs de calcul.....	188
Représentation graphique.....	189
Comparaison avec l'Amortissement sur la valeur de remplacement	190
Les Provisions (ou Fonds) de renouvellement sont des réserves.	191
Contre-partie réelle des Provisions.....	192
Dénominations employées.....	193
IV. — Réserves spéciales (Matériel et Outillage renouvelés).....	194
V. — Provision pour renouvellement de stock de départ.....	195
VI. — Réserve de réévaluation de stock de départ.....	196

Cinquième Partie.

FONCTIONS ET PRÉSENTATION DU BILAN

Chapitre XIV. — LES FONCTIONS DU BILAN.

I. — Le principe de sincérité.....	197
II. — Les fonctions de renseignement.	
Généralités.....	198
Point de vue économique.....	199
Définition des quotas.....	200
Quota des Immobilisations.....	201
Quota des achats.....	202
Le Bilan état descriptif des choses vendues.....	203
Point de vue financier.....	204
Quotas des Liquidités.....	205
Quotas des Dettes.....	206
Quotas des Ventes.....	207
Les intéressés à la fonction de renseignements.....	208
III. — Le Bilan compte de gestion.....	209
IV. — Le Bilan ouverture de droits.	
Généralités.....	210
Le Bilan et le Fisc.....	211

Chapitre XV. — PRÉSENTATION DU BILAN.

I. — Généralités.....	212
II. — Bilan type de la Commission du Plan Comptable.....	213
II A. — Examen de l'Actif.	
Généralités.....	214
Immobilisation.....	215
Valeurs engagées.....	216
Valeurs d'exploitation.....	217
Valeurs réalisables à court terme.....	218
Valeurs disponibles.....	219
Comptes pour ordre.....	220
Résultats.....	221
II B. — Examen du Passif.	
Généralités.....	222
Capital et Réserves.....	223
Dettes à long terme.....	224
Dettes à court terme.....	225
Fonds de renouvellement.....	226
Provisions.....	227
Fonds de retraite du personnel.....	228
Comptes pour ordre.....	229
Résultats.....	230
Conclusions sur la présentation du Bilan de la Commission du Plan Comptable.....	230 bis
III. — Bilan type proposé.....	231
CONCLUSION.....	232
APPENDICE.....	249
TABLE DES TEXTES CITÉS.....	259
TABLE DE LA JURISPRUDENCE CITÉE.....	261
TABLE DES AUTEURS CITÉS.....	262
BIBLIOGRAPHIE.....	267
INDEX ALPHABÉTIQUE.....	271



ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE DE SCEAUX
LE 26 NOVEMBRE 1946
21.550.—C.O.L. 31.3029

